



Thèse
Présentée par
François MENDY

UCAD - FLSH
Département de Géographie

La ville de Bissau : aménagement et gestion urbaine

2006



25 OCT. 2006

14.04.03

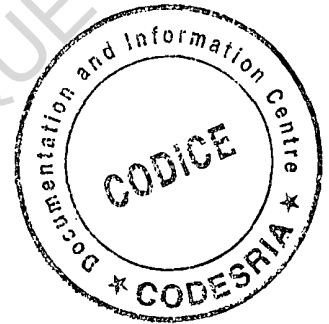
MEN

13181

UNIVERSITE CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR
Faculté des Lettres et Sciences Humaines
Département de Géographie



Thèse de doctorat de 3^e cycle



LA VILLE DE BISSAU:
AMENAGEMENT ET GESTION URBAINE

Présenté par François MENDY

Sous la direction du Professeur Cheikh BA

REMERCIEMENTS

Au Nom du Père, et du Fils, et du Saint Esprit. Je rends grâce à Dieu, de qui je tiens la vie et la réalisation de ce travail. Je remercie Son Fils Jésus Christ, mon Berger et mon Sauveur. Je remercie l'Esprit Saint le paraclet.

Je remercie tous ceux et celles qui m'ont aidé, par leur collaboration, leurs conseils, leur amour, leur soutien moral ou matériel, à réaliser ce travail. Mes remerciements s'adressent en particulier :

- Au Professeur Cheikh BA pour avoir dirigé mon travail jusqu'au bout, faisant preuve de patience, d'intérêt et de confiance à mon endroit.
- Aux professeurs Ahmadou Fadel KANE, Honoré DACOSTA, Isabel MEIDEIROS, Diogo ABREU et Carlos CARDOSO pour leur collaboration.
- Au Directeur Général et à tout le personnel et stagiaires du Centre de suivi écologique (CSE), en particulier à Ousmane BOCOUM, Tahibou BÂ et Assize TOURE.
- A M. Gray TAPPEN, Carlos SIRGADO, Alberto DASILVA, Braima BIAI, Mamadu JAO et Diogenes CARDOSO.
- Aux enquêteurs de la direction du cadastre municipal de Bissau et du Rua Angola, en particulier Silvano QUINTA, Jaime SÁ et Mamadu JAMANCA.
- A l'institut Camões, l'INEP, le CEG de l'Université de Lisbonne, l'ASES et tout leur personnel.
- A Augustin, Simon, Fernand, Enriquéta, Leão, Florise, Julio ARASSA, Maria GOMES NJAI et Edouard.
- A ma maman Emilie qui a fait sien ce travail, au prix de sacrifices, sachant me relever quand je flanchais sous le poids de la fatigue et du désespoir.
- Au Père Marcel Mahé, Père Alain FORISSIER, Sœur Paule Marie, Claire DORSNER, Joseph SARR, Evelyne et Marie Clémence.
- A Marie Noëlle, grâce à sa patience des débuts et ses frustrations d'aujourd'hui, j'ai pu arriver à ce résultat.
- A tous ceux et celles que je n'ai pas pu nommément citer.

Qu'ils trouvent à travers cette thèse l'expression de ma profonde reconnaissance.

SIGLES ET ABREVIATIONS

BAO : « Banco de Africa ocidental » Banque de l'Afrique occidentale.

BCEAO : Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

CDE : Compagnie d'entreprise

CEDEAO : Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

CSE : Centre de Suivi Ecologique

EAGB : « Electricidade e agua de Guiné-Bissau » Electricité et eau de la Guinée-Bissau.

IGN : Institut de Géographie Nationale.

INEP : « Instituto nacional de estudos e pesquisas » Institut national d'études et de recherches.

NEPAD : Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique.

OMVG : Organisation pour la mise en valeur du fleuve Gambie.

OUA : Organisation de l'unité africaine.

PAIGC : Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap Vert.

PASI : « Programa de ação social e infraestrutural » Programme d'action sociale et Infrastructurale.

PMBB : « Projecto de melhoramento dos bairros de Bissau » Projet de restructuration des quartiers de Bissau.

PME : Petite et moyenne entreprise.

PMI : Protection maternelle et infantile.

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement.

PNUEH : Programme des Nations Unies pour les établissements humains.

SAB : « Sector autónomo de Bissau » Secteur autonome de Bissau

UEMOA : Union économique et monétaire Ouest africaine.

AVANT PROPOS

1- JUSTIFICATION

Nous allons partir d'une anecdote pour expliquer les raisons qui nous ont poussé à choisir ce sujet. Visitant la ville de Bissau pour la première fois, nous avons été frappés et même exaspérés par les pénuries d'électricité. Les délestages étaient longs car ils duraient toute la matinée ou toute la nuit, au point qu'au retour de l'électricité, c'était une clameur de joie comme au stade lors d'un but marqué : « luz bem » (l'électricité est arrivée). Avant la fin de notre séjour, les expressions « luz bem » et « luz bai » (l'électricité est partie) nous étaient devenues familières.

Finalement, cette situation rythme la vie des citoyens car elle s'est empirée au cours des années. A cela s'ajoutent les pénuries d'eau courante, et l'insuffisance notoire d'infrastructures et de services. En matière d'aménagement, nous avons constaté que la ville progressait lentement. Peu d'infrastructures se réalisaient. En effet, on ne sentait pas les actions de l'Etat ou de la municipalité. C'était le secteur privé qui se distinguait par des constructions de bâtiments et la mise en place de services.

Malgré la beauté de l'architecture des bâtiments, on percevait un certain vieillissement du Centre ville. Quelques bâtiments en ruine, la chaussée très abîmée de nombreuses rues, des fils électriques ou téléphoniques pendants etc. marquaient le décor.

Voici quelques uns des éléments qui ont retenu notre attention et qui nous ont amené à accepter ce sujet.

2- LE CONTEXTE DU TRAVAIL

Au cours de nos recherches en maîtrise et en DEA (Diplôme d'études approfondies), nous avons toujours travaillé sur la zone frontalière entre le Sénégal

et la Guinée-Bissau. Nous avons souvent buté sur une carence d'informations. Au niveau du Sénégal, les informations sur la frontière Sud existent, même si elles ne sont pas exhaustives. On pouvait les compléter en ayant recours à des enquêtes. Mais du côté de la Guinée-Bissau la situation était plus difficile. En dehors de l'INEP « Instituto Nacional de Estudos e Pesquisas » (l'institut national d'étude et de recherche), il n'existe pas de bibliothèques spécialisées dans la recherche. La culture archivistique était faible et les administrations publiques ne disposaient pas de centre de documentation. Par ailleurs, les études faites sur la Guinée-Bissau ne sont pas importantes si on les compare aux autres pays. Les écrits sur la période coloniale sont de loin plus importants que ceux de la période postérieure à l'indépendance. C'est dans cette ambiance que nous avons eu à commencer nos recherches.

Pour concevoir un projet de recherche, il nous a fallu nous rendre dans la ville de Bissau. Conscients des problèmes de documentation que nous allons rencontrer, nous nous sommes rendu compte que nos chances étaient minces du fait que notre centre d'intérêt se réduisait à la ville de Bissau. Nous avons commencé alors par la bibliothèque de l'INEP. Après de maigres résultats concernant l'époque coloniale, il fallait se tourner vers l'administration publique. Pour cela, il fallait trouver des personnes ressources qui pouvaient nous faire rentrer dans les bureaux et nous mettre en rapport avec des personnes capables de nous trouver des informations. Un ami du nom de Alberto DASILVA s'est mis à notre service. Il nous a fait circuler dans tous les bureaux de la mairie de Bissau et au ministère de l'urbanisme à la recherche d'informations sur la ville de Bissau. Partout où nous sommes passés, on nous faisait comprendre que ce déficit de documentation est dû principalement à la dernière guerre du 7 juin 1998. C'était dur à accepter. Mais ceux qui avaient des documents chez eux, nous ont permis volontiers de les photocopier.

Ensuite, par le truchement de l'institut Camões, nous avons obtenu une bourse de huit mois pour mener des recherches au Portugal. Nous avons trouvé une documentation exhaustive et de bonne qualité. Mais, elle est lacunaire pour la période après indépendance de la Guinée-Bissau. Grâce à un cours séjour à Paris nous avons pu compléter notre documentation sur l'histoire de la ville.

Face à cette lacune nous nous sommes rendu compte que la seule solution qui nous reste est de procéder à des enquêtes pour compléter nos informations. A partir du Portugal nous avons envoyé par le biais de l'INEP des questionnaires à plusieurs organismes publics et privés notamment la mairie de Bissau, la société d'eau et d'électricité, le ministère des infrastructures sociales etc. Nous n'avons pas obtenu de réponses.

A notre retour à Bissau, mis à part la mairie de Bissau nous avons perdu la trace de nos questionnaires. Le service du cadastre de la municipalité s'est intéressé à notre travail et a accepté de collaborer avec nous pour faire des enquêtes sur la ville, d'autant qu'il avait commencé un travail similaire qui n'a pas abouti. Avec ses techniciens nous avons conçu les questionnaires (fiches 1 et 2 en annexe 1). Nous avons convenu d'un accord : nous allons fournir les fiches d'enquête et la mairie va mettre à notre disposition des enquêteurs, ensuite nous dépouillerons les enquêtes et nous donnerons au service du cadastre municipal une copie des résultats. La collaboration n'a pas pu se poursuivre à cause de l'absentéisme fréquent des enquêteurs. Ils n'étaient pas motivés parce que victimes d'arriérés de salaire.

Au bout de quelques mois, nous n'avons même pas pu boucler une dizaine de quartiers. Nous nous sommes résolu à recruter des lycéens pour la somme de 500 F par jour d'enquête. Après quelques séances d'initiation, ils étaient devenus opérationnels. Au bout de quelques mois nous avons bouclé une trentaine de quartiers.

Une ONG dénommée NADEL qui opère dans la ville a collaboré avec nous. Travaillant avec des associations de jeunes de certains quartiers, elle nous a proposé de les intégrer afin qu'ils fassent les enquêtes dans leur quartier. Nous avons initié ces jeunes et sous notre direction, ils ont pu effectuer les enquêtes. C'est ainsi que nous avons pu réaliser nos enquêtes dans les 45 quartiers qui composent la ville de Bissau.

Pour la répartition des quartiers de la ville, les points de vue divergent sur les limites des quartiers. Finalement nous avons accueilli les limites proposées par les techniciens de la mairie, non sans procéder à quelques modifications.

Pour ce qui concerne le dépouillement, dès le début des enquêtes, nous calculions les totaux au retour du terrain. Ce qui nous permettait de voir les erreurs et de pouvoir si possible les rectifier le lendemain. Pour minimiser les erreurs nous faisons seuls ce travail, de même pour le dépouillement et la saisie des résultats à la fin des enquêtes.

Pour étudier la progression spatiale de la ville, il fallait disposer d'un support cartographique. Les images satellites sont plus adéquates mais leur coût était largement au-delà de notre portée. De plus pour la Guinée-Bissau et en particulier pour la ville de Bissau, il n'était pas possible de trouver des images portant sur les dates que nous avons ciblées au départ. De même, très peu de cartes sur Bissau sont disponibles. En allant au Portugal, nous avions cet objectif. Seule l'année 1952 fut disponible. Ayant eu la chance d'obtenir des images satellites sur Bissau, il ne restait qu'à les traiter. Ce fut le travail le plus difficile de notre thèse. Après plusieurs mois passés à faire la mosaïque de 5 feuilles de 1/10000 de Bissau par le logiciel Chips for Windows, nous avons essuyé un échec. La raison principale était que nos cartes avaient subi une altération lors de leur copie par l'IGN (Institut de Géographie Nationale). Nous avons procédé à une autre méthode. Munis d'un GPS, nous sommes retournés à Bissau pour faire la levée de quelques dizaines de points sur différents lieux saillants de la ville. A l'aide de ces points, nous avons pu géoréférencer les images satellites. L'exercice le plus dur fut le géoréférencement d'un manuscrit de carte. (Cf. carte 3)

Après ce rude exercice, nous avons procédé à la numérisation des différentes images. Comme le précédant, il est difficile et demande la patience et la précision.

Pour donner aux quartiers des limites numériques, pouvant être représentées sur la carte, nous fûmes obligés de repartir à Bissau avec un GPS. Nous avons parcouru la ville dans cette période hivernale, en faisant le tour des 45 quartiers pour circonscrire leurs frontières avec l'appareil.

L'étude des changements dans l'occupation du sol sur plusieurs périodes, fut aussi un exercice laborieux. Cette phase cartographique nous a permis de voir

l'expansion spatiale de la ville, d'évaluer les gains et les pertes de surfaces dans l'occupation du sol notamment le bâti, les cultures, la végétation etc.

Notre retard dans la rédaction de notre thèse se situe à ce niveau. Sans le traitement cartographique, il ne nous était pas possible de rédiger les 2^e, 3^e et 4^e parties parce qu'elles sont liées. Nous avons mis beaucoup de temps et d'efforts pour réaliser les cartes que vous avez dans le texte. C'était un défi à relever.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

INTRODUCTION GENERALE

Le phénomène urbain n'est pas un fait récent en Afrique. Dans l'antiquité, l'Egypte pharaonique a connu un rayonnement urbain avec des villes comme Memphis, Thèbes, Edfou... Au moyen âge, beaucoup de villes ont essaimé sur le continent. Au Nord, Carthage, Alexandrie, Tunis, Al Fusta furent de grandes agglomérations dans le cadre du commerce méditerranéen. En Afrique occidentale, comme on le sait à travers les vestiges historiques et les sources orales et écrites, Djéné, Kano, Tombouctou, Koumbi Saleh, Gao, Bénin...furent de grands centres politiques, intellectuels et commerciaux (VENNETIER P. 1987). En Afrique orientale et australe, des villes notamment Zanzibar, Kilwa, Mombassa et Zimbabwe avaient vu le jour. Toutes ces villes se sont finalement assoupies avec la disparition de leurs institutions politiques ou du commerce caravanier.

A partir du XVI^e siècle, une nouvelle génération de villes apparut. Cette fois-ci, elles sont suscitées par les puissances européennes implantées en Afrique. De ce fait elles sont différentes des anciennes à plusieurs titres.

Par rapport à la situation géographique, ces nouvelles villes, à quelque exception près, ont été installées sur la côte, le long des cours d'eau et dans les îles (VENNETIER P. 1987), alors que les anciennes se sont presque développées à l'intérieur du continent.

Quant au site, beaucoup de villes coloniales ont été implantées sur des reliefs plats, «si plat que le marécage est un élément fréquent de la topographie urbaine, qu'il limite la ville ou oppose à son extension une gêne difficile à surmonter» écrit DRESCH (DRESCH J. 1950).

Au niveau architectural, les villes coloniales se distinguent généralement par leurs édifices impressionnants (COQUERY-VIDROVITCH C. 1988). Dans le quartier des affaires, s'alignent des bâtiments ayant au rez-de-chaussée des magasins de commerce et à l'étage des appartements avec leurs balcons donnant sur la rue. La toiture des bâtiments était généralement en pente, de tuiles rouges, alors que les

cités des royaumes africains avaient en général des édifices modestes en banco couverts de toiture en paille. Dans certains cas, seul le palais du souverain avait un aspect imposant. De plus, il était en étage dans l'empire du Mali.

Sur le plan de l'urbanisme, les pouvoirs coloniaux ont aménagé le centre en fonction des activités : quartier commercial, quartier administratif, quartier des affaires, quartier résidentiel, zone portuaire, et zone de la gare. Son organisation obéit à un plan d'urbanisme notamment plan en damier ou plan circulaire. Les rues et avenues sont larges et rectilignes, les chaussées goudronnées ont leurs trottoirs alignés d'arbres. Les maisons bien alignées, disposent de jardin et une devanture ornée de fleurs. Par contre dans la périphérie se déploie la ville africaine caractérisée par son désordre. Des habitations en banco, en bois et en matériaux de récupération (fûts et boîtes en métal) cohabitent ensemble. Les toitures sont généralement en paille ou en tôles ondulées. Les rues sont étroites, débouchant de temps à autre sur des culs de sac. Ses quartiers survivent dans une situation d'insuffisance criarde d'infrastructures de base.

A ce niveau, les anciennes villes africaines présentaient un aspect plus humain et plus convivial. En effet, elles étaient marquées par une certaine modestie des bâtiments mais aussi par des rues en sable plus ou moins larges. Le plan d'urbanisme était très aéré et permettait l'exercice d'activités diverses notamment le commerce (foire et marché), les réunions, la danse, la lutte, etc.

Pour ce qui concerne les activités, les villes cumulaient plusieurs fonctions. La ville escale, généralement de petite taille et localisée sur les voies d'eau ou de train, avait un rôle de commerce et de collecte des matières premières. Par contre la ville capitale, plus importante en taille, jouaient plusieurs fonctions notamment politiques, administratives, militaires et commerciales, tandis que les villes africaines ne jouaient que des fonctions politiques, commerciales et rarement intellectuelles.

Aujourd'hui, plusieurs de ces villes coloniales sont devenues des capitales d'Etat. Après des décennies d'existence, les villes africaines se particularisent de celles du monde développé par des caractéristiques très saillantes ; caractéristiques qu'elles partagent avec leurs homologues du tiers monde :

- Leur croissance démographique est extrêmement rapide. De 1950 à 2000 la population urbaine de l'Afrique subsaharienne a été multipliée par 11, passant de 19,6 à 224 millions. Ainsi donc avec un rythme moyen annuel de 5% (5,2% en 2000), elle a doublé tous les dix ans (DUBRESSON A et RAISON J.P. 1998). D'ailleurs Jacques GIRI employait le terme d' « explosion urbaine » pour qualifier la situation en Afrique (GIRI J. 1986). Selon le PNUD, la population urbaine de l'Afrique subsaharienne représentait 32,7% de sa population totale en 1998. Elle passera à 42,6% en 2015 (PNUD, 2000).

- Leur expansion spatiale est importante. Elle est rapide au point que leurs plans d'urbanisme sont en général dépassés avant même leur publication. Certaines agglomérations dépassent même leurs limites administratives. Face à cette situation, certains Etats ou collectivités locales se bornent à faire des corrections ou des re-découpages administratifs. Par ailleurs, cette expansion déréglée pose des problèmes d'environnement et de gestion urbaine surtout quand il s'agit d'occupations non structurées pour ne pas dire spontanées ou irrégulières (STREN R.E. et WHITE R.R. 1993).

- L'habitat non structuré constitue la partie la plus importante du tissu urbain. Il est la plaie des villes africaines. Mais force est de reconnaître qu'il est l'unique réponse des classes défavorisées face aux besoins de logement, puisque l'offre des structures étatiques et privées de promotion immobilière n'est pas à leur portée. Pour résoudre ce phénomène, la puissance publique, au début des indépendances, avait l'habitude de procéder à des déguerpissements et des relogements dans la périphérie de la ville. Ces mesures impopulaires ont été remplacées par des opérations de restructuration et des projets de parcelles assainies financés par des bailleurs de fonds (HAUMONT N. et MARIE A.1987).

- La ségrégation spatiale héritée de la colonisation demeure encore dans certaines villes africaines. L'ancien quartier des blancs (appelé aussi le plateau) se singularise du reste du tissu urbain (MASSIAH G. et Al 1987). Par contre dans d'autres agglomérations cette ségrégation a disparu, il ne reste que quelques reliques. Autre phénomène courant, dans le paysage urbain, est la naissance d'îlots

d'habitats structurés dans la marre des habitats irréguliers. Généralement ces habitats planifiés squattent les sites de plage.

- La pauvreté se généralise de plus en plus dans la société urbaine. Le chômage s'intensifie, la mendicité prend de l'ampleur, le contingent des enfants de la rue s'élargit.

- L'insuffisance chronique des infrastructures de base et des services est le commun des quartiers irréguliers ou de la périphérie des villes africaines. A voir les modes de vie et les stratégies de survie développées par les populations, on se croirait en milieu rural. Encore que la campagne n'est pas si peuplée. Disons que ce sont des « villages urbains ». Dans certaines occasions, cette situation est exploitée à des fins de clientélisme politique.

- Les villes en Afrique sont aussi le lieu d'une opposition foncière entre le domaine national et le droit coutumier. Dans certains cas, l'Etat a imposé sa suprématie, alors que dans d'autres il a lâché du lest devant la détermination des populations autochtones. Par ailleurs, à l'heure de la décentralisation, le transfert du domaine public ou privé de l'Etat aux collectivités urbaines est posé aujourd'hui (ROCHEGUDE A. 2001).

- L'industrialisation, à quelques exceptions près, est très faible dans les villes africaines, parce qu'elles ont été créées, non pour jouer une fonction industrielle - vocation intrinsèque d'une ville - mais pour la concentration et l'acheminement des matières premières vers l'Europe. Ce qui explique la création de grands ports dans les villes côtières (ELA J.M. 1983).

Cependant, à y voir de plus près, les villes africaines présentent des particularités liées aux puissances impérialistes qui les ont créés. Chaque puissance coloniale a marqué de son emprunt les villes qu'elle a suscitées. Ainsi les villes lusophones d'Afrique ont leurs spécificités.

- En terme de période d'implantation, les villes lusophones sont parmi les plus anciennes d'Afrique. Elles datent du XVI^e et XVII^e siècle.

- Quelques-unes de ces villes se sont développées à partir d'une forteresse. C'est le cas de Luanda avec la « Fortaleza São Miguel » (AMARAL I.P.P., 1956), et de Bissau avec la « Fortaleza São José » (DA SILVEIRA J.F., 1989).

- Architecturalement, la plupart des centres urbains ont l'aspect de petits centres provinciaux, avec un nombre très limité de bâtiments à étage (CAHEN M., 1989).

- A l'aube des indépendances les villes lusophones, à l'exception de Luanda et Maputo, étaient économiquement en retard. Cela s'explique par la décadence du Portugal après ses glorieuses découvertes et ses choix politiques.

- Par ailleurs toutes ces villes ont plus ou moins ressenti les effets des guerres de décolonisation et des conflits armés après les indépendances.

- Elles sont passées sous la gestion des autochtones, tout récemment, dans le courant des années 70. Et en l'espace de 10 ans, elles ont vite rattrapé les autres capitales des Etats africains indépendants dans les phénomènes d'hypertrophie, de dysfonctionnement, de distorsion et de macrocéphalie... Il faut reconnaître aussi que cette période coïncide avec la crise économique mondiale.

C'est dans ce contexte qu'il faut placer la ville de Bissau, actuelle capitale de la Guinée-Bissau. Sa naissance est liée à la construction de la forteresse São José sur le site où vivait le peuple pépel organisé en petites royautes « regulados ». Après une longue période de léthargie et de tergiversation sur son statut administratif et politique, sa construction démarra véritablement à partir de 1941. Mais elle est vite interrompue par la guerre de décolonisation des années 60. C'est le début de son urbanisation avec le reflux des populations de la campagne fuyant la guerre.

Les indépendances n'ont produit qu'un bref temps d'euphorie pour la ville, car elle va sombrer dans les politiques d'ajustement structurel. Comble de malheur, elle sera le cœur du conflit militaire du 7 juin 1998. Aujourd'hui, à l'instar des autres pays,

Bissau est parmi les villes capitales les plus pauvres d'Afrique noire. Ses maux se résument en trois domaines : expansion spatiale incontrôlée, insuffisance chronique d'infrastructures de base et de services, et problèmes d'aménagement et de gestion urbaine.

PROBLEMATIQUE

Parmi les sites des villes coloniales d'Afrique, Bissau fut l'un des premiers à être exploré par les Européens. En effet, dès le XV^e siècle, les Portugais vont s'y installer pour faire du commerce. Son choix repose particulièrement sur son caractère estuarien. Il est presque entouré par des cours d'eau. D'ailleurs les Portugais avaient l'habitude de le surnommer l'île de Bissau. Un avantage pour ces derniers, le site de Bissau pose aujourd'hui des problèmes d'extension. Ses réserves spatiales sont limitées et une partie non négligeable du site est constituée de sols impropres à l'habitat. La division administrative post-indépendance lui a taillé un petit territoire avec un statut autonome.

Du XV^e siècle au début du XX^e siècle, Bissau a vécu dans une certaine torpeur. Victime de tergiversation sur son statut administratif et des conséquences de la situation politique de la métropole, l'aménagement de Bissau ne démarra qu'à partir des années 1920. Il va s'intensifier en 1941, lorsqu'elle reprend son statut de capitale de la colonie.

Comme les autres puissances coloniales, les Portugais ont créé un clivage entre les « civilisés » et les « indigènes ». Sur le plan spatial l'Est s'oppose à l'Ouest. Le premier est la ville européenne aménagée à l'image des villes de la métropole. Tous les infrastructures et services sont mis en place, afin de garantir aux agents de l'administration coloniale, un cadre de vie sain et agréable. Par contre, le second est la périphérie, laissée à elle-même et évoluant dans la logique de l'occupation spontanée. Elle est marquée par un désordre et une promiscuité de l'habitat et une carence très profonde en équipements et en services.

L'accession de la Guinée-Bissau à l'indépendance inaugure une nouvelle forme d'évolution pour la ville de Bissau. Les frontières de la ville sont libérées, il

n'existe plus de système de laissez-passer pour entrer dans la capitale. C'est le début d'une urbanisation rapide de la ville due à une croissance démographique accélérée.

Ainsi, son expansion spatiale prend des tournures inquiétantes. Face à une faiblesse des politiques d'habitat et devant les besoins croissants en logement, les citoyens ont trouvé une alternative dans l'habitat spontané. Celui-ci se manifeste par une appropriation traditionnelle du sol et un type de construction sans étage, entraînant une extension spatiale importante de la ville, que même les redéfinitions incessantes de ses frontières n'ont pu atténuer. Bissau a commencé à grignoter le territoire des circonscriptions voisines. Des surfaces inondables, impropres à l'habitat sont aujourd'hui en train d'être occupées. Cette situation a accentué le déficit en infrastructures et services de la ville et surtout dans sa périphérie. Elle marque aussi l'amenuisement des investissements urbains de l'Etat et de la collectivité urbaine par rapport au début des indépendances.

En outre, la répartition spatiale des infrastructures et services est marquée par une grande disparité. Le centre ville concentre une bonne partie des équipements et services. Au fur et à mesure que l'on progresse vers la périphérie, le déficit s'accroît. C'est la configuration qui donne le réseau routier, d'adduction d'eau, d'électricité, du téléphone, d'assainissement, et les infrastructures éducatives et sanitaires. A ce niveau on peut parler de centralisme du Centre ville par rapport au reste de Bissau.

Cependant, même si l'empreinte coloniale sur l'urbanisme et l'architecture demeure encore, on sent plus ou moins une dégradation du Centre ville. Le quartier commercial et la zone portuaire, la chaussée des rues, le réseau d'adduction d'eau et d'électricité se dégradent faute d'entretien efficace.

Cette urbanisation accélérée a débouché sur une situation de macrocéphalie. Bissau est de loin la ville la plus peuplée de l'armature urbaine de la Guinée-Bissau. Sa population fait au moins huit fois celle de la seconde ville du pays en l'occurrence Bafata.

Le centralisme de Bissau, voulu et entretenu par le pouvoir colonial portugais, continue de prévaloir dans l'armature urbaine du pays. La capitale concentre toutes les fonctions à telle enseigne qu'elle devient incontournable. Les infrastructures socio-économiques et les services les plus importants y sont installés.

Enfin, tous ces problèmes sont vécus par la population dans un contexte de pauvreté assez profond et d'instabilité politique. En effet, les salaires sont très bas et leur règlement peut accuser du retard dans le secteur public, au point que le souci premier de la majorité est de manger à sa faim.

OBJECTIFS ET HYPOTHESES DE RECHERCHE

1. OBJECTIFS DE RECHERCHE

A travers cette étude, plusieurs objectifs sont poursuivis :

- Nous voudrions montrer l'évolution spatiale de Bissau, de sa fondation à nos jours. Au-delà de cette évolution spatiale de Bissau, nous comptons attirer l'attention des pouvoirs publics sur la nécessité d'une maîtrise de l'espace urbain pour une gestion efficiente du reste, et de la protection de l'environnement urbain.

- Nous tenterons de faire un inventaire des infrastructures et des services dans la ville. Notre objectif est de toucher du doigt les gaps afin de permettre aux acteurs et décideurs d'opérer des investissements judicieux en la matière. D'autre part, les résultats de nos enquêtes peuvent constituer une base de données fiables sur laquelle ces derniers, les associations et les organismes pourront s'appuyer pour concevoir des projets de développement pour la ville.

- Nous essayerons de montrer les problèmes d'aménagement et de gestion auxquels Bissau est confrontée. A ce niveau nous ferons ressortir les disparités, les dysfonctionnements, et les gaps en terme d'accès.

- Enfin, sans chercher à se mettre en position de donneur de leçon, l'objectif principal de notre travail est de faire comprendre que le retard de Bissau et du pays

en général est important. En conséquence, il est temps de s'atteler à la construction de la Guinée-Bissau à travers un cœur généreux.

2. HYPOTHESES DE TRAVAIL

- Le niveau des infrastructures et services est inférieur au minimum tolérable.
- La centralisation des équipements et services par le centre ville est marquante.
- L'occupation spatiale est anarchique dans bon nombre de quartiers.

METHODOLOGIE

1. RECHERCHE DOCUMENTAIRE

Notre premier obstacle fut la faiblesse de la bibliographie portant sur la Guinée-Bissau et en particulier sur sa capitale, si bien que nous avons été obligés de nous contenter des ouvrages généraux qui traitent de la géographie urbaine et des ouvrages spécifiques à d'autres villes du Tiers monde.

Néanmoins, nous avons pu trouver quelques documents dans la seule bibliothèque spécialisée du pays en l'occurrence celle de l'INEP. Grâce à notre réseau de connaissances nous avons pu glaner par-ci et par-là des documents.

En dehors de la Guinée-Bissau, certaines bibliothèques et centres de documentations ont été visités :

- à Dakar, nous avons consulté des ouvrages dans la Bibliothèque de l'Université Cheikh Anta DIOP de Dakar, celle du département de géographie, celle de l'IFAN, et dans les centres de documentation de la CODESRIA, de l'UNESCO et de l'IDEP.

- à Lisbonne nous nous sommes documentés dans les bibliothèques de l'Université de Lisbonne, de l'ISCTE (Instituto Superior de Ciencia e tecnica), de la

Société de géographie de Lisbonne, la Bibliothèque Nationale, dans les centres de documentation du CIDAC (centre d'information et de documentation Amilcar Cabral), du CEHCA (centre d'études historiques et de Cartographie Antique), du centre de géographie de l'IICT « Instituto de Investigação Científica Tropical ».

- à Paris nous avons fait une recherche documentaire dans la bibliothèque de l'Université de Nanterre, la Bibliothèque Nationale François Mitterrand, et la bibliothèque de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales.

La recherche documentaire nous a permis d'arriver à des résultats importants. Les uns sont des acquis réels tandis que les autres sont en quelque sorte lacunaires ou superficiels.

Pour ce qui concerne les avantages ou acquis tirés des documents consultés, nous allons les résumer en quelques points.

DA SILVEIRA (DA SILVEIRA J.F., 1989) a fait une chronologie très détaillée des aménagements réalisés dans la ville de Bissau de 1900 à 1960, tout en montrant sa tendance ségrégationniste. DUARTE (DUARTE F., 1948) a abondé dans le même sens tout en se limitant à l'année 1948 et sans ressortir cet aspect sectaire des aménagements limités à la zone européenne. DE ANDRADE (DE ANDRADE B., 1964), de même que DA MOTA (DA MOTA T., 1954), ACIOLY (ACIOLY C.C., 1993), et DA SILVA et AL (DA SILVA M.F. et LOPES C., 1984) retracent à leur manière cette évolution dans l'aménagement de la ville pendant la période coloniale. Quant à DO AMARAL (DO AMARAL I.M.P., 1956), il montre que le rejet de la population « non civilisée » vers la périphérie est une pratique générale dans le système impérialiste européen.

DA SILVA et AL (DA SILVA M.F. et LOPES C., 1984) vont aller plus loin en passant en revue les aménagements réalisés par le nouveau régime issu des indépendances. ACIOLY (ACIOLY C.C., 1993) va lui emboîter le pas en faisant le bilan du projet de restructuration de 1986 à 1991.

L'évolution du statut administratif de la ville de Bissau est bien ressortie dans notre documentation. SOARES (SOARES M.J., 2000), DA SILVEIRA (DA SILVEIRA J.F., 1989), DUARTE (DUARTE F., 1948), DA MOTA (DA MOTA T., 1954) et PELISSIER (PELISSIER R., 1989) ont retracé l'évolution du statut de Bissau de sa fondation jusqu'en 1941. PELISSIER (PELISSIER R., 1989) et SOARES (SOARES M.J., 2000) ont montré les tergiversations des Portugais sur le sort administratif de Bissau. Elles peuvent expliquer en partie le retard de Bissau dans son développement.

L'appropriation du sol et les conflits qu'elle a engendrés constituent un aspect non moins important souligné par certains auteurs. DA SILVEIRA (DA SILVEIRA J.F., 1989) a évoqué la stratégie de déguerpissement utilisée souvent par l'administration coloniale portugaise pour s'accaparer des terres des autochtones afin d'agrandir la ville européenne. En outre, il a souligné la concurrence dans l'occupation de l'espace dans les débuts de l'implantation portugaise. PELISSIER (PELISSIER R., 1989) et MENDY (MENDY P.K., 1994) ont retracé les conflits qui ont opposé les Pépels et Grumètes contre l'administration coloniale portugaise. METTAS (METTAS J., 1984) a montré comment la ville de Bissau a réussi à phagocytter les « regulados » de Bandim, Intim et Antula.

VENNETIER (VENNETIER P., 1991), PELISSIER (PELISSIER R., 1989) et TARVER (TARVER J.D., 1994) ont montré la tendance des pouvoirs impérialistes à combiner dans leur implantation forts et comptoirs, comme ce fut le cas à Bissau.

L'habitat spontané marqué par le lotissement traditionnel et l'autoconstruction, est un domaine très exploré par les auteurs. DA SILVEIRA (DA SILVEIRA J.F., 1989), FERREIRA (FERREIRA A.J., 1990), PROUZET et KOBO dans (VERDIER R. et ROCHEGUDE A., 1986), et DELER et AI (DELER J.P., LE BRIS E. et SCHNEIER G., 1998) l'ont souligné tout en montrant les problèmes qu'il engendre notamment l'expansion et la densification de la ville, mais aussi la carence en infrastructures et services.

LE BRIS et AI (LE BRIS E., MARIE A. et SINOU A., 1987), LEITE (LEITE E.C., 1995) et ROCHEGUDE (ROCHEGUDE A., 2001) sont revenus sur le thème de l'expansion spatiale de la ville confrontée à un problème de site. Ils ont souligné les

lotissements opérés sans viabilisation des parcelles, et l'occupation des zones marécageuses.

Les transports constituent un domaine étudié par divers auteurs. GREMAMO dans (GALLISSOT R. et MOULIN B., 1995) montre les interactions entre l'aménagement urbain et les transports. BULTYNCK (BULTYNCK P., 2001) évoque les problèmes liés aux transports notamment les conditions difficiles vécues par les usagers et le recul des sociétés publiques de transport.

Le PNUD (PNUD, 2000 et 2001) et SANCHES et Al (SANCHES A.P.R., CITTADINO A. et ARTUSO M., 2003) nous ont procuré des données de population et d'économie assez récentes qui nous ont permis d'appuyer certains de nos commentaires.

Par contre la documentation présente aussi des lacunes. Nous allons tenter de les résumer en quelques points.

Les plans d'urbanisme sont soulignés au passage par différents auteurs notamment ACIOLY (ACIOLY C.C., 1993), DA SILVA et Al (DA SILVA M.F. et LOPES C., 1984), DUARTE (DUARTE F., 1948). Mais le commentaire de ceux-ci n'a pas suivi. Par contre l'unique plan d'urbanisme disponible se borne à déterminer l'affectation des « Unor » (unités d'aménagement), sans donner des plans de détail. En outre, il fait superficiellement l'état des lieux des aménagements dans la ville.

Il aurait été profitable d'avoir les différentes limites de la ville de Bissau, mais beaucoup d'auteurs se sont bornés à les souligner sans les décrire géographiquement.

Beaucoup d'auteurs, précisément huit, ont donné la superficie de la ville de Bissau. Mais on n'a pas pu les recouper parce qu'elles présentent des contradictions et des aberrations.

A l'exception de quelques documents, très peu d'écrits concernent directement la ville de Bissau pendant sa période post-indépendance.

Une recherche archivistique a été menée aux Archives nationales du Sénégal et aux « Arquivo histórico ultramarino » (Archives historiques d'outre-mer) à Lisbonne. Notre recherche aux Archives de Lisbonne nous a permis d'acquérir le manuscrit d'une carte de Bissau en 1776.

Une recherche sur Internet a été effectuée. Grâce au moteur de recherche Google, nous avons pu trouver quelques documents. Mis à part le document de SANCHES A.P.R., les informations sur la Guinée-Bissau sont superficielles et mettent davantage l'accent sur des préoccupations touristiques.

Enfin une recherche cartographique a été menée à Paris et à Lisbonne. Nous avons pu obtenir quelques cartes et photographies aériennes. Nous allons les souligner dans la conception cartographique.

2. LA CONCEPTION CARTOGRAPHIQUE

Sur le plan cartographique, la situation est beaucoup plus préoccupante. Le seul service qui disposait de cartes est la direction de l'urbanisme et du cadastre. Mais la guerre du 7 juin 1998 a tout endommagé. Etant donné que l'étude de l'évolution spatiale de Bissau nécessite plusieurs cartes de dates différentes, nous avons recouru à l'alternative de traitement d'images satellites en vue d'élaborer nos propres cartes.

2.1. Les données

Les données utilisées furent celles-ci :

TYPES	ZONE	FEUILLES	EHELLE /RESOLUTION	SOURCE	DATE
Carte manuscrite	P. São José			Andrade	1776
Cartes topographiques	Bissau	Bissau	1/50000	JMGIU, MU Portugal	1952
Cartes	Bissau e arrederos	Bissau	1/10000	IGN France	1991
Photographies aériennes	Bissau			IGN France	1979
Images satellites	Bissau Bissau Bissau		2m 15m 30m	Corona Landsat Landsat	1967 1986 2002

Tableau1 : les données cartographiques utilisées

2.2. Outils utilisés

Pour faire un traitement nous avons travaillé avec les logiciels : Chips for Windows et ArcView 3.2. En effet, ceux-ci étaient plus utilisés dans le centre – CSE (Centre de Suivi Ecologique) – où nous avons fait notre apprentissage de la cartographie assistée par l'ordinateur. Chips for Windows est le logiciel du CSE développé par l'université de koppenhag, spécialisé dans le redressement d'image. ArcView est très convivial et utilisé surtout dans la numérisation.

2.3. La photo-interprétation

Pour la photo-interprétation, nous avons choisi les trois images, la carte manuscrite et la carte topographique.

Etant donné que les limites de Bissau ont été redéfinies à plusieurs reprises à cause de son expansion spatiale très rapide, que nous ne disposons pas des limites précises sous forme de coordonnées UTM ou en degré - nous doutons fort qu'elles existent - et que la surface bâtie a dépassé celles définies sur les cartes du PGUB, nous avons été dans l'obligation de définir une aire de 8844 ha pour la ville, sur laquelle nous avons fait notre cartographie.

Pour cartographier l'occupation du sol nous avons fait une interprétation visuelle à l'écran. Pour cela nous avons procédé comme suit :

2.3.1. Le traitement

Un pré-traitement consistant à scanner la carte manuscrite et la carte topographique a été effectué.

Ensuite la première image a été géoréférencée (redressée) à l'aide du logiciel Chips for Windows grâce aux coordonnées UTM recueillies sur le terrain. En effet, munis d'un GPS nous avons parcouru la ville en prenant une trentaine de coordonnées sur des points saillants (stratégiques) et des traces des axes principaux.

A partir de l'image corona géoréférencée, nous avons redressé les deux autres, mais aussi la carte topographique et la carte manuscrite.

2.3.2. L'interprétation

Etant donné que notre zone d'étude est une ville, les modes d'occupation du sol sont très complexes. Mais grâce à notre connaissance du terrain à la suite de nos enquêtes, et des avis de plusieurs agents du CSE, nous avons retenu une classification qui d'ailleurs a été améliorée à plusieurs reprises. La légende qui en découle comporte 9 classes : habitat, riziculture, autres cultures, mangrove, autres types de végétation naturelle, vasière, sols inondables, sols nus et cours d'eau. Rassemblées par thème, elles vont former 5 catégories : habitat, cultures, végétation naturelle, sols dénudés et surfaces d'eau.

Cette classification a été le résultat d'une interprétation visuelle. Les classes ont été retenues selon la distribution des niveaux de teinte, la structure et l'environnement des objets mais aussi grâce aux légendes des cartes. Le logiciel SIG ArcView nous a permis de produire des données vectorielles relatives à la thématique (classe d'occupation du sol) et à la planimétrie (réseau hydrographique, réseau routier, etc.).

A la fin de ce processus un draft de l'image la plus récente a été imprimé. Muni de celui-ci et d'un GPS, nous sommes retournés sur le terrain pour le contrôle

et la validation. Il consistait à choisir des points bien répartis sur le draft. Leurs coordonnées sont enregistrées dans le GPS. Sur le terrain, à l'aide de cet appareil nous partons à la reconnaissance de ces points. Ce qui nous permet de vérifier si la classe représentée sur le draft correspond bien à ce qui existe sur le terrain.

Au retour, les corrections nécessaires ont été effectuées. Grâce à cette actualisation nous avons obtenu une carte 2004.

Comme résultat nous avons réalisé une carte d'occupation du sol de cinq dates : 1776, 1952, 1967, 1986 et 2004.

2.4. La détection des changements

L'objectif est de mettre en évidence les changements intervenus dans le mode d'occupation du sol et l'expansion spatiale de la ville de Bissau de 1952 à 2004. L'accent est mis en particulier sur la progression du bâti.

Pour détecter les changements, les vecteurs issus de l'interprétation sont convertis en « grid » et mis en format binaire avant d'être combinés deux à deux pour obtenir une image résultante (classification croisée) et une matrice des changements (tabulation croisée). L'image résultante fournit pour chaque pixel la classe dans l'année la plus récente. La matrice quant à elle, fournit pour chaque classe le nombre de pixels de l'année la plus ancienne qui est resté dans la même classe ou qui est passé dans une autre classe.

Sur la période de 52 ans, trois périodes ont été considérées : 1952 à 1967 ; 1967 à 1986 ; 1986 à 2004. Le choix de ces trois périodes repose sur la disponibilité des images et des cartes. En outre, pour ressortir sans étape les changements sur l'ensemble des 52 ans, la période 1952 à 2004 a été considérée.

L'étude des changements dans le mode d'occupation du sol aurait pu intégrer la période 1776 à 1952 si le manuscrit de 1776 avait la même dimension que les autres cartes et images.

Dans les changements trois cas de figure se sont présentés :

- les zones sans changements : le mode d'occupation de l'espace est resté le même durant la période considérée.

- les zones modifiées : le mode d'occupation du sol a changé d'une classe à une autre, mais en restant dans la même catégorie (exemple : zone rizicole qui est transformée en zone de culture maraîchère ou non inondée, ou vis versa).

- les zones converties : le mode d'occupation du sol est transformé d'une classe à une autre classe en changeant de catégorie (exemple : zone de culture qui est transformée en surface bâtie).

L'image résultante de la classification croisée est ensuite reconvertie en « shapefile ». Ainsi des cartes de changements des quatre périodes sont réalisées. Par ailleurs, pour lire plus facilement les changements sur une seule carte, nous avons choisi de faire ressortir les résultats des conversions (exemple : surfaces converties en habitat) et non les conversions (exemple : habitat converti).

L'objectif visé ici est de faire apparaître sur la carte des changements, la progression spatiale de chaque mode d'occupation du sol, c'est à dire les gains (conversions) et les modifications (gains dans une même catégorie).

3. L'ANALYSE DES INFRASTRUCTURES

En outre, nous avons parcouru les 45 quartiers pour circonscrire leurs limites à l'aide du GPS afin de les reproduire sur la carte. Ce qui nous a permis de produire une carte de répartition des quartiers et le périmètre du bâti de chaque date. Par ailleurs, nous avons pu ressortir sur ArcView la surface et le périmètre de tous ces quartiers.

Avec la carte de répartition des quartiers, nous avons pu montrer la densité de chaque type d'infrastructure ou service en fonction des quartiers en utilisant les données de nos enquêtes.

Par ailleurs, sur ArcView, nous avons pu ressortir la dimension du réseau routier en détail.

Enfin, nous avons pu évaluer le niveau de desserte des différents quartiers de la ville.

4. LES ENQUETES DE TERRAIN

4.1. Enquêtes et dépouillement

Dans le but de faire ressortir les forces et les faiblesses de la ville de Bissau en terme d'infrastructures et de services, il fallait procéder à un inventaire de l'existant. Ayant obtenu l'accord de la municipalité pour collaborer à nos enquêtes, nous avons opté pour des enquêtes exhaustives devant couvrir toute la ville sans laisser de quartiers en rade.

Forts d'une équipe d'une douzaine d'enquêteurs, nous procédions quartier après quartier. Sur les lieux, le quartier est divisé en plusieurs groupes d'habitations en fonction des rues. Chaque enquêteur était affecté à un carré (groupe de maisons). Il allait de maison à maison sans en laisser une seule afin de questionner les habitants. Par une réponse affirmative, il cochant (X), par la négative, il cochant (-) sur la fiche n°1 (Cf. annexe1). Dans son carré d'habitations, il devait aussi répertorier les infrastructures et services collectifs sur la fiche d'enquête n°2 (Cf. annexe1). Il écrivait leur nombre en barre (I) et leur localisation en fonction de l'habitation la plus proche (il porte le numéro de la maison qui lui est le plus proche). Le superviseur dessinait le plan du quartier en y délimitant les carrés. Chaque carré portait le numéro de ses fiches d'enquête et le nom de l'enquêteur.

Quant au dépouillement, nous avons procédé par quartier. Les données étaient saisies sur Excel. On calculait les totaux des fiches des différents carrés pour chaque question. Ensuite on dressait le tableau récapitulatif du quartier. Enfin, un tableau général contenant les données des 45 quartiers est dressé. C'est ce que nous avons en annexe (Cf. annexe3).

4.2. Traitement des données d'enquêtes

4.2.1. Traitement cartographique des données

Grâce au logiciel ArcView, nous avons pu utiliser les données pour concevoir des cartes thématiques. Chaque équipement ou service individuel (de l'habitation) ou collectif a pu faire l'objet d'une carte. Ceux qui ne sont pas quantitativement nombreux, ont été regroupés. Notre objectif était de représenter la densité des infrastructures et services collectifs dans les quartiers de sorte à faire ressortir les quartiers les plus dotés et les moins dotés.

4.2.2. Traitement statistique des données

Sur Excel nous avons dressé des tableaux statistiques, surtout pour certaines données qui étaient plus significatives d'être représentées en valeur absolue qu'en signe.

5. DEMARCHE SUIVIE

Notre travail s'est étalé finalement sur une durée de cinq ans. Au cours de cette période notre démarche fut composée chronologiquement de plusieurs étapes :

- une fois que notre sujet fut défini, nous avons commencé nos recherches dans les bibliothèques de Dakar. Ensuite nous les avons poursuivies à Bissau.

- Sur place, nous avons prospecté notre terrain de recherche en visitant quelques quartiers, en établissant des contacts avec des personnes ressources de l'administration et de la municipalité de Bissau.

- A la suite de notre prospection et de notre documentation, nous avons conçu notre premier projet de recherche.

- Nous nous sommes rendu à Lisbonne puis à Paris dans l'objectif de poursuivre notre recherche documentaire et cartographique. A Lisbonne, nous avons produit notre deuxième projet de recherche. Ensuite nous avons conçu et envoyé nos

premiers questionnaires. Puis nous avons rédigé l'introduction et la première partie de notre thèse.

- A notre retour à Dakar, nous avons procédé à la reformulation de notre sujet ; ce qui a abouti à la conception de notre dernier projet de recherche et au réaménagement de l'introduction et de la première partie.

- A Bissau, nous avons conçu de nouveaux questionnaires. Ensuite, nous avons réalisé nos enquêtes dans les différents quartiers de la ville. Puis nous avons procédé au dépouillement et à la saisie des résultats à Dakar.

Nous avons fait un stage de formation en cartographie. Il nous a permis de traiter nos images satellites, de produire des cartes et de faire l'étude des changements du milieu.

- Enfin, nous avons procédé à la rédaction des trois dernières parties de notre thèse.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

PLAN DE REDACTION

Introduction générale

1^{ère} Partie : Présentation générale de la Guinée-Bissau

- 1. Cadre physique**
- 2. Evolution historique et politique**
- 3. L'économie et la vie sociale**
- 4. Urbanisation et problématique urbaine actuelle en Guinée-Bissau**

2^{ème} Partie : Expansion spatiale et croissance démographique de la ville de Bissau

- 1. Présentation du site**
- 2. Expansion spatiale de la ville de Bissau**
- 3. Croissance démographique**

3^{ème} Partie : Inventaire des infrastructures et des services

- 1. Les quartiers de Bissau**
- 2. Analyse et inventaire de l'habitat et de ses équipements et services**
- 3. Analyse des infrastructures sociales dans la ville**
- 4. Analyse des infrastructures économiques dans la ville**

4^{ème} Partie : Les problèmes d'aménagement et de gestion urbaine

- 1. Les problèmes d'aménagement**
- 2. Les problèmes de gestion**

Conclusion générale

PREMIERE PARTIE

PRESENTATION GENERALE

DE LA GUINEE-BISSAU

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

INTRODUCTION

Perdu dans ce vaste ensemble régional qu'est l'Afrique de l'Ouest, le cadre physique et humain de cette petite portion de territoire enserrée entre le Sénégal et la république de Guinée marque une continuité avec le voisinage. D'ailleurs, elle a appartenu aux vastes ensembles politiques qui ont existé dans la période antérieure à la colonisation. N'empêche qu'elle garde une certaine spécificité. Sa découverte au XV^e siècle par les Portugais fera que son destin sera lié à sa métropole. Aujourd'hui la Guinée-Bissau est connue au niveau international et particulièrement en Afrique, moins pour son dynamisme économique, mais pour ses soubresauts politico-militaires.

1.1- LE CADRE PHYSIQUE

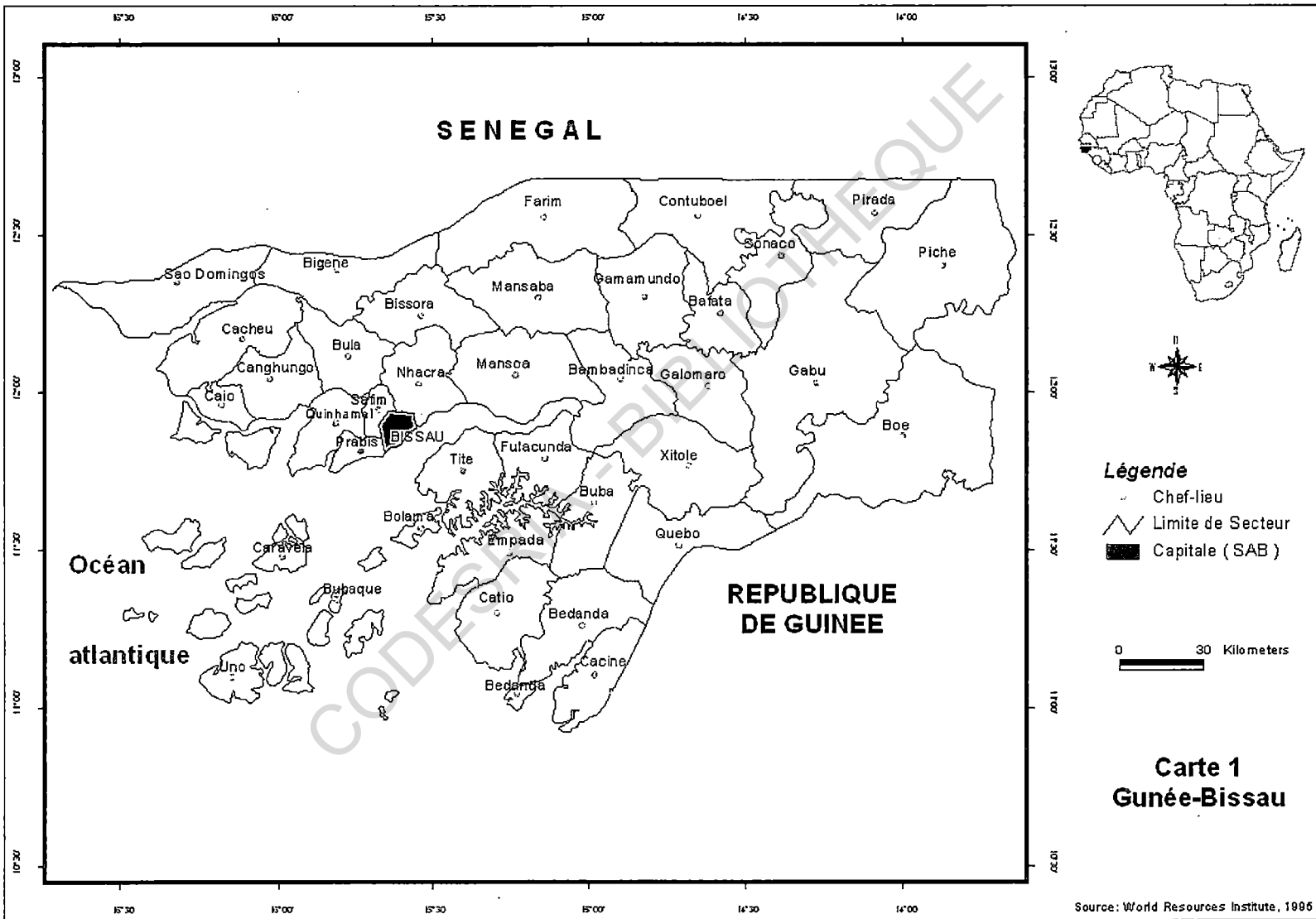
1.1.1- Situation et limites frontalières (Cf. carte 1)

Localisée en Afrique occidentale entre le 10°57 et le 12°40 de latitude Nord, et entre les méridiens 13°38 et 16°43 de longitude Est, la Guinée-Bissau forme un triangle d'une superficie de 36.125 km².

Sa situation géographique fait d'elle un pays très côtier. En effet, sa limite occidentale constitue une façade maritime de plus de 250 km sur l'océan atlantique. Au niveau continental la Guinée-Bissau est entourée par deux pays : au Nord elle est limitée par le Sénégal sur une frontière de 338 km et à l'Est par la République de Guinée avec une frontière commune de 386 km. Ce qui lui fait une frontière terrestre de 724 km.

1.1.2- Insertion dans l'ensemble physique régional et ses caractéristiques propres

Le milieu naturel de la Guinée-Bissau est une partie intégrante de ce vaste ensemble physique de l'Afrique de l'Ouest.



Le bassin tertiaire communément appelé bassin sédimentaire sénégalomauritanien s'étend jusqu'au Nord. Il est relayé par les plateaux paléozoïques de la république de Guinée (SECK A. et MONDJANNAGNI A., 1975). Ce qui donne à la Guinée-Bissau un relief modéré, dont l'ensemble est inférieur ou égal à 300 m. Il se divise en trois secteurs : une plaine côtière fortement découpée donnant des estuaires, des marécages et l'archipel des Bijagos ; un bas plateau intérieur dans la zone de Bafatá ; enfin au Sud-Est les collines de Boé qui sont une partie des contreforts du Fouta Djallon.

Par ailleurs, sur le plan pédologique, de la Guinée-Bissau à la Sierra Léone, les sols constituent un horizon formé d'argile rouge appelés sols ferralitiques. Tirant sur la couleur jaune, ils représentent 62 % de la superficie de la Guinée-Bissau. Le reste de son territoire est constitué de sols caillouteux dans la zone de Boé et de sols hydromorphes sur le littoral et le long des cours d'eau.

La Guinée-Bissau se trouve dans le domaine soudanien marqué par deux saisons, mais son climat est précisément de type soudano-guinéen. Le Nord du pays a, à peu près, les mêmes nuances climatiques que la Casamance. Ainsi il se caractérise par une saison des pluies allant de juin à octobre et une saison sèche de novembre à mai. Sa température oscille entre 20°C et 35°C. Sa pluviométrie varie entre 1.250 mm au Nord-Est et 3.000 mm au Sud, tandis que son humidité relative est en moyenne de 67%.

La zone côtière de la Guinée-Bissau intègre la formation végétale à palétuviers qui s'est développée le long du littoral s'étendant sur le golfe de Guinée jusqu'en Gambie (Cf. carte 2). A partir de la Casamance, la forêt se densifie à mesure que l'on progresse vers le Sud du pays. C'est le domaine du palmier à huile. Par contre la zone orientale est couverte par la savane arborée et arbustive.

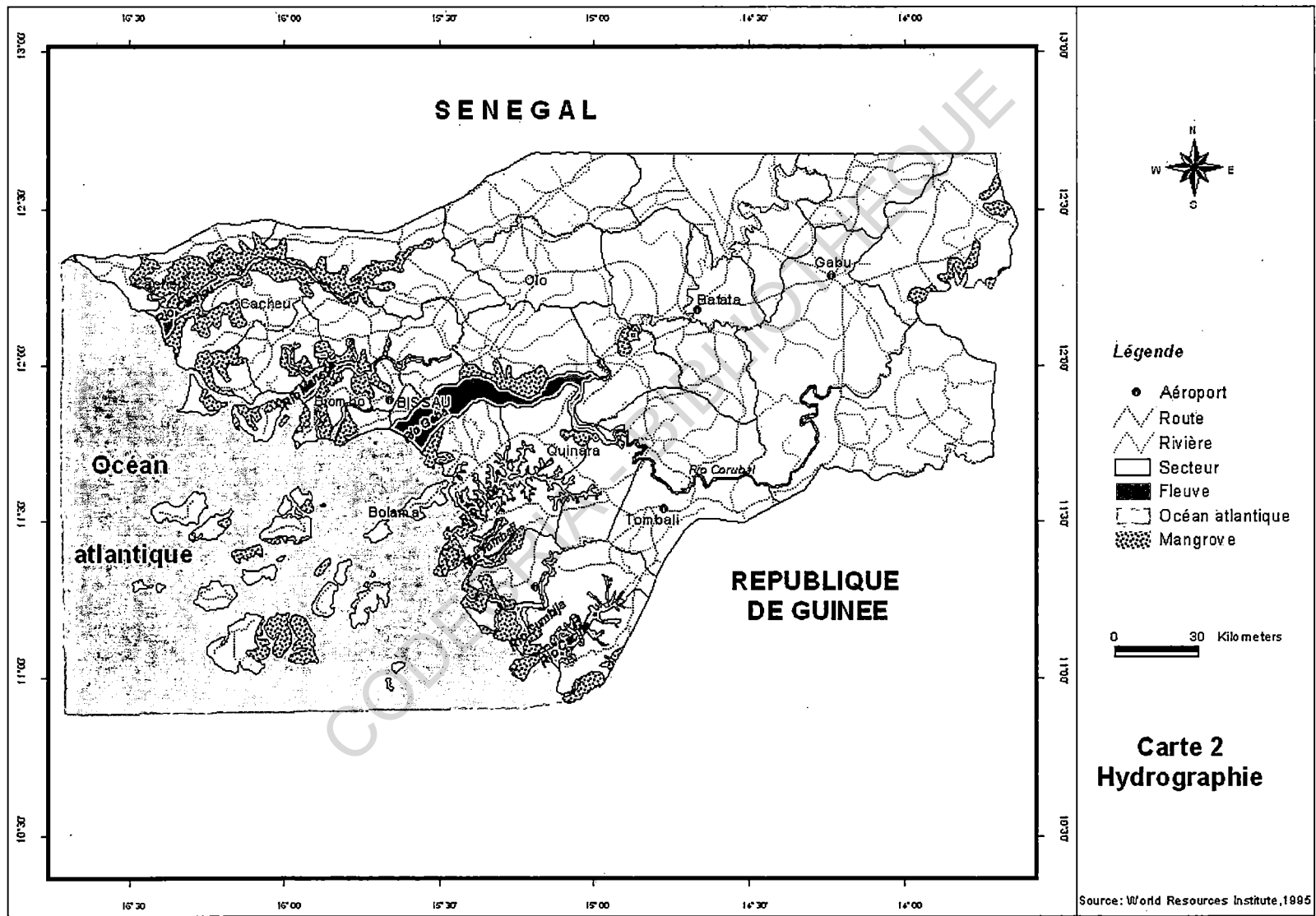
Cependant, il faut noter que le paysage de la Guinée-Bissau est en train de vivre une mutation due à des facteurs anthropiques. En effet, pour des raisons commerciales, l'anacardier commence à supplanter les autres variétés de végétaux.

La Guinée-Bissau fait partie d'un vaste ensemble dénommé les rivières du Sud. Il s'étend de la Sénégalie à la Sierra Léone. Marquées par des régimes liés au climat local, ses rivières sont pondérées par les eaux maritimes qui envahissent une bonne partie de leurs cours. Ainsi en marée haute, les fleuves de la Guinée-Bissau sont navigables jusqu'à 80 km de l'embouchure.

Les variations entre la marée haute et la marée basse peuvent atteindre une amplitude de 7m, pratiquement la plus élevée du continent. Ainsi près de 8.000 km² du territoire sont soumis au rythme des marées.

Comme on peut le constater sur la *carte 2* le réseau hydrographique de la Guinée-Bissau est très dense. Il est composé de huit fleuves : le Rio Cacheu, le Rio Mansôa, le Rio Geba, le Rio Corubal, le Rio Grande de Buba, le Rio Tombali, le Rio Cumbijã et le Rio Cacine, ce qui fait que l'ensemble du territoire est bien drainé.

CODESRIA - BIBLIOTHÈQUE



1.1.3- La continentalité et le maritime

La Guinée-Bissau est enserrée entre le Sénégal au Nord, la République de Guinée à l'Est et l'océan atlantique à l'Ouest. Cette situation lui a permis d'entretenir une vie de relations très intense avec ces deux pays. Au niveau humain comme au niveau économique les échanges transfrontaliers sont très importants. Le nombre de postes frontaliers et de marchés hebdomadaires (louma) dans la zone frontalière l'atteste (MENDY F., 1999). La circulation des personnes et des biens à travers ses frontières terrestres est intense. En effet, les migrations et les échanges entre la Guinée-Bissau et l'extérieur se font généralement par voie terrestre (MENDY F., 1997). Cette circulation est sans pareille avec celles qui se font par voie maritime et aérienne. Ces frontières ont été exploitées par le conflit casamançais et aujourd'hui par les voleurs de bétail et les « coupeurs de route ».

Comme nous l'avons souligné plus haut, la Guinée-Bissau a une façade maritime de plus de 250 km, ce qui est un avantage certain en terme d'ouverture sur l'extérieur mais aussi dans le domaine de la pêche, d'autant que sa côte est parmi les plus poissonneuses d'Afrique, mais elle est très découpée si bien que la mer pénètre profondément à l'intérieur du territoire. Grâce au phénomène de marée, tous ses fleuves sont pratiquement navigables : ce qui constitue un atout important dans le domaine de la circulation à l'intérieur du pays.

Cependant, ces nombreux fleuves présentent un inconvénient dans la circulation terrestre à l'Ouest du pays. Vu l'état des moyens dont disposent l'Etat et les populations, la traversée des fleuves présente beaucoup d'ennuis. Pendant la marée basse, une vaste plaine alluviale se forme et cela constitue une difficulté majeure dans le fonctionnement de wharf ou de port.

1.2- EVOLUTION HISTORIQUE ET POLITIQUE

1.2.1- Le Peuplement

Selon différentes sources, la population de la Guinée-Bissau provient de plusieurs vagues de peuplement. Les Mandingues viennent du Congo Kordofanien,

avec les Soussous, ils forment le noyau Mandé. Les Peuls (fulas) proviennent d'un métissage entre les peuples de la côte de l'Afrique occidentale et les Berbères. Ces grands peuples de l'Afrique de l'Ouest notamment les Mandingues et les Peuls sont fortement installés à l'Est de la Guinée-Bissau. Ils sont parmi les ethnies les plus importantes du pays (DA MOTA T., 1981).

Les autres peuples du littoral forme un ensemble appelé sénégalais ou sémi-bantou du littoral. Parmi ceux-ci les Balantes, les Manjacks, les Pépels constituent des groupes ethniques numériquement importants en Guinée-Bissau.

En définitive, il est important de retenir qu'il y a une forte similitude ethnique entre les peuples de la Guinée-Bissau et ceux qui peuplent la Gambie, la Casamance et la république de Guinée. Elle est le fruit de nombreuses migrations qui se sont renforcées surtout au XX^e siècle par le truchement des systèmes coloniaux et des régimes issus des indépendances. Notre mémoire de maîtrise qui a pour sujet : « Mouvements de populations et circulations de biens entre le Sénégal et la Guinée-Bissau à travers le poste frontalier de M'Pack » nous y édifie un peu (MENDY F., 1997).

1.2.2- La Population

ANNEE	1917	1950	1979	1991	1998	2015
POPULATION	100 000-	510 777-	767 731°	1 004 200°	1 200 000*	1 600 000*

Tableau 2 : Evolution démographique de la Guinée-Bissau

Source : ° CARREIRA ; ° INEC ; * PNUD

Selon les statistiques du PNUD, la population de la Guinée-Bissau était estimée à 1.200.000 habitants en 1998 (PNUD, 2001), alors qu'en 1950 CARREIRA l'avait évaluée à 510.777 habitants (CARREIRA A., 1952). D'après les prévisions du PNUD, elle atteindra 1.600.000 en 2015, avec un taux de croissance qui passera de 2,7 à 2,0%. On constate donc que la croissance de cette population est faible si elle est comparée à celle des autres pays africains. Le taux de fécondité est de 5,4 enfants par femme. La mortalité infantile est de 130 pour 1000 habitants, avec une espérance de vie de 45 ans. En outre la population est très jeune, 45,6% ont moins de 15 ans, tandis que les plus de 65 ans ne font que 4,1% (PNUD, 2000).

Comme tous les pays de la zone forestière de l'Afrique, la population de Guinée-Bissau est très composite. Elle est composée d'une vingtaine d'ethnies dont les Baïnouns (Banhuns), les Bagas, les Baïotes, Balantes, les Beafadas, les Bijagos, les Cassangas, les Cobianas, les Badiarankés (Pajadincas), les Diolas (Felupes), les Mancagnes (Brames), les Mandingues (Mandincas), les Manjacks (Manjacos), les Nalus, les Pépels, les Peuls (Fulas), les Sarakholés, les Soussous, etc. De plus, chaque ethnie contient en son sein des sous-groupes linguistiques (LOBBAN R.A et MENDY P.M., 1997).

Parmi ces peuples de la Guinée-Bissau, les plus importants numériquement sont les Balantes 32% de la population totale, les Peuls 23%, les Manjacks 14,5%, les Mandingues 13% et les Pépels 7% (ACIOLY C.C., 1993).

Les adeptes des Religions traditionnelles africaines sont majoritaires. Ils représentent 60% de la population totale du pays et sont concentrés à l'Ouest. Les musulmans, concentrés à l'Est constituent les 35%. Enfin les 5% restant sont les chrétiens, concentrés surtout dans les villes (ACIOLY C.C., 1993).

Les citadins représentaient 22,9% de la population totale en 1998.

1.2.3- Organisation politique et territoriale de la Guinée-Bissau

1.2.3.1- La Guinée-Bissau dans les grands ensembles politiques d'Afrique de l'Ouest

Le premier empire à avoir envahi le territoire de la Guinée-Bissau a été l'empire du Ghana au V^e siècle. Au XII^e et XIII^e siècle les Almoravides vont envahir l'empire du Ghana, libérant du coup les peuples et royaumes qui étaient sous sa domination et les soumettre à l'Islam. A la suite du Ghana, l'empire du Mali va dominer une bonne partie de l'Afrique de l'Ouest. Du XIII^e au XIV^e siècle, l'empire mandingue occupe la partie orientale de la Guinée-Bissau, si bien que les peuples notamment les Manjacks, les Pépels et les Mancagnes vont se déplacer vers les régions côtières pour fuir l'islamisation forcée. A partir du XV^e siècle, l'empire du Mali commença à se fragiliser. Plusieurs de ses provinces vassales vont s'affranchir et

former à leur tour des Etats libres. C'est dans cette mouvance que s'affirme le royaume du Gabú qui va dominer toute la Guinée-Bissau et le Sud du Sénégal (BARRY B., 1988).

Au XVIII^e siècle, des Peuls provenant d'une migration à partir du fleuve Sénégal au XIV^e siècle, vont créer un nouveau royaume : l'Etat du Fouta Djallon, dans le territoire de la République de Guinée. Par la jihad, ils conquièrent le royaume du Gabu au XIX^e siècle.

1.2.3.2- L'exploration portugaise des côtes de la Guinée-Bissau

La découverte des côtes de l'Afrique de l'Ouest date du XV^e siècle. En effet, en 1446, le navigateur portugais Nuno TRISTÃO explore les côtes de la Guinée-Bissau en compagnie de Gil EANNES (GALVÃO H. et SELVAGEN C., 1950).

L'installation des Portugais sur cette côte ne sera effective qu'au XVI^e siècle. C'est ainsi que des factoreries furent construites le long du Rio Cacheu et du Rio Grande de Buba. Ce commerce était sous le monopole des Portugais installés dans l'archipel du Cap Vert, et des Lançados¹ (BARRETO J., 1938). Ce littoral sera désigné sous le nom de « Rios da Guiné de Cabo Verde ». La principale activité de ce commerce était la traite des esclaves qui va durer jusqu'en 1867, augmentant les guerres intertribales et réduisant l'effectif de la population.

En 1588, Manuel Lopes CARDOSO édifia la première forteresse de la Guinée de Cabo Verde à Cacheu.

Cependant, il n'y aura de véritable présence de l'autorité portugaise qu'à partir de 1630 à Cacheu et 1687 à Bissau. Jusque-là, la présence portugaise sur le territoire reste faible. A partir du XVII^e siècle, d'autres puissances impérialistes vont entrer en concurrence avec les Portugais, de sorte que le commerce de la plupart des produits locaux était entre les mains des Français, des Anglais et des

¹ Lançados : ce sont des métisses ou portugais nés dans les îles du Cap Vert qui pratiquent le commerce dans les possessions portugaises en Afrique. Ils étaient les concurrents sérieux des commerçants portugais de souche

Allemands. En 1792, les Britanniques occupent l'île de Bolama. Ils ne s'en iront qu'après l'arbitrage du Président des Etats-Unis Ulysses GRANT en 1870, qui tranche en faveur des Portugais.

En 1879, la Guinée portugaise sera détachée du Cap Vert pour devenir une colonie à part entière, avec comme capitale Bolama (DE ANDRADE B., 1964).

Cependant, il faudra attendre la tenue de la conférence de Berlin (1884-1885) pour que le Portugal se libère définitivement de la concurrence des puissances impérialistes rivales. Les résolutions de la conférence, en même temps qu'elles reconnaissent la souveraineté des Portugais sur la Guinée Portugaise, les obligent à marquer une présence effective dans la colonie. C'est en ce moment que va se développer une résistance de la part de la population locale.

1.2.3.3- Conquête et Résistance en Guinée

Ayant changé de démarche, passant de simples relations commerciales à des rapports de domination doublés d'impôt, la population va répondre par la résistance.

Disposant de peu de matériels militaires et de troupes numériquement faibles, les Portugais se heurtent à une vigoureuse résistance. Même les Grumètes² vont contester leur autorité, ce qui les oblige souvent à faire appel aux troupes françaises ou à recruter des mercenaires sénégalais ou des auxiliaires chez leurs alliés fulas, pour appuyer leur armée. (MENDY P.K ., 1994)

Pour chaque ethnie, il a fallu plusieurs campagnes militaires pour les soumettre. Parmi les plus importantes, il faut citer : les campagnes de Geba (1886, 1890-1891), de Bissau (1891 soldée par la défaite des Portugais, 1894), de l'Oio et de Farim (1897, l'Oio seul en 1902) et de Cacheu, et la grande campagne de 1907-1908 contre les Beafadas, les Diolas (Felupes) et les Pépels. Qt à la résistance des peuples du littoral, à partir de 1913 des campagnes seront menées contre eux sous

² Grumètes : terme portugais pour désigner ces semi-assimilés. Ce sont des africains christianisés qui s'habillaient à la mode européenne et comprenaient plus ou moins le portugais. Nom que l'on a utilisé chez nous au Sénégal pendant la colonisation et même aujourd'hui pour désigner les catholiques dévots et assimilés.

le commandement du Capitaine Teixeira PINTO. Parmi ces campagnes on peut citer : celles contre les Balantes de Mansôa, de l'Oio et de Geba (1913, 1914), contre les Manjacks (1914) et contre les Grumètes et les Pépels de Bissau (1915). La pacification prendra fin en 1936 avec la victoire sur les Bijagos dans l'île de Canhabaque. (PELISSIER R., 1989)

1.2.3.4- La Guinée coloniale

Le régime fasciste de Salazar met en place en 1926 des lois restrictives à l'égard des compagnies étrangères afin de créer un monopole portugais. C'est pourquoi il confia l'exploitation de la Guinée Portugaise à une compagnie portugaise du nom de Casa Gouvea.

Etant donné la faiblesse de ses moyens et ses choix politiques, le Portugal va privilégier le développement de la colonie d'Angola au détriment des autres, particulièrement de la Guinée Portugaise : peu d'investissements y ont été faits. L'éducation fut laissée pour compte. Une politique ségrégationniste fut menée aussi bien dans l'habitat que dans la société (civilisés et non civilisés). Sur le plan économique, pratiquement rien n'a été créé sinon des infrastructures qui permettaient l'exploitation des ressources de la colonie.

Une police politique très répressive fut mise en place pour mater toute forme de révolte, de résistance ou de revendication. C'est ainsi que la grève des dockers du port de Bissau le 3 août 1959 fut matée à sang. Ce fut la goutte qui fera déborder le vase (FALE F.M., 1992).

1.2.3.5- La décolonisation de la Guinée-Bissau

Les sentiments d'émancipation n'avaient jamais quitté la conscience du peuple guinéen. Peut-être qu'ils étaient en veilleuse pendant un moment, mais la répression, l'exploitation effrénée et la pauvreté ont fini par les réveiller.

En effet, en 1956, l'ingénieur agronome Amilcar CABRAL fonda avec des compagnons le PAIGC (Parti Africain pour l'Indépendance de la Guinée et du Cap

Vert). Par des méthodes marxistes, ses membres vont mener des campagnes de sensibilisation à l'endroit de la population des villes et en particulier la classe ouvrière. Le PAIGC mena en même temps des tentatives de négociation en direction de l'administration coloniale.

Le massacre de Pinjiguiti en 3 août 1959, suite à la grève des dockers organisée par le PAIGC, fit disparaître toute espérance d'une solution négociée à sa lutte. Alors il se tourne vers la campagne. Les peuples paysans accueillent favorablement sa propagande à l'exception des Fulas acquis à la cause de l'administration coloniale.

Le 23 janvier 1963, le PAIGC inaugure sa première attaque contre le pouvoir colonial. En effet, le camp militaire de Tite au Sud fut la cible de ses guerriers. C'est le début d'une longue guerre de libération nationale contre le pouvoir colonial portugais. Bénéficiant d'une base arrière au Sénégal et en République de Guinée, le PAIGC ouvre un front au Nord, puis au Sud, généralisant la guerre sur l'ensemble du territoire.

De son côté, l'administration portugaise renforce son armée qui passe à près de 20.000 hommes, parmi eux, des Fulas. Elle contrôle encore toutes les villes de la colonie. D'autres part, le Gouverneur de l'époque Antonio SPINOLA, inaugure une politique de charme à l'endroit de la population, en mettant en œuvre un projet appelé « Guiné Melhor » (Guinée Meilleure).

Plus tard, le PAIGC, fort de sa reconnaissance sur le plan international, comme le légitime représentant du peuple guinéen, acquiert de l'aide en matériels militaires modernes dont des armes anti-aériennes ; ce qui lui permet de progresser en libérant des zones encore sous la domination coloniale. Le 20 juin 1973, il reçoit un coup dur. Son leader emblématique Amilcar CABRAL est assassiné par les services secrets de l'administration coloniale portugaise « PIDE » à Conakry.

Cette perte, au contraire, radicalise la lutte du PAIGC qui tint son II^e congrès à Médina Boé. Il fut décidé la convocation de la première Assemblée Nationale

Populaire dont les membres ont été élus l'année précédente, afin d'élaborer une nouvelle constitution et mettre en place un pouvoir exécutif.

Le 24 septembre 1973, fut proclamé unilatéralement l'indépendance de la Guinée-Bissau avec l'élection de Luís CABRAL comme Président. Beaucoup de pays et organisations internationales reconnurent l'indépendance de la Guinée-Bissau (FALE F.M., 1992).

C'est une grande défaite politique pour le régime portugais. Son obstination devant cet affront va entraîner des remous dans les casernes. Au Portugal, le mouvement des capitaines dans les garnisons aboutit à un renversement de la dictature le 25 avril 1974.

Quatre mois plus tard, des négociations sont ouvertes entre le nouveau régime portugais et le PAIGC. Le 26 août 1974, un accord est signé à Alger, puis le 10 septembre à Lisbonne, le Portugal reconnaît officiellement l'indépendance de la Guinée-Bissau.

1.2.3.6- La Guinée-Bissau indépendante

Commence alors la tâche ardue et difficile de la reconstruction du pays. Sous la présidence de Luís Cabral, le PAIGC étend les structures qu'il avait élaborées pendant la lutte sur l'ensemble du territoire. La ligne politique socialiste et marxiste fut adoptée, de même que le non-alignement.

Des élections avec liste unique eurent lieu en 1976. Elles consacrèrent la victoire du PAIGC, qui va exercer un contrôle absolu de l'administration, de l'économie et des secteurs socio-éducatifs.

En 1977 le III^e congrès du parti redéfinit sa ligne politique en adoptant « une démocratie nationale et révolutionnaire » afin de mieux s'adapter aux réalités du pays et de parvenir à l'unité nationale. En outre, une intégration économique avec le Cap-Vert était mise en branle, pour asseoir les bases d'une future fusion des deux Etats.

Des dissensions vont bientôt apparaître au sein du PAIGC entre les Capverdiens qui constituent la majorité de l'élite et les Bissau-guinéens plus ruraux. Et la révision de la constitution qui accorde plus de pouvoir au Chef de l'Etat augmente le mécontentement de certains membres dans le parti. C'est ainsi que le 14 novembre 1980, le Commandant João Bernardo VIEIRA (Nino) organise un coup d'Etat militaire et renverse le Président Luís Cabral, qu'il accuse d'avoir pratiqué le népotisme et le despotisme.

Il met en place un conseil de la révolution et assume la charge de Chef de l'Etat. L'Assemblée nationale est dissoute. Le PAIGC se divise alors en deux. La branche capverdienne change de dénomination pour devenir le PAICV (Parti Africain pour l'indépendance du Cap-Vert). Par contre, les Guinéens maintiennent l'appellation tout en rejetant le dogme unitaire forgé par Amilcar CABRAL. La rupture des relations entre les deux pays est consommée. Mais ce sera de courte durée. En effet, grâce aux bons offices du Président Samoura MACHEL, les deux Etats reprennent leurs relations en 1982. Cependant le projet d'union est abandonné (FALE F.M., 1992).

En 1984, le Président VIEIRA limoge son Premier Ministre Victor Saúde MARIA nommé deux ans auparavant après une vacance du poste pendant deux ans. Son écartement est la conséquence d'une divergence de vue sur les révisions apportées à la constitution, qui augmentaient le pouvoir du Président. Il est exclu du PAIGC avec d'autres membres. La nouvelle constitution remplace le Conseil de la Révolution par un Conseil d'Etat. Le poste de Premier Ministre est supprimé (PIETTE L.H., 1999).

En 1986, une soixantaine de personnes dont Paulo CORREIA, Premier Vice-Président du conseil d'Etat, sont arrêtées. Elles sont accusées de préparer un coup d'Etat. Paulo CORREIA et cinq autres accusés seront fusillés en juillet 1986, malgré les appels à la clémence de la communauté internationale.

De plus en plus, l'Etat rentre dans une phase de turbulence politique. Des changements s'opèrent fréquemment dans l'appareil d'Etat, des rumeurs de coup d'Etat circulent. A cela s'ajoutent les difficultés économiques du pays.

Du 08 au 15 octobre 1990, une conférence des cadres fut tenue. De cette rencontre se dessine une tendance favorable au multipartisme en Guinée-Bissau. Plus tard, du 20 au 25 janvier 1991 le PAIGC tint son II^e congrès extraordinaire. De ces assises fut volontairement acceptée l'idée de mettre fin au monopole du parti en ouvrant le pays au multipartisme. Dès le mois de mai, l'Assemblée Nationale Populaire vote un amendement à la constitution, introduisant la liberté syndicale, la liberté de former un parti politique et la liberté d'expression (FALE F.M., 1992).

Des élections démocratiques auront lieu en juillet 1994. Le Président VIEIRA fut déclaré vainqueur au deuxième tour avec un score étonnant de 52,02%, sur son rival Kumba IALA. Les observateurs internationaux donnent leur satisfaction.

Cependant, sur le plan économique, plusieurs plans d'ajustement économique ont été mis en œuvre, mais la pauvreté gagne de plus en plus la population. L'inflation et la dette extérieure du pays ne cessent de grimper, tandis que la monnaie locale continue à se déprécier.

Le 02 mai 1997, la Guinée-Bissau adhère à l'UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest Africaine), le franc CFA remplace ainsi le Peso comme monnaie mais la situation économique n'est pas des meilleurs malgré les changements.

A l'aube du 7 juin 1998, éclate une mutinerie dirigée par le Général Ansoumana MANE (PIETTE L.H., 1999). Pour mater cette révolte militaire, le Président VIEIRA fait appel au Sénégal et à la République de Guinée. L'arrivée des soldats sénégalais et guinéens radicalise le mouvement. La cote de popularité du Président baisse vertigineusement. Bissau est en proie aux affrontements entre les forces légalistes peu nombreux mais appuyées par les alliés et les militaires révoltés. Des négociations sont ouvertes, mais à plusieurs reprises, elles n'aboutissent pas et se soldent par une reprise des combats. Finalement le Président VIEIRA est capturé par les forces révoltées. Libéré, il quitte le pays pour le Portugal qui lui a offert un asile politique. Un gouvernement de transition est mis en place avec comme Président Malan Bacai SANHA et Francisco FADUL comme Premier Ministre. Des élections présidentielles et législatives auront lieu en l'an 2000. Kumba IALA remporte le scrutin au deuxième tour. Depuis son installation au pouvoir, l'Etat est en

proie à un dualisme entre lui et le Général MANE. Cette situation aboutit à plusieurs reprises à des blocages et des impasses. Ce dualisme connaîtra son épilogue lorsque le Général contesta la nomination par le Président de la république, de quelques officiers à des grades plus élevés. Son attitude souleva un mécontentement au sein de l'armée et sema le discrédit sur sa personne, ce qui aboutit à son élimination par ses pairs.

Le Président avait enfin les mains libres pour gouverner, mais la situation politique sera marquée par la polémique et le tiraillement de prérogative entre l'exécutif et le judiciaire. Depuis l'installation du Président IALA, le gouvernement a changé à quatre reprises de Premier Ministre, sans compter les nominations et limogeages à n'en plus finir. Le parti du Président est en campagne électorale ininterrompue.

La situation économique s'empire. Les arriérés de salaire se creusent, la grève des enseignants se répète et perdure. Face à tous ces problèmes, au lieu de jouer la carte de l'apaisement, le Président radicalise les esprits par des discours incendiaires. La liberté de la presse est remise en cause par des fermetures de stations radio (Bombolong et RDP). La liberté d'expression est menacée. Certains hommes politiques sont victimes d'intimidation ou d'arrestation.

Cette situation politique et économique déboucha finalement en 2003, au renversement du Président IALA par l'armée dirigée par le Général Verissimo Seabra CORREIA. La communauté internationale fustige ce coup de force. Grâce à la médiation de la CEDEAO, l'armée se retire. Une période de transition fut mis sur pied, le Président Enrique ROSA est désigné pour conduire cette période de transition qui devait aboutir à des élections législatives et présidentielles.

En 2004, les législatives ont vu le retour en force du PAIGC. Il gagne les élections et forme un gouvernement avec à sa tête Mr Carlos GOMES (Kadogo filho). La situation politique commence à se stabiliser, mais c'est sans compter avec l'armée. En effet, une mutinerie ou un règlement de compte aboutit à l'assassinat du Chef d'état major, le Général CORREIA en octobre 2004. Le rôle de l'armée dans l'échiquier politique est remis sur le tapis. Un Général est nommé à la tête de l'armée

en la personne de Tagma Nawai alors celui-ci promet la non ingérence de l'armée dans les affaires civiles et politiques.

A l'approche des élections présidentielles, un coup de théâtre se produit. La Cour Suprême vient d'avaliser la candidature des deux Présidents déçus en l'occurrence João Bernardo VIEIRA et Kumba IALA aux élections présidentielles. Les avis sont partagés au niveau de l'opinion concernant cette décision.

Les scrutins du 19 Juin 2005, transparents selon les observateurs internationaux, ont vu Malan Bacai SANHA et João Bernardo VIEIRA se détacher du reste des candidats en liste. Le deuxième tour marquera le retour de l'ancien Président aux commandes de l'Etat.

La cohabitation entre le Président VIEIRA et le Premier ministre Carlos GOMES sera de courte durée. Aujourd'hui le gouvernement est dirigé par Aristide GOMES issu du même parti que l'ancien Premier ministre, en l'occurrence le PAIGC.

1.2.4- Niveaux d'éducation et de santé

1.2.4.1- L'éducation

Année	Analphabétisme	Scolarisation					Scolarisation des filles		Elève arrivant en 4e Année	Nbr élève/ classe
		National	en âge	Prim	Sec	Sup	Prim	Sec		
97/98	63,3%	34%	41,1%	48%	12%	1,30%	38,8%	16,4%	51,2%	49

Tableau 3 : Statistiques de l'éducation en Guinée-Bissau

Source : Rapport mondial sur le développement humain, PNUD,2000

L'éducation est l'un des secteurs les plus sensibles et elle souffre le plus des effets de la crise économique qui sévit dans le pays. En analysant ces statistiques, on convient que la situation de la Guinée-Bissau est peu enviable, à la rigueur, elle est préoccupante. L'accès à l'instruction reste encore faible. La demande dépasse largement les capacités malgré l'éclosion d'un enseignement privé. Dans l'enseignement public, l'Etat a été obligé de multiplier les flux pour avoir plus de

classes afin de scolariser le maximum d'élèves. A Bissau certains établissements fonctionnent avec quatre flux journaliers: 7h à 11h, 11h à 15h, 15h à 19h, et 19h à 23h.

Beaucoup d'établissements manquent de conditions minimales pour fonctionner. Délabrement de locaux, insuffisance de tables bancs, de matériels didactiques et de salles de classe sont monnaie courante. En ville des salles de classe en « Krintim » ou en branchage de palmier sont aménagées dans certains établissements, de même que des tables-bancs fabriquées avec des branches d'arbre. Au cas extrême, les élèves du primaire apportent leur banc pour suivre les cours.

A cela s'ajoutent les grèves interminables des enseignants faute de salaire. Des arriérés de 3 à 7 mois sont enregistrés. Celles-ci ont eu à paralyser l'éducation dans le début des années 2000. L'année scolaire 2005/2006 vient de démarrer au courant de la troisième semaine du mois de décembre 2005, ce qui a pour conséquence une déperdition scolaire très importante et la faiblesse du niveau des élèves.

1.2.4.2- La santé

Année	Mortalité infantile	Natalité	Mortalité	Espérance de vie	Pers atteinte Par le VIH	Médecins/ 100M hab	Infirmiers/ 100M hab
95/98	130%°	45,4%°	24%°	45	2,25%	18	45

Tableau 4 : Indices de Santé en Guinée-Bissau

Source : Rapport mondial sur le développement humain, PNUD, 2000

Hormis l'éducation, la santé est le secteur le plus affecté dans la vie nationale en Guinée-Bissau. La situation sanitaire se dégrade de jour en jour : le taux de mortalité infantile est parmi les plus élevés d'Afrique. Le pourcentage des personnes infectées par le VIH est critique, la mortalité par le SIDA, est importante à coté du paludisme.

Certaines structures de santé sont en état de dégradation très avancée et fonctionnent au ralenti, si bien que les structures de santé du Sénégal sont très sollicitées par les nantis et les habitants proches de la frontière sénégalo-guinéenne.

L'effectif du personnel médical très faible, s'est réduit pendant la guerre du 7 juin 1998, car beaucoup de ses membres ont émigré vers d'autres lieux. D'autre part la faculté de médecine qui alimentait le secteur de la santé en médecin, a fermé ses portes depuis quelques années. Il en résulte un accès au soin de plus en plus difficile, d'autant plus que les frais médicaux et les prix des médicaments ont grimpé.

1.3- L'ECONOMIE ET LA VIE SOCIALE

Année	IDH	PNB/H en \$	PIB/H en \$	PNB en Md \$	PIB en Md \$	Dette Ext en Md \$	Rang IDH	Inflation %	Aide Ext Md \$	Pauvreté Absolue
1998	0,33	160	173	0,2	0,2	0,964	169	8,01*	0,0957	49%*

Tableau 5: indices économiques de la Guinée-Bissau

Source : Rapport mondial sur le développement humain. Année 2000. PNUD

* Note sur la situation socio-économique en Guinée-Bissau. Sept. 1999. PNUD

Selon les indicateurs économiques, la Guinée-Bissau est parmi les pays les plus pauvres de la planète. Avec un IDH (indicateur de développement humain) de 0,349, elle occupait en 2000 la 167^e place sur les 174 pays considérés. Cette faible performance est la conséquence de plusieurs facteurs dont la faiblesse énorme de sa production, le sous-développement légué par la colonisation, les deux guerres, l'instabilité politique, l'insuffisance des initiatives, les choix politiques et les problèmes climatiques (sécheresse) et écologiques notamment la salinité des rizières.

1.3.1- Organisation économique sectorielle

L'agriculture représente 62,4% du PIB et occupe 80% de la population active. Les principaux produits cultivés sont : le riz, le mil, le maïs, les haricots, le manioc, la patate douce, l'arachide et le coton, tandis que les produits de cueillette sont les noix palmistes, les noix d'acajou, les mangues et les fruits sauvages. Parmi les céréales, le riz est la principale production mais, elle ne couvre plus les besoins nationaux. L'arachide, premier produit d'exportation pendant la colonisation, est aujourd'hui

supplannée par les noix d'anacardier qui font de la Guinée-Bissau l'un des premiers producteurs en Afrique. L'agriculture maraîchère est très timide, sa production ne couvre pas les besoins de la capitale Bissau.

Pour ce qui est des ressources halieutiques, les côtes de la Guinée-Bissau sont très poissonneuses et demeurent encore peu exploitées si elles sont comparées aux pays voisins. Le potentiel annuel de capture était de 250.000 tonnes et représentait 6% des exportations. La pêche industrielle est concédée à des sociétés étrangères, si bien que les licences de pêche constituaient les 60% des recettes de l'Etat en 1989. Néanmoins la pêche artisanale connaît un développement ces dernières années, mais le secteur se développerait mieux si les infrastructures portuaires étaient améliorées et les investissements étaient opérés dans la transformation de la production.

La forêt guinéenne s'étend sur près de 2.400.000 ha, ce qui a permis d'exploiter une variété significative de bois. La Guinée-Bissau en exporte près de 50.000 tonnes par an. Quant au charbon de bois, on en exploite 80.000 tonnes par an. Aujourd'hui les ressources forestières sont menacées par une exploitation abusive, un défrichement par le feu et une progression incontrôlée de l'anacardier.

D'après quelques études menées par l'Etat, les ressources minières et énergétiques existent en Guinée-Bissau. Les gisements de bauxite sont estimés à 200.000 tonnes, et le phosphate évalué à 112.000 tonnes a été découvert dans les régions de Cacheu et Oio. Le pétrole off-shore existe dans la zone maritime frontalière du Sénégal. Ces ressources encore inexploitées, constituent un avantage.

Quant à l'industrie, elle joue un rôle très négligeable dans l'économie de la Guinée-Bissau. Pendant la colonisation portugaise, l'industrie se limitait à quelques rizeries et scieries. Au début des indépendances, le secteur industriel avait connu un sursaut, mais beaucoup de ses unités industrielles ont fermé. C'est le cas du complexe agro-industriel de Cuméré, de l'usine de montage de voitures etc. Néanmoins l'industrie représente 10% du PIB et 8% des emplois.

L'industrie artisanale n'est pas en reste. Elle s'investit dans le tissage, la teinture, la cordonnerie, le traitement des peaux de bêtes.

La mise en place de mesures de sécurisation et d'incitation à l'investissement privé et l'amélioration des services (énergie, télécommunication, etc.) est impérative pour promouvoir une croissance industrielle.

1.3.2- Vie de relation

1.3.2.1- Les infrastructures et les transports

1.3.2.1.1- Les Infrastructures

Pour ce qui concernait les infrastructures portuaires, il existe 5 ports fluviaux ayant la capacité de recevoir des bateaux de 300 tonnes. Celui de Bissau est le plus grand, mais il est petit et peu développé pour accueillir de gros cargos. De plus le rythme des marées ne lui est pas favorable.

Quant aux aéroports, celui de Osvaldo Viera ex Bissalanca à Bissau est de niveau international, mais il demeure très petit. Une nouvelle aérogare a été construite récemment. A l'intérieur du pays, il y a quelques aérodromes.

La voirie représente un réseau routier de 2636 km. A peine 544 km sont bitumés, 288 km sont en latérite et 1804 km sont des pistes de sable. Cependant, seul 15% des routes sont en bon état. L'entretien du réseau est tributaire de la faiblesse des ressources. L'Union Européenne est en train d'apporter son appui dans la réhabilitation et la construction des routes prioritaires.

L'énergie électrique est aussi rare que l'or. Faute de centrales électriques, peu de citoyens ont accès à l'électricité. Le réseau de distribution se limite à la capitale et à quelques villes régionales. Cependant, ses usagers surtout ceux de la capitale sont confrontés à la dure réalité des pénuries d'électricité.

L'eau courante est encore moins accessible. Elle est restreinte à la capitale, à l'exception de quelques quartiers périphériques. Dans les villes de l'intérieur, un système de forage alimente la population.

Le réseau du téléphone est géré par Guiné-Télécom. Il est très petit avec une capacité de 5 000 lignes à Bissau et 1 500 dans les villes de l'intérieur. En 1998, l'accès était de 7 lignes pour 1000 habitants, il reste un luxe pour la population. Le prix de l'unité est cher, mais il existe une amélioration ces deux dernières années. Deux réseaux de téléphonie mobile fonctionnent aujourd'hui.

Quant au réseau d'Internet, l'accès est faible. Le niveau est d'une connexion pour 2201 habitants (Gouvernement de la Guinée-Bissau, 2001).

La poste guinéenne traverse une phase très difficile. Elle couvre à peine l'ensemble du pays. Elle dispose de peu de bureaux de poste à Bissau comme dans les régions. L'acheminement du courrier est très lent.

La radiodiffusion nationale est en train d'être supplantée par les radios privées nationales et étrangères particulièrement dans la capitale. De grandes radios comme BBC, RFI, RTP ont des stations FM à Bissau et diffusent en langue portugaise.

La télévision nationale souffre de pénuries d'électricité et de manque d'équipements, ce qui l'oblige à ne pas émettre certains jours et à avoir des heures de diffusions très courtes, si bien que la chaîne de télévision portugaise RTP1 est la plus suivie.

1.3.2.1.2- Les transports

Depuis plusieurs années, il n'existe pas de compagnie publique de transport, si bien que le secteur des transports est entre les mains du secteur privé. A ce niveau aussi il n'existe pas de compagnie ou d'entreprise digne de ce nom. Il s'agit simplement de résidents nationaux ou étrangers et des émigrés qui disposent d'un ou de quelques véhicules, mis dans la circulation. Les transports en commun hors de Bissau, sont faits par les taxis-brousse, les camionnettes « Canter », les Mini-bus.

Sur le fleuve Cacheu, le bac permet la traversée des personnes et des véhicules. Le pont de Jolandim vient de remplacer le bac, diminuant sensiblement la peine des voyageurs. La réalisation du pont similaire, en projet, marquerait la fin du calvaire causé par le bac.

Les transports maritimes se limitent pratiquement à la navette entre Bissau et les îles. Ce transport de personnes et de marchandises est assuré par de petits bateaux. Aujourd'hui ces embarcations se raréfient, si bien que la seule alternative qui s'offre à la population est les pirogues à moteur.

Quant aux transports aériens, la compagnie nationale créée au début des indépendances est en faillite. Ce sont les compagnies étrangères notamment TAP (compagnie portugaise) et Sénégal Air International qui desservent la Guinée-Bissau. Les liaisons intérieures sont assurées par de petits avions privés.

1.3.2.2- Les échanges intérieurs et extérieurs

Le commerce fait partie des secteurs les plus dynamiques de l'économie de la Guinée-Bissau.

Le commerce intérieur est dominé par les étrangers notamment les Sénégalais, les Guinéens de la République de Guinée et les Mauritaniens. Ils opèrent sur l'ensemble du territoire au point qu'on les rencontre dans les villages les plus reculés. Le petit commerce en particulier alimentaire, est le domaine des femmes. Face à la conjoncture économique difficile, ce commerce est devenu la seule possibilité pour survivre. Le marché intérieur est dominé par les produits étrangers, du fait de la faiblesse de la production locale.

Le commerce extérieur est caractérisé par une balance déficitaire. En 2000, le déficit était de l'ordre de 26 Milliards de francs CFA. Après une baisse en 1998, le déficit est en train de s'accroître.

Année	1997	1998	1999	2000
Exportations en Milliards de F CFA	28,7	15,8	30,2	32
Importations en Milliards de F CFA	42,7	30,7	48,1	58
Solde en Milliards de F CFA	24,4	14,9	17,8	26

Tableau 3 : commerce extérieur de la Guinée-Bissau

Source : Note sur la situation Socio-économique en Guinée-Bissau, septembre 1999, PNUD

Pour ce qui concerne les importations, elles ont connu une croissance de 17,8 Milliards en 1999. Elles concernent principalement les produits pétroliers, les biens d'équipement et de construction, les produits alimentaires notamment le riz.

Les exportations ont connu une hausse de 14,5 Milliards en une année. C'est le résultat d'une bonne récolte de noix d'acajou en 1999. En effet, l'anacardier représente aujourd'hui le premier produit d'exportation. Il est suivi par les produits halieutiques, l'arachide et le bois. Aujourd'hui, la Guinée-Bissau est parmi les plus grands producteurs de noix d'anacardier de l'Afrique.

Le premier partenaire commercial de la Guinée-Bissau est actuellement le Portugal, ensuite les pays de l'Union Européenne.

1.3.3- L'exploitation touristique

La Guinée-Bissau a des potentialités naturelles et culturelles énormes pouvant développer le tourisme, mais il lui manque une politique touristique, et des professionnels capables de développer ce secteur. Cependant, il faut reconnaître aussi que le tourisme ne peut pas se développer dans une situation d'instabilité politique permanente.

Il existe, par ailleurs, très peu d'infrastructures touristiques, en particulier des hôtels. A la fin des années 80, on comptait 5 hôtels et 3 Pensão (pensions) à Bissau, un à Bafata, et un à Gabú. Aujourd'hui en 2005, trois hôtels seulement fonctionnent dans la capitale. Quant aux sites touristiques, on ne connaît que celui de Varéla qui

est d'ailleurs très modeste et celui de Bubaque. Pourtant la côte et les îles offrent des cadres paradisiaques, pouvant abriter des infrastructures touristiques de grande facture.

Les bars et restaurants pullulent dans les villes, mais de qualité, il y en a peu.

1.3.4- La Guinée-Bissau et les ensembles régionaux

A partir du déclenchement de la guerre d'indépendance, au début des années 60, la Guinée portugaise commençait à sortir de l'anonymat. Sur le plan international, elle reçut le soutien de plusieurs pays, notamment le Sénégal et la Guinée qui sont ses voisins immédiats. Elle avait reçu également l'appui de l'OUA (Organisation de l'Unité Africaine). Le PAIGC avait sa base militaire sur le territoire guinéen. Le Sénégal lui avait accordé la possibilité de mener des actions politiques à l'endroit de ses ressortissants qui étaient sur son territoire.

Après les indépendances, elle a intégré l'OUA devenant ainsi un membre à part entière. Elle continue de défendre les idéaux de paix et de développement qui soutendent l'Organisation, devenue aujourd'hui l'Union Africaine. Elle a adhéré aussi aux objectifs du NEPAD (Nouveau Partenariat pour la Développement de l'Afrique).

Au niveau sous-régional, la Guinée-Bissau est membre de la CEDEAO (Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest). Elle reste encore fidèle aux objectifs de la communauté. L'application qu'elle fait des accords douaniers, de libre échange, de liberté de circulation des personnes et des biens témoigne de sa bonne disposition. Rappelons-nous, par ailleurs, de la guerre du 7 juin 1998, une force d'interposition a été envoyée par la CEDEAO. Cette dernière, par ses représentants, a pris part aux négociations houleuses qui ont finalement abouti à la paix en Guinée-Bissau.

La Guinée-Bissau est devenue membre de l'UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest Africaine) depuis le 2 mai 1997. Ce fut un acte politique de haute portée. En effet, en tant que pays lusophone, elle a accepté de franchir les barrières linguistiques et peut-être même historiques et culturelles, pour lier son destin à ceux

de ces pays francophones. Malgré son retard et ses difficultés économiques, elle tente tant bien que mal de poursuivre les objectifs de l'Union. Les retombées de cette adhésion ne sont pas encore perceptibles au sein de la population guinéenne, mais l'espoir demeure, d'autant que le siège national de la BCEAO est en chantier.

Enfin la Guinée-Bissau est membre de l'OMVG (Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Gambie). Elle adhère aux objectifs de l'Organisation malgré ses difficultés.

L'adhésion de la Guinée-Bissau à ces différentes organisations régionales et sous régionales montre sa disposition à oeuvrer pour le développement de l'Afrique et l'unité des peuples africains.

1.4- URBANISATION ET PROBLEMATIQUES URBAINES ACTUELLES DE LA GUINEE-BISSAU

Comme tous les pays du Tiers Monde, la Guinée-Bissau fait face à une urbanisation rapide. Contrairement aux autres pays africains qui ont connu ce phénomène depuis fort longtemps, l'urbanisation en Guinée-Bissau est récente. Deux raisons peuvent expliquer ce retard. D'abord le système colonial portugais contrôlait la circulation des personnes dans le territoire et particulièrement vers les villes. Pour se rendre dans les villes, surtout à Bissau, les habitants des villages devaient disposer d'une passe délivrée par l'administration coloniale. Ensuite l'accession tardive de la Guinée-Bissau à la souveraineté internationale a entraîné un retard dans son urbanisation.

Aujourd'hui les villes guinéennes en particulier Bissau ont commencé une phase d'urbanisation qui à la longue peut atteindre des proportions inquiétantes. En effet, entre 1979 et 1991 le taux d'urbanisation est passé de 12 % à 31 %. (LOPEZ-ESCARTIN N., 1993). Le motif principal de ce phénomène est d'abord l'exode rural. A cause de la sécheresse et du processus de salinisation des rizières qui en découle, la culture vivrière a connu un recul au profit de l'acajou, étant donné que l'on peut obtenir du riz avec des noix d'acajou (MESSIAH G et TRIBILLON J.F., 1987). Le centralisme des villes particulièrement de la capitale a accentué l'exode

rural. En effet, les infrastructures socio-économiques et les services y sont concentrés. Prenons l'exemple de l'instruction, beaucoup de jeunes qui aspirent à poursuivre leurs études sont obligés de quitter la campagne pour la ville, après le cycle intermédiaire. Il en est de même pour la santé car il faut venir à Bissau pour obtenir des soins plus satisfaisants.

L'accroissement naturel très soutenu dans les villes de la Guinée-Bissau est aussi une cause de l'urbanisation. La couverture médicale étant meilleure en ville, les taux de natalité sont plus élevés et ceux de la mortalité sont plus bas.

Cependant, il faut reconnaître que la ville de Bissau présente plus d'inquiétude. Les autres villes n'attirent pas beaucoup la population à cause de leur faible poids économique et administratif.

La problématique urbaine peut être posée sur le plan hiérarchique. Il y a une macrocéphalie dans l'armature urbaine du pays. La ville de Bissau regroupe 63% de la population urbaine du pays. Elle a une population six fois plus importante que la deuxième ville du pays notamment Bafata. Cette situation n'est pas prête de changer, au contraire elle risque plutôt de s'accroître si une politique de décentralisation n'est pas menée par l'Etat.

Le déséquilibre est énorme entre Bissau et les autres villes. Les infrastructures, les services et l'appareil administratif sont concentrés dans la capitale au détriment des autres villes. La logique coloniale est en train de se poursuivre : seule la capitale dispose d'une capacité de polarisation réelle.

En analysant les villes de la Guinée-Bissau de par leur fonction, on conviendra que Bissau seule joue une véritable fonction urbaine. Les autres villes sont des chefs lieux de région ou de secteur. Elles ont reçu un titre administratif, mais économiquement elles ne polarisent pas leur région. A la rigueur leur polarisation est administrative, donc elles ne jouent que cette fonction.

En terme d'aménagement, à l'exception de la capitale, les villes de la Guinée-Bissau ont presque une même organisation. Les activités urbaines gravitent autour

de la place centrale. Celle-ci est le lieu de rupture de charge des véhicules de transport, le centre du commerce, le carrefour des routes et le siège de l'administration et des services. Elle est le lieu d'affluence de la population de la ville mais aussi de la campagne. Ainsi elle est très animée pendant le jour, et peut-être la nuit si l'électricité existe.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

CONCLUSION

On peut convenir ensemble que la Guinée-Bissau dispose de conditions physiques très favorables. Ses potentialités sont significatives mais restent encore peu exploitées. Malheureusement elle a connu une évolution politique très mouvementée qui n'a pas joué en sa faveur, au point qu'elle n'a pas connu au cours de son histoire une période d'accalmie assez longue pouvant lui permettre de se reconstruire. Aujourd'hui, la pauvreté s'est installée dans les foyers. Sur le territoire, la carence en infrastructures et services est sensible. C'est dans ce contexte politique, économique et social que nous allons tenter d'étudier l'expansion spatiale, la croissance démographique, l'aménagement et les problèmes de la ville de Bissau, de sa fondation à nos jours.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

DEUXIEME PARTIE

EXPANSION SPATIALE
ET CROISSANCE
DEMOGRAPHIQUE DE LA VILLE DE
BISSAU

INTRODUCTION

A l'instar de Cacheu, les Portugais furent attirés par Bissau qui est un site d'estuaire, une presqu'île. Ils y installèrent des comptoirs pour pratiquer le commerce avec la population particulièrement avec les autochtones pépels. La traite négrière y fut effectuée en son temps. Les échanges et les services qu'ils créèrent, attirèrent aux alentours d'autres populations. Ce contact suscita l'apparition d'un groupe hybride appelé les grumètes. Bissau prit plus vite de l'importance que Cacheu, sur le plan administratif, militaire, démographique, économique etc., de sorte que dans l'appropriation du sol des problèmes surgirent entre les deux communautés (les européens et les africains).

En terme d'aménagement, il faut attendre le XX^e siècle pour que Bissau change réellement d'aspect. L'administration coloniale renforce les équipements et services dans la partie européenne de la ville au détriment de l'espace habité par les africains. Après les indépendances, les nouvelles autorités tentent de corriger le déséquilibre, mais la ville a commencé déjà à faire face à une urbanisation rapide, ce qui aboutit à une expansion spatiale très importante de la ville. Devant ses limites territoriales, Bissau pose aujourd'hui un problème de réserves foncières.

2.1- PRESENTATION DU SITE

2.1.1- Choix du Site

Le choix du site de Bissau n'est pas fortuit. Pendant les explorations, les Européens avaient l'habitude d'emprunter les cours d'eau pour pénétrer à l'intérieur du continent africain, car ils se déplaçaient à l'aide d'embarcations. A l'instar de Luanda, Maputo, Praia, les Portugais et les autres puissances impérialistes, s'installaient sur des sites d'île, d'estuaire, de cours d'eau ou simplement sur la côte. L'objectif à l'époque, était d'installer des comptoirs et faire des échanges avec les Africains. Ces types de sites sont plus favorables car ils permettaient d'acheminer plus facilement les produits vers l'Europe. Ils présentaient, en outre plus de sécurité.

C'est dans ce cadre qu'il faut placer le choix du site de Bissau. Alors la question est de savoir quelles sont les caractéristiques du site de Bissau?

2.1.2- Situation et Relief

Située à 11°51' de latitude Nord et 15°36' de longitude Ouest, la ville de Bissau se trouve sur la rive droite du Rio Géba. Elle s'est développée sur un site estuarien. Son relief est très bas avec une petite élévation vers le nord-ouest donnant le plateau de Bissalanca. Les sols sont argileux et de type ferrallitique de couleur rouge. Au niveau de la zone de contact avec le Rio Géba, le sol est halo-hydromorphe (TEXEIRA, A.J.S.-1962). Les sols sont relativement perméables permettant une infiltration facile des eaux de pluie.

2.1.3- Le Climat

Localisée sur la côte, Bissau se trouve dans le domaine sub-guinéen. Son climat est soumis aux influences maritimes. Il est caractérisé par une saison sèche de 7 mois allant de novembre à mai, et une saison pluvieuse de 5 mois, de juin à octobre. Avec une baisse constatée ces dernières années, la pluviométrie atteint une moyenne de 1589 mm selon les statistiques météorologiques de 1960 à 1999 (SANCHES A.P.R. et Al, 2003), avec 95 jours de précipitations supérieures ou égales à 1mm (I.G.E.G.B.-1980).

Quant à la température, la moyenne annuelle est de 26,3°C avec une moyenne de 27,4°C pour le mois le plus chaud et 24,4°C pour le mois le plus froid, ce qui donne une amplitude thermique de 3°C. L'humidité relative est en moyenne de 67,4% avec un maxima de 88,9% en août. Les vents prédominants sont de direction Sud et Sud-Ouest (TEXEIRA, A.J.S.-1962).

2.1.4- La Végétation

Etant dans le domaine sub-guinéen, la végétation de Bissau est caractérisée par la forêt et la mangrove. A présent, il ne reste que des palétuviers le long du Rio Geba et un tapis herbacé sur les zones humides transformées en rizières. Depuis

quelques années une végétation anthropique d'anacardiens s'est développée dans la périphérie de la ville, mais elle disparaît de plus en plus sous l'effet de l'urbanisation.

2.1.5- L'Hydrographie

La ville de Bissau est localisée sur la rive droite, en aval du Rio Géba. Elle se trouve presque à l'embouchure du fleuve. Le principal port de la ville est plus fluvial que maritime. Il est très soumis au rythme des marées.

Il est important, par ailleurs, de noter que la ville se trouve sur une presqu'île car elle est entourée dans ses $\frac{3}{4}$ par l'eau notamment par le Rio Mansoa à l'Ouest, par le Rio Geba à l'Est, et l'océan atlantique au Sud.

2.2- EXPANSION SPATIALE DE LA VILLE DE BISSAU

2.2.1- Expansion spatiale des origines à 1776

2.2.1.1- Aménagement et gestion urbaine

Après la découverte des côtes de la Guinée en 1446, les commerçants portugais commencèrent à s'installer petit à petit sur les rives du Rio Géba et du Rio Cacheu. A l'arrivée des missionnaires franciscains vers la fin du XVI^e siècle, des comptoirs étaient déjà implantés et des échanges se faisaient avec les Africains, particulièrement les Pépels qui vivaient un peu à l'intérieur des terres. Ces commerçants étaient composés de Portugais, et de lançados qui vivaient dans des cabanes. Ils avaient à leur service des auxiliaires *lusso-africains*.

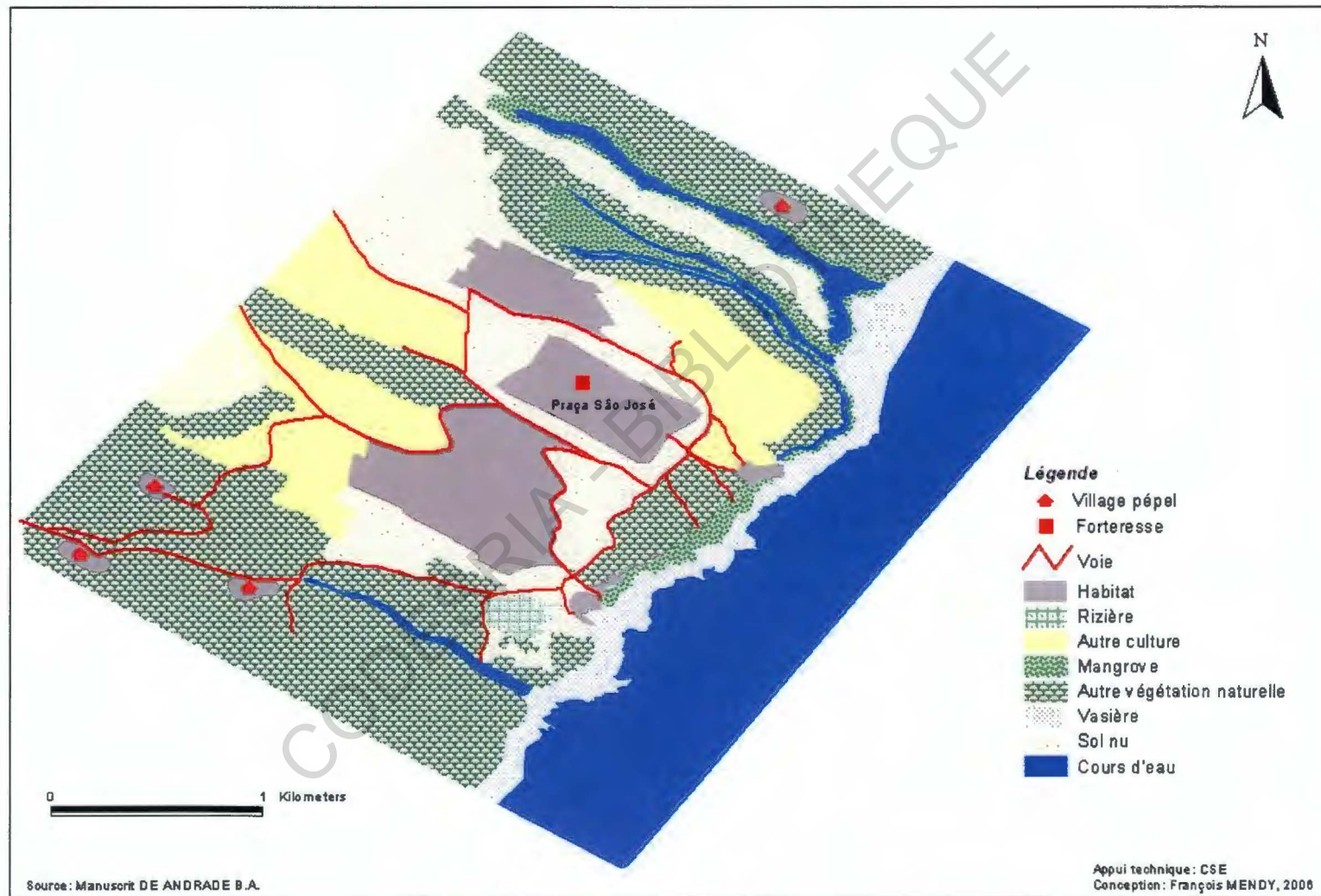
Dans le souci de mieux organiser ce commerce et de faire face à l'avancée des commerçants français de la compagnie du Sénégal, la couronne portugaise y créa une capitainerie en 1692 (SOARES M.J., 2000). Au cours du XVII^e siècle, des tentatives de construction de forts furent initiées notamment le fort de « Nossa Senhora da Conceição » qui sera détruit ensuite en 1707 sur l'ordre du roi João V. Au milieu du XVIII^e siècle, démarra la construction d'une véritable forteresse de pierres sous les auspices de la compagnie « Grão-Para e Maranhão ». Le motif

principal de cette construction était de protéger les comptoirs contre les menaces de la population autochtone et des navires des puissances adverses.

2.2.1.2- Changement dans l'occupation du sol

En observant la *carte 3* de l'occupation du sol de 1776, on note que l'habitat forme un ensemble de hameaux dispersés sur le territoire. Sur la côte à l'Est du territoire, les habitations étaient concentrées autour de la forteresse, tandis que les villages pépels se trouvent plus loin à l'Ouest. L'habitat dans son ensemble couvrait une superficie de 110 ha. Mis à part l'implantation humaine, le paysage est largement couvert par la végétation naturelle à l'Ouest et à l'Est. A cette époque, la végétation était riche et dense, composée principalement de forêts. Les surfaces cultivées se déployaient au centre autour de l'habitat. Autre fait marquant du paysage est la présence des cours d'eau, disons des rivières, enserrant l'habitat qui dépendait de la forteresse.

CODESRIA - BIBLIOTHÈQUE



Carte 3- Bissau: occupation du sol en 1776

2.2.2- Expansion spatiale de 1776 à 1952

2.2.2.1- Aménagement et gestion urbaine

L'histoire de Bissau en tant que ville commence à partir de la construction de la forteresse en 1766. Elle fut baptisée « Praça São José » en hommage au roi portugais qui commanda sa construction (DUARTE F., 1948). En 1836, elle devient la capitale du district de la Guinée subordonnée au Cap-Vert. Ce statut était peu enviable, et comme le dira René PELISSIER : "jusqu'en 1879, cette Guinée moignon n'aura été autre chose que la dépendance oubliée d'un archipel misérable, autrement dit la « colonie » d'une colonie, avec tout ce que cela comporte de négatif sur le plan de la gestion administrative, des priorités dans les investissements, du peuplement même, puisque dans l'administration et dans l'armée, le personnel provient majoritairement – et rarement de son propre gré – non directement de la métropole, mais de l'archipel qui joue un rôle aussi bien de tuteur que d'écran. Le gouverneur du Cap-Vert, à Praia, n'expédiait dans les « rivières de l'Est » que des fonctionnaires et des condamnés dont il souhaitait se débarrasser, et les laissait sans grands moyens d'action. Le pouvoir réel est réparti en quelques dizaines de trafiquants métis ou noirs acculturés, provenant pour l'essentiel du Cap-Vert, et accessoirement de familles étendues créoles locales." (PELISSIER R., 1989).

Néanmoins, en 1855 une commission municipale fut mise en place et quatre années plus tard, plus précisément le 29 avril 1859, Bissau fut élevée au rang de « Vila » l'équivalent de bourg en français (DA MOTA T., 1954).

En 1879 la Guinée portugaise était séparée du Cap-Vert, elle devenait ainsi une colonie à part entière. Par la même occasion Bissau perd son statut de capitale de la Guinée portugaise au profit de l'île de Bolama qui se trouve un peu plus au Sud sur l'océan atlantique. Ceci va la cantonner à jouer une fonction uniquement économique et va expliquer d'ailleurs le démarrage en 1856 des travaux de la construction d'un poste de douane.

Une palissade fut construite autour de la « Praça São José » en 1844. (Cf. *figure 1*). Elle sera transformée en rempart de pierres de 4 m de hauteur (DE SÁ E

MELO, 1964). Cette muraille symbolisait déjà une ségrégation car séparant le quartier des blancs (portugais et capverdiens) des habitations extra-muros où vivaient les Africains particulièrement les Grumètes. C'était aussi une manière pour les Portugais de se protéger contre les attaques des guinéens particulièrement des Pépels et des Grumètes. Les rapports entre les Portugais et la population autochtone, en l'occurrence les Pépels étaient très conflictuels. Ces derniers n'avaient jamais accepté la domination portugaise. Plusieurs guerres les ont opposés entre 1844 et 1915. Ce n'est finalement que la campagne militaire du 17 août 1915 qui a permis aux Portugais d'arriver à bout de la résistance pépele (PELLISSIER R., 1989). C'est d'ailleurs la raison pour laquelle le bourg ne s'est pas vite étendu. A cela s'ajoute le changement constant du statut de Bissau.

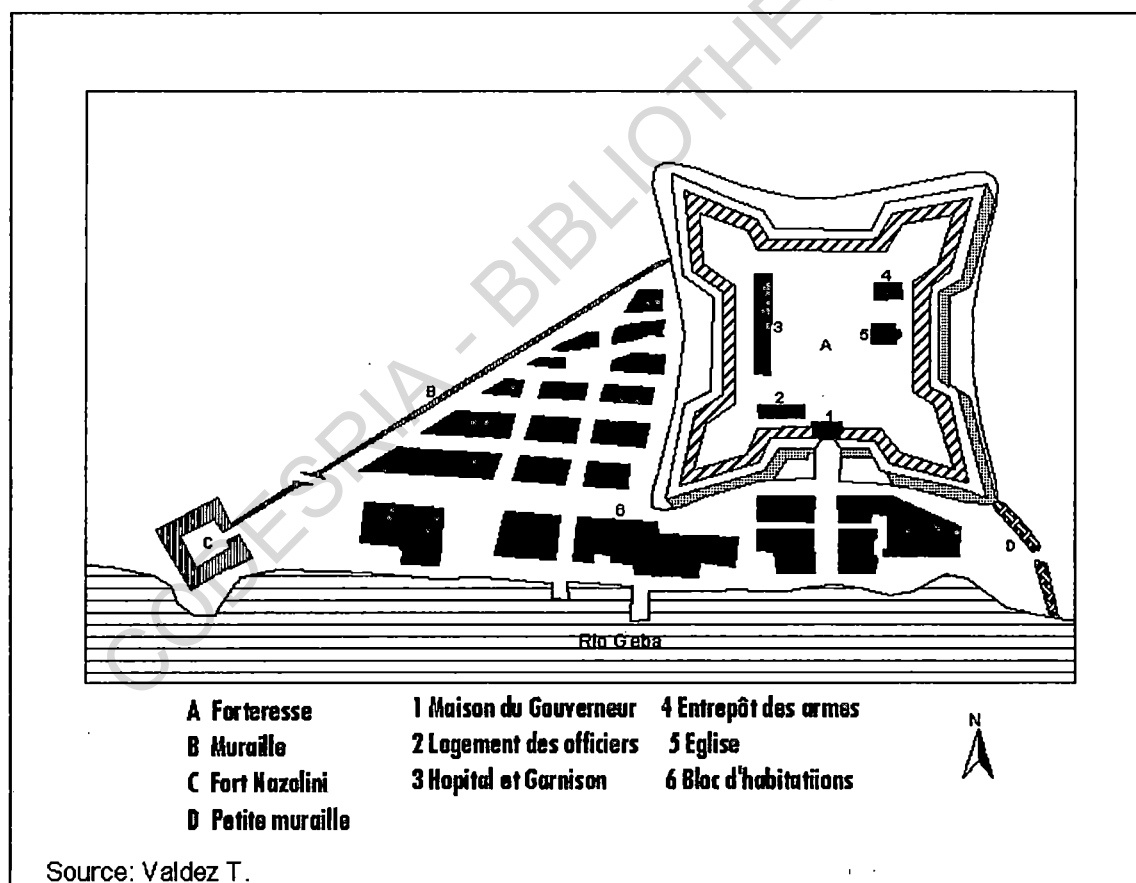


Figure 1 : Plan du bourg São José protégé par ses murailles

A cet effet, Joël DA SILVEIRA dira: « Pendant trois siècles, Bissau fut à peine un modeste comptoir. Son petit noyau urbain végétait sous la protection d'une forteresse et d'une muraille. » (DA SILVEIRA J.F., 1989).

Mais le XX^e siècle sera marqué par de grandes avancées dans l'aménagement et la gestion de Bissau. En 1914 la « Praça São José » est ouverte sur l'extérieur par le démantèlement de la muraille qui l'isolait du reste du pays et l'étouffait. Elle a alors l'aspect d'une petite agglomération de vieilles habitations aux rues étroites avec de nombreux entrepôts. Ses conditions, du point de vue propreté et hygiène, étaient déplorables. Ce petit et pauvre bourg européen, l'actuel « Bissau velho» (vieux Bissau), tourné vers son port, était entouré par un ensemble de villages pépels. Entre ces deux mondes se trouvait le village grumète avec lequel les premières maisons du bourg se mélangeaient et se disputaient l'espace (DA SILVEIRA J.F., 1989). La même année, Bissau est élevée au statut de ville. Une tendance d'expansion de la ville européenne se dessine de plus en plus (Cf. figure 2).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

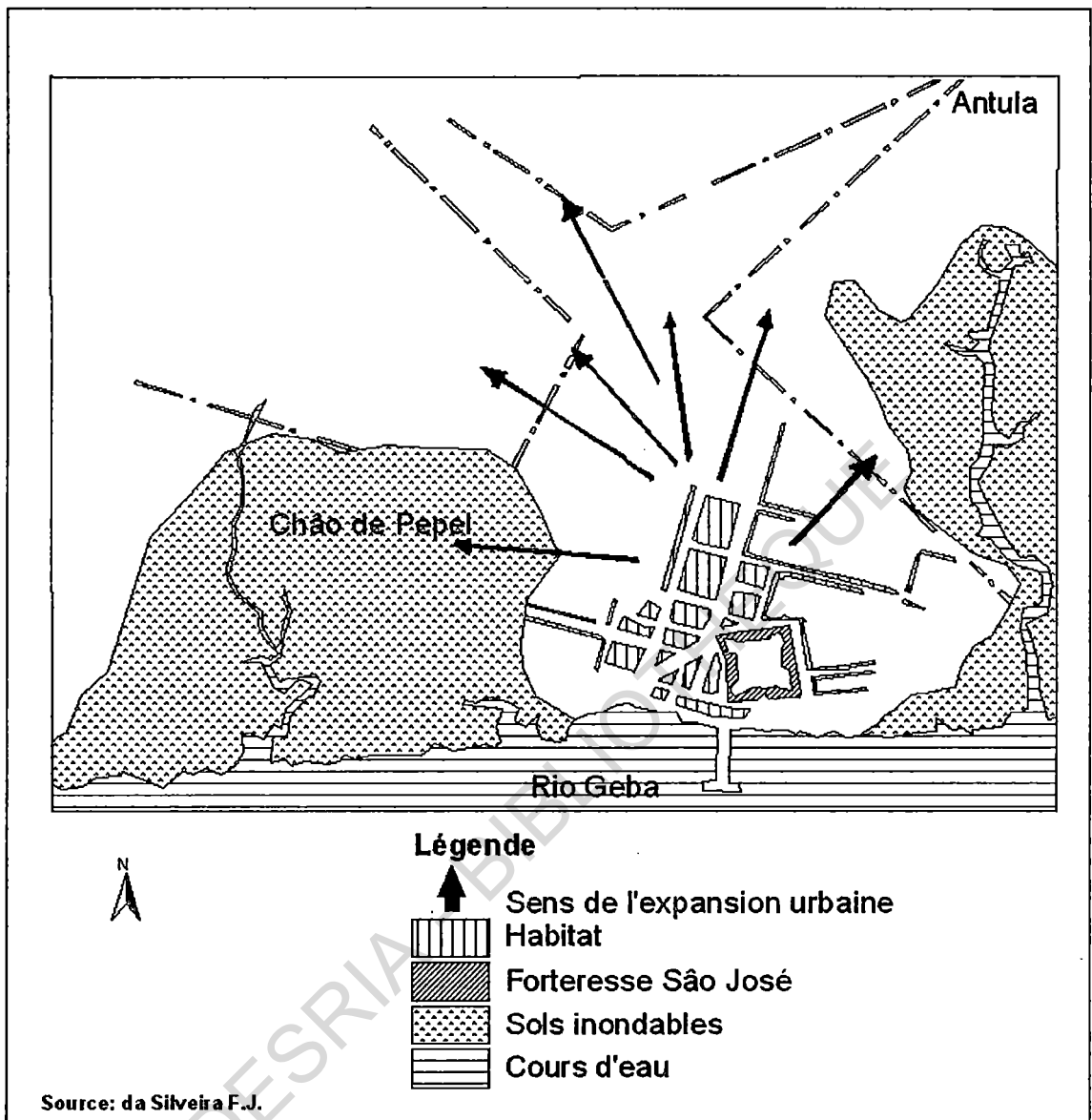


Figure 2 : Tendance d'expansion de Bissau aux années 20

Elle s'étend, vers le Nord (l'actuelle zone de la présidence) ; vers l'ouest notamment le quartier Chão de pépel ; et vers l'Est, c'est à dire la zone de l'hôpital Simão MENDES.

En 1922, l'autorité coloniale va prendre le prétexte de la peste bubonique pour mener des actions d'assainissement et de restructuration à l'endroit de la ville. De vieilles maisons sont démolies, des rues sont élargies et par une loi d'expropriation, le village grumete est démantelé. L'année suivante, un plan d'urbanisme en quadrilatère définissant un nouveau périmètre urbain duquel sont exclus les

guinéens, est mis sur pied ; c'est le 1^{er} plan de la ville. Un nouveau marché et un cimetière municipal sont construits en 1925. Le monument de Teixeira PINTO, héros de la guerre coloniale, est construit et inauguré le 1^{er} décembre 1929.

Il faudra attendre les années trente pour qu'un petit réseau d'éclairage public soit mis en place. En 1935, ce fut la pose de la 1^{ère} pierre de l'actuelle cathédrale de Bissau. (ACIOLY C.C.jr, 1993)

En novembre 1939, la forteresse « São José » est classée monument national portugais. De même celui de « Esforço da Raça » érigé sur la « Praça do Império » (place de la couronne) face au palais du gouverneur, est inauguré en 1941.



Photo 1 : La « Praça do império» avec son monument et le palais du gouverneur de la colonie devenu le palais de la république avant son bombardement pendant la guerre du 7 juin 1998

L'année 1941 est significative : elle marque le retour définitif de la capitale de la Guinée portugaise à Bissau précisément le 9 décembre. La puissance coloniale, ayant les mains libres depuis la fin de la pacification de la colonie en 1936, peut désormais se consacrer à la construction de la ville selon sa vision. C'est ainsi que l'aménagement et la gestion de la ville vont prendre une nouvelle tournure. L'espace foncier urbain est contrôlé et n'entretient avec l'intérieur que de contacts brefs liés à la perception de l'impôt de paillote.

De vastes chantiers seront initiés pour donner à la ville une nouvelle image. Pour mener efficacement ces aménagements une « Brigada de construção » (brigade de construction) est mise sur pied en janvier 1944. C'est une sorte d'Agetip (Agence d'exécution des travaux d'intérêt public) (BARRY I., 2001). De nombreux édifices publics seront construits pendant cette décennie 40 pour abriter les services publics transférés : le palais du gouverneur, la cour de justice, le musée, la bibliothèque, la mairie et la douane etc.

Autour du palais du gouverneur furent édifiés : à l'ouest le quartier résidentiel des fonctionnaires supérieurs appelé « quartier Portugal », à l'est le quartier « Vieira Machado » pour les fonctionnaires moyens.

Les festivités de la commémoration officielle du V^{ème} centenaire de l'arrivée des portugais en Guinée en 1946, seront un motif supplémentaire pour la modernisation de la ville. Le butimage des différentes artères de la ville, avec l'aménagement de leurs trottoirs furent entrepris. Au niveau du quai de Pinjiguiti, des réaménagements furent effectués pour prolonger celui-ci afin de permettre l'embarquement et le débarquement d'un plus grand nombre de passagers et de marchandises.

A travers ces aménagements, une ségrégation spatiale est reprise. Le quartier des européens se distingue nettement du quartier africain par les deux routes périphériques. Le premier se referme sur lui-même tandis que le seconde cherche à l'embrasser. D'ailleurs pour la sécurité publique particulièrement de la ville européenne, un corps de la police est mis sur pied dès août 1944. Une loi déterminant le périmètre de juridiction de la ville fut en même temps promulguée.

Le plan d'urbanisme des années 20 est repris ainsi avec quelques modifications. Un aéroport avec une piste de 2000 m de longueur sur 100 m de largeur est construit au Nord, loin de la périphérie de la ville, à Bissalca en 1946.

Une opération de charme fut menée par l'administration coloniale à l'endroit de la ville africaine. De vieilles habitations sont détruites et le quartier de Santa Luzia fut édifié à la place. Il abrite de petites maisons modernes de deux pièces. Y est logée une nouvelle couche sociale de semi-assimilés monogames. En outre, une petite opération d'assainissement est effectuée dans le quartier africain de Chão de pépel. Ses rues sont restructurées et des canaux de drainage des eaux pluviales sont aménagés.

Pour l'année 1947, plusieurs actions furent menées : une ébauche de plan d'urbanisme de la ville est conçue, le château d'eau à Alto Crim avec un réseau d'adduction d'eau pour alimenter la ville européenne est réalisé, la construction du stade de Bissau (l'actuel stade Lino CORREA) est démarrée, l'école primaire centrale et l'hôpital de Bissau (l'actuel Simão MENDES) sont réalisés. Dans le cadre de l'embellissement de la ville, deux autres monuments seront construits la même année : celui de Nuno TRISTÃO sur la grande « Avenida da República » et celui des héros de l'occupation « Heróis de Ocupação » dans la forteresse. D'ailleurs, les remparts de cette dernière sont reconstruits (Cf. photo 2 de la page suivante).

La réorganisation des services de la radiodiffusion fut menée, permettant la diffusion régulière d'émissions et des informations.

Il faut rappeler, par ailleurs, que Bissau va, sur le plan religieux, être détachée du diocèse de la colonie du Cap Vert. Elle devient une préfecture apostolique à part entière. L'acte législatif n°1404 du 6 février 1948 élève la ville au rang de Municipalité puisqu'elle satisfait aux conditions exigées par la loi. Bissau devient ainsi la capitale de la 3^e et plus ancienne colonie de la couronne portugaise (DUARTE F., 1948).



Photo 2 : Aperçu des ramparts de la forteresse São José (Amura) avec ses canons perchés

Le 10 juin le stade est inauguré en grande pompe, ce qui permet l'épanouissement de grands clubs notamment Benfica et Sporting, noms des plus grandes équipes de football du Portugal. Chacun va ériger son siège à côté du stade. Ce même jour fut lancé aussi les travaux de la construction du port de Bissau.

La ville de Bissau, disons la ville européenne, a ainsi atteint un niveau d'équipements et d'infrastructures assez satisfaisant. Sa population augmentait, de même que ses besoins. Il devenait indispensable de penser à élargir son espace. Ainsi le 15 juin 1948, l'acte législatif n°1416 approuve le plan directeur d'urbanisme de la ville. (Cf. figure 3). Il élargit l'aire de Bissau en lui définissant de nouvelles limites. Ainsi la zone qui constitue aujourd'hui les quartiers de Cupelom, Calequir, Rossio, Pefine, Amedalai, Sintra-Nema, Reno Gambiafada, Varela et Bandim, devait être aménagée en quartier résidentiel. Un espace est prévu au Nord pour abriter les habitations du nouveau quartier de Santa Luzia. Selon le plan, la ville européenne devait s'élargir vers le Nord et le Sud. Pour cela il était presque sûr, que des déguerpissements allaient s'effectuer.

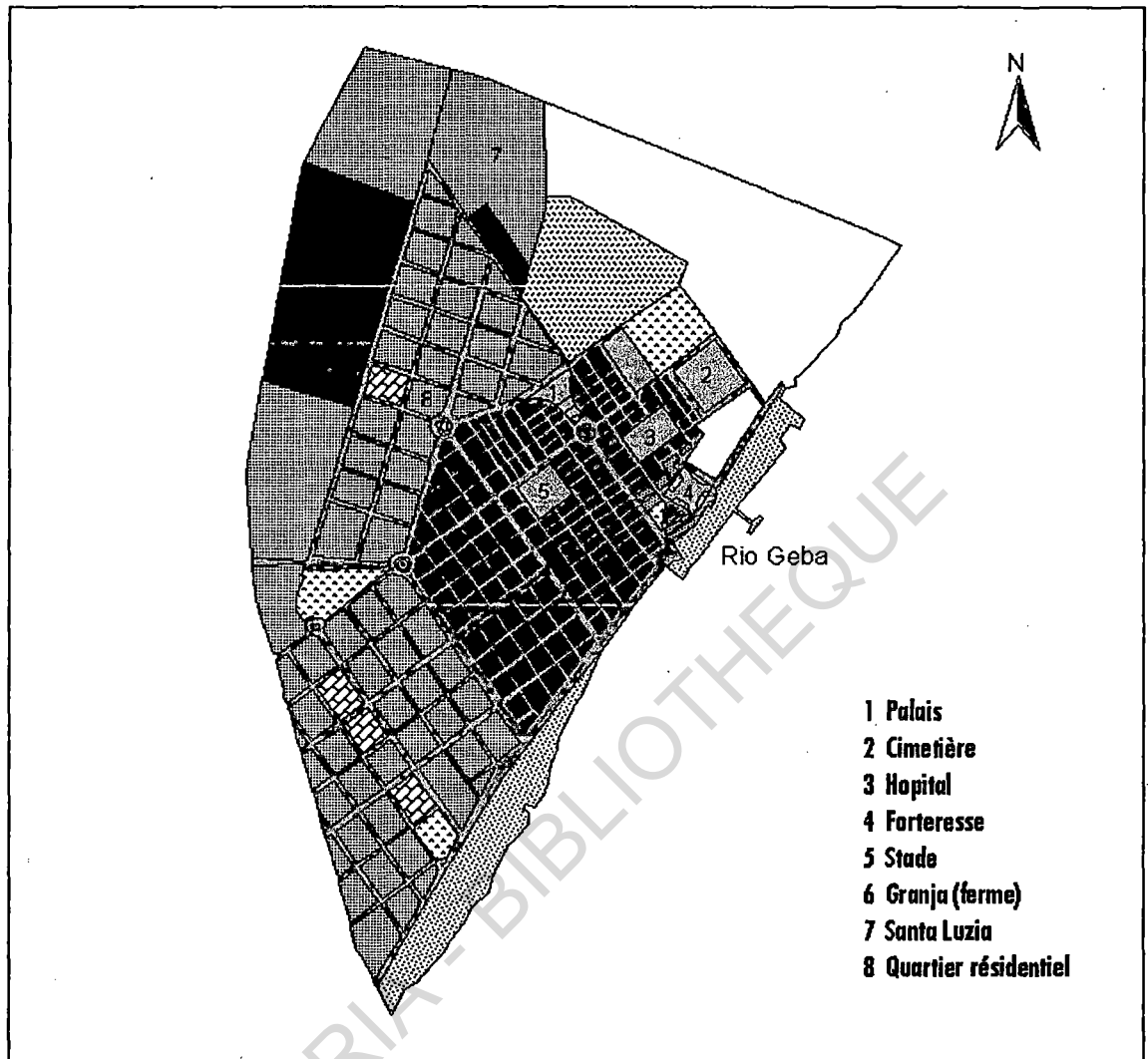
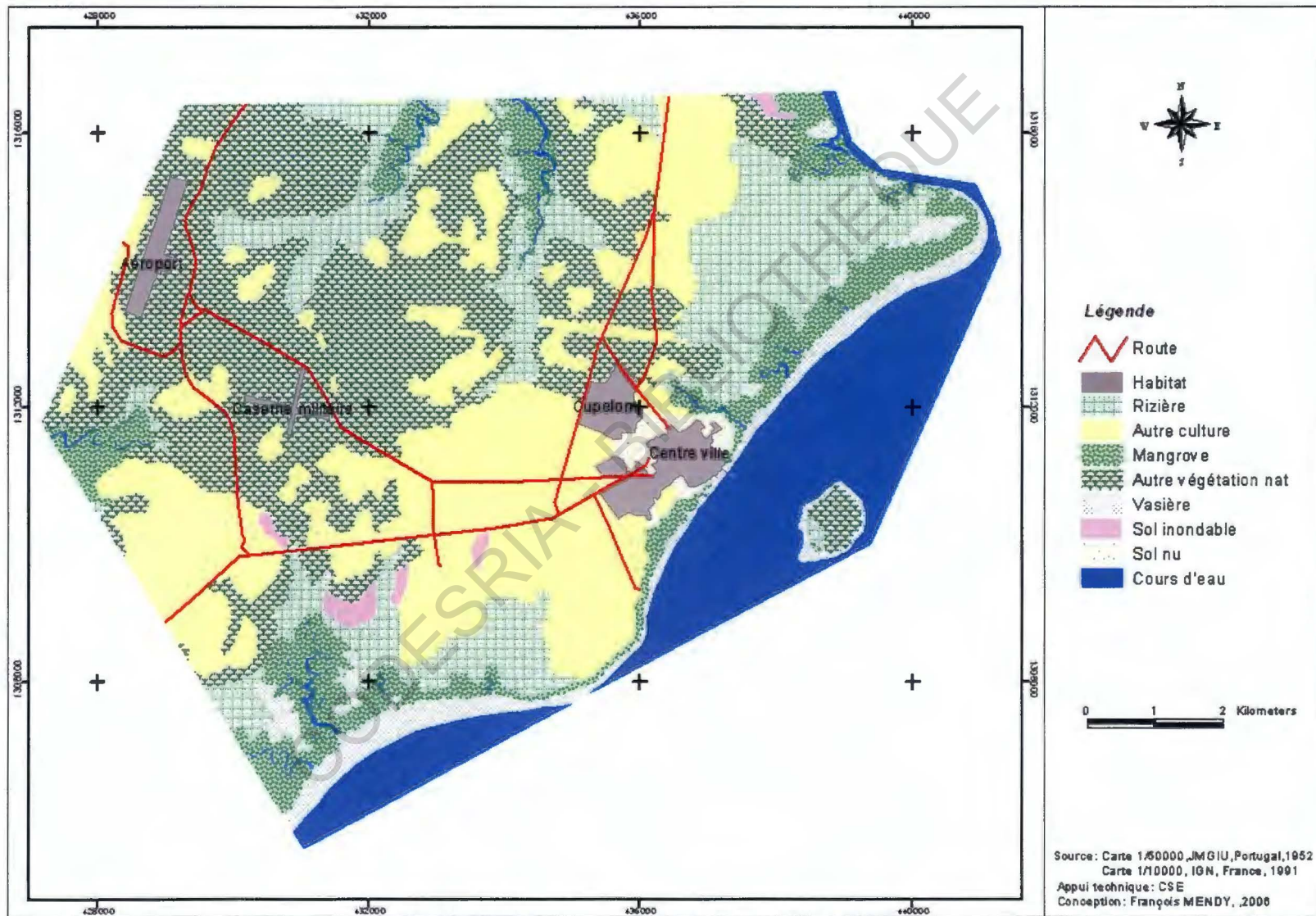


Figure 3 : Plan d'urbanisme de Bissau approuvé en 1948

Source : ACIOLY C.C.

2.2.2.2- Changement dans l'occupation du sol de 1776 à 1952

En se référant à la *carte 4* de l'occupation du sol en 1952, force est de constater que de son noyau de départ, la ville de Bissau s'est beaucoup étendue au cours de cette période. En terme d'habitat, l'espace bâti y compris les villages pépels est passé de 110 ha à 299,96 ha en 1952. Il a presque triplé en 178 ans, mais il restait concentré à l'Est sur la côte, tandis que des installations militaires et aéroportuaires sont implantées tout à fait au Nord-Ouest. Le paysage est marqué par une division très nette entre le Nord-Ouest qui est le domaine de la végétation naturelle et le reste du territoire, domaine de l'agriculture et de la mangrove.



Carte 4- Bissau: occupation du sol en 1952

Faute de pouvoir superposer les deux cartes de 1776 et 1952, du fait de leur échelle différente, nous ne sommes pas en mesure d'aller plus loin dans l'étude des changements.

Comme il a été précisé dans la méthodologie, l'aire de Bissau sur les cartes équivalant à peu près à 8800 ha de surface n'est pas un choix fortuit. C'est un moyen pour combler le vide qui existe à l'heure actuelle sur les limites de la ville de Bissau.

2.2.3- Expansion spatiale de 1952 à 1967

La carte de 1952 décrit la situation de l'occupation du sol à cette époque. Le paysage va connaître beaucoup de bouleversements suite aux aménagements qui y seront effectués.

2.2.3.1- Aménagement et gestion urbaine

Le processus de modernisation enclenché depuis les années 20 va se poursuivre, mais toujours dans un esprit ségrégationniste très poussé. D'ailleurs ce croquis de Joël DA SILVEIRA l'illustre bien. (Cf. *figure 4*)

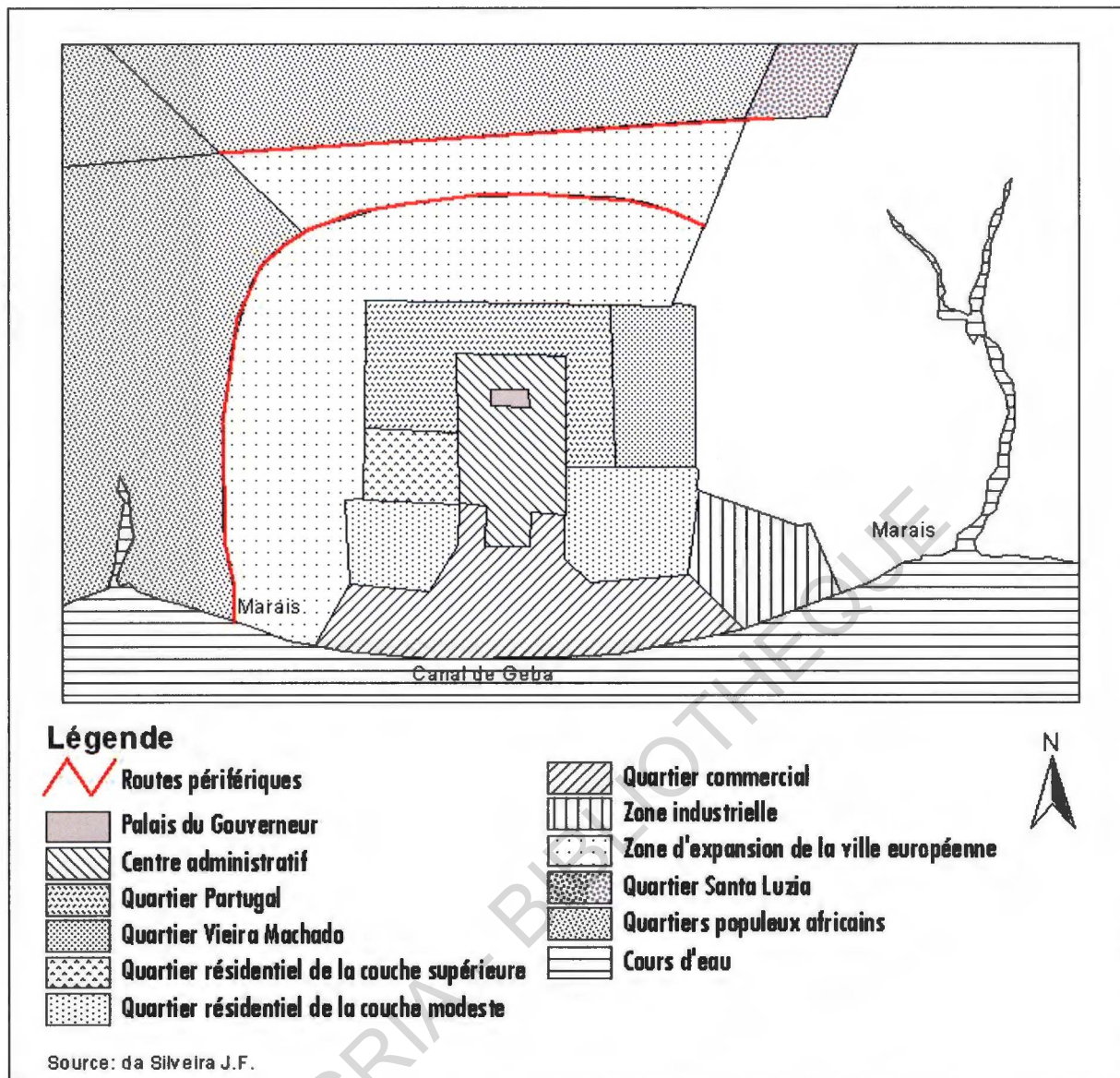


Figure 4 : Répartition spatiale et sociale à Bissau en 1955

Le pouvoir colonial, à travers ce type d'aménagement avait presque repris le modèle occidental. Les résidences des fonctionnaires supérieurs ressemblaient fort aux villas de vacances construites à la même époque par la bourgeoisie de Lisbonne dans la région d'Estoril (Portugal).

Le quartier administratif se retrouve au milieu, bien encadré par les quartiers résidentiels. Au Sud, il donne sur le quartier commercial qui englobe la zone portuaire. D'ailleurs, la photo ci-après, montre une de ses rues. Le rez de chaussée des bâtiments abrite les magasins, tandis que les bureaux ou appartements sont à l'étage.



Photo 3 : une rue du quartier commercial qui aboutit sur l'avenue Amilcar Cabral. Le bâtiment de « armazem do povo » qui fait face est contigu au port de Bissau

Quant à la zone industrielle, pour ses besoins, elle reste proche de la zone portuaire.

Une telle stratification spatiale de Bissau en 1955, est surtout l'aboutissement d'une série de déguerpissements vers la périphérie. Le quartier africain de Chão de pépel et la partie inférieure du quartier de Bandim ont été rejetés hors du nouveau périmètre urbain. Ainsi cette zone d'expansion de la ville européenne est significative à double titre : d'une part elle constitue une zone tampon entre l'espace européen très structuré et l'espace africain miséreux et insalubre, d'autre part elle représente une réserve d'espace pour l'expansion de la ville blanche.

Pour garder la quiétude de la ville européenne, une sirène sifflait à neuf heures précise de la nuit pour appeler les Africains à quitter la ville. Tout contrevenant était arrêté et mis au cachot. (KOU Dawo, F., 2000). Ce qui signifie que la ville européenne est un espace réservé et que les Africains n'y sont admis que dans le cadre du travail ou d'un service pendant la journée. Au-delà des heures de travail, ils sont indésirables et doivent en conséquence évacuer les lieux.

D'autre part, Bissau intègre de plus en plus la fonction tertiaire dans sa morphologie. En 1958, on comptait près de 171 magasins de commerce concentrant 38,4% du commerce de la colonie. Le bitumage des rues se limite au périmètre de la ville européenne. Des écoles, en particulier le 1^{er} lycée de cette ville, furent construites. Des équipements sportifs y sont aménagés.

Ainsi, toutes les infrastructures et les services se limitent à la route périphérique. Cela signifie qu'ils sont donc destinés d'abord à la population de la cité des blancs.

Par contre, la périphérie des africains survivait dans une carence chronique d'infrastructures et de services, mais aussi dans la promiscuité et l'absence d'hygiène. Au contact de la ville européenne, l'habitat dans la ville africaine commence petit à petit à se transformer. Le pouvoir colonial va procéder à une petite réorganisation graduelle des maisons situées sur les axes. Une manière pour lui de se faire bonne conscience en cachant l'anarchie et la misère qui règnent à l'intérieur.

A partir des années 60, confrontée à la guerre d'indépendance, l'administration coloniale va changer de méthode. Elle passe de la rigueur répressive à la tolérance. L'obtention d'un laissez-passer pour entrer dans Bissau devient plus facile, permettant à l'urbanisation spontanée d'avoir les coudées franches. En effet, avec le reflux massif de réfugiés vers Bissau, les quartiers périphériques vont se multiplier, occupant près de 70% de la superficie de la ville. Au fur et à mesure que Bissau s'étend dans l'espace, l'administration coloniale va lui définir de nouvelles limites. C'est le cas en 1955 et en 1961.

2.2.3.2- Changement dans l'occupation du sol de 1952 à 1967

La *carte 5* de changements dans l'occupation du sol montre assez clairement les transformations du paysage durant cette période.

Sur une durée de 15 ans, près de 47% de la superficie de Bissau a subi des modifications³ et des conversions⁴ dans les différentes formes d'occupation de l'espace suite aux aménagements qui ont été effectués.

Le tableau récapitulatif ci-après montre en terme statistique l'étendue des bouleversements.

Superficies	en ha	%
Sans changements	4587,28	51,9
Modifiées	242,27	2,7
Converties	4014,18	45,4
TOTAL	8843,73	100

Tableau 7 : Répartition des superficies entre 1952 et 1967

Source : statistiques obtenues du croisement de la carte 1952 et de l'image corona 1967 sur Arcview

2.2.3.2.1- La Surface bâtie

En 1952, la surface bâtie représentait quelques quartiers tels que le Centre ville, Chão de Pépel, Cupelom et Reno, et les infrastructures militaires et aéroportuaires, soit une superficie de 299,96 ha. En 1967, elle est passée à 818,75 ha, soit une expansion de 63,36%. Sur la *carte 5*, on observe que les quartiers africains se sont agrandis en espace. Mindará, Bandim, Varela, Pluba et d'autres quartiers, commencent à sortir de terre. La zone des infrastructures aéroportuaires de Bissalanca se densifie. Les alentours des installations militaires de Brá sont aménagés.

En analysant la *figure 5*, on perçoit que ce gain de 518,79 ha au profit de l'espace bâti est la différence entre une petite perte de 20,51 ha et une conversion importante de 539,3 ha. Les conversions les plus importantes au profit du bâti ont été enregistrées dans les cultures et les autres types de végétation naturelle. Globalement la progression spatiale du bâti s'est faite à partir des noyaux déjà

³ Modification : le mode d'occupation de l'espace a changé d'une classe à une autre tout en restant dans la même catégorie. Exemple : les rizières sont changées en surfaces d'autres cultures, d'autant qu'elles sont deux classes appartenant à la catégorie des cultures.

⁴ Conversion : le mode d'occupation de l'espace a changé d'une classe à une autre en changeant de catégorie. Exemple : les rizières sont devenues zones de mangroves, ces dernières appartiennent à la catégorie des végétations naturelles.

existants. D'autre part, l'espace bâti est concentré au centre, d'Est en Ouest ; 279,45 ha de cet espace n'ont pas subi de changements durant cette période.

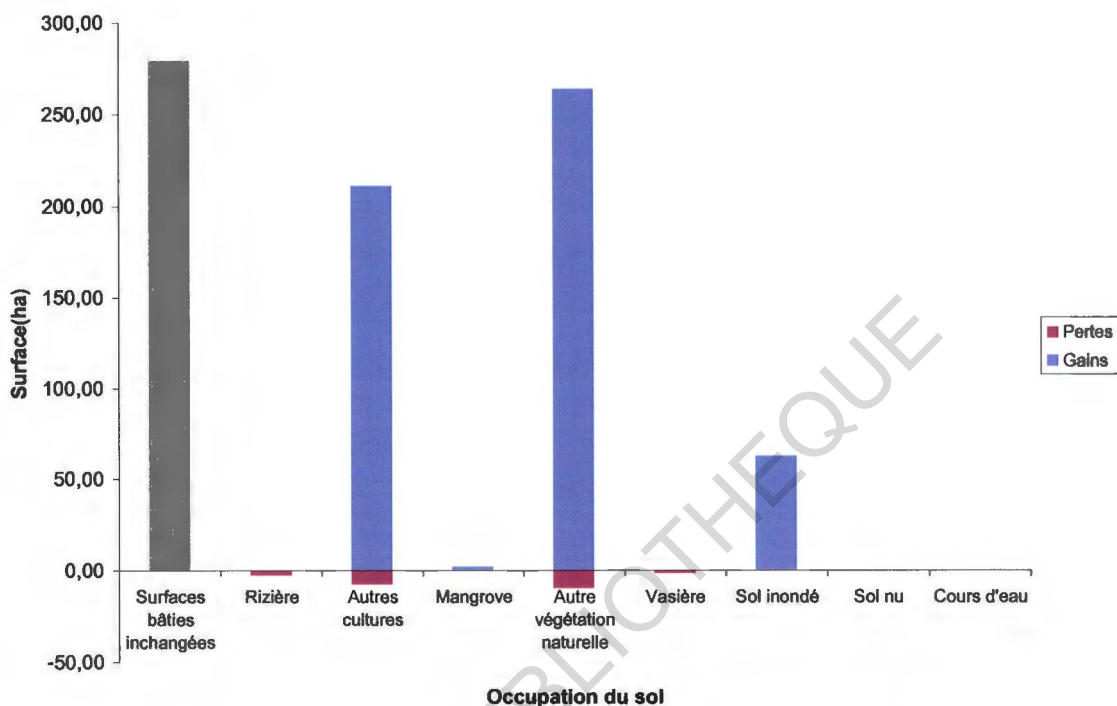


Figure 5 : Bilan des superficies gagnées et perdues par l'habitat entre 1952 et 1967

Source : statistiques obtenues du croisement de la carte 1952 et de l'image corona 1967 sur Arcview

2.2.3.2.2- Les zones de culture

Les zones cultivées comprennent les rizières et toutes les autres surfaces vouées à d'autres spéculations. En 1952, elles couvraient 4285,07 ha. En 1967 elles sont passées à 5318,13 ha, soit une augmentation de 19,4%. Cette expansion de 1033,06 ha est le résultat d'une perte de 1185,64 ha et d'un gain de 2218,7 ha (Cf. figure 6). En observant la carte 5, la végétation naturelle qui se concentrait au Nord-Ouest de la ville a disparu sous la poussée des défrichements, si bien que tout le Nord de Bissau est pratiquement dominé par l'agriculture. Au Sud, les surfaces agricoles alternent avec la végétation naturelle. Ainsi, on constate que les zones cultivées occupent une bonne partie de la superficie de Bissau en 1967, soit 60,1%.

Mis à part les conversions notées, des modifications ont été effectuées entre les spéculations : 60,62 ha de rizière ont été colonisés par d'autres spéculations, tandis que 122,15 ha d'autres cultures ont été transformés en rizière.

Puisque ces modifications ont été effectuées dans une même catégorie c'est-à-dire les cultures, donc leurs surfaces sont considérées comme inchangées. A cela s'ajoutent les 1238,6 ha de rizière et les 1678,06 ha d'autres types de culture qui sont restés intacts. Le tout fait un total de 3099,43 ha (Cf. *figure 6*).

Par ailleurs, dans la *figure 6*, on remarque que la conversion la plus importante s'est faite au détriment des autres types de végétation naturelle différents de la mangrove. Cela signifie que d'importants espaces forestiers ont été défrichés pour des besoins de culture. Par contre, peu de surfaces cultivables ont été perdues au cours de cette période.

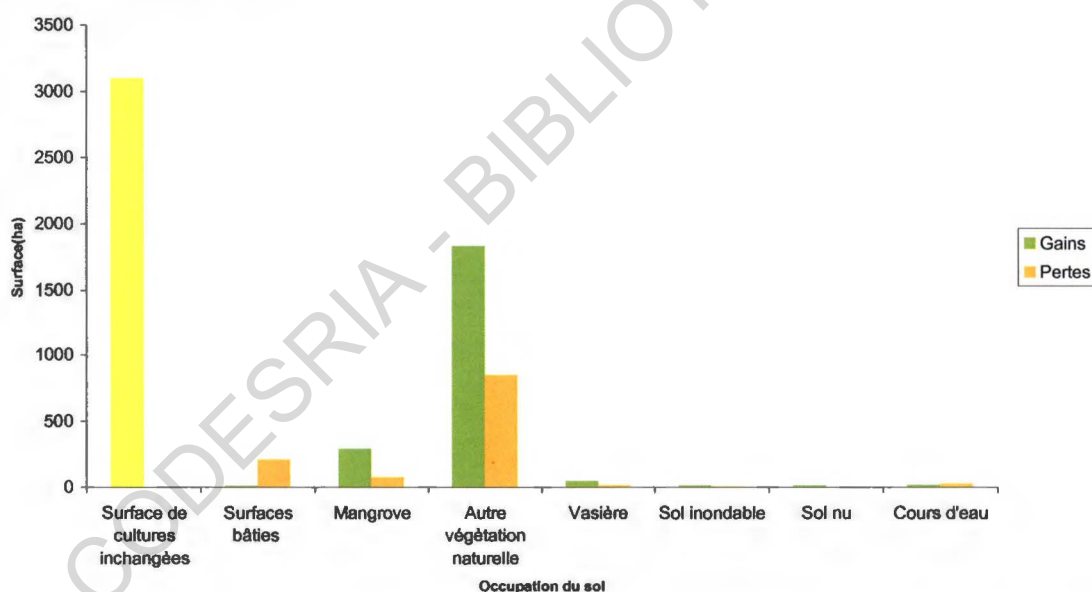


Figure 6 : Bilan des superficies gagnées et perdues par les cultures entre 1952 et 1967

Source : statistiques obtenues du croisement de la carte 1952 et de l'image corona 1967 sur Arcview

2.2.3.2.3- La végétation naturelle

Elle se compose de la mangrove et d'autres types de végétation naturelle notamment les forêts et les savanes. Elle est concentrée en général à l'ouest et sur

la côte. Elle représentait une superficie de 3795,8 ha en 1952. En 1967 elle est passée à 2416,35 ha, soit une régression spatiale de 36,3%, représentant 1379,45 ha. Elle apparaît nettement sur la *figure 7*. Comme précédemment constaté sur la *carte 5*, la végétation naturelle a disparu au Nord-Est, mais elle forme une bande le long de la côte ; elle reste encore importante à l'Ouest. Sur l'île du Rei, elle couvre près de la moitié de sa superficie.

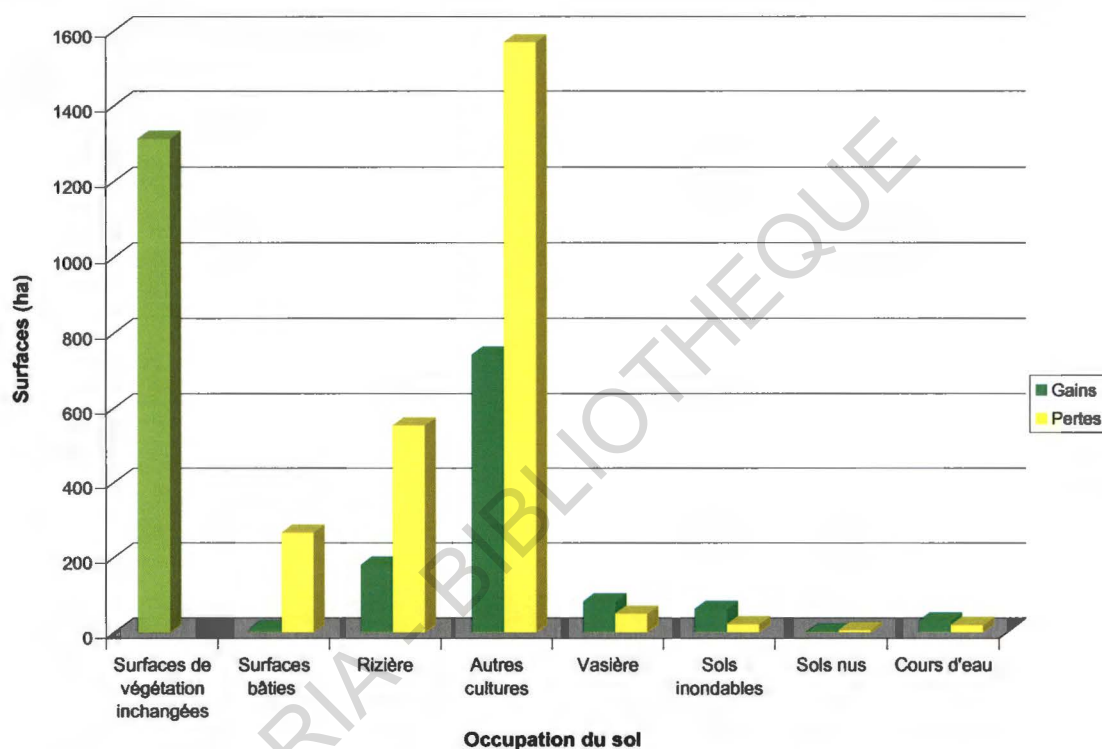


Figure 7 : Bilan des superficies gagnées et perdues par la végétation naturelle entre 1952 et 1967

Source : statistiques obtenues du croisement de la carte 1952 et de l'image corona 1967 sur Arcview

Quant aux modifications, elles ne touchent que 2,4% de l'ensemble des zones de végétation naturelle. En effet, 7,21 ha de mangrove se sont dégradés au profit d'autres types de végétation naturelle, tandis que 50,71 ha de ces derniers ont été colonisés par la mangrove. Ainsi la surface de la végétation naturelle qui n'a pas subi de changements est de 1312,07 ha.

Sur la *figure 7*, même si la végétation naturelle a perdu beaucoup d'espaces au profit des cultures, on constate qu'elle a colonisé plus d'espaces dans ces zones vouées à l'agriculture.

2.2.3.2.4- Les sols dénudés

Ils englobent les sols nus et secs, et les zones de vasière. Ils sont tous concentrés sur la côte. Ils couvraient une surface de 336,02 ha en 1952. Ils diminuent pour ne couvrir que 209,14 ha en 1967, soit une régression de 37,8%. (Cf. *figure 8*).

Des modifications se sont opérées : 1,58 ha de vasière sont devenus sols nus et secs. A cela s'ajoutent les 132,06 ha de sols dénudés qui n'ont pas été modifiées. Ce qui représente 133,64 ha de sols dénudés qui n'ont pas subi de changements majeurs.

La *figure 8* montre que les surfaces inchangées demeurent plus importantes, et parmi les pertes de sols dénudés, la mangrove en a colonisé le plus, ce qui témoigne d'une régénération.

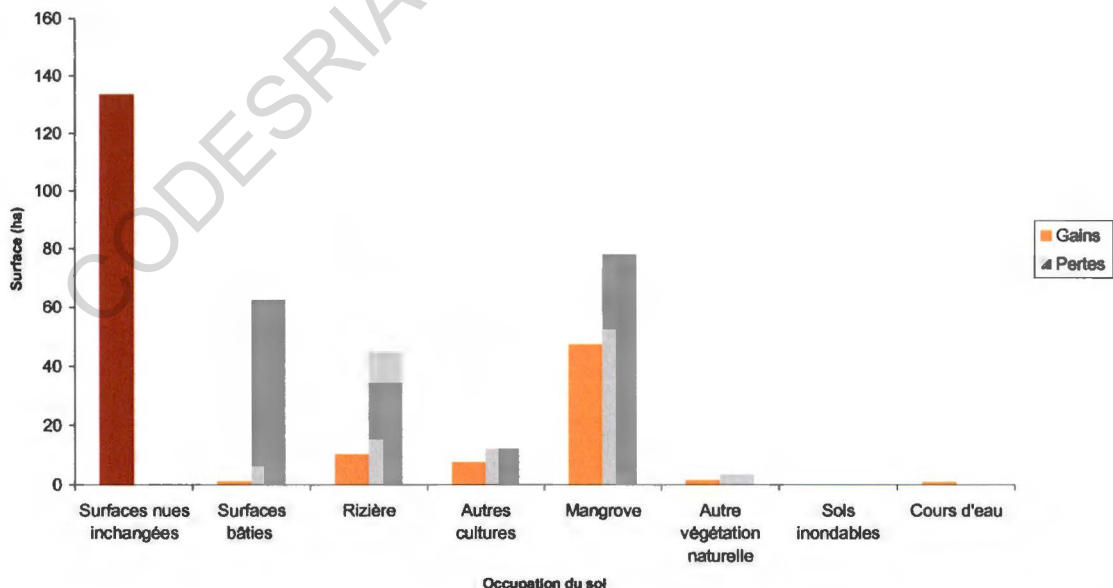


Figure 8 : Bilan des superficies gagnées et perdues par les sols dénudés entre 1952 et 1967

Source : statistiques obtenues du croisement de la carte 1952 et de l'image corona 1967 sur Arcview

2.2.3.2.5- Les surfaces d'eau

Elles représentent les zones couvertes par les cours d'eau et les sols inondables couverts temporairement ou d'une manière permanente par l'eau. Couvrant une superficie de 126,88 ha en 1952, elles sont passées à 81,357 ha, et ont connu ainsi un recul de 35,9%, soit une perte nette de 45,52 ha. Elles sont éparpillées sur le territoire de la ville. Leur étendue paraît faible car le Rio Géba et son canal n'ont pas été tenus en compte dans le calcul des surfaces couvertes par l'eau.

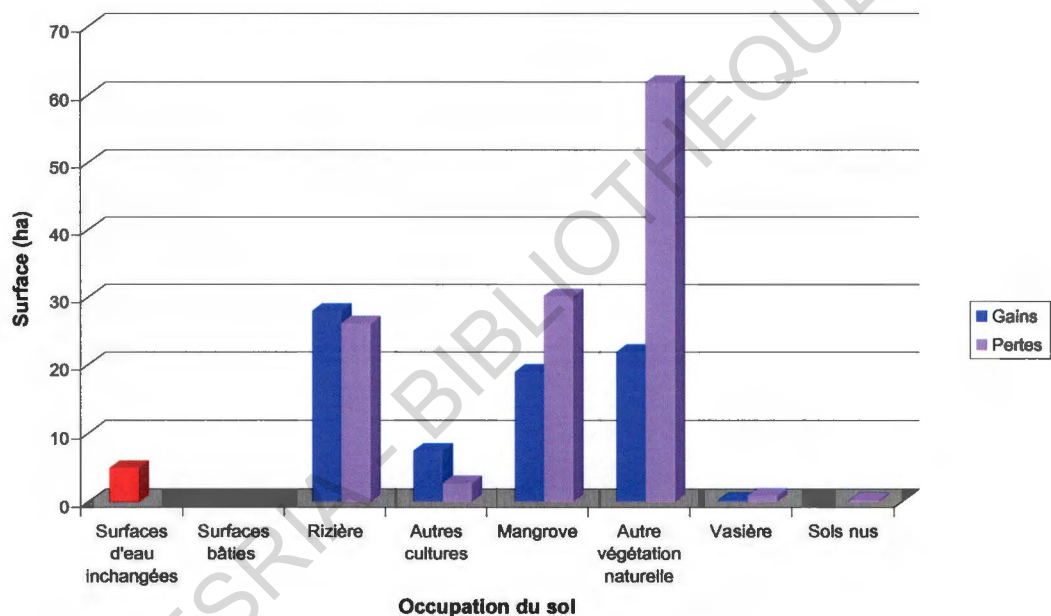


Figure 9 : Bilan des superficies gagnées et perdues par l'eau entre 1952 et 1967

Source : statistiques obtenues du croisement de la carte 1952 et de l'image corona 1967 sur Arcview

Sur la *figure 9* ci-dessus, on constate que les autres types de végétation naturelle ont poussé sur les surfaces d'eau. Ils ont récupéré plus d'espaces que les autres. Il est rassurant de constater pendant cette période que le bâti n'a pas colonisé des surfaces inondées.

Les surfaces d'eau qui sont restées sans changements représentent 4,96 ha soit 6,1% des surfaces d'eau. Elles sont couvertes par les cours d'eau.

ANNEE	1952_1	1952_2	1952_3	1952_4	1952_5	1952_6	1952_8	1952_7	1952_9	Total en ha	%
1967_1	279,451	0,000	210,940	2,028	263,675	0,000	62,651	0,000	0,000	818,745	9,26
1967_2	2,479	1238,598	122,147	286,888	266,605	42,143	2,930	8,338	17,804	1987,932	22,48
1967_3	7,212	60,623	1678,057	3,606	1565,600	2,930	9,465	2,254	0,451	3330,198	37,66
1967_4	0,000	61,299	15,550	570,846	50,707	77,750	0,451	0,451	29,748	806,802	9,12
1967_5	9,465	117,640	726,347	7,212	683,302	3,831	0,000	61,299	0,451	1609,547	18,20
1967_6	1,352	10,592	7,888	47,552	1,803	131,612	1,578	0,000	0,901	203,278	2,30
1967_8	0,000	0,000	0,000	5,183	0,000	0,000	0,451	0,000	0,225	5,859	0,07
1967_7	0,000	2,479	4,507	0,000	21,410	0,000	0,000	0,000	0,000	28,396	0,32
1967_9	0,000	25,466	2,930	18,931	0,451	0,225	0,000	0,000	4,958	52,961	0,60
Total en ha	299,959	1516,697	2768,366	942,246	2853,553	258,491	77,526	72,342	54,538	8843,718	
%	3,39	17,15	31,30	10,65	32,27	2,92	0,88	0,82	0,62		

Légende

- _1 : Habitat
- _2 : Rizière
- _3 : Autre culture
- _4 : Mangrove
- _5 : Vasière
- _6 : Autre végétation naturelle
- _7 : Sol inondable
- _8 : Sol nu
- _9 : Cours d'eau

Horizontalement: Gains de surface

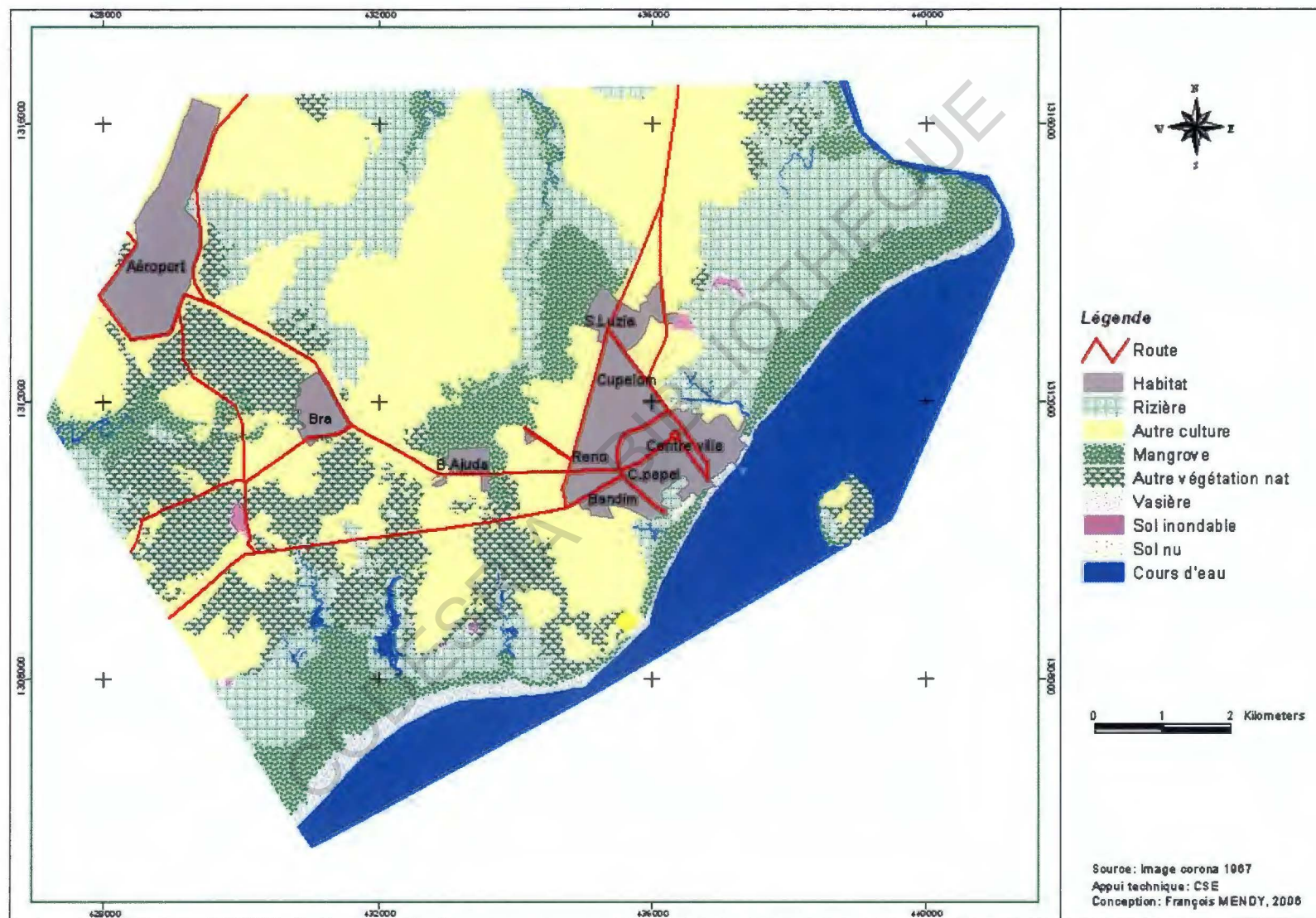
Verticalement: Pertes de surface

Superficies	ha	%
sans changements	4587,275	51,87
modifiées	242,267	2,74
converties	4014,176	45,39

		Total en ha	%		
Habitat	1	279,451	Sans changement	279,451	34,13
	2	210,940	Conversion en habitat	539,294	65,87
Culture	3	1238,598	Sans changement	2916,655	54,84
	4	60,623	Modification	182,770	3,44
	5	2,479	Conversion en culture	2218,705	41,72
Végétation naturelle	6	570,846	Sans changement	1254,148	51,90
	7	7,212	Modification	57,919	2,40
	8	9,465	Conversion en végétation naturelle	1104,282	45,70
Sol dénudé	9	131,612	Sans changement	132,063	63,15
	10	1,578	Modification	1,578	0,75
	11	1,352	Conversion en sol nu	75,496	36,10
Surface en eau	12	4,958	Sans changement	4,958	6,09
	13	2,479	Conversion en surface d'eau	76,399	93,91

Matrice 1: Changements dans l'occupation du sol de 1952 à 1967

Source : données obtenues du croisement de la carte 1952 et de l'image corona 1967 sur Arcview



Carte 6- Bissau: occupation du sol en 1967

2.2.4.1- Aménagement et gestion urbaine

En 1967, la Guinée portugaise était déchirée par la guerre. La guérilla faisait rage dans les campagnes, et les forces du P.A.I.G.C. progressaient de jour en jour. Mais la capitale Bissau restait encore épargnée. L'administration coloniale, ayant choisi la confrontation par son refus de négocier et son intention de pérenniser la colonisation, allait chercher des moyens pour gagner la population à sa cause. Pour cela, elle va déployer une opération de charme à l'endroit de celle-ci. C'est ainsi qu'en 1968, elle lançait le programme « Guiné Melhor » (Guinée meilleure). A cet effet, des plans d'urbanisme furent conçus pour tous les centres urbains et semi-urbains de la colonie. A Bissau différents projets furent initiés : le projet de renforcement des infrastructures sociales et le projet d'embellissement de la ville. La photo ci-dessous, est une parfaite illustration. Même si sa prise est récente, la vue est toujours la même.



Photo 4 : Place Baiana, parmi les rares lieux où existent encore des espaces verts.

Le décor est resté presque le même

De même le projet d'habitat social du quartier « Ajuda » fut initié. Ce quartier Ajuda, érigé dans la périphérie, disposait de conditions meilleures que celui de

« Santa Luzia ». En 1973 un nouveau plan d'urbanisme fut conçu pour la ville. Il définissait ses limites.

A la veille des indépendances, la ville de Bissau avait l'allure de ce schéma de Claudio ACIOLY. (Cf. figure 10) .

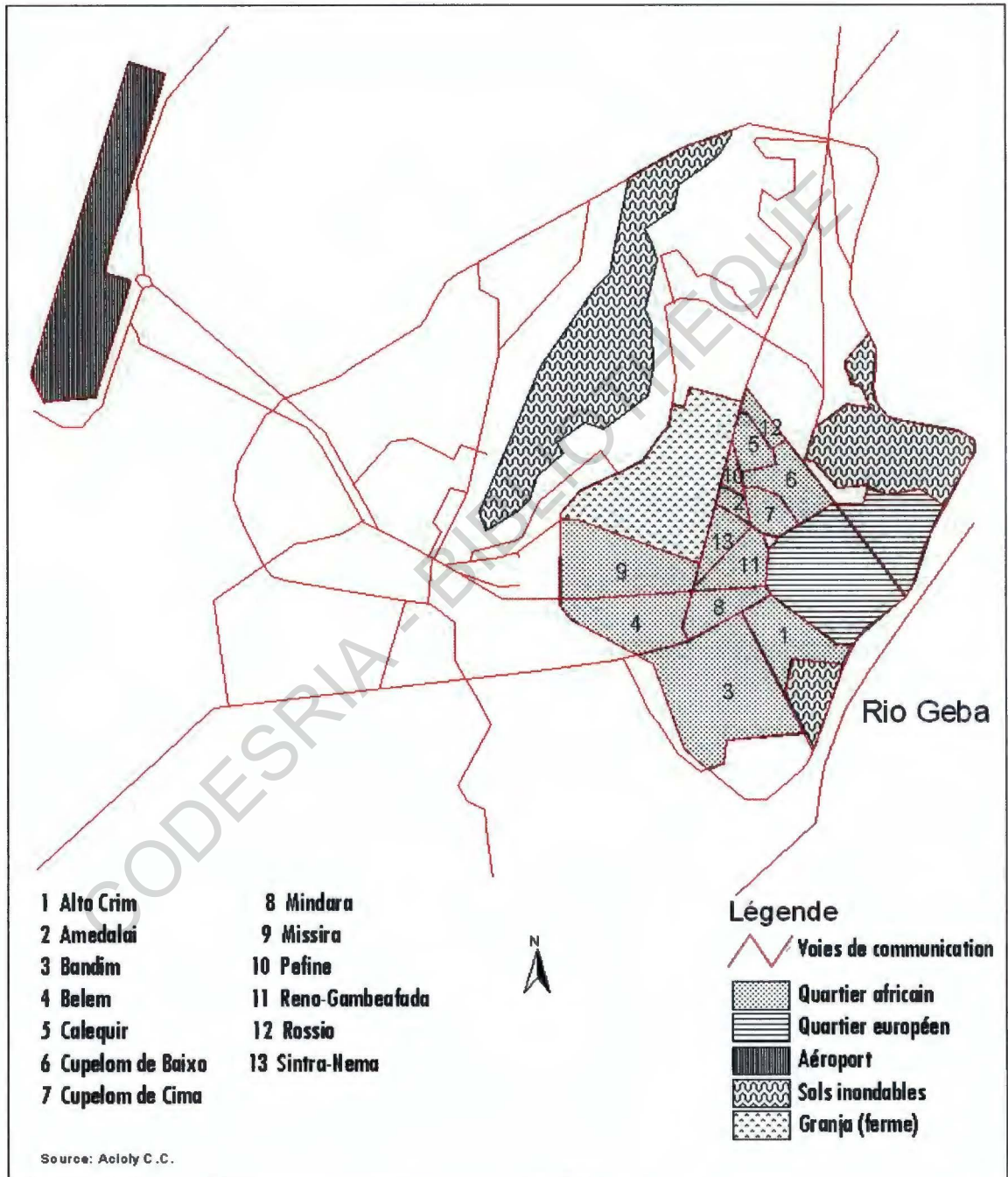
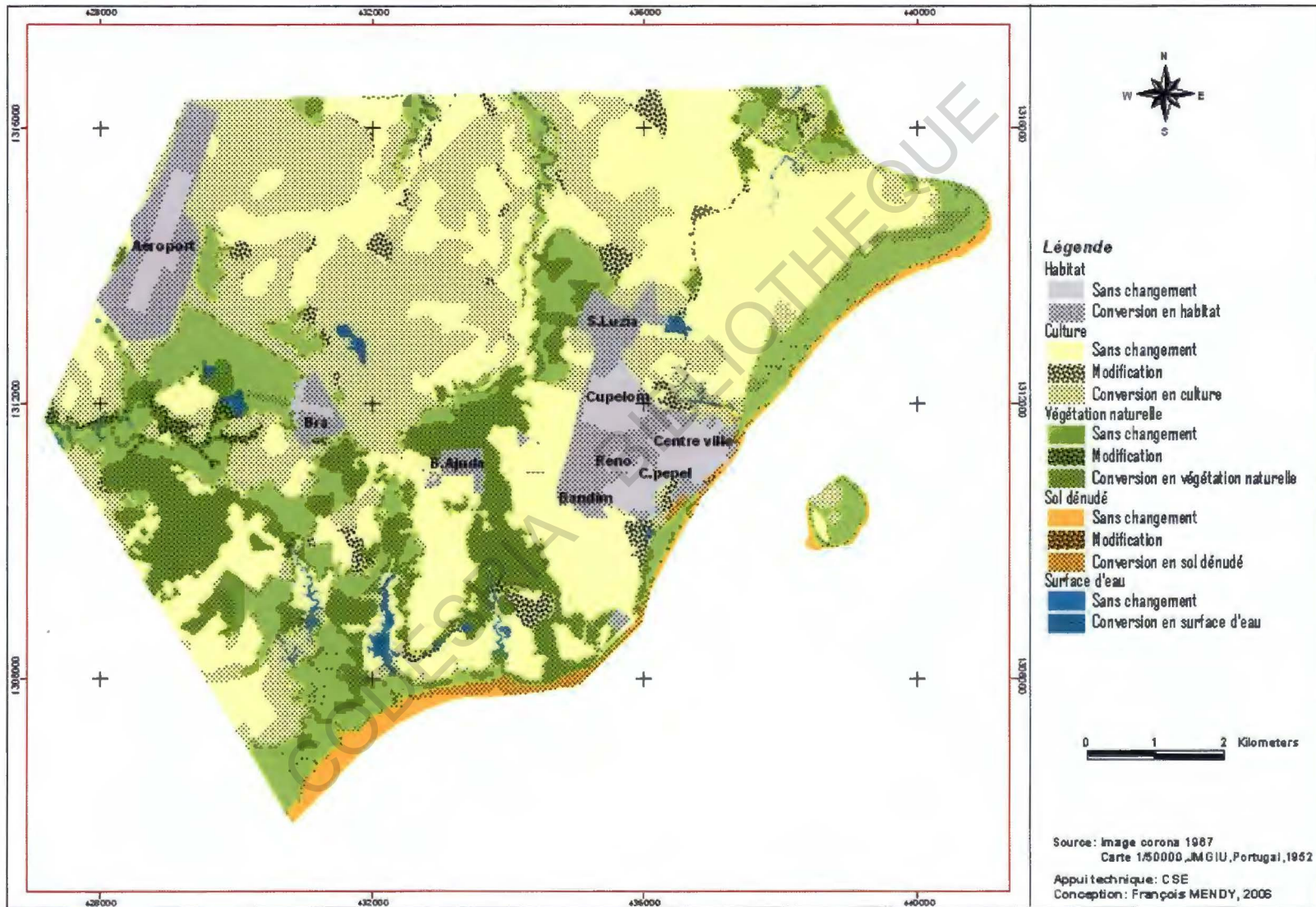


Figure 10 : Quartiers populaires formant une ceinture autour de la zone européenne



Carte 5- Bissau: changements dans l'occupation du sol de 1952 à 1967

Finalement, sur une période de 15 ans, le paysage de Bissau a connu des changements importants. La matrice ci-après nous fait une récapitulation en détail des gains et des pertes de chaque classe (Cf. matrice 1). Horizontalement, on lit les gains de surface et verticalement, les pertes.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

2.2.4- Expansion spatiale de 1967 à 1986

La *carte 6* de l'occupation du sol décrit la situation du paysage de Bissau en 1967. Il est fortement dominé par les surfaces agricoles notamment les rizières sur les zones de contact avec la mangrove, et les terres de cultures non inondées au Nord et au Sud. Quant aux végétations naturelles, elles sont pratiquement concentrées au Sud-Ouest, hormis la mangrove sur les berges du Rio Géba et le long de ses défluent. L'espace bâti se concentre sur la côte avec quelques blocs qui s'individualisent vers le Nord-Ouest. A partir de 1967, d'autres aménagements vont être mis en œuvre, apportant des changements sur le paysage.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Les quartiers africains ont fini par former un arc autour de la ville européenne en 1973. La périphérie est pratiquement vide. Certains de ces axes sont sableux.

Au lendemain de l'indépendance, le 24 septembre 1974, le nouveau gouvernement P.A.I.G.C. va nourrir de grandes ambitions pour la ville. Grâce aux subventions des pays amis et des bailleurs de fonds, beaucoup de projets seront initiés. D'abord au niveau administratif, Bissau reçoit un statut spécial. Elle devient un secteur autonome « sector autónomo de Bissau (S.A.B.) ». Comme son nom l'indique, elle est désormais un secteur (département) qui ne dépend d'aucune des huit régions du pays.

Un tissu industriel va être mis en place : l'huilerie de l'île de Rei, des rizeries disséminées un peu partout, des distilleries de canne à sucre, la brasserie de CICER et de Titina SILÁ, une fabrique de mosaïque de ciment, une fabrique de mousse plastique et une usine de confection BAMBI au quartier de Missira.

En 1976, un nouveau plan directeur fut élaboré pour la ville. Puisque le régime en place est d'un socialisme modéré, l'Etat va tenter de contrôler une partie du commerce, mettant en place en 1977, des « Armazens do povo » (magasins du peuple) un peu partout dans la ville et dans les régions aussi.

Dans le cadre de l'habitat aux populations pauvres et de la lutte contre l'habitat irrégulier, un projet d'appui à l'auto construction est mis en œuvre à Antula en 1978. Au départ 12 maisons sont construites avec la technologie de terre stabilisée. Notons que Antula – regulado pépel - est la nouvelle zone choisie pour l'extension de la ville. Quelques logements préfabriqués en bois pour les coopérants sont construits et 16 autres logements pour coopérants et cadres de l'Etat ont été réalisés par l'entreprise CDE (Compagnie d'entreprise) du Sénégal. Les années qui ont suivi, ont vu la construction d'autres habitations pour coopérants.

Un lycée est construit, de même aue des écoles primaires, des centres de santé avec logement pour infirmier, et l'hôtel « 24 de Setembro » (24 septembre). Une usine de montage de véhicules de marque VOLVO est construite en 1981. De

même un lotissement industriel est aménagé à Brá pour abriter la nouvelle zone industrielle de Bissau selon son plan d'urbanisme.

En 1981, le plan directeur de 1976 est révisé dans le cadre du plan quadriennal de Bissau et en liaison avec le plan d'assainissement de la ville.

En 1983, l'aérodrome de Bissalanca devient un vrai aéroport par la construction d'une piste d'atterrissage et son équipement technique.

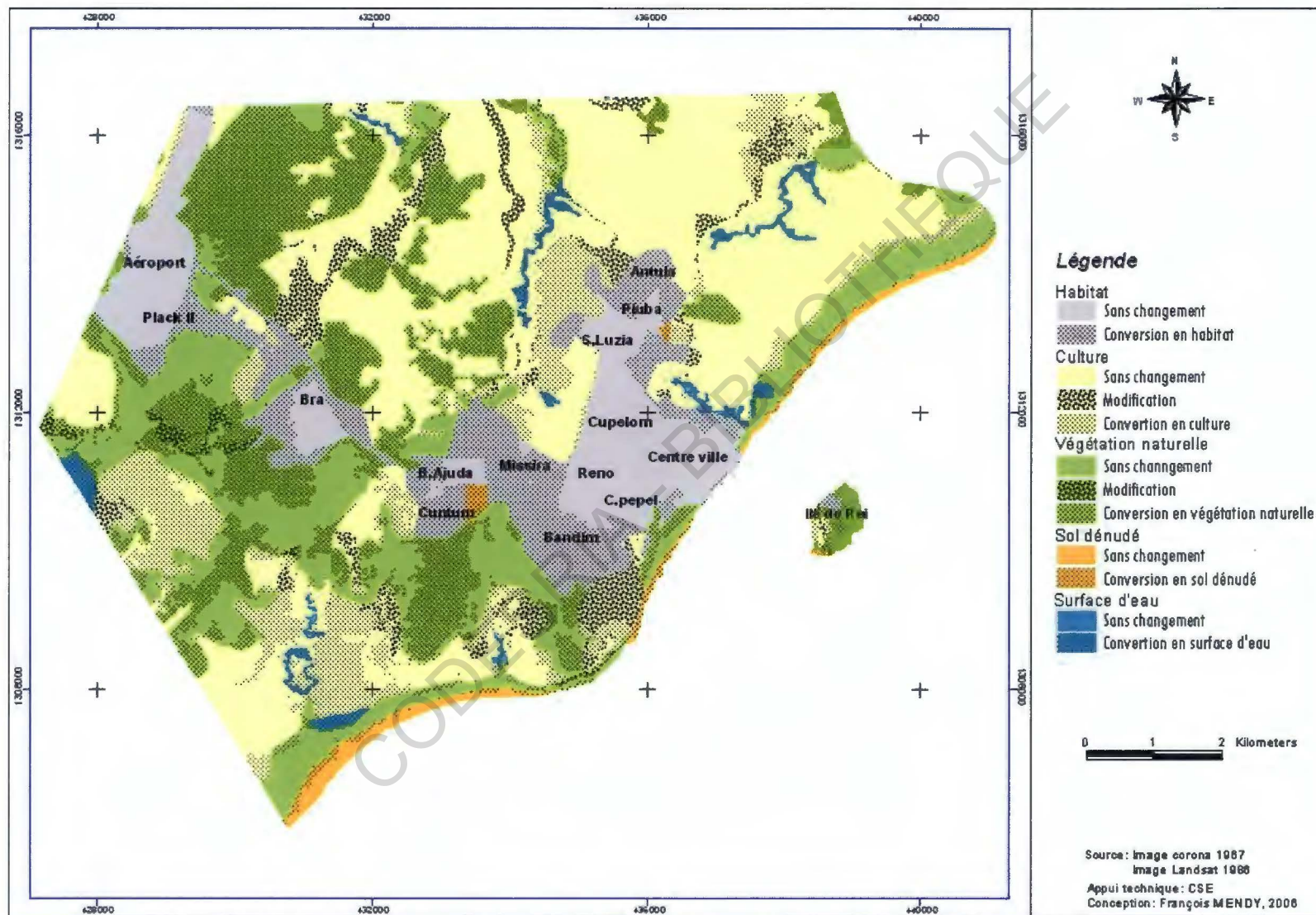
Etant donné l'anarchie et la carence d'infrastructures et de services qui règnent dans la périphérie où s'est concentré 90% de la population de Bissau, il était nécessaire de trouver des solutions. Grâce à la coopération hollandaise, un projet de restructuration des quartiers de Bissau « Projeto melhoramento dos bairros de Bissau » (PMBB), va voir le jour. En 1985, la première phase démarre avec la restructuration du vieux quartier de Mindará, situé derrière le marché de Bandim. Elle a permis d'élargir les rues et de les revêtir d'une couche latéritique pour une meilleure circulation, d'installer des bornes fontaine, d'aménager de petits canaux pour le drainage des eaux de pluie, de construire des latrines publiques et de mettre en place un système de collecte des ordures ménagères.

Un complexe scolaire est construit dans le quartier de Belém pour abriter la future université de Bissau.

Un quartier résidentiel commence à prendre forme au nord de Bandim sur la côte. C'est la zone appelée « Alto Bandim » (haut Bandim) parce que située dans une zone plus élevée que le reste du quartier. Avant la fin des trois ans prévus pour la première phase, des travaux de restructuration ont pu être commencés dans le quartier de Belém.

2.2.4.2- Changement dans l'occupation du sol de 1967 à 1986

A travers la *carte 7* des changements dans l'occupation du sol entre 1967 et 1986, on perçoit les transformations qui se sont opérées sur le paysage de Bissau. Sur une période de 19 ans, l'espace urbain a connu des changements à hauteur de 43,5%.



Carte 7- Bissau: changements dans l'occupation du sol de 1967 à 1986

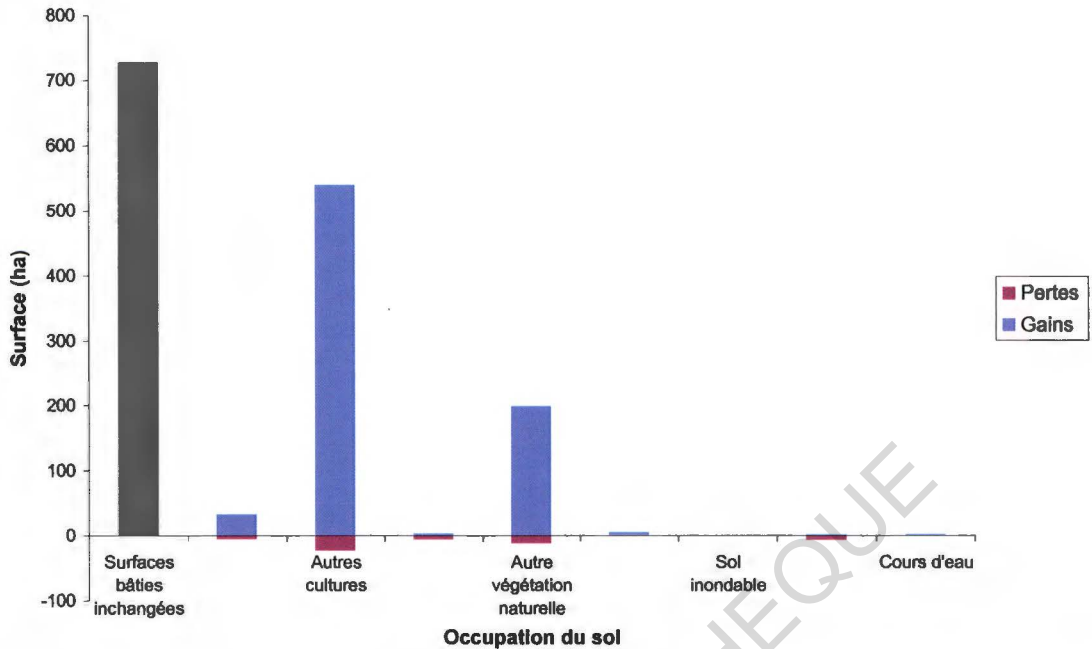


Figure 11 : Bilan des superficies gagnées et perdues par la surface bâtie entre 1967 et 1986

Source : statistiques obtenues du croisement des images corona 1967 et landsat 1986 sur Arcview

2.2.4.2.2- Les surfaces cultivées

Contrairement à la période 1952-1967, les surfaces cultivées connaissent un recul. En 1986, elles ne couvraient plus que 4062,09 ha, soit une baisse de 23,8%. En consultant la *carte 6*, on perçoit qu'au Sud-Est, des surfaces agricoles ont disparu suite à l'expansion de l'habitat vers le Sud. C'est la poussée urbaine notamment des quartiers de Bandim, Cuntum et Missira. Au Nord-Ouest, ce recul de l'agriculture est dû à une reprise de la végétation naturelle suite à un abandon. On peut supposer aussi que ce n'est pas un recul mais un reboisement d'anacardier, phénomène très fréquent en Guinée-Bissau après les indépendances.

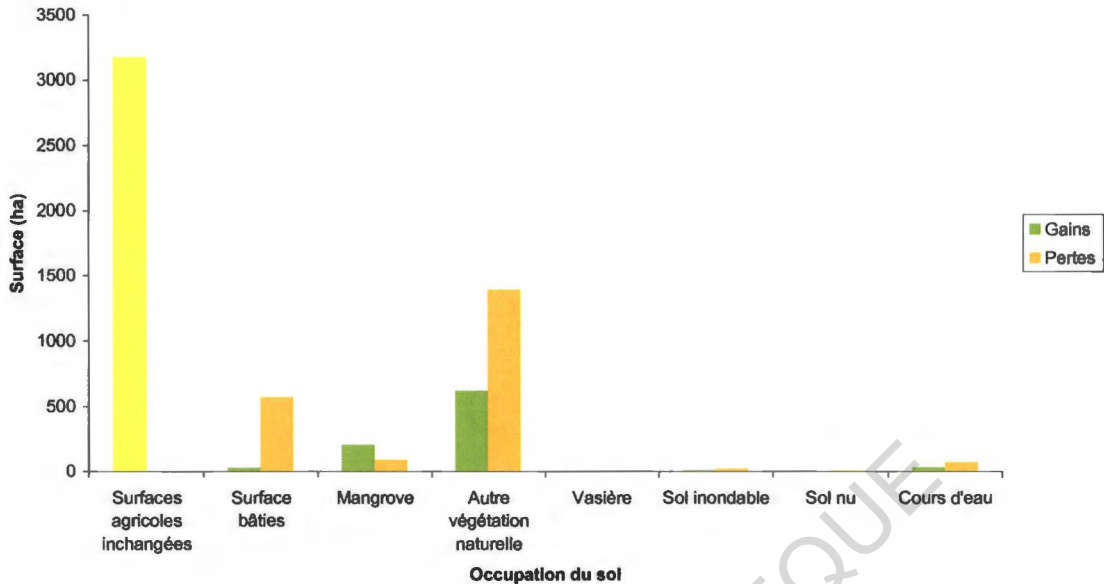


Figure 12 : Bilan des superficies gagnées et perdues par les cultures entre 1967 et 1986

Source : statistiques obtenues du croisement des images corona 1967 et landsat 1986 sur Arcview

Cette régression de 1267,97 ha est le résultat d'une perte importante de 2157,68 ha et d'une expansion de 889,71 ha. Pour ce qui concerne les modifications, 279,39 ha de rizières sont affectés à d'autres cultures, tandis que 122,63 ha d'autres cultures sont transformés en zones rizicoles. Ces surfaces modifiées ajoutées dans les surfaces agricoles inchangées, elles représentent 3172,38 ha.

En analysant la *figure 12*, on remarque que les surfaces cultivées qui n'ont pas subi de changement sont tout de même importantes. Il en est de même des surfaces transformées en surface bâtie, mais encore occupées par d'autres types de végétation naturelle. Cela montre qu'il y a une régénération de la nature due principalement à un abandon de terres cultivées. En revanche, d'autres zones de végétation naturelle ont été défrichées pour des besoins agricoles.

2.2.4.2.3- Les zones de végétation naturelle

Contrairement à la période précédente, la végétation naturelle connaît une expansion. Sur la *carte 7*, on note qu'elle a connu une recrudescence particulièrement au Nord-Ouest de la ville.

Sa superficie a atteint 2837,44 ha, soit une progression de 15,7%. Ceci est le résultat d'une conversion de 1549,24 ha, malgré une perte de 1104,14 ha. Quant aux modifications, 47,31 ha de mangrove ont disparu au profit d'autres types de végétation naturelle, tandis que 6,83 ha ont cédé la place à la mangrove. Ainsi, la végétation naturelle qui n'a pas subi de transformations majeures, représentent 1288,21 ha.

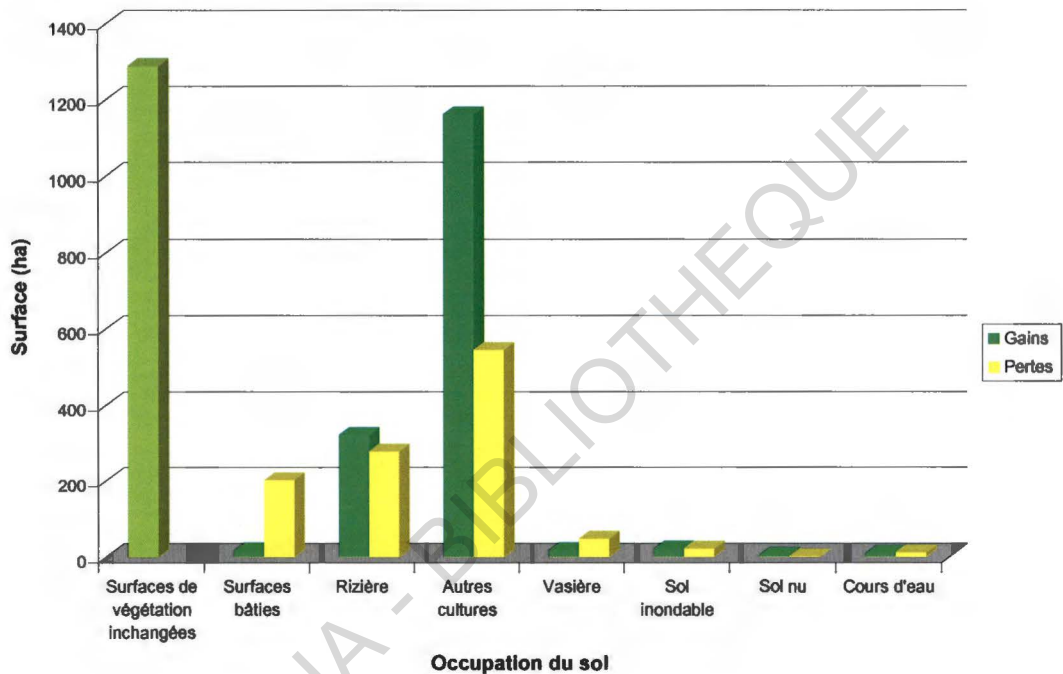


Figure 13 : Bilan des superficies gagnées et perdues par la végétation naturelle entre 1967 et 1986

Source : statistiques obtenues du croisement des images corona 1967 et landsat 1986 sur Arcview

Sur la *figure 13*, les autres types de végétation naturelle ont gagné de l'espace sur les cultures. Comme précédemment noté, elles ont repris de vastes surfaces de cultures autres que la riziculture. Cependant, elles ont perdu de l'espace au profit des autres cultures. Tout de même les espaces inchangés sont importants.

2.2.4.2.4- Les sols dénudés

Ils passent à une superficie de 159,12 ha, soit une progression de 21,5%. En observant le *carte 7*, on perçoit que les sols dénudés sont localisés habituellement

sur la côte, ils couvrent aussi une petite surface au centre. Cette progression de 34,14 ha est le solde d'un gain de 65,44 ha et d'une perte de 31,30 ha. Les sols dénudés n'ayant pas connu de changements sont de l'ordre de 93,68 ha et sont particulièrement de la vasière.

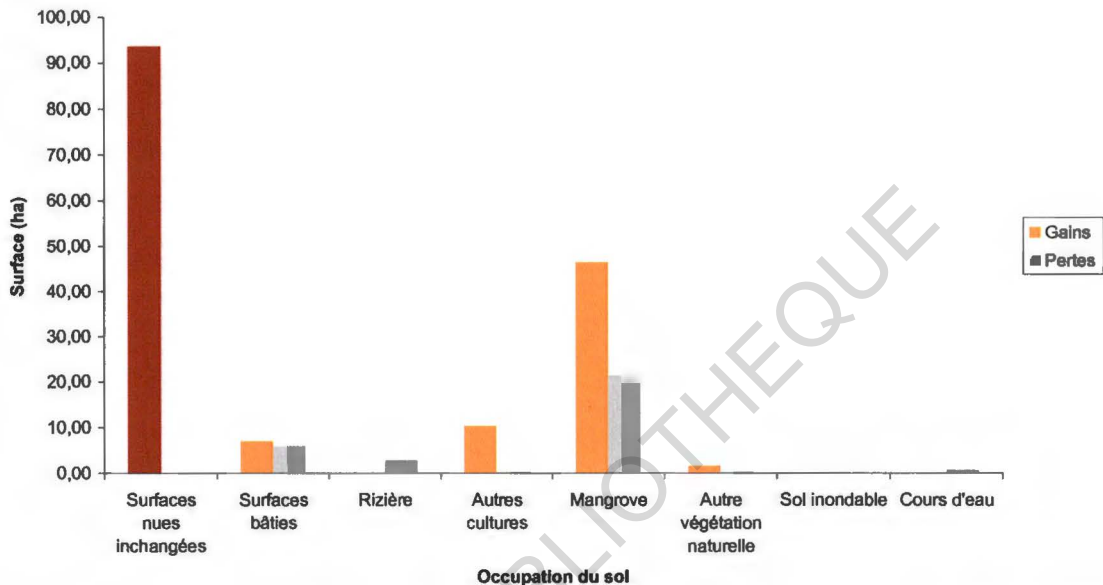


Figure 14 : Bilan des superficies gagnées et perdues par les sols dénudés entre 1967 et 1986

Source : statistiques obtenues du croisement des images corona 1967 et landsat 1986 sur Arcview

En analysant la *figure 14* ci-dessus, on peut constater que les surfaces dégradées devenues sols nus sont particulièrement les zones occupées par la mangrove, les autres types de culture et le bâti. La mangrove a le plus perdu d'espace. Cette situation peut s'expliquer par l'action de l'homme. En revanche, une partie des sols dénudés a été colonisée par le bâti, les autres cultures et particulièrement par la mangrove. Les sols qui sont restés intacts sont importants.

2.2.4.2.5- Les surfaces d'eau

Les surfaces d'eau représentent les sols inondables et les zones de cours d'eau. Sur la *carte 7*, on remarque qu'elles ont connu une expansion au cours de cette période 1967-1986. L'eau reprend ses droits sur quelques surfaces dispersées sur le territoire de la ville. Elles se sont étendues ainsi sur une superficie de 135,81 ha, soit

une progression de 42,81%. Ceci est le résultat d'une conversion de 126,4 ha en surface d'eau et une perte de l'ordre de 68,26 ha.

Sur la *figure 15*, très peu de surfaces d'eau sont restées sans changements. Une petite surface de l'ordre de 1,88 ha a été bâtie, posant ainsi des risques. Quelques unes de ces surfaces ont été colonisées par les cultures, la mangrove et d'autres végétations naturelles. Elles ont envahi par contre, des surfaces de mangrove et de culture particulièrement des rizières.

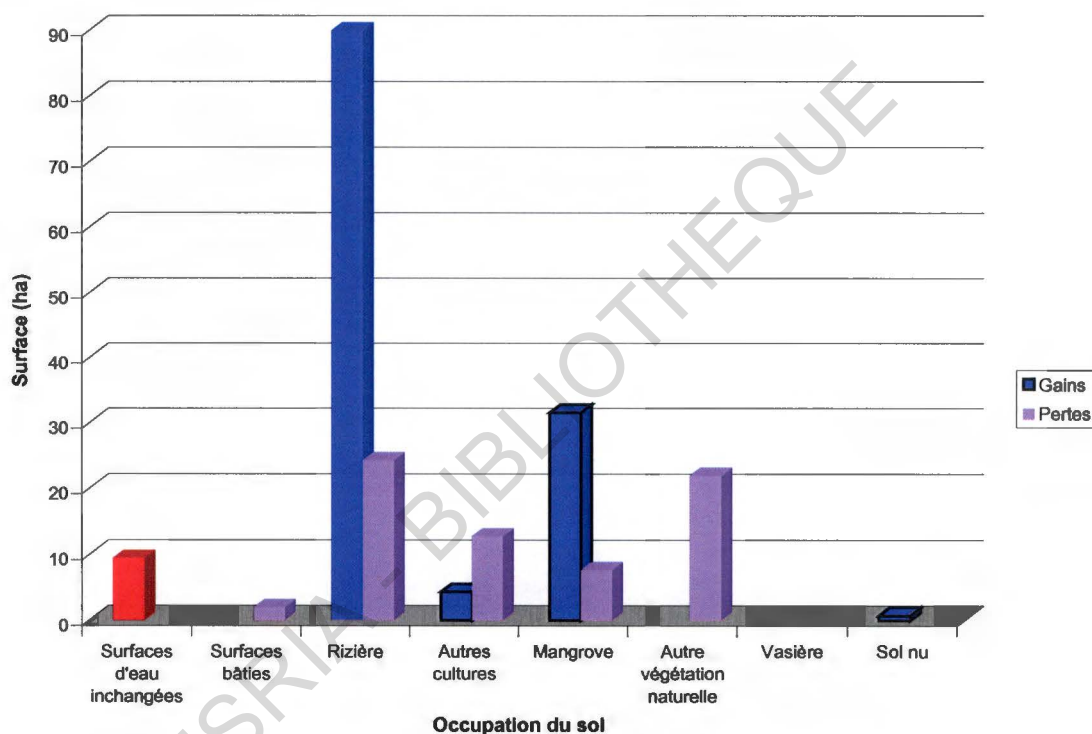


Figure 15 : Bilan des superficies gagnées et perdues par l'eau entre 1967 et 1986

Source : statistiques obtenues du croisement des images corona 1967 et landsat 1986 sur Arcview

Globalement les changements sont importants pour cette période de 19 ans. Certaines occupations du sol ont connu une évolution inverse par rapport à la période précédente. Il s'agit notamment de la végétation naturelle et des cultures. Les pertes et les gains de surface de chaque classe sont indiqués en détail dans la matrice ci-après. (Cf. matrice 2)

ANNEE	1967_1	1967_2	1967_3	1967_4	1967_5	1967_6	1967_8	1967_7	1967_9	Total en ha	%
1986_1	768,498	32,246	539,243	3,060	198,891	4,943	0,941	0,000	1,883	1549,705	17,72
1986_2	4,707	1272,670	122,630	198,421	79,086	2,824	0,000	0,471	23,773	1704,582	19,49
1986_3	22,361	279,390	1497,688	6,355	538,772	0,235	0,000	6,355	6,355	2357,511	26,96
1986_4	5,414	79,557	12,946	464,865	6,826	16,947	4,472	0,000	7,532	598,559	6,85
1986_5	11,063	241,494	1147,686	47,310	769,204	0,235	0,000	20,478	1,412	2238,882	25,60
1986_6	0,235	0,000	2,589	46,369	0,235	93,679	0,000	0,000	0,000	143,107	1,64
1986_8	6,826	0,000	7,767	0,000	1,412	0,000	0,000	0,000	0,000	16,005	0,18
1986_7	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	43,309	0,50
1986_9	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	9,415	92,502	1,06
Total en ha	819,104	1995,270	3334,786	797,920	1594,426	118,863	6,119	27,304	50,370	8744,162	
%	9,37	22,82	38,14	9,13	18,23	1,36	0,07	0,31	0,58		

Légende

- _1 : Habitat
- _2 : Rizière
- _3 : Autre culture
- _4 : Mangrove
- _5 : Vasière
- _6 : Autre végétation naturelle
- _7 : Sol inondable
- _8 : Sol nu
- _9 : Cours d'eau

Horizontalement: Gains de surface

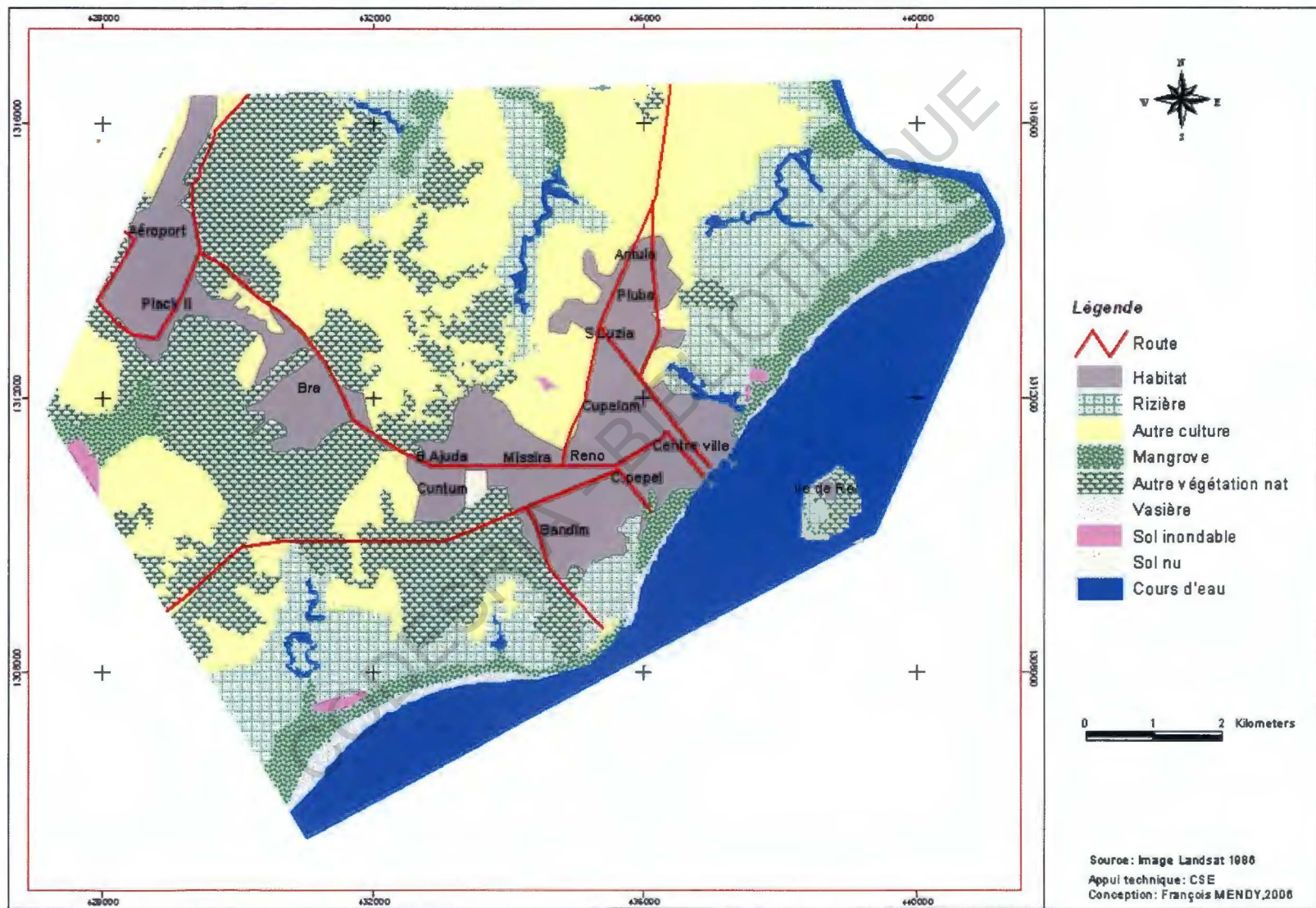
Verticalement: Pertes de surface

Superficies	ha	%
sans changement	4876,019	55,76
modifiées	456,156	5,22
converties	3346,554	38,27

Habitat	Total en ha	%
1 768,498 Sans changement	768,498	49,59
2 4,707 Conversion en habitat	781,207	50,41
Culture		
3 1272,670 Sans changement	2770,358	68,20
4 279,390 Modification	402,020	9,90
5 79,557 Conversion en culture	889,715	21,90
Végétation naturelle		
6 464,865 Sans changement	1234,069	43,49
7 47,310 Modification	54,136	1,91
8 3,060 Conversion en végétation naturelle	1549,236	54,60
Sol dénudé		
9 93,679 Sans changement	93,679	58,88
10 4,943 Conversion en sol nu	65,433	41,12
Surface en eau		
11 9,415 Sans changement	9,415	6,93
12 0,471 Conversion en surface d'eau	126,396	93,07

Matrice 2: Changements dans l'occupation du sol de 1967 à 1986

Source : données obtenues du croisement des images corona 1967 et landsat 1986 sur Arcview



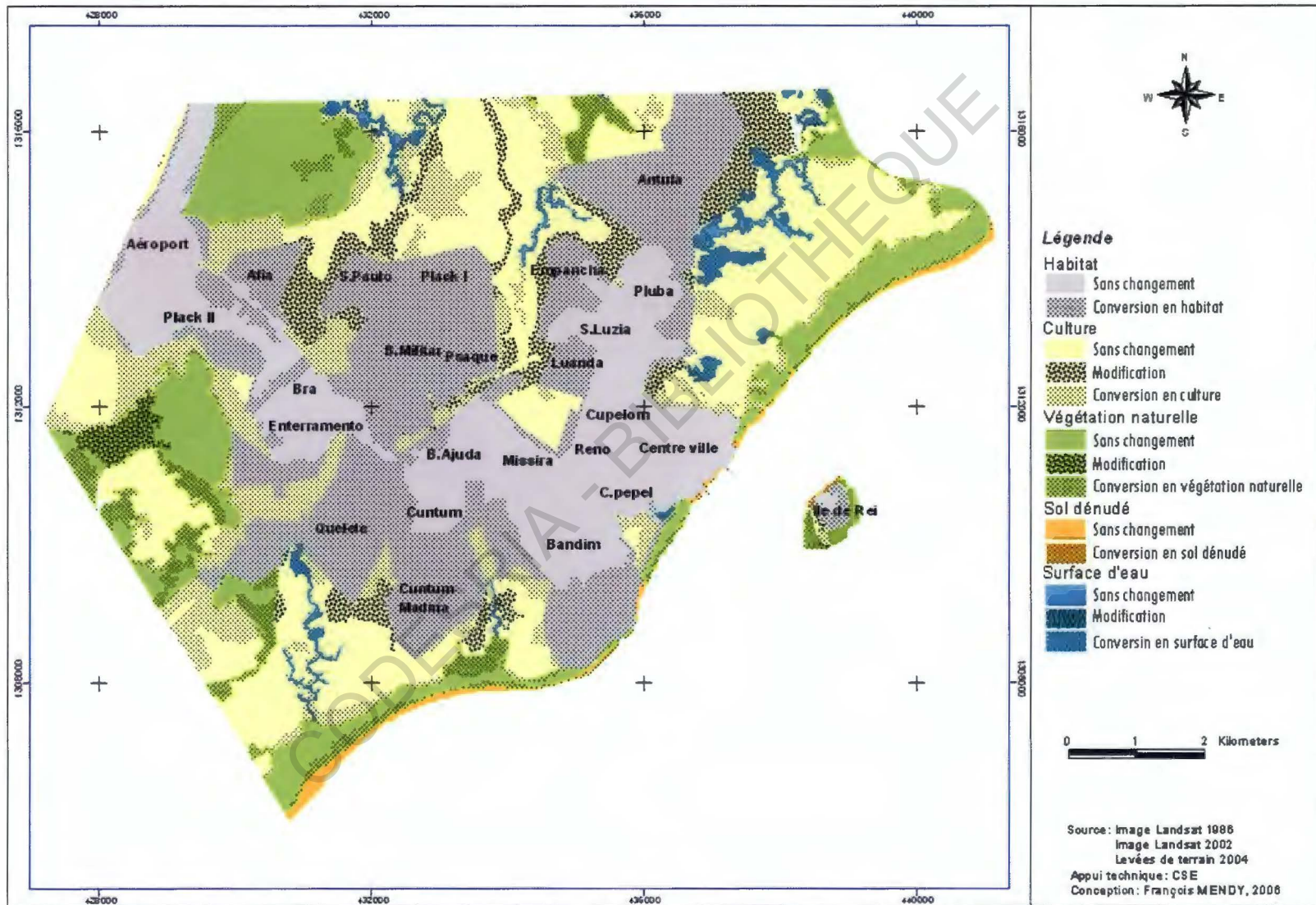
Carte 8- Bissau: occupation du sol en 1986



Photo 5 : La grande avenue 14 Novembre (route de l'aéroport) à hauteur du complexe scolaire de Bélem

D'autres ONG vont prendre le relais pour mener des actions similaires dans d'autres quartiers de la ville. Grâce au financement de la Banque Mondiale, des parcelles viabilisées ont été réalisées à Antula Bono. Plus de 700 parcelles ont été rendues disponibles. A cette occasion la route « volta Bissau » (tour de Bissau) fut réhabilitée. Ce plan d'urbanisme de la ville de Bissau « plano geral urbanístico de Bissau » (PGUB) est approuvé et publié en 1993 par le ministère des travaux publics, de la construction et de l'urbanisme. Dans ce plan, la superficie de Bissau est estimée à 2735 ha et propose de l'étendre à 4898 ha.

Au début de ce troisième millénaire, fut inauguré la nouvelle aéro-gare de l'aéroport Osvaldo Viera, ex Bissalanca. Un centre d'accueil sportif est érigé à coté du stade « 24 de Setembro » sur financement de la FIFA.



Carte 9- Bissau: changements dans l'occupation du sol de 1986 à 2004

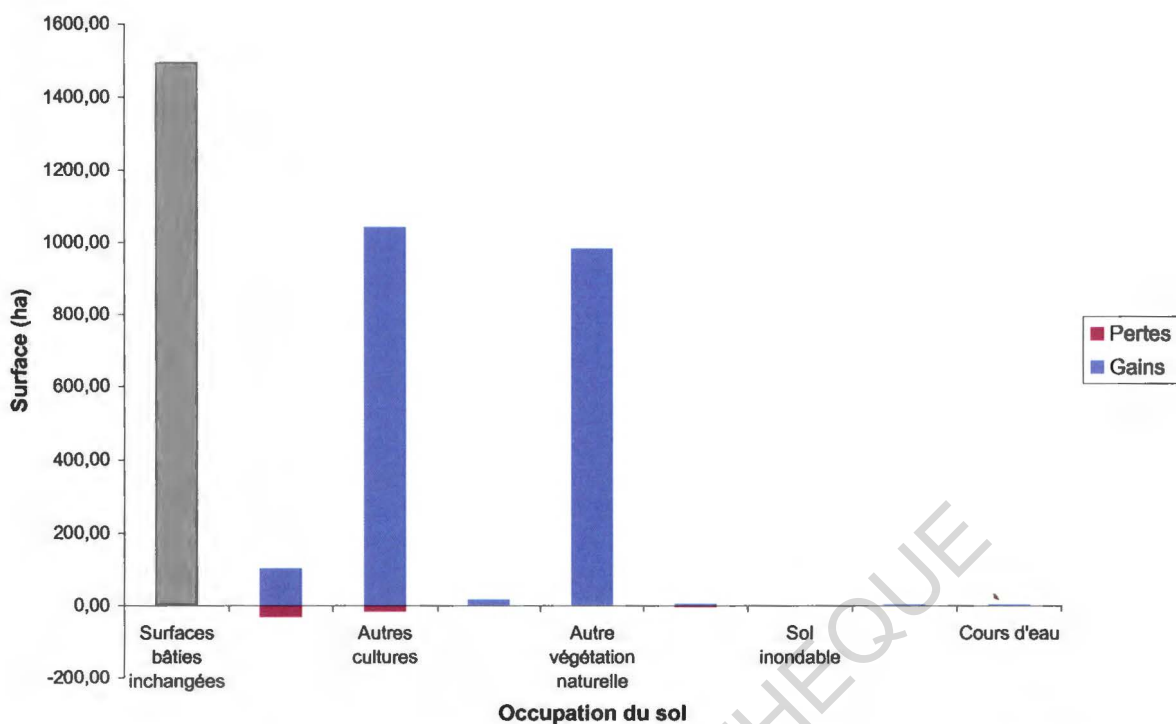


Figure 16 : Bilan des superficies gagnées et perdues par le bâti entre 1986 et 2004

Source : statistiques obtenues du croisement des images landsat 1986 et 2002 sur Arcview

En revanche, les zones bâties qui n'ont pas subi de transformations sont de 1496,04 ha. Le fait marquant, pendant cette période, est que l'expansion de l'habitat a atteint les villages des circonscriptions voisines, en particulier Prabis.

Sur la *figure 16*, les pertes de surface d'habitat sont très faibles. De grandes surfaces de cultures et de végétation naturelle autres que des palétuviers ont été aménagées en habitat. Par rapport à la période précédente (1967-1986), la poussée du bâti sur les surfaces a été plus importante, particulièrement sur la végétation naturelle à l'exception de la mangrove.

2.2.5.2.2- Les surfaces cultivées

Comme la période précédente, les surfaces cultivées ne couvrent plus qu'une superficie de 3440,47 ha en 2004, soit une régression de 15,28%. Les surfaces cultivées ont connu un recul de 620,45 ha qui est le solde d'un gain de 925,02 ha et d'une perte de terrain de 1545,47 ha.

Sur la *carte 9*, on constate que les surfaces cultivées sont désormais concentrées au Nord et au Sud de Bissau. En effet, certaines surfaces cultivées ont été colonisées par l'habitat. C'est le cas des zones agricoles où se sont développés les quartiers de Antula, Bairro Militar, Psaque, Plack I, Penha, Afia, Bairro Internacional... Il faut noter que les zones rizicoles n'ont pas été épargnées.

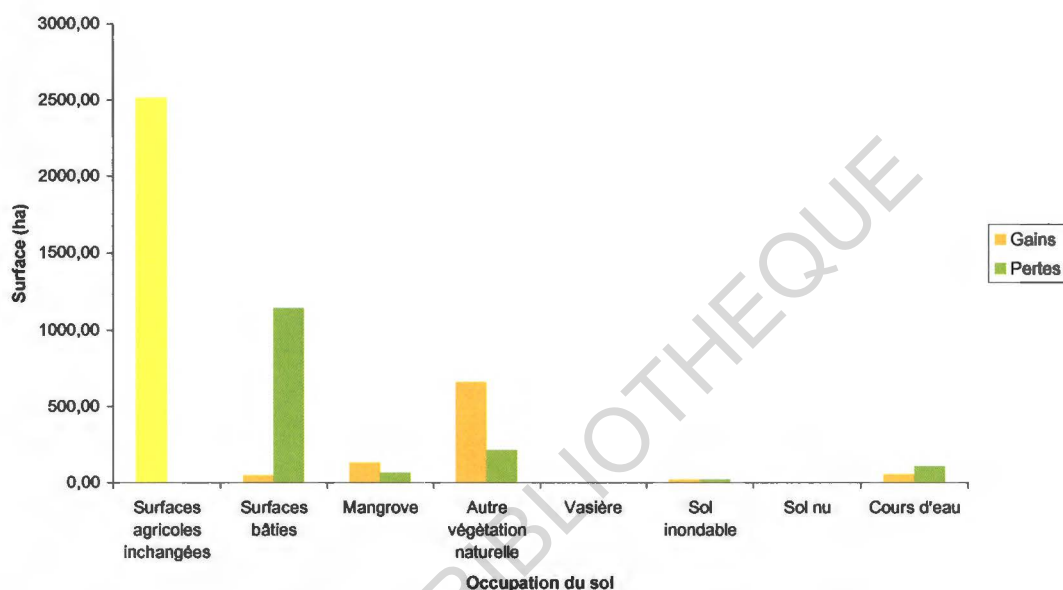


Figure 17 : Bilan des superficies gagnées et perdues par l'agriculture entre 1986 et 2004

Source : statistiques obtenues du croisement des images landsat 1986 et 2002 sur Arcview

En outre des modifications ont été opérées : 20,95 ha de rizières ont été affectés à d'autres cultures tandis que 466,98 ha de surfaces d'autres types de cultures sont transformés en rizières. Il s'y ajoute les 1396,48 ha de rizières et 631,04 ha d'autres cultures qui n'ont pas subi de transformations. En conséquence, 2515,48 ha de surfaces agricoles n'ont pas subi de changements au cours de cette période.

Sur la *figure 17*, des espaces naturels ont été défrichés pour l'agriculture. Cependant, elle a beaucoup plus perdu de surface au profit de la mangrove, de la végétation naturelle, des surfaces d'eau et surtout du bâti. Les surfaces inchangées sont en baisse malgré leur importance. En faisant une comparaison avec la période

précédente, on perçoit que les pertes de surfaces enregistrées par l'agriculture sont plus importantes.

2.2.5.2.3- Les zones de végétation naturelle

Par rapport à la période précédente, le même phénomène est noté. La végétation naturelle ne couvre plus qu'une superficie de 1381,18 ha, soit un recul de 51,28%. Cette régression de 1453,44 ha est le résultat d'une conversion de 373,07 ha en végétation naturelle, mais surtout d'une perte de l'ordre de 1826,51 ha.

On constate sur la *carte 9*, que le Sud-Est de la capitale a été défriché pour des besoins d'habitation. Les quartiers de Cuntum, Cuntum Madina et de Quelele se sont développés sur cette zone. Au Sud-Ouest, Enterramento s'est développé sur des surfaces de végétation naturelle.

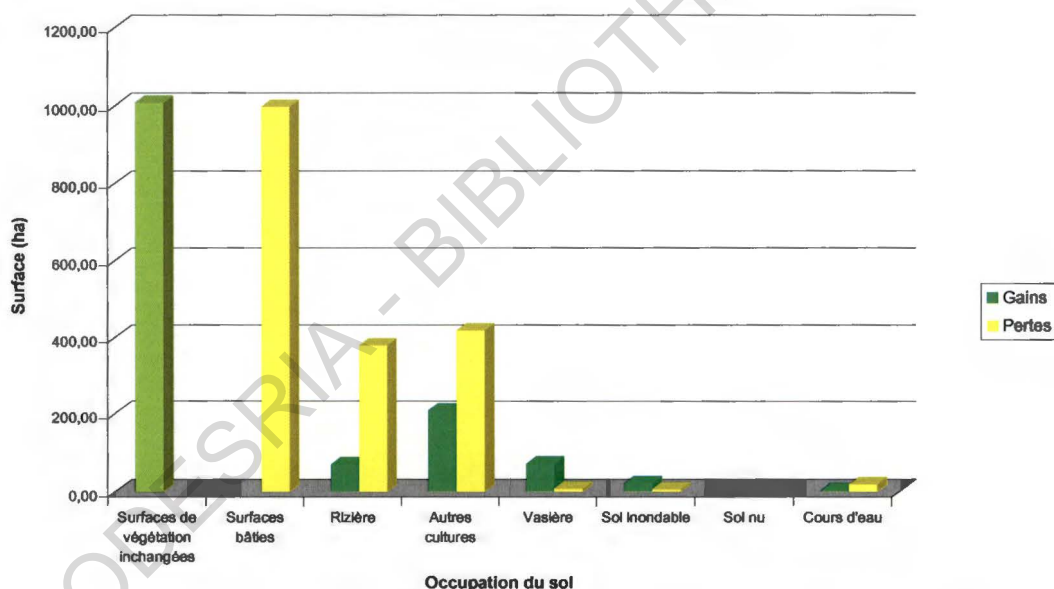


Figure 18 : Bilan des superficies gagnées et perdues par la végétation naturelle entre 1986 et 2004

Source : statistiques obtenues du croisement des images landsat 1986 et 2002 sur Arcview

Par ailleurs, des modifications ont eu lieu : 1,88 ha d'autres types de végétation naturelle se sont transformées en mangrove et 60,26 ha de mangrove sont devenus d'autres types de végétation naturelle. Il s'y ajoute les 945,97 ha de

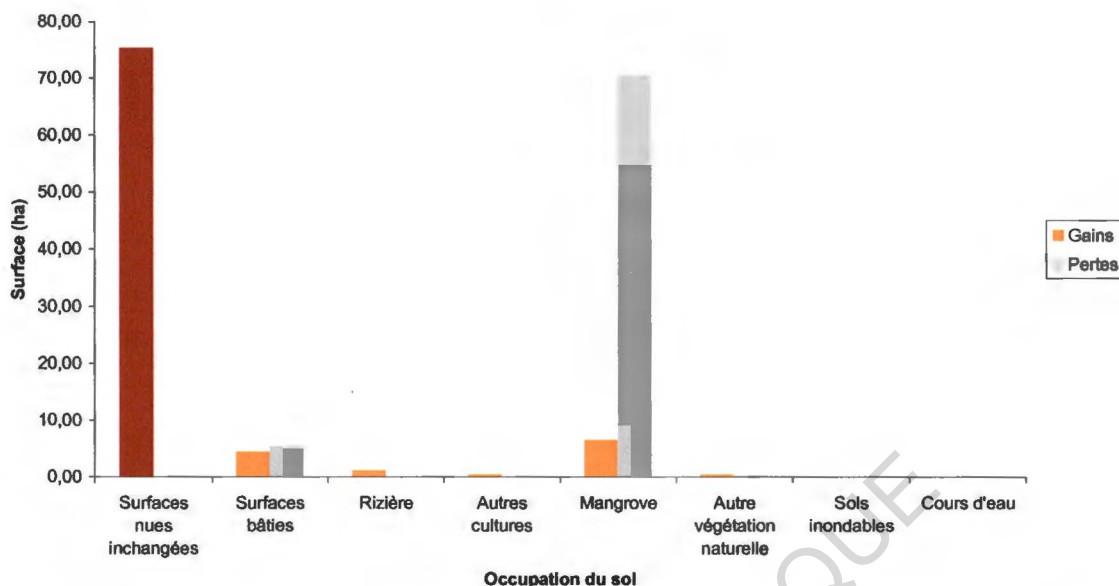


Figure 19 : Bilan des superficies gagnées et perdues par les sols dénudés entre 1986 et 2004

Source : statistiques obtenues du croisement des images landsat 1986 et 2002 sur Arcview

A travers la *figure 19*, on constate que la mangrove s'est régénérée sur de vastes surfaces de vasière (70,61 ha). Le bâti s'est approprié une petite surface. L'effet contraire s'est produit faiblement. Par rapport à la période précédente, les sols dénudés ont perdu plus d'espaces.

2.2.5.2.5- Les surfaces d'eau

Elles continuent à s'étendre couvrant ainsi 181,24 ha en 2004. Cela représente une progression spatiale de 23,9%, soit 43,31 ha. En effet, l'eau a gagné 148,76 ha et a perdu 105,45 ha.

Sur la *carte 9*, on constate que l'eau a repris ses droits sur certaines zones de cours d'eau colonisées antérieurement par la riziculture. Elle a envahi une grande surface au Nord-Est de la ville.

Il y a eu, par ailleurs, peu de modifications pendant cette période ; 0,24 ha de zone de cours d'eau s'est transformé en sols inondables.

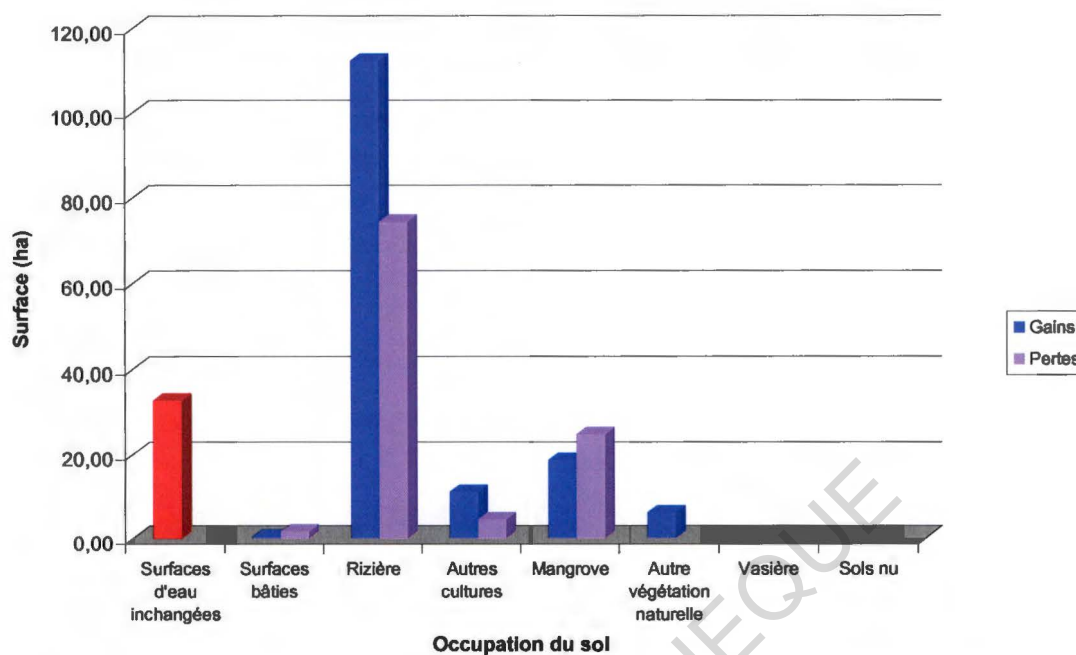


Figure 20 : Bilan des superficies gagnées et perdues par l'eau entre 1986 et 2004

Source : statistiques obtenues du croisement des images landsat 1986 et 2002 sur Arcview

En analysant la figure 20 ci-dessus, on perçoit que l'eau a envahi quelques surfaces notamment des zones rizicoles. Cependant la riziculture lui a repris des espaces mais moins importants. Et les surfaces d'eau qui n'ont pas subi de transformations sont très faibles. En comparaison avec la période précédente, on remarque la faiblesse de leur expansion.

Au cours de ces 18 ans, le paysage de Bissau a connu des changements importants. L'espace bâti s'est fortement étendu tandis que les surfaces d'eau ont progressé faiblement. En revanche, les végétations naturelles ont perdu beaucoup d'espaces suivies des surfaces dénudées, tandis que l'agriculture a reculé faiblement. La matrice ci-après quantifie en détail les pertes et les gains de chaque classe. (Cf. matrice 3)

ANNEE	1986_1	1986_2	1986_3	1986_4	1986_5	1986_6	1986_8	1986_7	1986_9	Total en ha	%
2004_1	1496,040	102,153	1040,826	16,241	980,806	3,766	1,695	0,000	1,648	3643,175	41,71
2004_2	32,011	1396,477	466,983	123,572	256,087	0,000	0,000	17,418	56,961	2349,509	26,90
2004_3	16,476	20,948	631,039	11,063	406,962	0,000	0,000	4,472	0,000	1090,960	12,49
2004_4	0,000	53,665	10,827	361,771	1,633	70,612	0,000	21,419	3,295	523,472	5,99
2004_5	0,000	15,770	197,244	60,256	584,199	0,235	0,000	0,000	0,000	857,704	9,82
2004_6	4,472	1,177	0,471	6,590	0,471	75,320	0,000	0,000	0,000	88,501	1,01
2004_7	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	23,773	0,27
2004_9	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,235	32,482	157,467	1,80
Total en ha	1549,470	1702,464	2358,453	598,088	2236,528	149,933	1,695	43,544	94,386	8734,561	
%	17,74	19,49	27,00	6,85	25,61	1,72	0,02	0,50	1,08		

Légende

- _1 : Habitat
- _2 : Rizière
- _3 : Autre culture
- _4 : Mangrove
- _5 : Vasière
- _6 : Autre végétation naturelle
- _7 : Sol inondable
- _8 : Sol nu
- _9 : Cours d'eau

Horizontalement: Gains de surface

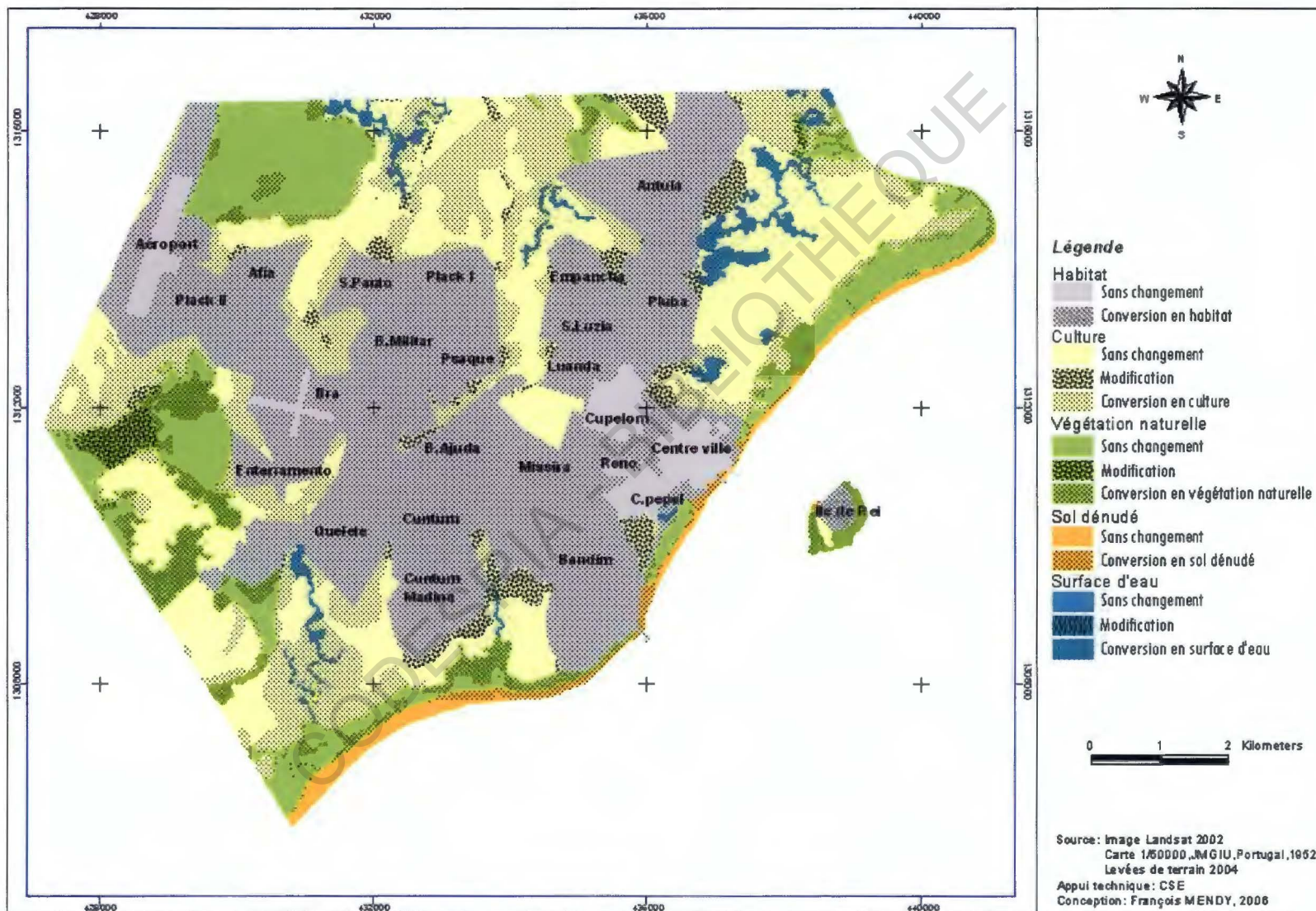
Verticalement: Pertes de surface

Superficies	ha	%
sans changements	4577,328	52,41
modifiées	550,305	6,30
converties	3606,928	41,30

		Total en ha	%	
Habitat				
1	1496,040	Sans changement	1496,040	41,06
2	32,011	Conversion en habitat	2147,135	58,94
Culture				
3	1396,477	Sans changement	2027,516	58,93
4	20,948	Modification	487,931	14,18
5	102,153	Conversion en culture	925,022	26,89
Végétation naturelle				
6	361,771	Sans changement	945,970	68,49
7	60,256	Modification	62,139	4,50
8	16,241	Conversion en végétation naturelle	373,067	27,01
Sol dénudé				
9	75,320	Sans changement	75,320	85,11
10	3,766	Conversion en sol nu	13,181	14,89
Surface en eau				
11	32,482	Sans changement	32,482	17,92
12	0,235	Modification	0,235	0,13
13	17,418	Conversion en surface d'eau	148,523	81,95

Matrice 3: Changements dans l'occupation du sol de 1986 à 2004

Source : données obtenues du croisement des images landsat 1986 et 2002 sur Arcview



Carte 10- Bissau: changements dans l'occupation du sol de 1952 à 2004

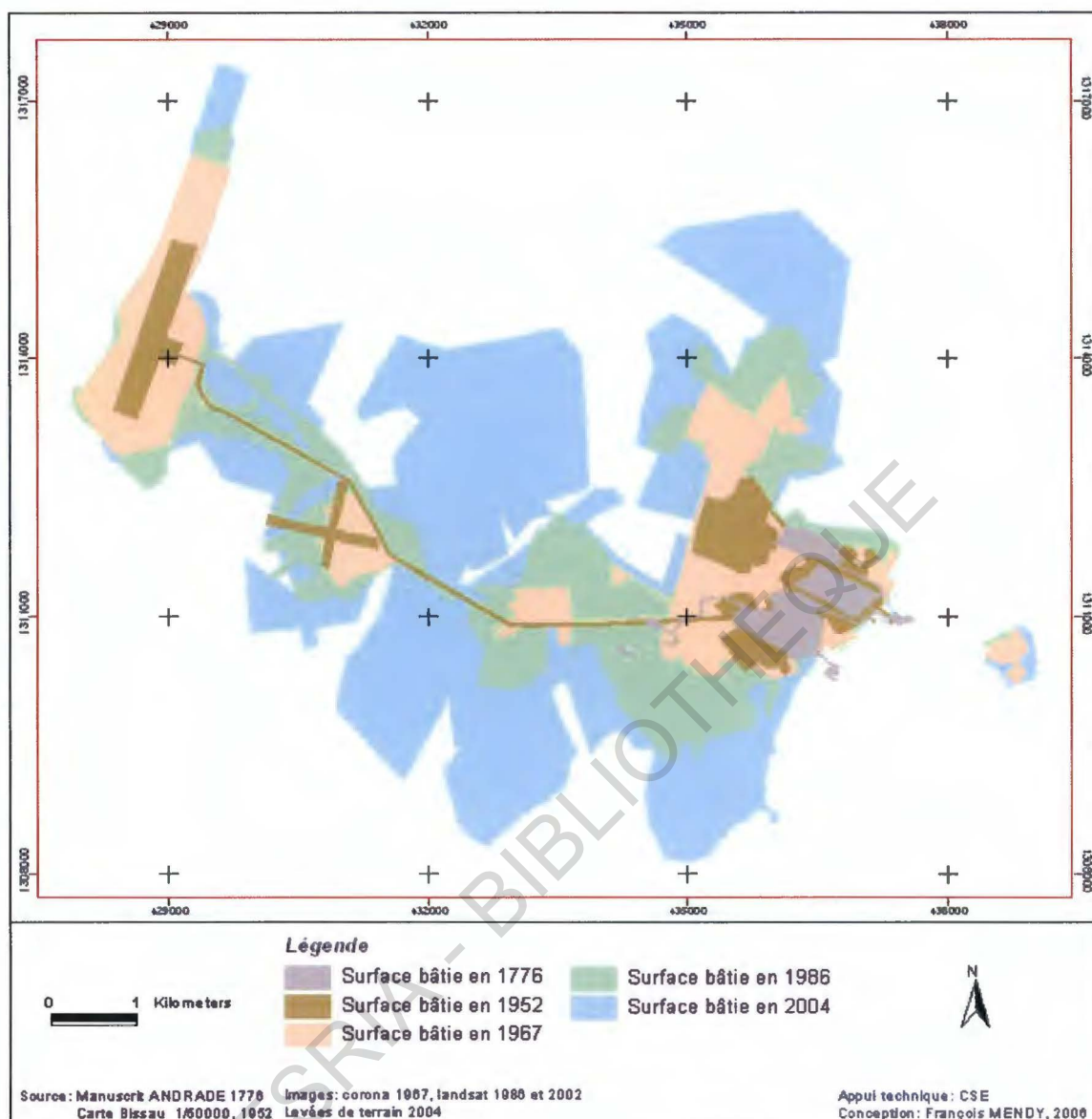


Figure 21 : Evolution spatiale de la surface bâtie de Bissau

De quelques quartiers concentrés sur la côte à l'Est, Bissau se retrouve avec une quarantaine de quartiers. Cette expansion de 3358,82 ha est le résultat d'une conversion de 3661,75 ha en espace bâti et d'une perte de 2,93 ha.

Cependant, l'espace bâti qui est resté sans altération spatiale, est très faible. En effet, il est de l'ordre de 297,25 ha.

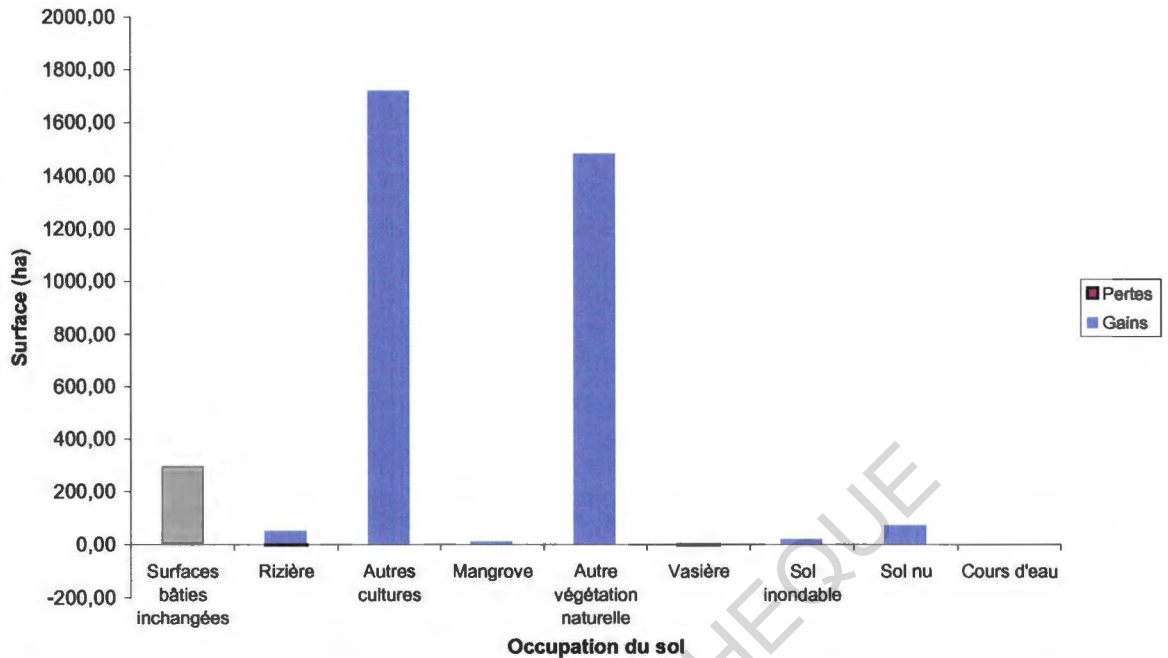


Figure 22 : Bilan des superficies gagnées et perdues par l'espace bâti entre 1952 et 2004

Source : statistiques obtenues du croisement de la carte 1952 et de l'image landsat 2002 sur Arcview

Sur la *figure 22*, les pertes ne peuvent apparaître parce que leurs valeurs sont très petites. Néanmoins, le bâti s'est approprié de vastes surfaces sur les cultures et les autres types de végétation naturelle. L'espace bâti qui n'a pas subi de changements est faible.

2.2.6.2.2- Les surfaces cultivées

En 52 ans les surfaces cultivables ont globalement diminué. De 4282,36 ha en 1952, elles ne constituent plus que 3427,1 ha en 2004, soit un recul de 20%. Cette régression spatiale de 855,25 ha de l'agriculture dans la ville est le solde d'un gain de 1367,51 ha et d'une perte de 2222,76 ha.

En se référant à la *carte 10*, on remarque que l'agriculture était pratiquée sur près de la moitié du territoire de la ville, ce qui montre son importance dans les activités de Bissau. Jusqu'en 2004, les surfaces cultivées demeurent encore importantes, deuxième après l'espace bâti. Elles s'étendent au Nord et au Sud, enserrant les zones bâties. C'est un phénomène habituel. Cela s'explique aussi par

le fait que parmi les 2223,76 ha perdus par l'agriculture, 1772,484 ha l'ont été au profit du bâti.

Par ailleurs, des modifications se sont opérées : 39,21 ha de rizières ont été affectés aux cultures non inondées, tandis que 218,38 ha de celles-ci ont été transformées en rizières. En définitif, 2059,6 ha de terres cultivables n'ont pas subi de changements majeurs.

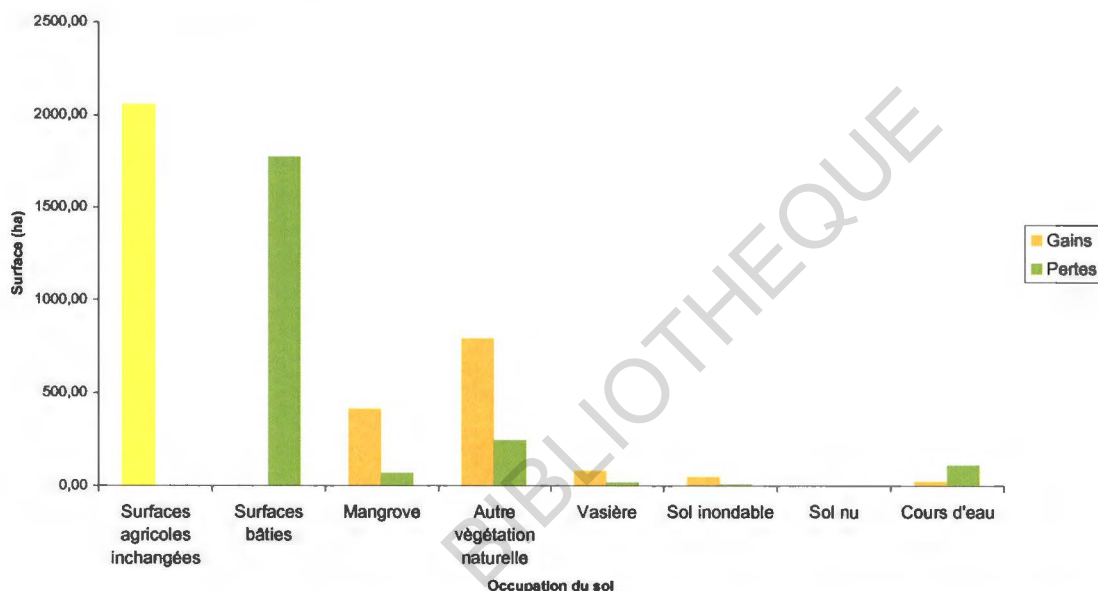


Figure 23 : Bilan des superficies gagnées et perdues par l'agriculture entre 1952 et 2004

Source : statistiques obtenues du croisement de la carte 1952 et de l'image landsat 2002 sur Arcview

Sur la *figure 23*, on constate que les surfaces cultivées ont plus souffert du bâti. Les pertes à l'endroit des autres végétations naturelles ne sont pas négligeables. Par contre, des surfaces de végétations naturelles ont été défrichées pour des besoins agricoles. Les superficies agricoles qui n'ont pas subi d'altérations restent, tout de même, importantes.

2.2.6.2.3- Les zones de végétation naturelle

Durant ce demi-siècle, la végétation naturelle a reculé sensiblement, couvrant une superficie de 3793,77 ha en 1952, et elle ne représente plus que 1389,37 ha en

2004, soit une régression de 63,38%. Ce recul de 2404,4 ha est la conséquence d'une perte de 2800,82 ha et d'un gain de 396,42 ha.

En observant la *carte 10*, on remarque que la végétation naturelle a connu un recul très sensible, suite aux défrichements pour des raisons d'habitat et d'agriculture. Elle est maintenant concentrée le long du fleuve et à l'Ouest de la ville enserrant la zone aéroportuaire.

Des modifications se sont effectuées dans la végétation naturelle, mais elles demeurent faibles. En fait, 52,74 ha de mangrove sont transformés en d'autres types de végétation naturelle, tandis que 5,41 ha de celle-ci ont été gagnés par la mangrove. En y ajoutant les 934,81 ha qui n'ont pas subi de modifications, la végétation naturelle inchangée est de l'ordre de 992,95 ha.

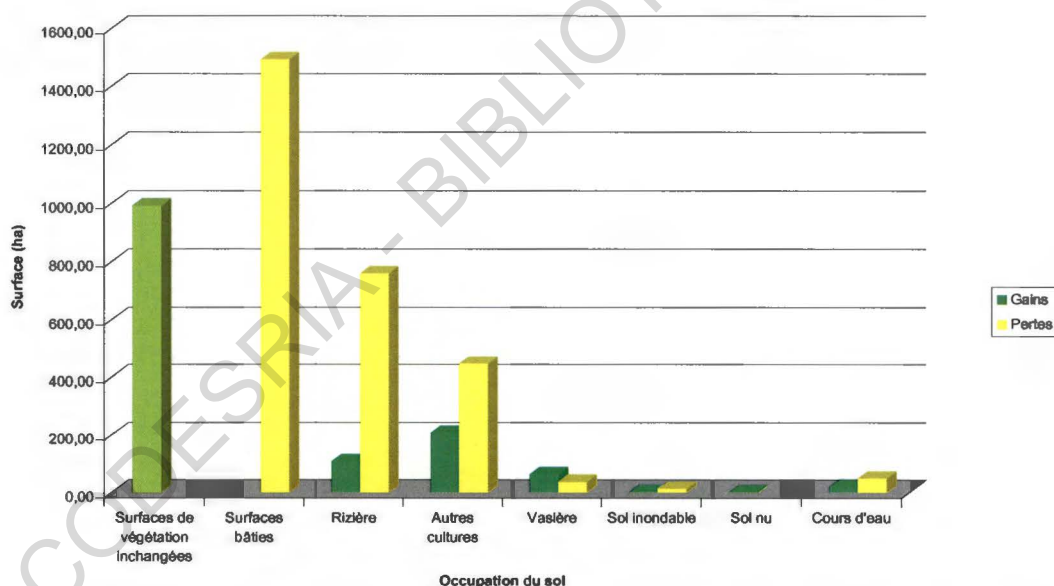


Figure 24 : Bilan des superficies gagnées et perdues par la végétation naturelle entre 1952 et 2004

Source : statistiques obtenues du croisement de la carte 1952 et de l'image landsat 2002 sur Arcview

La *figure 24* montre que de vastes surfaces de végétation naturelle sont défrichées pour l'agriculture et particulièrement pour l'habitat et les infrastructures. Par contre, elle a régénéré dans quelques surfaces agricoles abandonnées ou mises en jachère.

2.2.6.2.4- Les sols dénudés

Passant de 347,51 ha en 1952 à 182,32 ha en 2004 les sols dénudés ont connu un recul de 47,54%, consécutive à la disparition des sols nus secs. Cette régression de 165,19 ha est le solde d'une perte de 222,43 ha et d'expansion de 57,24 ha.

Sur la *carte 9*, on remarque nettement que les sols dénudés sont cantonnés sur les berges du Rio Géba. Ceux qui existaient à l'intérieur du territoire ont été conquis par l'habitat.

Quant aux modifications, 1,58 ha de sols nus ont été conquis par la vasière, si bien que les surfaces inchangées sont de l'ordre de 125,08 ha.

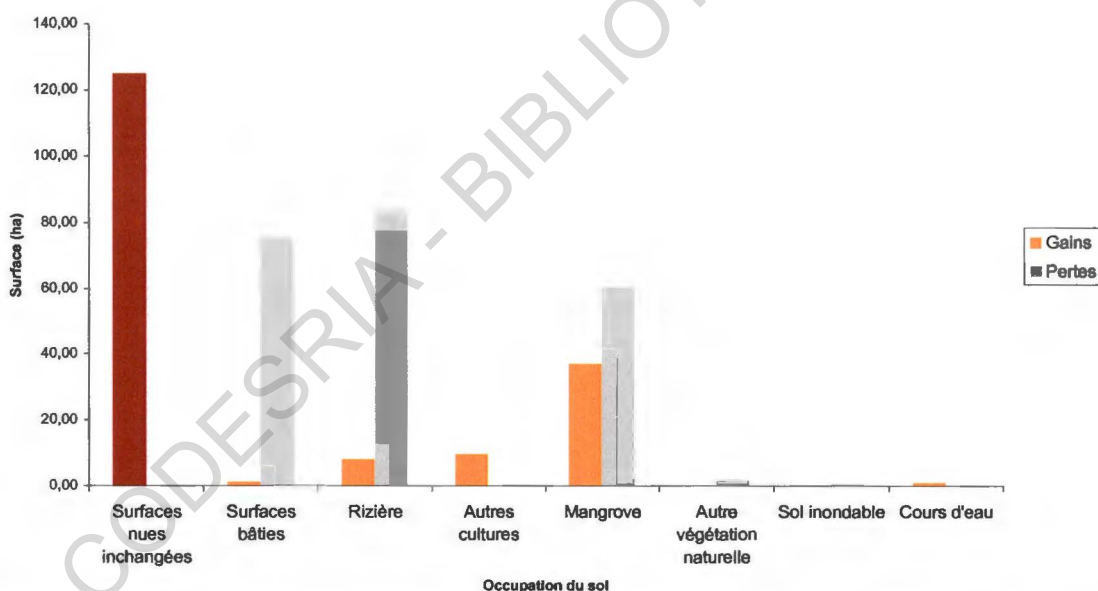


Figure 25 : Bilan des superficies gagnées et perdues par les sols dénudés entre 1952 et 2004

Source : statistiques obtenues du croisement de la carte 1952 et de l'image landsat 2002 sur Arcview

Sur la *figure 25* ci-dessus, on constate que la mangrove, les surfaces bâties et la riziculture se sont appropriées une partie importante des sols dénudés. En revanche, des zones de mangrove sont devenues nues. Les surfaces dénudées qui n'ont pas subi de changement restent importantes.

2.2.6.2.5- Les surfaces d'eau

Contrairement aux cultures et aux végétations naturelles, les surfaces d'eau se sont étendues. Initialement à 123,28 ha, elles couvrent en 2004 une superficie de 189,3 ha, soit une progression de 34,9%. Cette expansion spatiale de 66,03 ha est la conséquence d'un gain de 181,42 ha et d'une perte de 115,39 ha.

En se référant à la *carte 10*, on remarque que l'eau a occupé des surfaces principalement sur la riziculture. Ce n'est en fait qu'une reprise d'espace qu'elle occupait antérieurement, ou une occupation temporaire liée à la saison des pluies.

Pour ce qui concerne les modifications : 0,23 ha de sols inondables sont envahis par des cours d'eau. De ce fait, les surfaces d'eau inchangées sont de 7,89 ha.

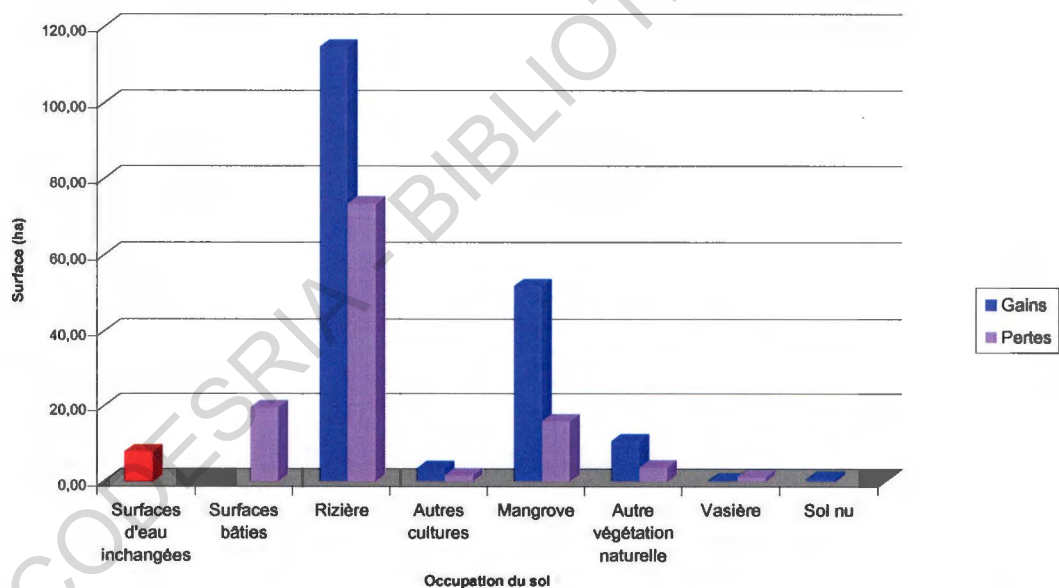


Figure 26 : Bilan des superficies gagnées et perdues par l'eau entre 1952 et 2004

Source : statistiques obtenues du croisement de la carte 1952 et de l'image landsat 2002 sur Arcview

Sur la *figure 26*, on peut constater que l'eau a envahi des espaces de mangrove et plus encore des rizières. En revanche, l'habitat, la mangrove et particulièrement la riziculture ont conquis des surfaces d'eau. Celles qui n'ont pas subi de transformations sont très faibles.

ANNEE	1952_1	1952_2	1952_3	1952_4	1952_5	1952_6	1952_8	1952_7	1952_9	Total en ha	%
2004_1	297,254	51,158	1721,326	11,043	1483,117	3,831	71,666	18,931	0,676	3659,002	41,36
2004_2	1,127	1199,159	218,377	409,936	350,666	82,934	0,676	48,904	24,565	2336,344	26,41
2004_3	0,451	39,213	602,847	5,634	441,036	0,000	0,000	1,578	0,000	1090,759	12,33
2004_4	0,000	60,397	9,240	373,878	5,409	60,172	0,451	0,676	15,325	525,548	5,94
2004_5	0,000	46,200	198,545	52,735	560,930	1,803	0,000	0,000	3,606	863,819	9,76
2004_6	1,352	8,113	9,691	36,960	0,000	123,499	1,578	0,000	1,127	182,320	2,06
2004_7	0,000	6,761	1,352	4,733	8,338	0,000	0,676	0,000	0,000	21,860	0,25
2004_9	0,000	107,949	2,028	47,101	2,254	0,225	0,000	0,225	7,662	167,444	1,89
Total en ha	300,184	1518,950	2763,406	942,020	2851,750	272,464	75,047	70,314	52,961	8847,096	
%	3,39	17,17	31,24	10,65	32,23	3,08	0,85	0,80			

Légende

- _1 : Habitat
- _2 : Rizière
- _3 : Autre culture
- _4 : Mangrove
- _5 : Vasière
- _6 : Autre végétation naturelle
- _7 : Sol inondable
- _8 : Sol nu
- _9 : Cours d'eau

Horizontalement: Gains de surface

Verticalement: Pertes de surface

Superficies	ha	%
sans changements	3165,229	35,78
modifiées	314,959	3,56
converties	5365,908	60,65

		Total en ha	%
Habitat			
1	297,254 Sans changement	297,254	8,12
2	51,158 Conversion en habitat	0,000	91,60
Culture			
3	1199,159 Sans changement	1802,006	52,58
4	218,377 Modification	256,590	7,49
5	409,936 Conversion en culture	1367,507	39,90
Végétation naturelle			
6	373,878 Sans changement	934,808	67,28
7	52,735 Modification	58,144	4,19
8	60,397 Conversion en végétation naturelle	396,415	28,53
Sol dénudé			
9	123,499 Sans changement	123,499	68,49
10	1,352 Conversion en sol nu	58,821	32,26
Surface en eau			
11	7,662 Sans changement	7,662	4,05
12	0,225 Modification	0,225	0,12
13	6,761 Conversion en surface d'eau	181,417	96,34

Matrice 4: Changements dans l'occupation du sol de 1952 à 2004

Source : données obtenues du croisement de la carte 1952 et de l'image landsat 2002 sur Arcview

2.3- CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE

Il faut retenir que déjà en 1836, la population du bourg de São José (intra-muros) était estimée à 573 individus composés de 16 européens, 166 capverdiens et 391 indigènes. (DA MOTA T, 1954).

Au cours du XX^e siècle, plusieurs recensements de la population ont été effectués aussi bien pendant l'occupation portugaise qu'après les indépendances. Le tableau ci-dessous montre l'évolution de la population de Bissau au cours de ces 50 dernières années.

Année	1950	1960	1970	1979	1991	2002
Bissau (hab)	17321•	25524•	68242•	109214•	195391•	305686*

Tableau 11 : Evolution démographique de la ville de Bissau

Source : •DA SILVEIRA J.F., •INEC, *Inquérito ligeiro de avaliação de pobreza (ILAP) 2002

En 1940, la population de Bissau était estimée à 1898 civilisés et quelques milliers de Guinéens (DA SILVEIRA J.F.1989). En effet, l'autorité coloniale avait dressé une barrière distinguant les civilisés des autres qu'elle appelait indigènes. Quant aux civilisés, ils comprenaient les Européens, les Capverdiens et quelques Africains assimilés. Pour être classés parmi les civilisés, ces derniers ont dû remplir quelques critères définis par l'administration coloniale : adopter un prénom et nom portugais, manger à table dans sa maison, s'habiller à la mode européenne, etc.

A partir des données des recensements de 1950 à 1991 et de l'enquête de 2002, voici la tendance de l'évolution démographique de la population de la ville de Bissau. (Cf. figure 27)

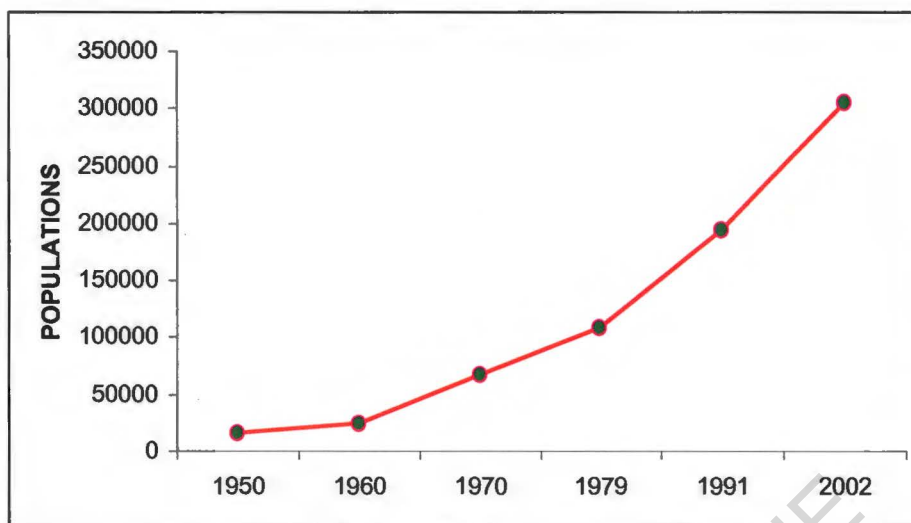


Figure 27 : Evolution démographique de Bissau

Source : •DA SILVEIRA J.F., •INEC, *Inquérito ligeiro de avaliação de pobreza (ILAP) 2002

Selon le recensement de 1950, la population de la ville de Bissau était estimée à 17 321 habitants (CARREIRA A. 1952). Précisons que les 13 463 de cette population vivaient dans la ville africaine. Ce recensement montrait déjà un début de transformation du peuplement de Bissau. Le peuplement primitif de Pépels va disparaître pour laisser la place à un peuplement semi-urbain très hétérogène. Ainsi, 57,3% de cette population de la périphérie est constituée de non Pépels : Mandjacks, Balantes, Mancagnes, Mandingues, Peuls, et Beafadas. Globalement, voici ci-dessous la composition de la population de Bissau en 1950. (Cf. figure 28).

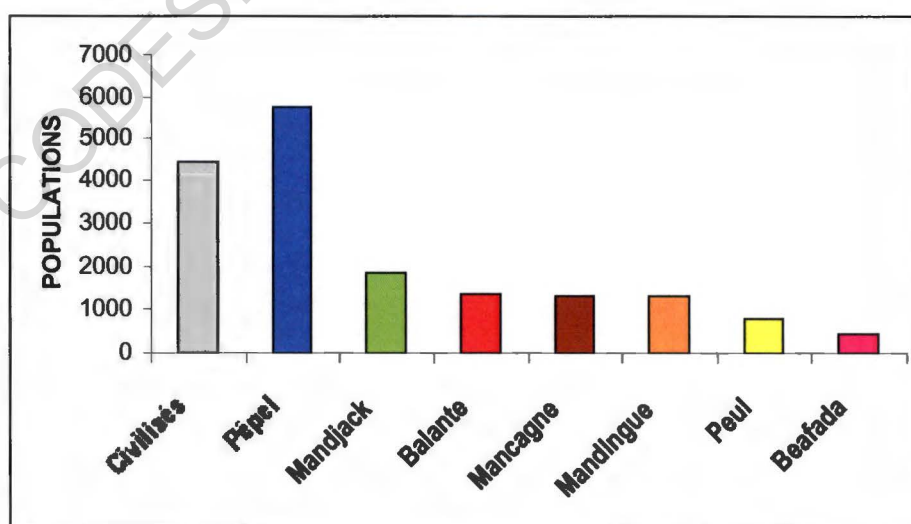


Figure 28 : Composition de la population de Bissau en 1950

Source : DA MOTA T.

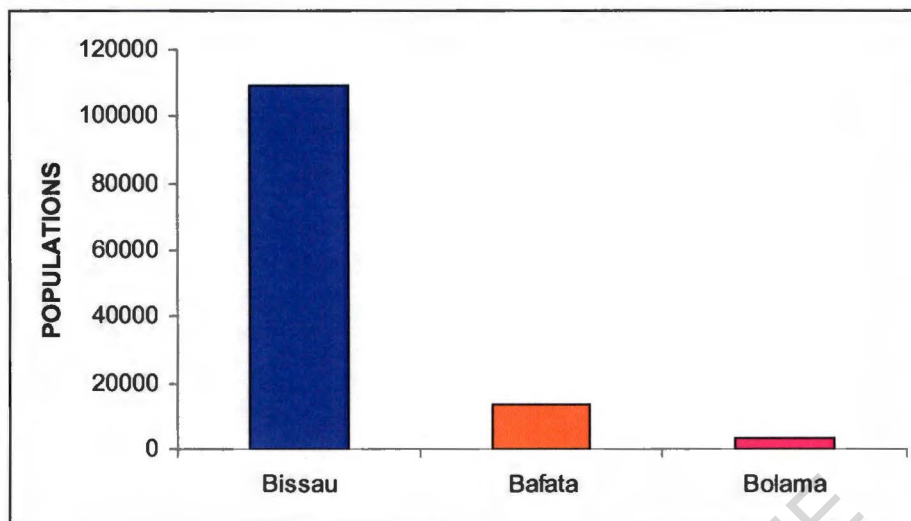


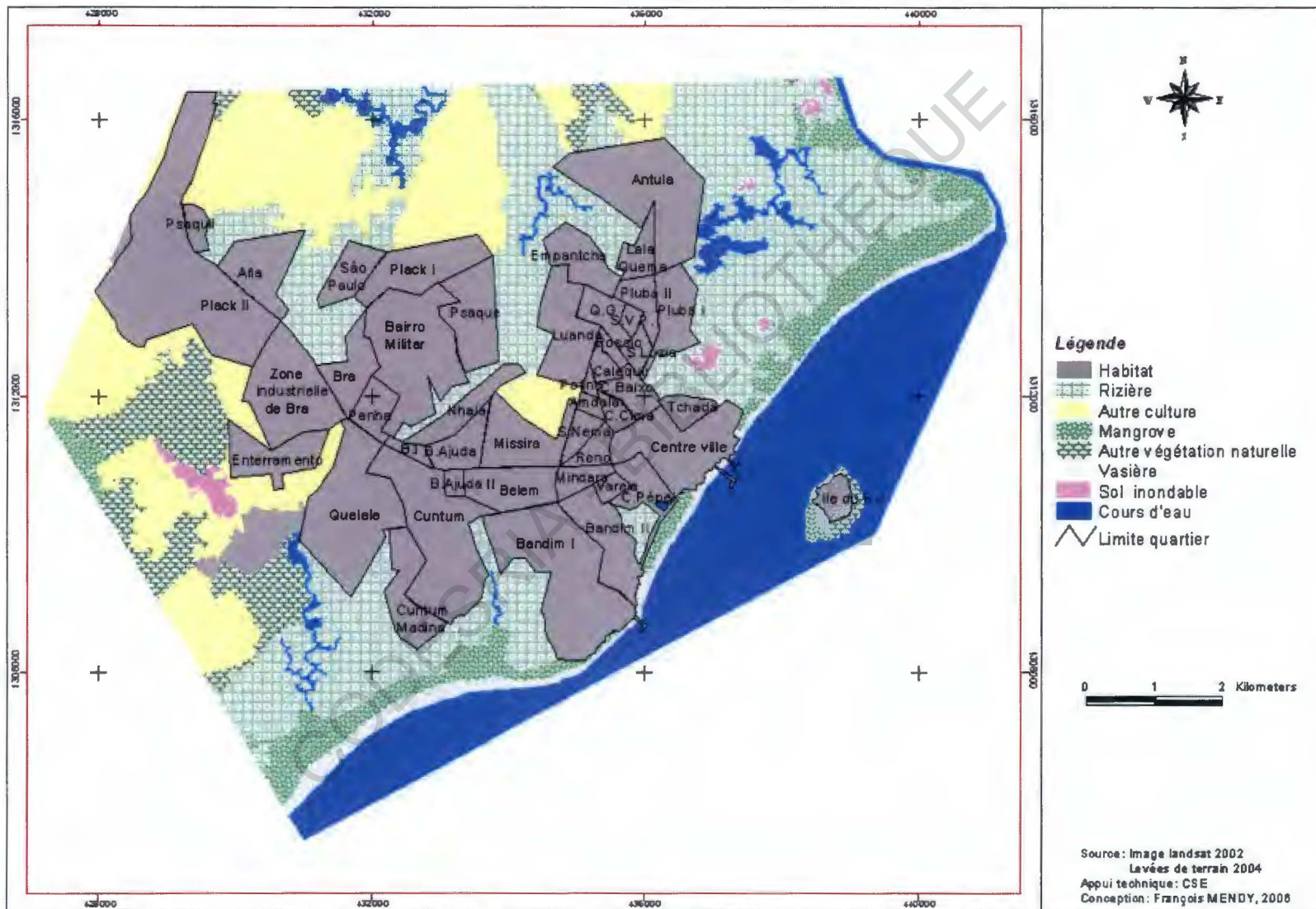
Figure 29 : Population urbaine en 1979

Source : DA SILVEIRA J.F.

Il faut reconnaître que l'administration coloniale n'avait pas eu le souci de développer d'autres centres urbains hormis Bolama qui a été pendant plus de la moitié d'un siècle la capitale de la colonie de la Guinée portugaise.

Au recensement de 1991 (R.G.P.H., 1991), la population de Bissau est passée à 195 391 habitants, soit une augmentation de 78,9%. Elle représentait ainsi 20% de la population totale. La densité de la ville passe à 2237 habitants/ km².

Une enquête a été faite dans le cadre d'une étude sur la pauvreté en 2002. Selon celle-ci, la population était estimée à 305 696 habitants, soit 25,9% de la population totale. Ainsi, la densité de la ville est de 3500 habitants/km². Il en résulte une jeunesse de cette population : 56% de celle-ci a moins de 18 ans (PGUB, 1993).



Carte 11- Bissau: répartition des quartiers en 2004

Le tableau récapitulatif ci-dessous montre en terme statistique l'étendue des bouleversements.

Superficies	en ha	%
Sans changements	4876,02	55,8
Modifiées	456,16	5,2
Converties	3411,99	39
TOTAL	8744,17	100

Tableau 8 : Répartition des superficies entre 1967 et 1986

Source : statistiques obtenues du croisement des images corona 1967 et landsat 1986 sur Arcview

2.2.4.2.1- Les surfaces bâties

Sur la *carte 7*, on remarque une expansion spatiale de la ville qui se manifeste par la densification du tissu bâti et l'implantation de nouveaux quartiers notamment Bandim, Pluba, Antula, Brà, Enterramento, et Plack II. Ainsi, le noyau originel de l'Est s'est étendu aussi bien vers le Nord que vers le Sud et l'Ouest. Les différents noyaux, isolés les uns des autres auparavant, ont commencé à se relier de sorte que l'habitat se déploie le long de l'axe principal qui mène à l'aéroport de Bissalanca. La surface bâtie passe ainsi à 1549,71 ha en 1986, soit une expansion de 47,1%.

Cette expansion de 730,6 ha est le solde d'une perte de 50,61 ha et d'un gain de 781,2 ha. Par ailleurs, 728,5 ha de surface bâtie sont restés sans changement au cours de cette période.

A travers la *figure 11*, on constate que les pertes sur l'espace bâti sont quasi inexistantes. Ces petites pertes sont généralement des zones défrichées à usage d'habitat et qui ont été abandonnées. Par contre la poussée de l'habitat s'effectue surtout au détriment des espaces de culture et de végétation naturelle, exception faite de la mangrove. A ce niveau beaucoup plus de surfaces arables ont été transformées en espace bâti.

2.2.5- Expansion spatiale de 1986 à 2004

Après tous les aménagements qui ont été réalisés, tant par l'Etat que par les populations, voici la situation de Bissau en 1986 sur la *carte 8*. Le paysage est toujours dominé par l'agriculture, mais il faut noter une recrudescence des végétations naturelles de part et d'autre de l'avenue « 14 de Novembro », dans la zone proche de l'aéroport. Au niveau de l'habitat, c'est l'effet tâche d'huile qui s'est produit. Les quatre îlots que constituait le paysage bâti en 1967, ont commencé à se relier. L'habitat est en train de progresser vers le Nord-Est et le Sud-Est. Par contre au centre, il se densifie de plus en plus. Le reste ne connaît pas de changements majeurs.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

2.2.5.1- Aménagement et gestion urbaine

En 1986 le gouvernement va lancer un nouveau projet de conception d'un plan directeur. En mai 1988 démarre la deuxième phase du projet de restructuration des quartiers de Bissau (PMBB). Cela a permis de continuer les travaux de restructuration à Belém et de commencer à Cupelom de Cima. Deux nouveaux types de réalisations sont introduits selon le souhait des populations de ces quartiers. Il s'agit de la construction de latrines individuelles et l'amélioration des habitations par un système de crédit en matériaux de construction et un appui technique. Par ailleurs une politique participative fut adoptée aussi bien dans la réalisation des travaux que dans la gestion des infrastructures et des services mis en place.

En fin de compte sur les 400 logements prévus depuis les indépendances grâce au financement de l'Union Européenne, de l'Allemagne, de la Hollande, de la Suède et de Cuba, seuls 124 furent effectivement réalisés à la fin de 1988.

Pour développer la pêche artisanale, un port de pêche fut construit à Bandim. Il sera construit dans ce quartier, le stade « 24 de Setembro » (24 Septembre).

Durant la dernière décennie du XX^e siècle, l'expansion spatiale de la ville fut orientée vers trois directions : au Nord-Ouest vers l'aéroport de Bissalanca, au Nord-Est vers Antula et au Sud-Ouest vers Prabís. Quelques actions de lotissement seront menées par la municipalité de Bissau.

En 1990 le projet PASI « programa de ação social e infraestrutural », (programme d'action sociale et infrastructurelle), fut mis en branle. Il financera une série de projets de rénovation et d'équipement notamment des routes et des canaux de drainage d'eau pluviale (Cf photo 5 de l'Avenue .14 Novembre)

Certaines artères de la capitale furent restaurées. En mai 1992, la troisième phase du projet de restructuration des quartiers de Bissau fut démarrée. Cette fois ci les quartiers ciblés sont Cupelom de Baixo et Reno Gambiafada.

En outre le marché de Bandim fut réorganisé, des bâtiments en dur furent construits sur la grande avenue du 14 novembre pour abriter des magasins de commerce. D'ailleurs cette grande avenue gagne de plus en plus de l'importance avec les infrastructures économiques qui s'y installent notamment les stations service, les sièges d'entreprise, les ateliers d'artisans...

2.2.5.2- Changements dans l'occupation du sol de 1986 à 2004

A travers la *carte 9* des changements dans l'occupation du sol entre 1986 et 2004, on constate clairement les transformations qui se sont opérées sur le paysage de Bissau. Sur une période de 18 ans, 47,6 % du territoire de Bissau a subi une transformation complète ou partielle.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Le tableau récapitulatif ci-après montre en terme statistique l'étendue des bouleversements entre 1986 et 2004.

Superficies	en ha	%
Sans changements	4577,33	52,4
Modifiées	550,31	6,3
Converties	3606,93	41,3
TOTAL	8734,57	100

Tableau 9 : Répartition des superficies entre 1986 et 2004

Source : statistiques obtenues du croisement des images landsat 1986 et 2002 sur Arcview

2.2.5.2.1- Les surfaces bâties

De 1549,47 ha en 1986, la surface bâtie de Bissau est passée à 3643,18 ha en 2004, soit une progression de 57,47%. L'espace bâti a connu une expansion fulgurante, ainsi sur une durée de 18 ans, il a plus que doublé. Il représente désormais 41,71% de la superficie totale de Bissau.

Se référant à la *carte 9*, on remarque que l'expansion du tissu bâti se manifeste par une progression vers le Nord-Est et le Sud-Est. En outre, le centre s'élargit de part et d'autre de l'avenue du 14 novembre. La zone proche de l'aéroport se densifie elle aussi. De nouveaux quartiers notamment Cuntum Madina, Quelele, Luanda, Penha, Bairro internacional, Bairro Militar, Plackl, Psaque, Empancha, São Paulo, Afia, Pluba II sont implantés, tandis que d'autres comme Bandim, Missira, Cuntum, Antula, Enterramento s'élargissent et se densifient. Il en est de même de l'île du Rei.

Cette expansion de 2093,71 ha est le résultat d'une conversion en surface bâtie de 2147,135 ha et d'une perte de 53,43 ha.

surfaces inchangées, ce qui fait 1008,11 ha de végétation naturels qui n'a pas subi de changements.

En se référant à la *figure 18*, on remarque que de vastes surfaces ont été défrichées pour l'agriculture mais plus encore sous la poussée de l'habitat. Quant à leur expansion, elle est très faible. La végétation naturelle a régénéré sur des surfaces agricoles abandonnées ou laissées en jachère. Par rapport à la période précédente, les pertes de surfaces enregistrées par la végétation naturelle sont plus importantes.

2.2.5.2.4- Les sols dénudés

Le recul des sols dénudés se poursuit. Ils ne couvrent plus qu'une surface de 88,50 ha, soit une baisse de 41,63 %. Cette régression de 63,13 ha est la conséquence d'une perte de 75,31 ha et d'un gain de 13,18 ha.

Sur la *carte 9*, on perçoit que les sols nus secs ont tous disparu aussi bien dans le centre que dans le Nord-Est. Il ne reste alors que la vasière sur les berges du Rio Géba.

Pendant cette période, il n'y a pas eu de modifications pour la simple et bonne raison que les sols nus secs ont été tous colonisés. Ainsi, les surfaces inchangées représentent la vasière qui couvre une superficie de 75,32 ha.

2.2.6- Récapitulatif de l'expansion spatiale de 1952 à 2004

2.2.6.1- Aménagement et gestion urbaine

Des aménagements importants ont été réalisés durant ces 52 ans dans la ville de Bissau. Dans l'ultime période de la colonisation, c'est à dire de 1952 à 1973, l'administration coloniale portugaise a tenté de moderniser la ville surtout la zone européenne. Les différents axes routiers du centre ville ont été bitumés. Elle a fini de l'équiper en infrastructures sportives et scolaires. Dans le cadre de la politique du gouverneur SPINOLA « Guiné melhor » deux opérations de construction de logements furent menées dans la zone africaine.

En terme de gestion urbaine, le pouvoir colonial va lâcher du lest. La politique ségrégationniste adoptée depuis les origines de la ville va être atténuée au début des années 60.

Après les indépendances, sous l'administration du P.A.I.G.C., une nouvelle méthode de gestion urbaine est initiée. L'un des points faibles de la ville trouve une solution. En effet, un petit tissu industriel est mis en place. Des projets de construction de logements sont réalisés, de même que des parcelles viabilisées. Quelques vieux quartiers spontanés ou irréguliers ont fait l'objet de restructuration et d'équipement. Avec ce vent de libéralisation en matière de circulation de la population, les quartiers irréguliers se sont multipliés à un rythme soutenu.

2.2.6.2- Changements dans l'occupation du sol de 1952 à 2004

Il faut préciser qu'il s'agit à ce niveau d'une comparaison entre l'état du paysage de la ville en 1952 et son état en 2004. Donc l'étude des changements ne pourra pas ressortir les changements des périodes intermédiaires.

Sur une période de 52 ans le paysage s'est beaucoup transformé. Plus de 60% de la superficie de la ville de Bissau a connu un changement. Sur la *carte 10* l'élément qui saute à l'œil est l'expansion spatiale du bâti.

Le tableau récapitulatif ci-dessous montre en terme statistique l'étendue des bouleversements.

Superficies	en ha	%
Sans changements	3165,23	35,78
Modifiées	315,96	3,57
Converties	5365,91	60,65
TOTAL	8847,10	100

Tableau 10 : Répartition des superficies entre 1952 et 2004

Source : statistiques obtenues du croisement de la carte 1952 et de l'image landsat 2002 sur Arcview

2.2.6.2.1- Les surfaces bâties

De 300,18 ha en 1952 la zone artificielle (l'habitat et les infrastructures) est passée à 3659 ha. L'espace bâti a enregistré une progression de 91,8%, soit une expansion spatiale de 3358,82 ha. De son petit noyau de départ, l'habitat a étendu ses tentacules dans toutes les directions. Un front est mené vers le Nord, tandis qu'un autre s'est déployé vers le Sud. Une expansion est dirigée du centre vers l'Ouest, longeant l'avenue 14 Novembre et l'axe « estrada Bor », ce qui a permis de relier l'aéroport et le camp militaire de Brá mais aussi d'atteindre Prabis. La superposition de la surface bâtie de plusieurs dates, permet d'apprécier l'évolution de l'espace bâti de 1776 à 2004. (Cf. figure 21).

Au terme de ces 52 années, le paysage de la ville de Bissau a subi de grandes mutations. L'espace bâti a connu une expansion énorme ; les surfaces d'eau se sont faiblement étendues. Les zones agricoles se sont réduites. Les sols dénudés ont perdu du terrain, tandis que les surfaces de végétations naturelles ont diminué sensiblement. La matrice des changements montre d'une manière plus détaillée les pertes et les gains de ces surfaces. (Cf. matrice 4).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

D'autre part, la densité de la population de Bissau pour cette année est de 195,9 habitants/km².

Jusqu'en 1960, la circulation des personnes surtout leur entrée à Bissau était contrôlée par un système de passe. Ainsi, la population de la ville n'a augmenté que de 47,4%, atteignant 25 524 individus. De ce fait, sa densité est passée à 288,6 habitants/km².

A partir de cette période, la ville de Bissau va connaître un début d'exode rural massif. En effet, la guerre de libération s'est embrasée dans les campagnes poussant les populations de certaines localités à venir se réfugier dans la capitale. Elle coïncide aussi avec l'assouplissement des mesures répressives et ségrégationnistes, de contrôle des entrées dans la capitale. De ce fait, la croissance démographique va passer à 4,9% par an (I.G.E.G.B., 1980). A la fin de cette décennie, c'est-à-dire en 1970, la population de Bissau a plus que doublé. Elle atteint le chiffre de 68 242 habitants, ce qui explique le début d'une expansion spatiale sans précédent de la ville. La densité de la population passe à 780 habitants/km².

Après les indépendances, la croissance démographique de Bissau va prendre un nouveau souffle pour continuer dans la même foulée, si bien qu'en 1979, sa population a presque doublé, passant à 109 214 individus. Elle représentait alors 14,2% de la population du pays. Sa densité a atteint le chiffre de 1249 habitants/km².

Cette croissance accélérée, selon Philippe ANTOINE, procède d'abord comme partout en Afrique, d'un accroissement naturel consécutif au maintien d'une forte fécondité et de la baisse sensible du taux brut de mortalité (ANTOINE P. et Al, 1987). A cela s'ajoute un exode rural de plus en plus accentué, surtout que toutes les infrastructures et les services sont concentrées à Bissau ; d'où un phénomène de macrocéphalie qui va se dessiner clairement dans le paysage urbain de la Guinée-Bissau (Cf. *figure 29*). Bissau concentrait à elle seule plus de 63% de la population urbaine du pays. Sa population fait huit fois celle de la 2^e ville du pays en l'occurrence Bafata.

CONCLUSION

De sa fondation à nos jours la ville de Bissau a connu de grandes mutations. Sous l'effet de l'urbanisation, le paysage de la ville s'est sensiblement transformé. Le paysage naturel a reculé sous l'effet du front de l'habitat. Faible dans ses débuts, l'expansion de l'habitat s'est accélérée au cours de ces dernières années particulièrement dans la période 1986-2004. Quant à l'aménagement de la ville, il s'est intensifié à partir des années 1920, pour ensuite se réduire vers les années 80, créant un déséquilibre profond entre un centre ville très équipé et une périphérie sous équipée et très peuplée. L'inventaire des infrastructures et des services devra nous renseigner amplement sur ce déséquilibre.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

TROISIEME PARTIE

**INVENTAIRE DES INFRASTRUCTURES
ET SERVICES**

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

INTRODUCTION

De la fondation de la ville à nos jours, beaucoup d'eau a coulé sur les ponts. Chaque régime a essayé tant bien que mal de marquer la ville de son empreinte à travers les aménagements réalisés. L'objectif visé à travers cette partie est de faire un état des lieux des infrastructures et services dans la ville de Bissau. Pour cela nous allons, par un support cartographique, montrer leur densité dans les différents quartiers de la ville. Ainsi, nous commencerons par une étude des quartiers, ensuite nous procéderons à l'analyse et à l'inventaire des infrastructures et services dans les habitations et dans les quartiers.

3.1- LES QUARTIERS DE BISSAU

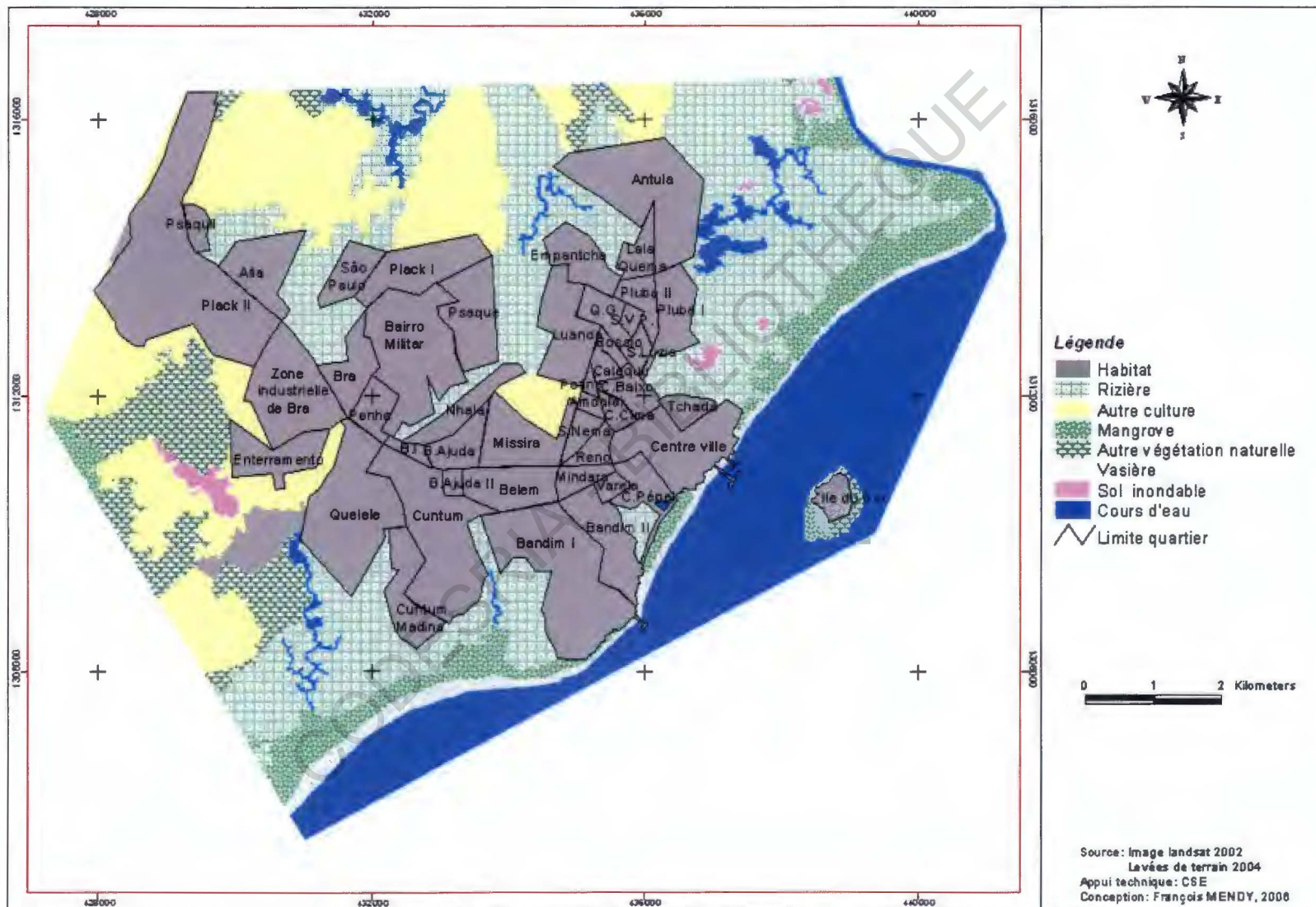
3.1.1- L'étendue des paysages en 2004 (Cf. carte 11)

En 2004, sur une superficie de 8847 ha, l'espace bâti couvrait une surface de 3659 ha. Il se concentre au centre de la côte Est à l'extrême Nord-Ouest et s'est déployé en outre vers le Nord-Est dans la zone de Antula.

Par contre, les surfaces cultivées représentent 3427 ha. Les rizières en constituent les 68%. Elles s'étendent en grande partie sur la côte, dans la zone de contact avec la mangrove. Elles constituent des appendices dans l'espace bâti, de même que ses limites artificielles, alors que les cultures non inondées enserrant l'habitat au Nord-Ouest.

La végétation naturelle se réduit à une superficie de 1389 ha, partagée entre la mangrove sur les rives du Rio Géba et les espaces de forêts et de savanes au Sud-Ouest.

Enfin les espaces couverts par l'eau, en l'occurrence les sols inondables et les zones de cours d'eau sont éparpillés sur le territoire. Ils représentent une surface de 189,3 ha.



Carte 11-Bissau: répartition des quartiers en 2004

3.1.2- La répartition des quartiers

Comme nous l'avons dit plus haut, la ville de Bissau s'est développée, à partir de la côte Est pour s'étendre vers l'Ouest, le Nord et le Sud. Elle s'est déployée à partir du centre ville, phagocytant sur son passage des villages pépels notamment Bandim et Antula.

Aujourd'hui, la ville a essaimé dans les autres directions. Il en résulte un maillage composé de 45 quartiers. La *carte 11* nous permet d'avoir une idée sur la répartition des quartiers.

3.1.2.1- Naissance et évolution des quartiers

A l'instar des villes africaines, l'implantation de la population obéit à des réseaux de relations basés sur l'amitié, l'ethnie, la religion ou autres. Pour ce qui concerne Bissau, les Portugais (commerçants portugais de souche, lançados venus presque tous de l'île du Cap-Vert) ont trouvé une population autochtone pépèle vivant dans des villages organisés en royaume « regulado ». Avec le développement du commerce mais surtout des comptoirs, d'autres populations venues d'un peu partout de l'intérieur du pays se sont implantées, les uns pour entretenir des échanges avec ces marchands portugais, les autres pour se mettre à leur service. Ainsi, aux alentours des habitations des blancs et des comptoirs, se sont développées celles des africains. D'ailleurs, juste derrière les murailles du « Praça São José », il y avait le village grumète (ANDRADE, B.A.A., 1952). Au fur et à mesure que les années passaient, les deux zones s'étendaient au point de se disputer l'espace. Finalement, le plus fort l'emporta. En effet, dans les années 20, l'administration coloniale va prendre pour prétexte une épidémie, pour déguerpir les habitations africaines, afin de libérer de l'espace, pour l'expansion de la zone où habitent les civilisés. D'autres refoulements ont suivi. C'est ainsi que les quartiers de Reno, Cupelom, et Chão de Pépel se forment et se densifient.

Pour revenir sur la fondation des quartiers africains à Bissau, il faut constater qu'elle répondait à une certaine logique. Certains quartiers s'étaient formés à partir

des villages préexistants des royaumes pepels de Bandim et Antula. Etant donné que Bandim était proche de la zone européenne, les hommes qui travaillaient ou qui allaient chez les « touga » (blancs) pour des raisons commerciales, sentaient la nécessité de se fixer pour être proches de leur lieu d'activité. Ils commençaient d'abord par louer une chambre, ensuite ils acquéraient une parcelle et construisaient leur habitation. C'est ainsi que les villages pepels se sont développés et leurs populations sont devenues hétérogènes.

D'autres quartiers ont vu le jour grâce à un individu qui s'est installé le premier sur le site. D'habitude, il venait de la campagne. Après avoir habité longtemps dans les quartiers proches de la ville européenne, il choisissait de construire sa maison afin de faire venir sa famille restée au village ou d'en finir avec la location. Après son implantation, d'autres personnes, parmi celles-ci ses connaissances, viendront le solliciter pour obtenir, une parcelle en vue de s'y installer. (HAUMONT N., MARIE A., 1987).

D'autres quartiers encore ont vu le jour grâce à des lotissements effectués par des populations autochtones ou par la municipalité de Bissau. En effet, des familles autochtones se sont mises à vendre les domaines hérités de leurs ancêtres. Ce sont des champs qu'ils ont morcelés en parcelles avec ou sans l'aide de géomètres. De même la municipalité de Bissau a procédé à plusieurs reprises à des lotissements à usage d'habitat.

En observant la *carte 11*, on constate aujourd'hui que la plus part de l'espace bâti de la capitale est limité par des rizières. Cela signifie que ses possibilités d'extension sont réduites.

3.1.2.2- Superficie des quartiers de la ville

(Cf. Tableau de l'annexe 2)

En analysant le *tableau de l'annexe 2*, on note que les surfaces des quartiers de Bissau varient entre 416,04 et 6,41 ha. Ainsi, la moyenne est de 76,71 ha. Plack II est le plus grand quartier en terme de superficie, eu égard au périmètre de l'aéroport

qu'il englobe. Il représente 12,05% du territoire de Bissau. Si on lui retranche l'aéroport, il ne représentera que 163 ha. A ce moment Bandim I qui fait 253,22 ha, sera le quartier le plus étendu. Par contre, le plus petit quartier de la ville est Pefine qui couvre une surface de 6,41 ha, soit 0,19% de la superficie de la ville.

Cinq quartiers notamment Antula, Bairro Militar, Bandim I, Cuntum et Quelele ont plus de 200 ha de superficie. Trois quartiers ont entre 100 et 200 ha. Il s'agit de Luanda, du Centre ville et de la Zone industrielle. Treize ont entre 50 et 100 ha de surface. Enfin 23 quartiers ont une superficie inférieure à 50 ha.

3.1.2.3- Périmètre des quartiers de la ville

En terme de périmètre, il varie entre 11,76 km (Plack II) et 1,30 km (São Vicente de Paulo). La moyenne étant de 4,14 km, 19 quartiers ont un périmètre supérieur à la moyenne et 26 ont un périmètre inférieur à 4,14 ha.

Cependant, il faut souligner que deux quartiers sont en train de sortir de terre sous la direction de la municipalité de Bissau. Il s'agit de Bissalanca et de Bairro dos Imigrantes (quartier des émigrés bissau-guinéens). Ils sont encore au stade de lotissements, du moins le quartier des émigrés. Le fait le plus marquant, qui constitue d'ailleurs un paradoxe, est que ces lotissements se trouvent hors du territoire de Bissau, précisément dans la région de Biombo. Nous verrons plus loin les problèmes qu'ils posent.

3.1.2.4- Densité de la population de quelques quartiers

Faute de statistiques plus complètes sur la population, voici la densité de quelques quartiers de la ville. (Cf. *tableau 12*)

QUARTIERS	POPULATION (1991)	SURFACE (ha)	DENSITE (hab/ha)
Afia	2816	84,18	33
Amdalai	2368	10,01	237
Antula	3912	212,89	18
Bairro Ajuda I	2371	47,91	49
Bairro Ajuda II	974	11,09	88
Bairro Internacional	273	12,75	21
Bandim I	12683	253,22	50
Bandim II	9055	88,96	102
Belem	10596	78,49	135
Calequir	5383	15,48	348
Chão de Pepel	5390	51,07	106
Cuntum	17583	219,01	80
Cupelom de Baixo	7510	36,16	208
Cupelom de Cima	3967	18,07	220
Ile du Rei	511	26,56	19
Luanda	5668	102,11	56
Mindará	7291	27,42	266
Missira	13578	93,22	146
Pefine	2100	6,41	328
Plaque II	2611	416,04	6
Pluba I	6928	67,35	103
Pluba II	5966	33,58	178
Reno Gambiafada	8387	24,76	339
Rossio	2003	11,05	181
Santa Luzia	3471	18,45	188
Sintra-Nema	5488	22,30	246
Tchada	2367	25,65	92
Varela	3147	13,95	226

Tableau 12 : Densités de la population de quelques quartiers de la ville de Bissau

Source : INEC, Image landsat 2002 et levées de terrain 2004.

Etant donné que peu de quartiers atteignent le km² de surface, les densités ont été calculées en hectare. Sur les 28 quartiers recensés, Calequir a la densité la plus importante, soit 348 hab/ha. Il est suivi de Reno Gambiafada (339), Pefine (328). Plack II a la densité la plus petite : 6 hab /ha.

Calequir, Reno Gambiafada et Pefine ont les plus grandes densités, du fait surtout de la petitesse de leur territoire respectivement 15,48 ha, 24,76 ha et 6,41 ha.

En revanche Plack II a la plus faible densité parce que son territoire fait 416,04 ha donc le plus vaste de la ville. En définitive, c'est le facteur territoire qui est

le plus marquant dans la densité. C'est l'exemple de Cuntum qui a la population la plus importante de la liste, mais sa densité ne l'est pas.

3.1.3- Les quartiers de Bissau : spontanés ou réguliers

Il faut d'abord s'entendre sur la signification de ces termes. Par quartier spontané, il faut comprendre les quartiers où l'implantation des habitations n'a pas obéi à des normes urbanistiques notamment le morcellement par des géomètres assermentés, l'installation d'un minimum d'infrastructures et de services (adduction d'eau, électricité, téléphone, assainissement, routes, etc.), l'autorisation de construire, le titre de la parcelle (titre foncier, permis d'occuper, acte de vente reconnu ou délivré par l'Etat, etc.)... Par contre, le quartier régulier est celui qui a obéi à toutes les normes urbanistiques citées plus haut.

Le Centre ville, Chão de Pepel, Santa Luzia, Bairro Ajuda I et II, Q.G., Bairro Internacional, São Vicente de Paulo, peuvent être définis comme des quartiers réguliers. On peut y inclure la zone de « Alto Bandim » dans le quartier de Bandim I, tandis que le reste peut être considéré comme des quartiers irréguliers.

Pour ce qui concerne ces quartiers réguliers, à l'exception de Bairro Internacional et São Vicente de Paulo, ils ont été tous construits par l'administration coloniale. Généralement ce sont des constructions en série et de très bonne qualité. D'ailleurs, elles restent les bâtiments les plus fiables de la ville. Au Centre ville, les habitations sont la plupart de grand standing. Elles se distinguent par leurs tuiles rouges marquant à première vue d'œil le Centre ville de Bissau. C'est dans cette zone, que l'on trouve principalement les bâtiments à étage. Rappelons que les Bairro Ajuda I et II et Santa Luzia, abritent des habitations économiques destinées aux africains civilisés. Celles-ci ne concernent qu'une partie de Santa Luzia, car le reste du quartier est constitué par des habitations non structurées.

Quant au Bairro Internacional, il a été érigé après les indépendances. Ce sont les logements construits dans le cadre de la coopération internationale pour loger les coopérants. Il en est de même de quelques îlots à Bandim I précisément à « Alto Bandim », à Bairro Militar et à Luanda. São Vicente de Paulo a été bâti par les

Missionnaires pour loger quelques familles chrétiennes démunies. En revanche, on peut classer Antula parmi les quartiers structurés, parce qu'il a fait l'objet d'un lotissement dans les années 80, avec près de 700 parcelles viabilisées. Antula est cependant l'un des royaumes traditionnels pépels.

A propos des quartiers irréguliers, ils sont plus d'une trentaine. Cependant, il faut noter que certains ont partiellement été lotis par la municipalité de Bissau. Parmi ceux-ci on peut citer Enterramento, Cuntum Madina, Luanda, Plack I, Bandim I et Missira. Ces lotissements, dans la plupart des cas, se sont limités à un morcellement de terrains. Aucune infrastructure de base n'a été installée. Ces quartiers irréguliers sont les fruits des initiatives individuelles de logement. Pendant la colonisation, l'administration coloniale s'est bornée à construire la ville européenne et à isoler les Africains. En effet, attirés par la ville européenne, ces derniers se sont implantés sur le site, mais chaque fois, ils ont été refoulés vers la périphérie. Ces installations individuelles, par ignorance et par manque de ressources, se sont opérées dans l'anarchie donnant : des rues étroites et non rectilignes, de nombreuses impasses, des maisons imbriquées les unes sur les autres, la promiscuité, l'absence de conditions d'hygiène et de salubrité, et l'insuffisance criarde d'infrastructures de base. A partir des années 80, quelques-uns de ces quartiers ont vu leurs conditions améliorées grâce à des projets de restructuration.

3.1.4- Les Habitations de la ville de Bissau : nombre et morphologie

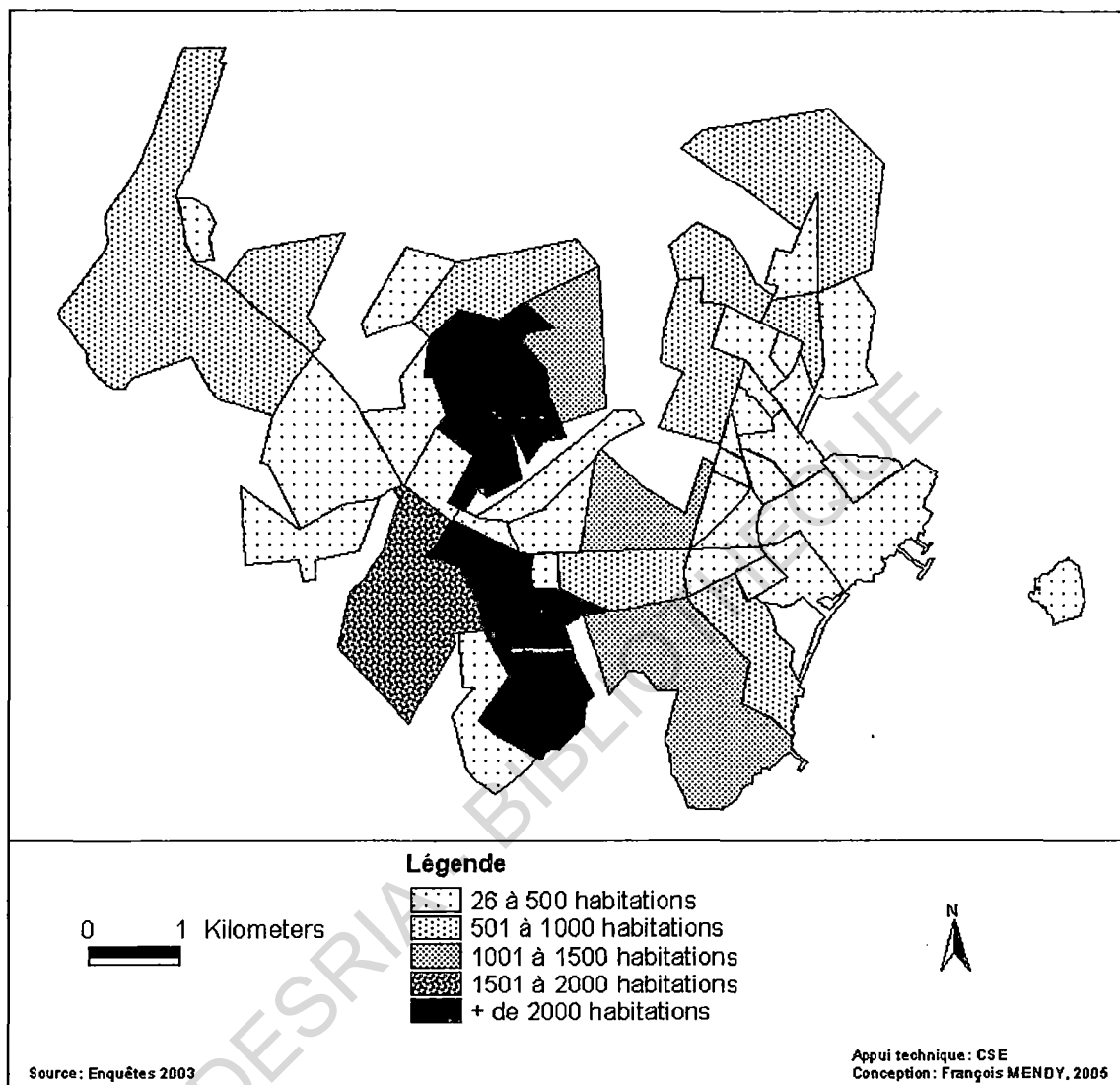


Figure 30 Densité d'habitations en fonction des quartiers de Bissau

Au total, nous avons recensé 22096 habitations sur l'ensemble du territoire de la ville de Bissau en 2003 (Cf. *tableau 19* en annexe 2). Cependant, en analysant *la figure 30*, on constate que les quartiers qui ont une superficie plus étendue, ont plus d'habitations, à l'exception de Plack II. Les quartiers les plus importants en terme de nombre d'habitations sont d'abord Bairro Militar, puis Cuntum. En seconde position s'individualise Quelele. En dernière position, 30 quartiers ont moins de 500 habitations. Q.G. est le quartier qui a le moins d'habitations, 26 au total. Cela s'explique par le fait que, comme son nom l'indique « Quartel Geral » (Etat Major Général), il est une caserne militaire construite à l'époque par les Portugais. Il a été

considéré comme un quartier pour deux raisons : la première est qu'une bonne partie de son périmètre est ouvert sur la ville, c'est à dire sans séparation distincte avec les quartiers voisins ; la deuxième est que certains de ses bâtiments sont utilisés maintenant à des fins civiles notamment des ministères. Quant aux habitations proprement dites, la surface des parcelles tourne autour de 400 m².

Sur le plan morphologique, les habitations de Bissau sont pratiquement les mêmes que celles de la campagne. Dans leur écrasante majorité, les maisons ne disposent pas de clôture, sauf au Centre ville et dans les habitats planifiés. La parcelle est occupée entièrement par le bâtiment, sinon il est au centre ou à la devanture laissant une arrière-cour. Un mur de clôture sur la devanture de la maison est rare. Généralement elle donne directement sur la rue par une véranda qui dispose d'un mur d'un mètre de hauteur. Il faut dire que c'est un style portugais, car on le retrouve dans la plupart des habitations qu'ils ont construites dans le pays. En outre, le style d'habitation ayant deux appartements contigus, de même plan et de même dimension, est très prisé à Bissau. Ce sont en général des habitations destinées à la location.

Par ailleurs, dans leur majorité, les habitations de Bissau ne sont pas à étage. Celles qui dérogent à cette règle peuvent être comptées du bout des doigts. Le plus haut bâtiment de la Guinée-Bissau est celui des Nations Unies qui fait 5 étages. Aujourd'hui, quelques bâtiments à étage commencent à pousser sur la grande avenue du 14 Novembre.

Comme autre caractéristique des habitations de Bissau, le bâtiment est rectangulaire, couvert par un toit qui dessine une pente sur les quatre côtés. Le toit dépasse de 1 à 2 m la surface du bâtiment, créant ainsi une véranda sur les quatre cotés. Cela permet de protéger les murs de la pluie, puisque étant en général en banco. Il crée ainsi de l'ombre dans la véranda. Certaines vérandas sont entourées de balustras ou d'un petit mur, donnant la possibilité aux habitants de la maison d'y prendre de l'air ou aux femmes d'y faire la cuisine.

3.2- ANALYSE ET INVENTAIRE DE L'HABITAT ET DE SES EQUIPEMENTS ET SERVICES

A partir des données de l'enquête exhaustive de 2003, nous allons procéder à une analyse combinée à un inventaire de l'habitat, puis de ses équipements notamment les puits, les latrines, les couvertures et enfin des services dont il a accès en l'occurrence l'eau, l'électricité et le téléphone.

3.2.1- La typologie de l'habitat

3.2.1.1- L'habitat en banco ou « construction précaire ».

(Cf. figure 31)

Par construction précaire, terme technique utilisé en Guinée-Bissau, il faut comprendre les habitations construites avec de l'argile. Partout où l'on peut se trouver dans le pays, il suffit de creuser le sol pour obtenir cette argile. Elle est de couleur jaune tirant sur l'orange. Après l'avoir déterrée, elle est bien malaxée avec un peu d'eau pour obtenir une pâte homogène très ferme. Celle-ci est utilisée alors pour ériger des murs d'une vingtaine de centimètres d'épaisseur. Ceux qui disposent de plus de ressources, font aujourd'hui des briques avec la même matière. Puis le ciment est utilisé pour lier les briques. D'autres encore enduisent au mortier (un mélange de ciment, du sable et de l'eau) les murs pour leur donner plus de résistance. Aucun fer n'est utilisé dans le bâtiment. Cependant, pour sortir une porte ou une fenêtre, une planche de palmier est utilisée pour servir de linteau.

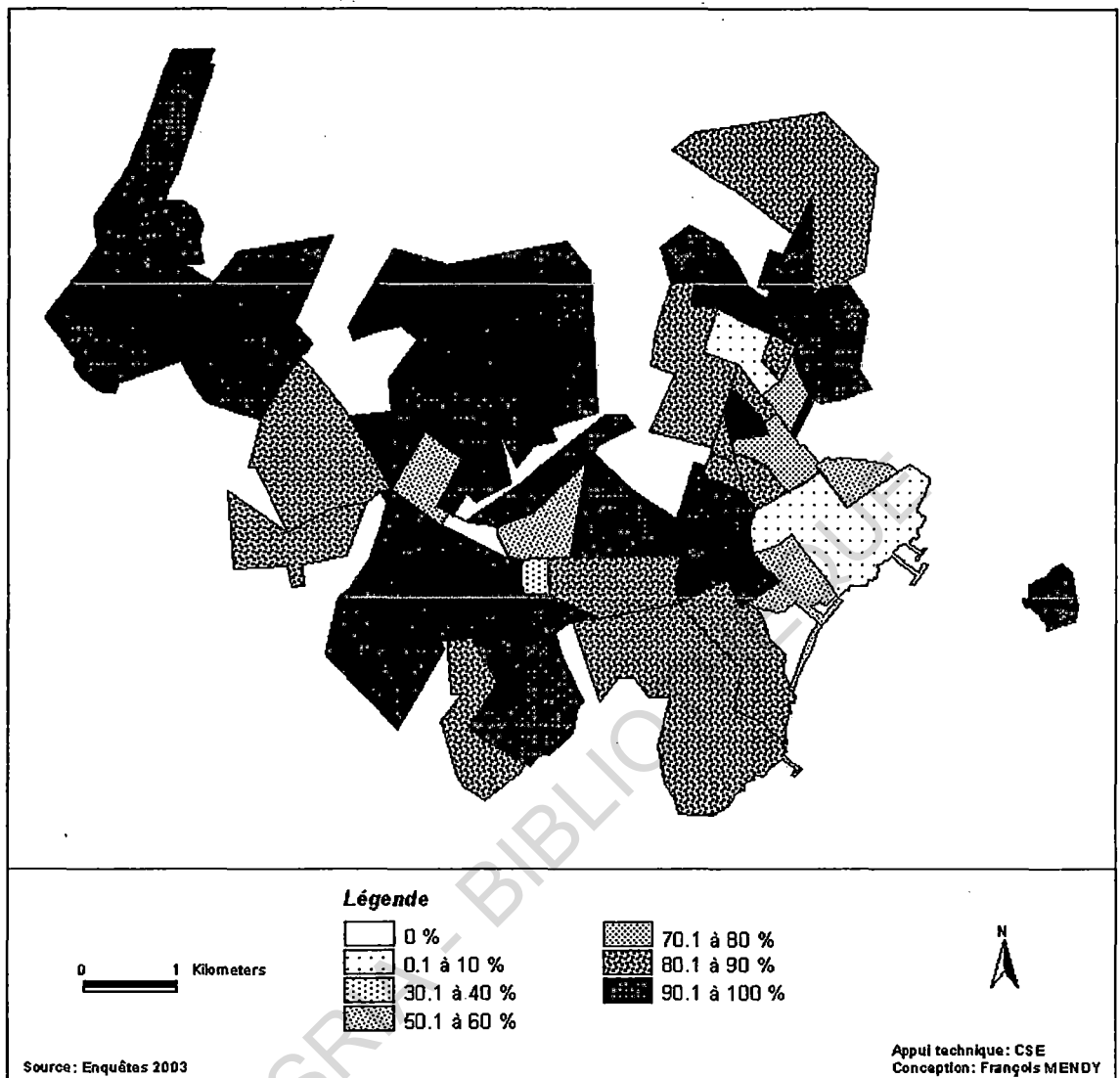


Figure 31 : densité des habitations en banco dans les quartiers de Bissau

En observant la *figure 31*, on voit que les habitations en banco sont très répandues dans la Ville, mais on n'en trouve pas à Bairro Internacional, qui est le seul quartier qui n'a pas d'habitations de type précaire.

Les quartiers qui ont les plus faibles taux de maisons en banco sont localisés à l'Est et au centre de la capitale. Ils sont au nombre de trois en l'occurrence le Centre ville, Q.G et Bairro Ajuda II, à disposer de moins de 50% et sont tous des quartiers structurés créés par l'administration.

D'autres quartiers, notamment Bairro Ajuda I, Chão de Pépel, Santa Luzia, Rossio, Cupelom de baixo, Luanda, Tchada et Bandim I, ont des îlots de lotissements planifiés perdus dans la masse des habitations en banco.

En définitive, près de 3/4 des quartiers de Bissau ont plus de 80% de leurs habitations en construction précaire. Au total 87,4% des habitations de la ville de Bissau sont en banco.

3.2.1.2- L'habitat en « Krintim » ou « construction provisoire »

Comme son nom l'indique, il s'agit de constructions qui ont une durée de vie très limitée. Elles sont faites à base de « Krintim » qui est du bambou coupé en longueur sous forme de lamelles. Celles-ci sont tressées jusqu'à former une haie. Ces haies sont généralement utilisées par la population pour construire de petites maisons couvertes par des tôles ondulées. Ce sont des abris réellement provisoires, car ils sont à la merci des termites.

La proportion de ce type d'habitations est inférieure à 4,8% dans les dix-neuf (19) quartiers où elles existent. Ces habitations sont éparpillées dans les quartiers. A l'échelle de la ville, elles représentent 0,3% de ses habitations.

3.2.1.3- L'habitat en ciment ou « construction définitive »

(Cf. figure 32)

Ce terme technique signifie tout bâtiment construit à base de ciment. Les matériaux utilisés sont le ciment, le sable, le béton et le fer. Dans un certain sens, ils expriment à travers ce vocabulaire la notion de durabilité et de résistance.

En observant la *figure 32*, on constate à première vue qu'il est moins dense. Les quartiers qui ont le plus fort taux de maisons construites en ciment sont localisés au centre et à l'Est. Ce sont des quartiers d'habitats planifiés. Ceux dont le taux est faible s'étalent vers l'Ouest, c'est à dire vers la périphérie. Cette situation montre en général qu'il s'agit de quartiers « pauvres » ; il s'agit de zones où l'occupation de

l'espace a obéi à des initiatives individuelles (forme populaire spontanée d'occupation).

Psaque est le quartier qui a le plus petit nombre d'habitations en construction définitive de toute la ville. En effet, 1,9% de ses habitations sont de construction définitive. Par contre Bairro Internacional a le taux le plus élevé, car toutes ses maisons sont de construction définitive.

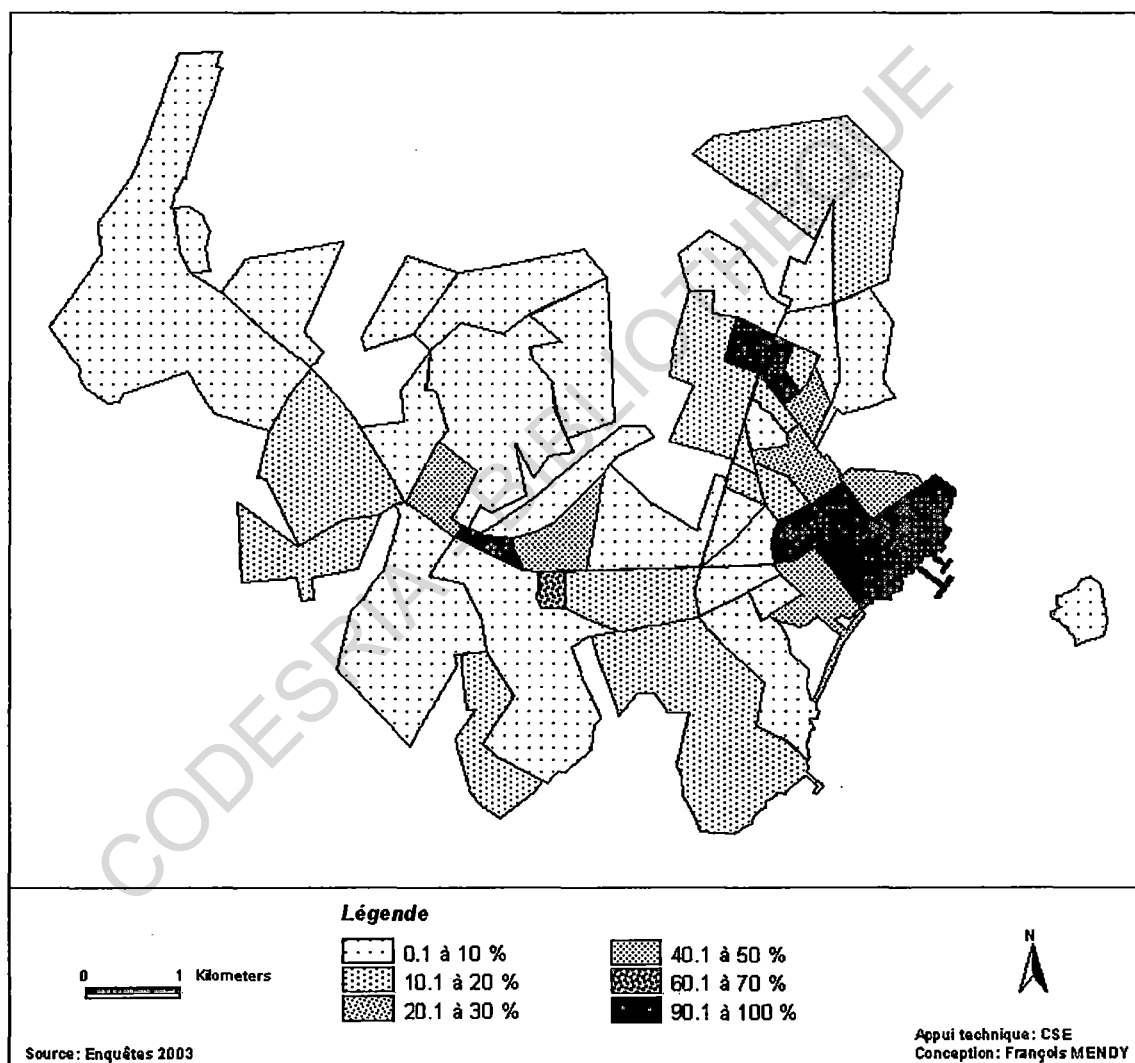


Figure 32 : Densité des habitations en ciment dites constructions définitives

Globalement 12,1% des habitations de la capitale sont de construction définitive.

3.2.2- Les équipements

3.2.2.1- Les habitations équipées de puits. (Cf. figure 33)

A défaut d'accéder à l'eau courante, certains habitants des quartiers ont creusé des puits. D'autres ont aménagé leur puits pour parer aux coupures et pénuries ou pour faire des économies. Comme on le sait, la nappe phréatique n'est pas profonde et qu'elle est bien alimentée grâce aux précipitations très importantes dans le pays.

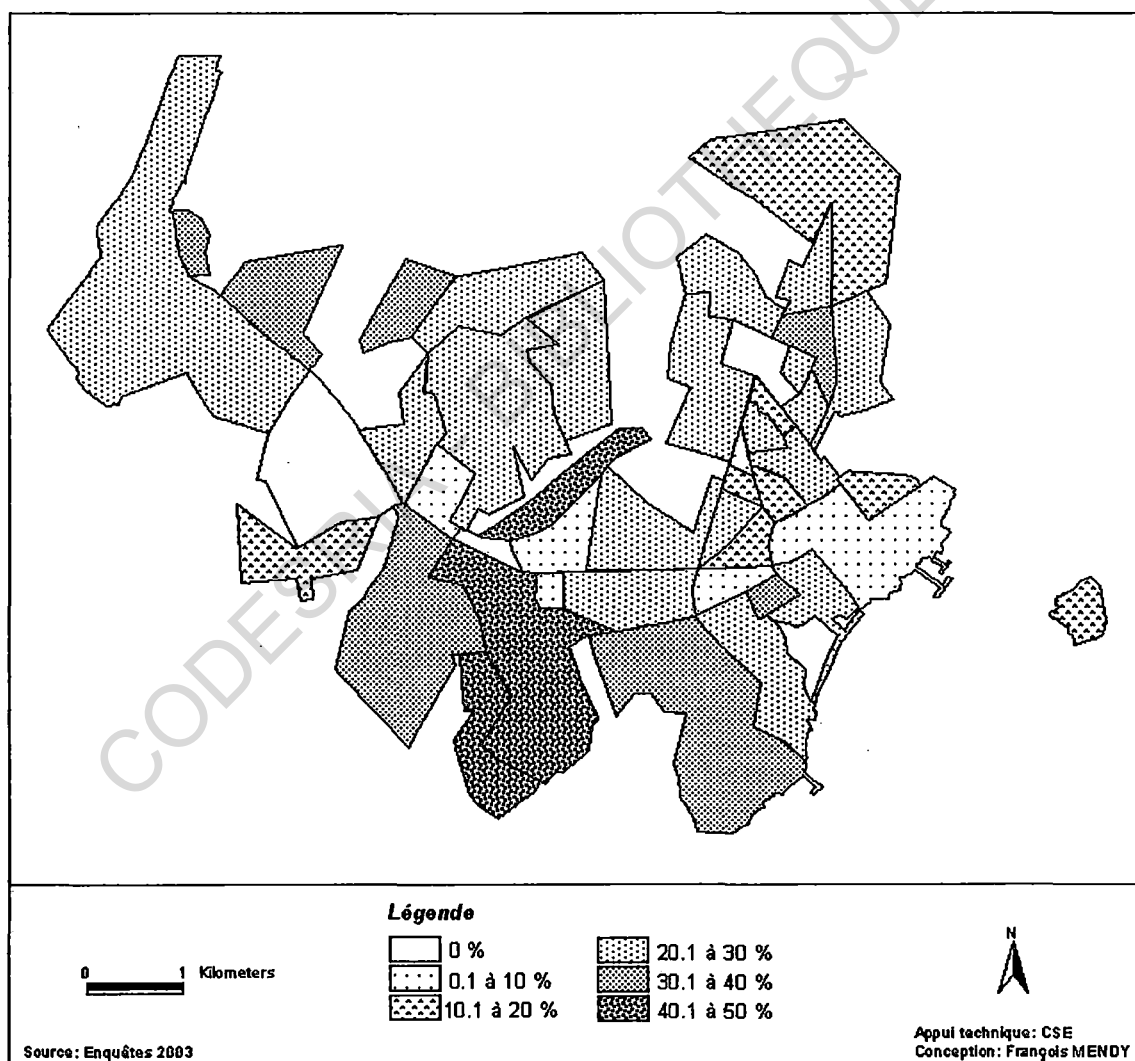


Figure 33 : Densité des habitations équipées de puits

Sur la *figure 33*, on remarque que dans deux quartiers de la ville notamment Bairro Internacional et Q.G., aucune habitation ne dispose de puits. A ceux-là s'ajoutent le Centre ville et Bairro Ajuda I et II. Ils sont des quartiers planifiés. Cependant, les quartiers qui ont eu à bénéficier d'une restructuration ont été équipés en bornes-fontaines si bien qu'ils ont des taux inférieurs à 20%.

Les taux les plus importants de puits se trouvent au centre de Bissau. Il augure sûrement d'une faiblesse notoire d'accès à l'eau courante.

Cependant, certaines habitations des quartiers réguliers, disposent d'un puits en plus de leur accès à l'eau courante. En revanche, beaucoup d'habitations ne disposent ni d'eau courante ni de puits.

On aboutit à la conclusion que 27,7% des habitations de Bissau disposent de puits pour leur alimentation en eau potable. Ce qui paraît assez important pour une zone urbaine.

3.2.2.2- L'équipement des habitations en latrines

3.2.2.2.1- Latrines traditionnelles « retrete ». (Cf. figure 34)

Il s'agit de latrines faites sur la base d'une technique très rudimentaire, qui sont à la rigueur très archaïques. Une fosse est creusée dans la cour de la maison. Elle est couverte par une dalle constituée : d'une charpente bien serrée de bois de palmier et d'une couche assez épaisse de ciment mélangé avec du sable. Un petit trou est laissé au milieu de la dalle pour les besoins naturels. Une clôture à base de « Krintim » ou de tôle ou de matière de récupération est dressée. Ces latrines ne disposent ni de toiture ni de trou d'aération.

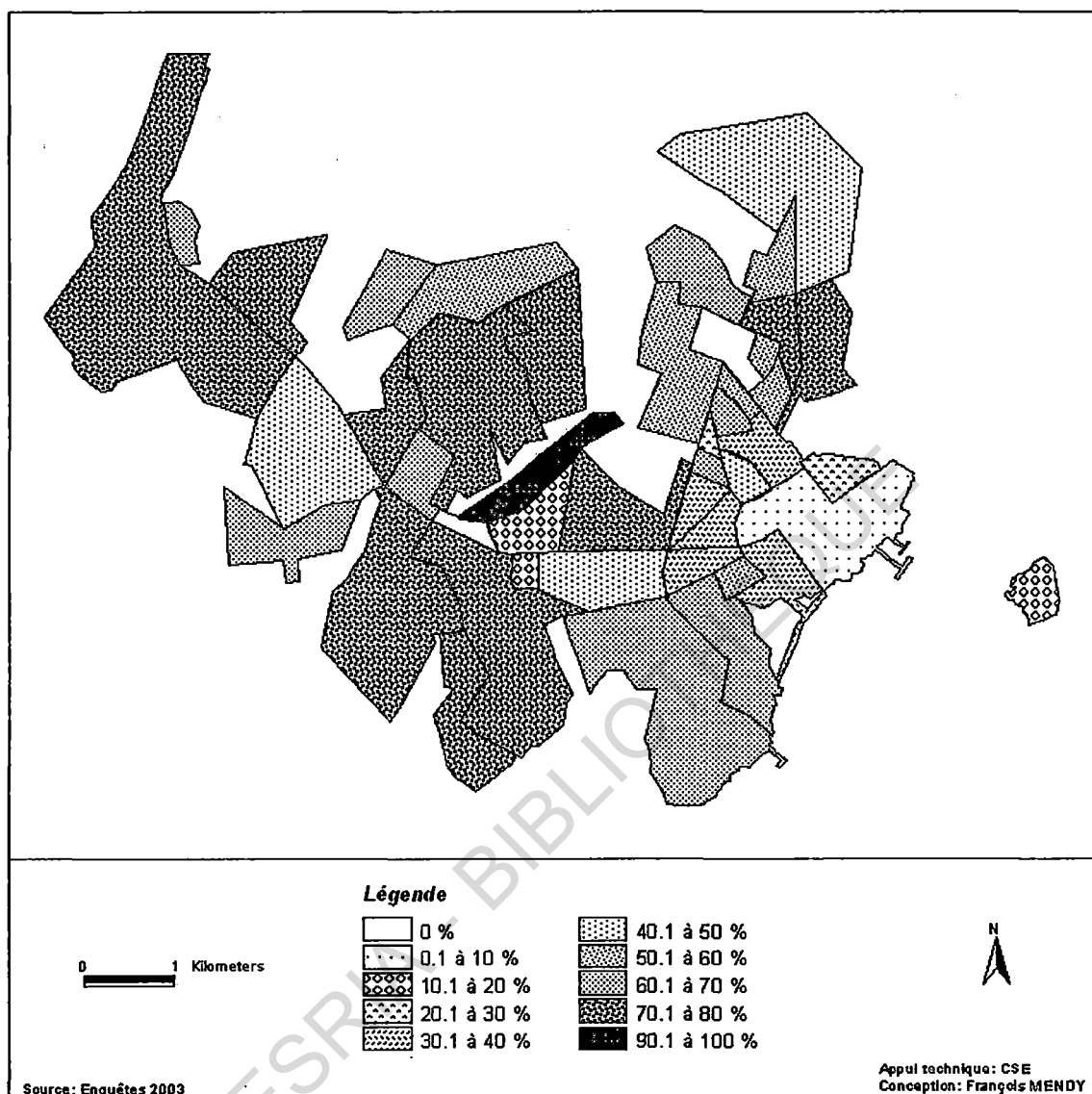


Figure 34 : Densité des habitations équipées de latrines traditionnelles

D'après la *figure 34*, le type de latrines rudimentaires n'existe pas dans les habitations de Bairro Internacional et de Q.G. En outre, le Centre ville et Bairro ajuda I et II ont peu de maisons qui disposent de ces latrines. Eu égard à son paysage peu dégradé et aux comportements de sa population, l'île du Rei constitue une exception.

Les quartiers de la périphérie disposent des taux les plus élevés. Ils sont des quartiers à habitats non planifiés. Le quartier de Nhala a le taux le plus élevé, 93,8%. En définitive, 62,3% des habitations de la capitale disposent de ce type de latrines très rudimentaires. Ce qui est quantitativement important.

3.2.2.2- Latrines conventionnelles ou salle d'eau. (Cf. figure 35)

Il faut comprendre par latrines conventionnelles : un abri bien protégé et une fosse disposant d'un système d'aération, les deux reliés par un tuyau. Ce tuyau qui les lie, incliné vers la fosse est d'un diamètre pouvant permettre la circulation des déchets. Quant à la salle d'eau ou salle de bain, elle dispose d'une plomberie plus moderne (chaise anglaise avec ou sans autres accessoires).

Sur la *figure 35*, les quartiers dont le taux d'équipement en latrines conventionnelles est élevé, sont concentrés à l'Est et au centre de la ville. Il s'agit encore des quartiers structurés dont Bairro Internacional est en tête.

Ce taux se réduit à mesure que l'on progresse vers la périphérie. Cependant, il faut noter que les quartiers restructurés ont un niveau supérieur à 40%. L'île du Rei est le plus faiblement équipée avec 2,4%.

Cela ne veut tout de même pas dire que les habitations qui n'ont pas ces latrines conventionnelles ou salle d'eau, ont forcément les latrines rudimentaires que nous avons vues plus haut. Par contre, certaines maisons combinent les deux : une salle d'eau intérieure et des latrines traditionnelles dehors, dans la cour.

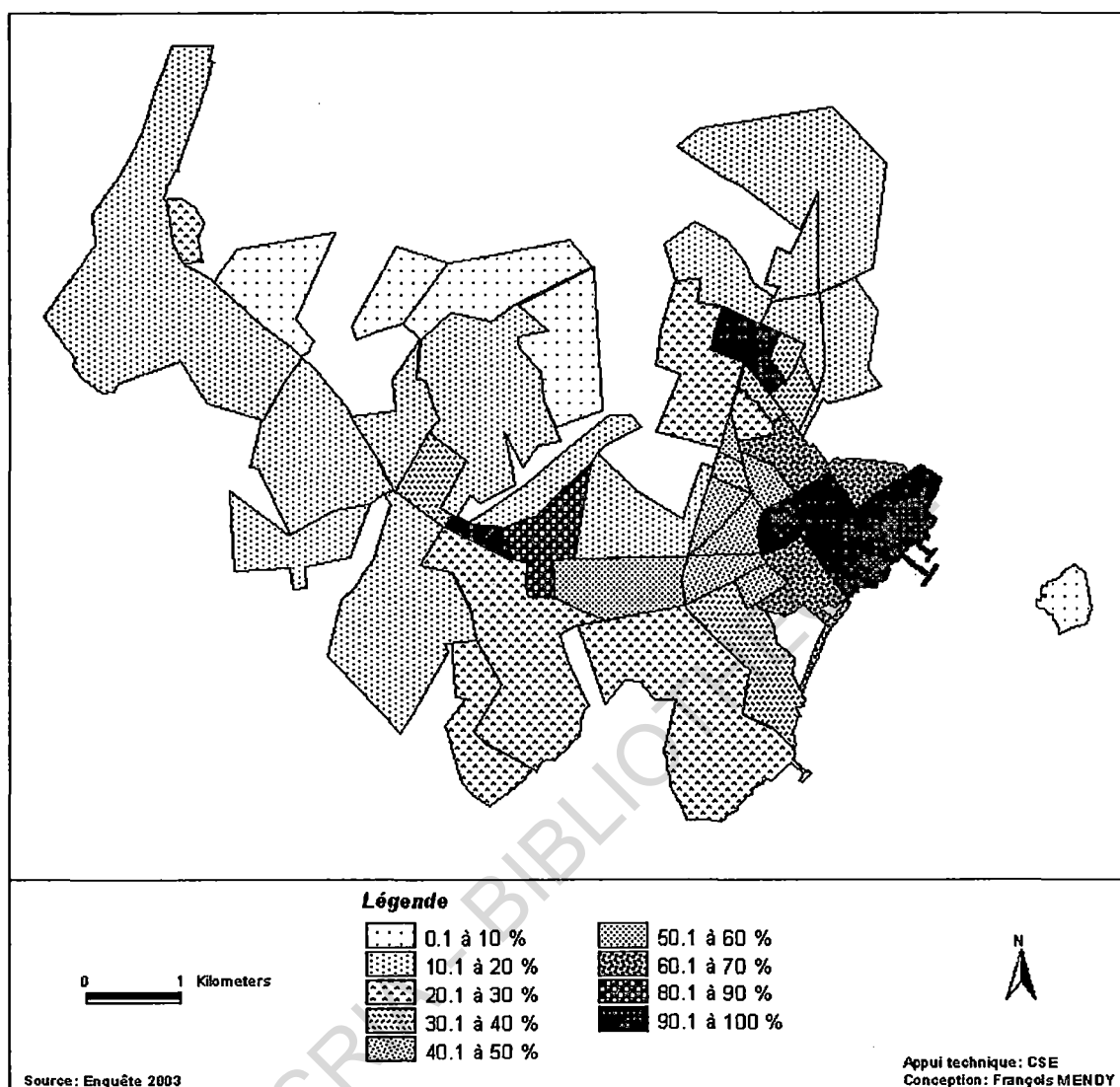


Figure 35 : Densité des habitations équipées de latrines conventionnelles ou salle d'eau

D'une manière globale 26,6% des habitations de Bissau disposent de toilettes qui obéissent aux normes.

3.2.2.2.3- Les habitations non équipées de latrines

En faisant le rapport entre les habitations qui disposent de latrines traditionnelles et celles qui ont des latrines conventionnelles ou salle d'eau, on aboutit à un chiffre de 2450 habitations qui n'ont ni de « retere » ni de salle d'eau, soit 11,1% des habitations de Bissau. Ce chiffre peut être revu à la hausse si l'on considère les maisons qui ont aussi bien des latrines traditionnelles dans l'arrière

cour qu'une salle d'eau intérieure. Généralement, ce sont les habitations où cohabitent plusieurs locataires.

3.2.2.3- Les toitures des habitations

Pour ce qui concerne l'habitat, la toiture est l'élément le plus distinctif surtout à distance ou à vue aérienne. Elle est généralement en pente sur ses quatre côtés pour que l'eau de pluie ne stagne pas. Cependant, quelques habitations de construction définitive ont une toiture qui a deux pentes. Elle peut renseigner sur plusieurs aspects notamment sur le plan économique et social.

3.2.2.3.1- Les habitations couvertes de tuiles. (Cf. figure 36)

Les tuiles sont des plaques d'argile cuite destinées à la couverture de bâtiment. Elles sont conçues de manière à pouvoir s'imbriquer entre elles et sont de couleur rouge. Elles coûtent en général très chères. D'ailleurs, on ne les rencontre que dans les bâtiments de valeur, en construction définitive.

Selon la *figure 36*, les taux les plus élevés de toitures en tuiles se retrouvent à l'Est de la ville. Ils concernent des quartiers structurés tels que Centre ville et Q.G ou semi-structurés notamment Tchada et Chão de Pépel. En dehors, de ce petit noyau le niveau de couverture en tuiles est faible. Aucune habitation dans l'île du Rei, Nhala, Plack I et Psaque ne dispose de toiture en tuiles.

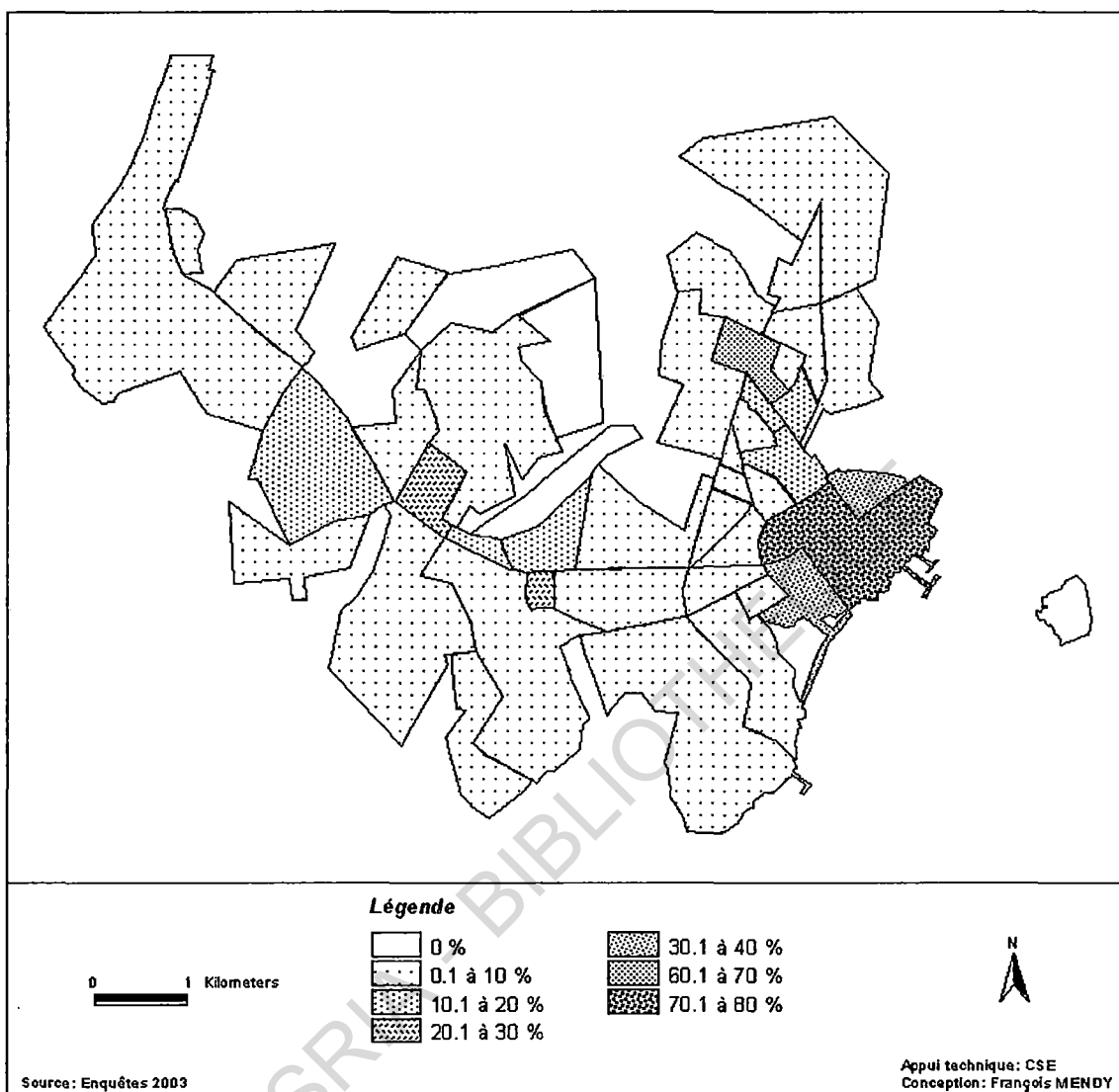


Figure 36 : Densité des habitations couvertes de tuiles

Au total 5,5% des habitations de la ville de Bissau ont une toiture en tuiles rouges. Celles-ci sont peu répandues à Bissau, exception faite du Centre ville et de Q.G. En effet, ces types de toitures ne sont pas à la portée de la population. Les maisons qui le portent sont en majorité des maisons construites par l'administration coloniale.

3.2.2.3.2- Les habitations couvertes de fibrociments. (Cf. figure 37)

Analysant la *figure 37*, on constate que ce type de couverture des habitations est très faible à Bissau. Bairro Internacional a le taux le plus important de la ville. En effet, 87,9% de ses habitations sont couvertes par du fibrociment.

Dans les quartiers non planifiés, les fibrociments sont rares. D'ailleurs les quartiers de Plack I et de São Paulo n'ont pas d'habitations qui disposent de ce type de toiture.

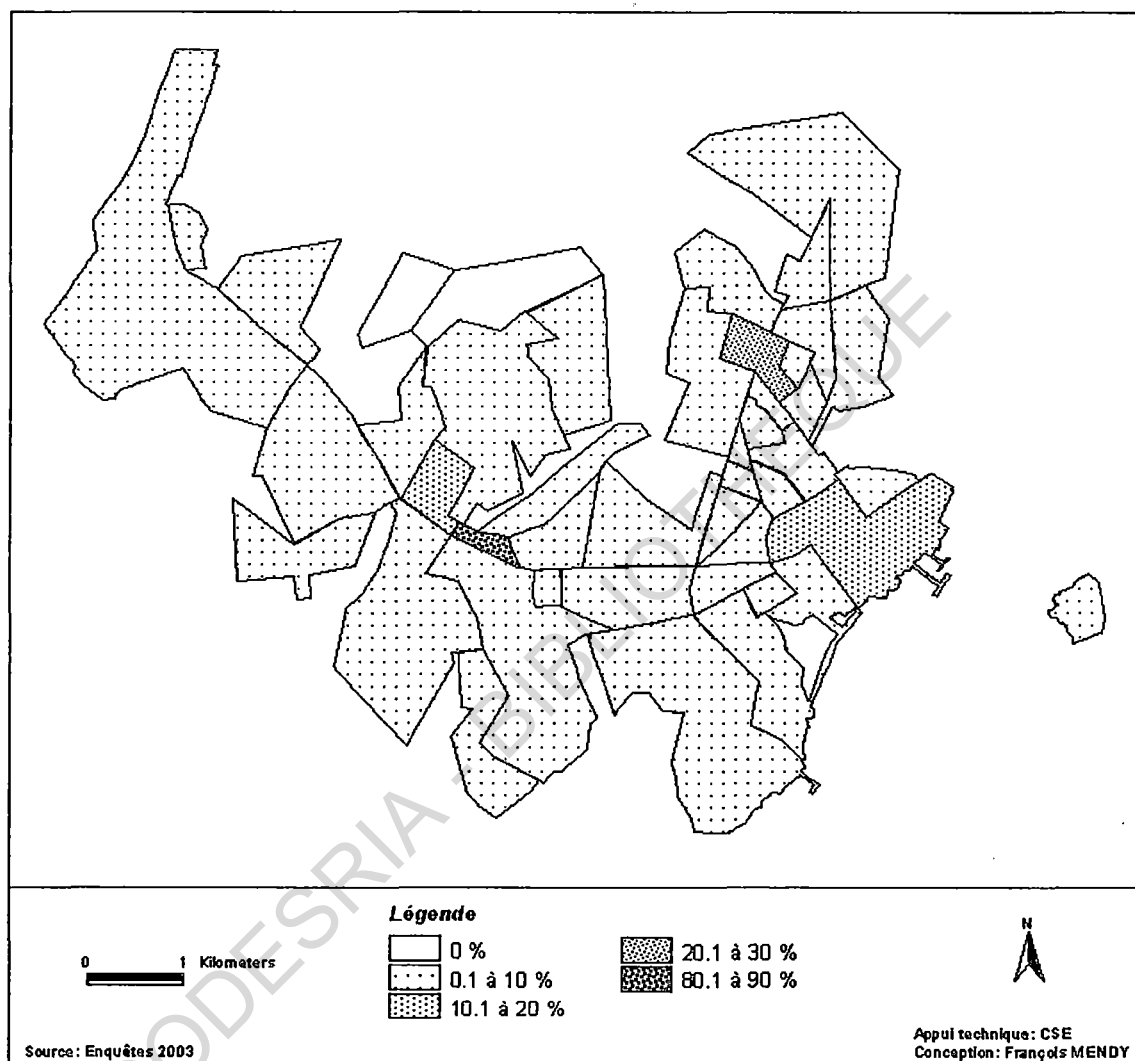


Figure 37 : Densité des habitations dont la toiture est en fibrociment

En définitive, 1,9% des habitations de la ville de Bissau sont couvertes par une toiture en fibrociment. Ces toitures se retrouvent en petit nombre dans les quartiers non planifiés eu égard à leur coût élevé.

3.2.2.3.3- Les habitations couvertes de tôles ondulées.

(Cf. figure 38)

Communément appelées « zincou », les tôles ondulées utilisées généralement pour couvrir les maisons dans la ville ne sont pas galvanisées. Elles sont légères et capables d'être découpées avec un couteau. Elles font environ 2m x 0,85m de dimensions. Par rapport aux autres matières utilisées pour la toiture, celles-ci sont financièrement plus accessibles.

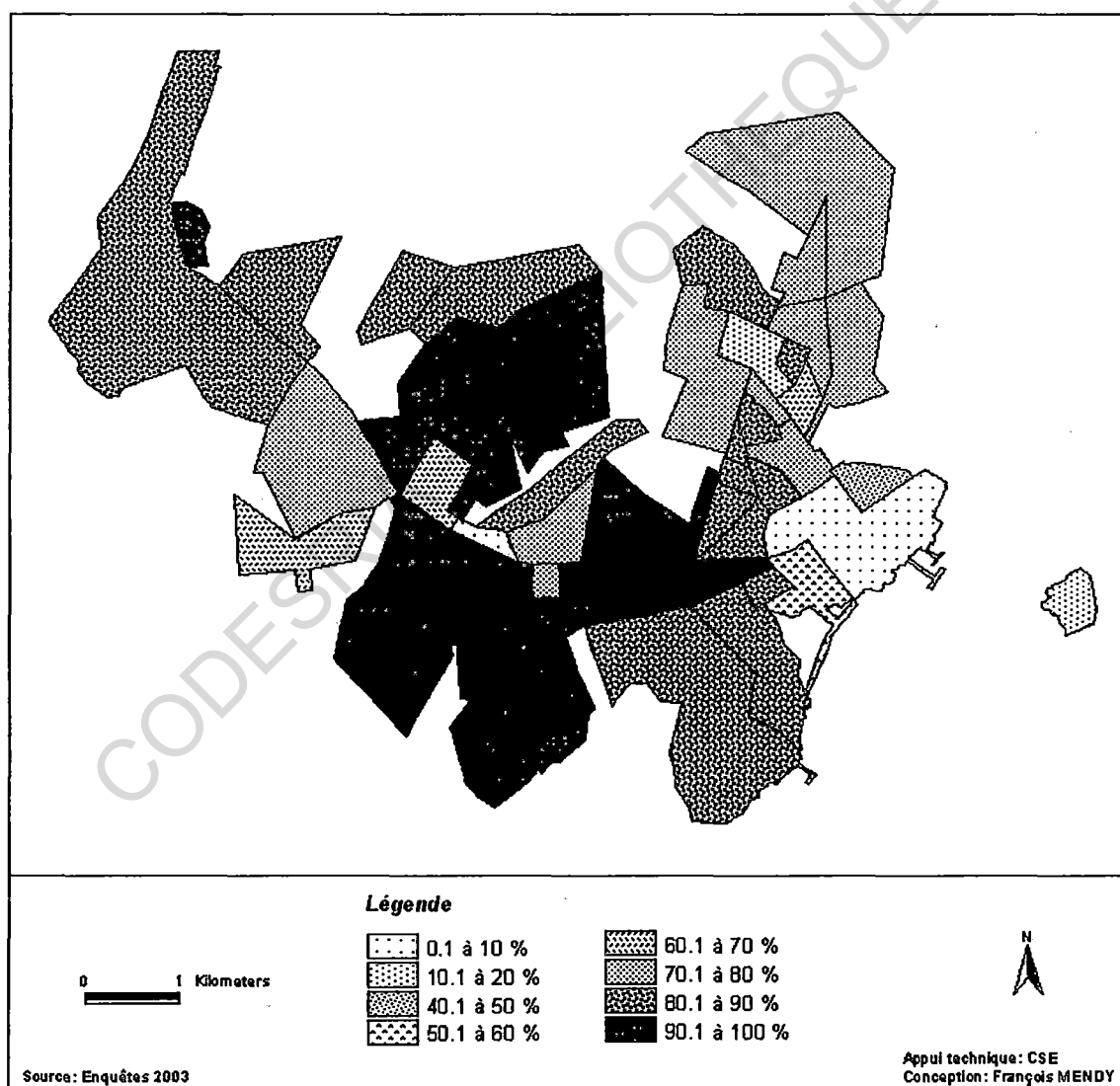


Figure 38 : Densité des habitations dont la toiture est en tôle ondulée

En observant donc la *figure 38* on note que l'usage des tôles ondulées comme toiture est très répandu. En effet, il n'existe pas dans un quartier de Bissau où l'on ne trouve de maison disposant d'une toiture en tôle ondulée. L'écrasante majorité des quartiers a plus de 50% de leurs habitations couvertes de cette matière. Les quartiers qui ont les taux les plus élevés (plus de 90%) sont concentrés au centre de Bissau.

Les quartiers les plus faiblement dotés, dont le taux est inférieur à 50%, sont peu nombreux. Trois (le Centre ville, Tchada et Q.G) sont localisés à l'Est et Bairro Internacional au centre.

A l'exception de Tchada (semi-planifié) et l'île du Rei, ces quartiers dont le taux est inférieur à 50%, sont structurés. Par contre, les quartiers dont les toitures couvrent plus de 50% des maisons ne sont pas planifiés, excepté Bairro Ajuda I et II. La plupart des habitations en banco sont couvertes de tôles ondulées. Les maisons construites sous l'initiative individuelle des citoyens ont généralement une toiture en tôles ondulées.

Au total 83,2% des habitations de toute la capitale, ont une toiture faite de tôles ondulées.

3.2.2.3.4- Les habitations couvertes de tôles de fût

A notre grande surprise nous avons rencontré des habitations dont le toit est fait à base de tôles de récupération. En effet, elles proviennent des fûts métalliques de 200 litres. Coupés verticalement et bien étalés, ils sont utilisés pour couvrir des maisons.

Nous avons répertorié dans 23 quartiers, des habitations qui en possèdent, mais à une proportion comprise entre 0,1 et 1,4%. Dans l'île du Rei par contre, les maisons qui portent ce type de toiture sont nombreuses. En effet, 43,9% des habitations ont un toit en tôle de fûts métalliques.

Il est évident que ce type de toiture n'existe que dans les quartiers non structurés. A l'échelle de Bissau, elles représentent 0,3% des habitations.

3.2.2.3.5- Les habitations couvertes de chaume. (Cf. figure 39)

Grâce aux précipitations importantes, la paille est abondante en Guinée-Bissau. De plus, elle est de bonne qualité. Il faut souligner qu'auparavant, elle était presque l'unique matière utilisée par les autochtones pour couvrir leur habitat. Aujourd'hui, elle a perdu du terrain dans la ville à cause de la modernité et des contraintes qu'elle présente. Après une certaine durée, la paille vieillit au point qu'il faut renforcer la couche avant chaque hivernage ou la renouveler entièrement ; ce qui constitue un inconvénient majeur d'autant que les autres types de toitures ont une durée de vie assez longue.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

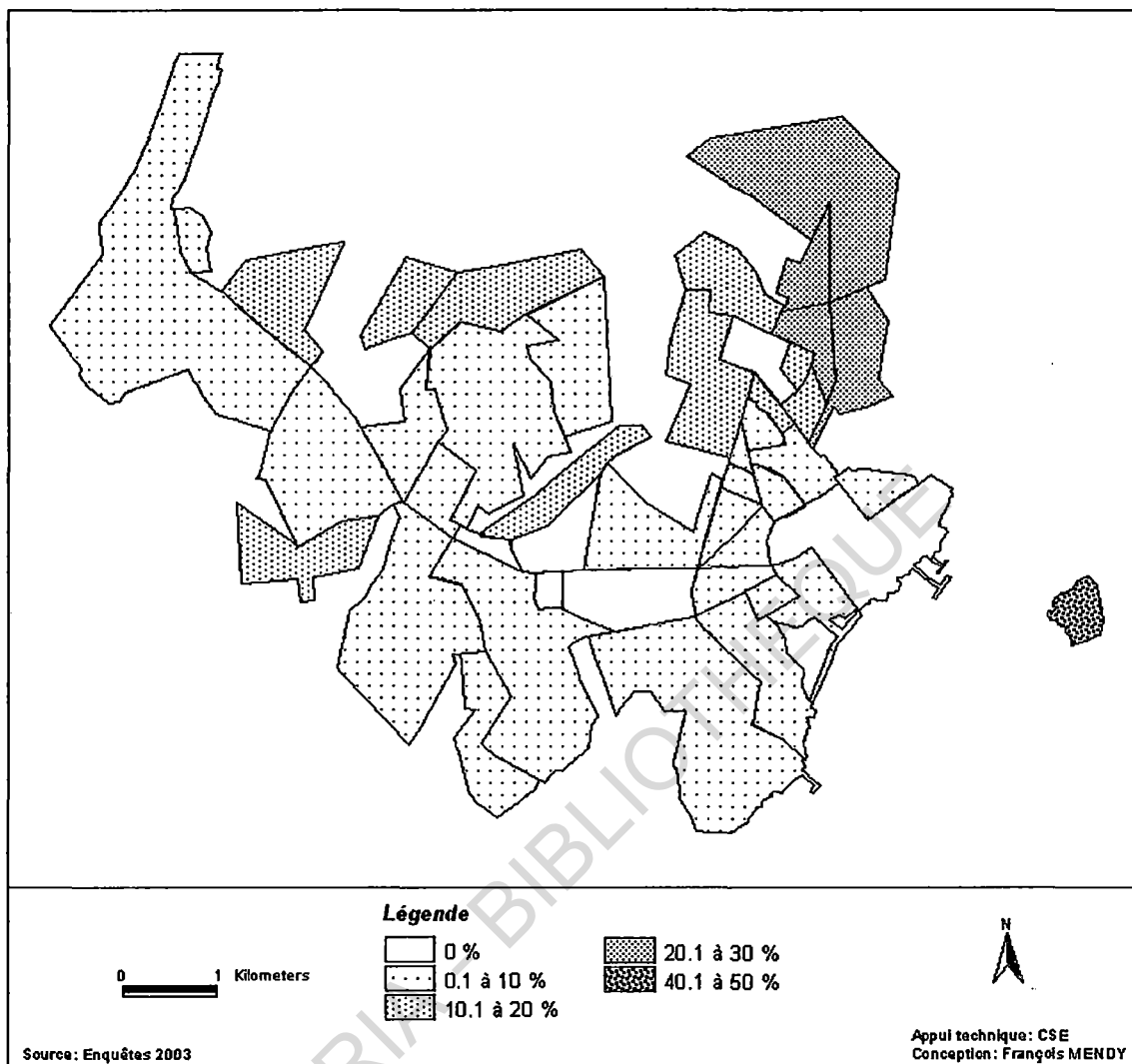


Figure 39 : Densité des habitations dont la toiture est en chaume

Nous constatons sur la *figure 39*, que les quartiers dont les habitations ne sont pas couvertes de chaume, sont localisés au centre et à l'Est de Bissau. Ils sont au nombre de six notamment Bairro Ajuda I et II, Bairro Internacional, Belem, le Centre ville et Q.G. A l'exception de Belem, ils sont tous des quartiers planifiés.

En revanche, il en existe dans les quatre quartiers de la ville. Ceux qui ont des taux les plus élevés sont concentrés au Nord. Enfin l'île du Rei a la proportion la plus importante : 41,5% de ses maisons sont couvertes de chaume. Ainsi, les toitures en chaume ne se rencontrent que dans les quartiers non structurés.



Par ailleurs, on trouve principalement les toitures en chaume dans les vieux quartiers pépels, mais aussi parmi les habitants très conservateurs ou pauvres.

3.2.2.3.6- Les habitations couvertes de dalle de béton

Une toiture en dalle de béton est rare à Bissau. En effet, quelques unes ont été rencontrées dans neuf quartiers de la ville. Sur toute l'étendue de la capitale, on répertorie 38 habitations qui sont couvertes en dalle, cependant on trouve des toitures en dalle un peu dans les bâtiments à usage commercial ou administratif.

3.2.3- L'accès des habitations aux services de base

3.2.3.1- Branchements au réseau d'adduction d'eau. (Cf. figure 40)

La figure ci-dessous représente la densité des branchements d'eau courante domestiques dans les quartiers de Bissau. Le nombre d'habitations qui sont branchées au réseau a été divisé au nombre total d'habitation du quartier. Cela donne un taux qui représente le niveau de branchement du quartier.

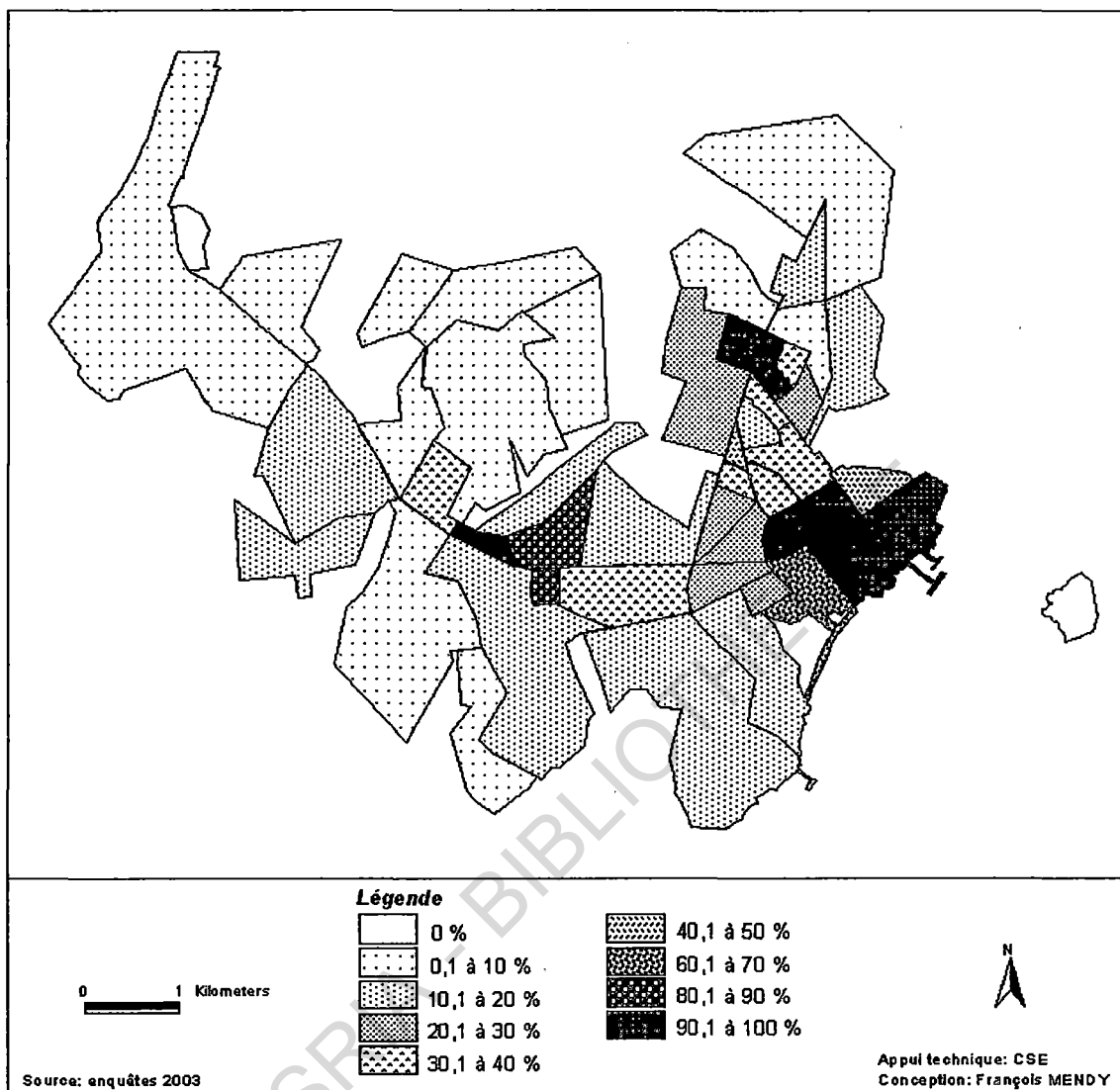


Figure 40 : Branchements d'eau des habitations dans les quartiers de Bissau

Pour ce qui concerne les niveaux de branchement les plus élevés (supérieurs à 50%), deux noyaux se dégagent sur la *figure 40*, un groupe de quartiers au centre et un autre à l'Est. Q.G se singularise au Nord. Ils représentent les quartiers planifiés de la ville.

Autour de ces noyaux se greffent les quartiers qui ont un niveau supérieur à 10%. Ce sont les quartiers qui ont bénéficié d'une extension du réseau à cause de leur proximité. Il s'agit de quartiers non structurés et pauvres.

Enfin autour de cette auréole gravitent les quartiers enclavés. Leur accès est très faible, inférieur à 10%. Il s'agit de quartiers pauvres et certains d'entre eux sont récents. L'île du Rei n'a pas accès au réseau d'adduction d'eau de la ville.

La conclusion qui se dégage est que ce sont naturellement les quartiers structurés ou réguliers qui ont un niveau d'accès à l'eau courante le plus élevé de la ville, parce qu'ils étaient viabilisés avant leur construction, tandis que dans la lointaine périphérie, l'accès est très faible parce qu'ils sont éloignés du réseau et leur branchement requiert des demandes individuelles et non groupées.

Enfin, à l'échelle de toute la ville de Bissau, 17% seulement des habitations ont accès à l'eau courante soit 3772 maisons.

3.2.3.2- Branchements au réseau public d'électricité.

(Cf. figure 41)

Pour ce qui concerne le réseau public, l'électricité est produite par la centrale électrique de la ville de Bissau. Elle est exploitée et distribuée par la société publique EAGB (Electricidade e Agua de Guiné-Bissau qui signifie électricité et eau de la Guinée-Bissau).

En observant la *figure 41*, les quartiers qui ont les taux de branchement supérieurs à 50% forment un noyau concentré à l'Est et qui déborde vers le centre de la ville ; mais ceux qui sont structurés, ont les taux les plus élevés. Ils sont suivis par les « vieux quartiers africains »

Par contre, les quartiers qui sont à la périphérie de ce noyau ont des taux inférieurs à 50%. Ils représentent les quartiers non structurés.

L'île du Rei n'a pas accès au réseau de distribution électrique de la ville : sa position géographique est la principale cause de son enclavement.

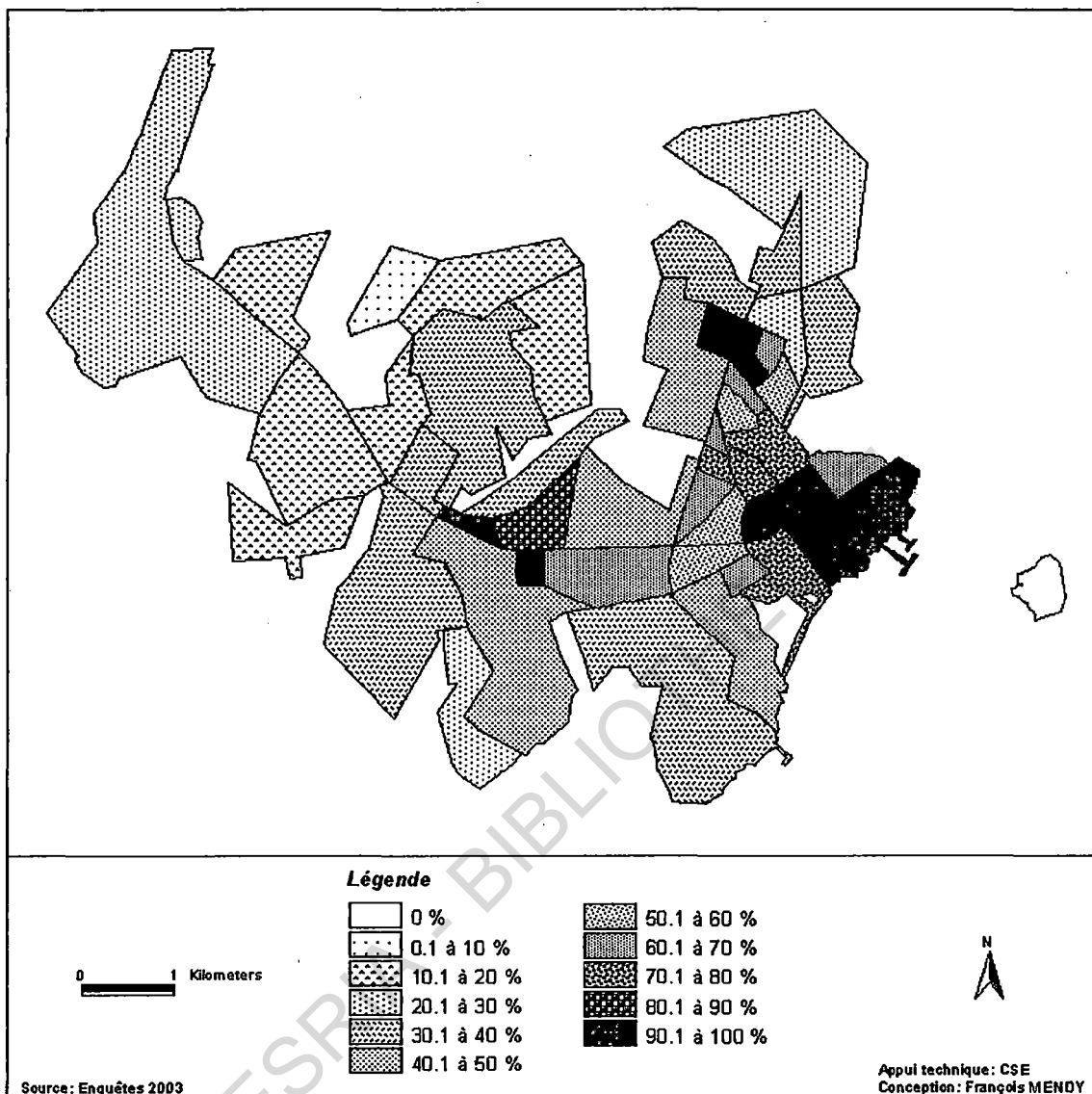


Figure 41 : Branchements des habitations au réseau public d'électricité

En définitive 40,7% des habitations de Bissau sont branchées sur le réseau de EAGB. Etre branché au réseau public de distribution d'électricité et disposer réellement d'électricité sont deux réalités différentes, car l'une n'inclut pas nécessairement l'autre.

D'autre part, un phénomène inédit est apparu dans la ville de Bissau. Il s'agit de la naissance de petits réseaux de distribution électrique. Pour palier aux pénuries d'électricité, certains résidents nationaux ou étrangers et même des entreprises, ont

installé leur groupe électrogène de grande puissance pour s'alimenter et distribuer du courant au voisinage gratuitement ou en échange d'une somme forfaitaire.

3.2.3.3- Branchements au réseau public de téléphone.

(Cf. figure 42)

Pour ce qui concerne le réseau public du téléphone, il est géré par la société Guinée-telecom.

Remarquons sur la *figure 42* ci-dessous, que les quartiers qui ont un taux d'accès de plus de 50% forment deux noyaux à l'Est et au centre de Bissau. Q.G s'individualise un peu plus au Nord. A l'exception de Chão de Pépel qui est semi-structuré, ces quartiers sont planifiés.

Le reste des quartiers a un taux en dessous de la moyenne. Cependant, ceux qui sont proches de ces noyaux denses ont des taux supérieurs à 10%. Par contre, les niveaux les plus faibles concernent la lointaine périphérie Nord. L'île du Rei n'a pas accès au réseau de téléphone de la ville de Bissau.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

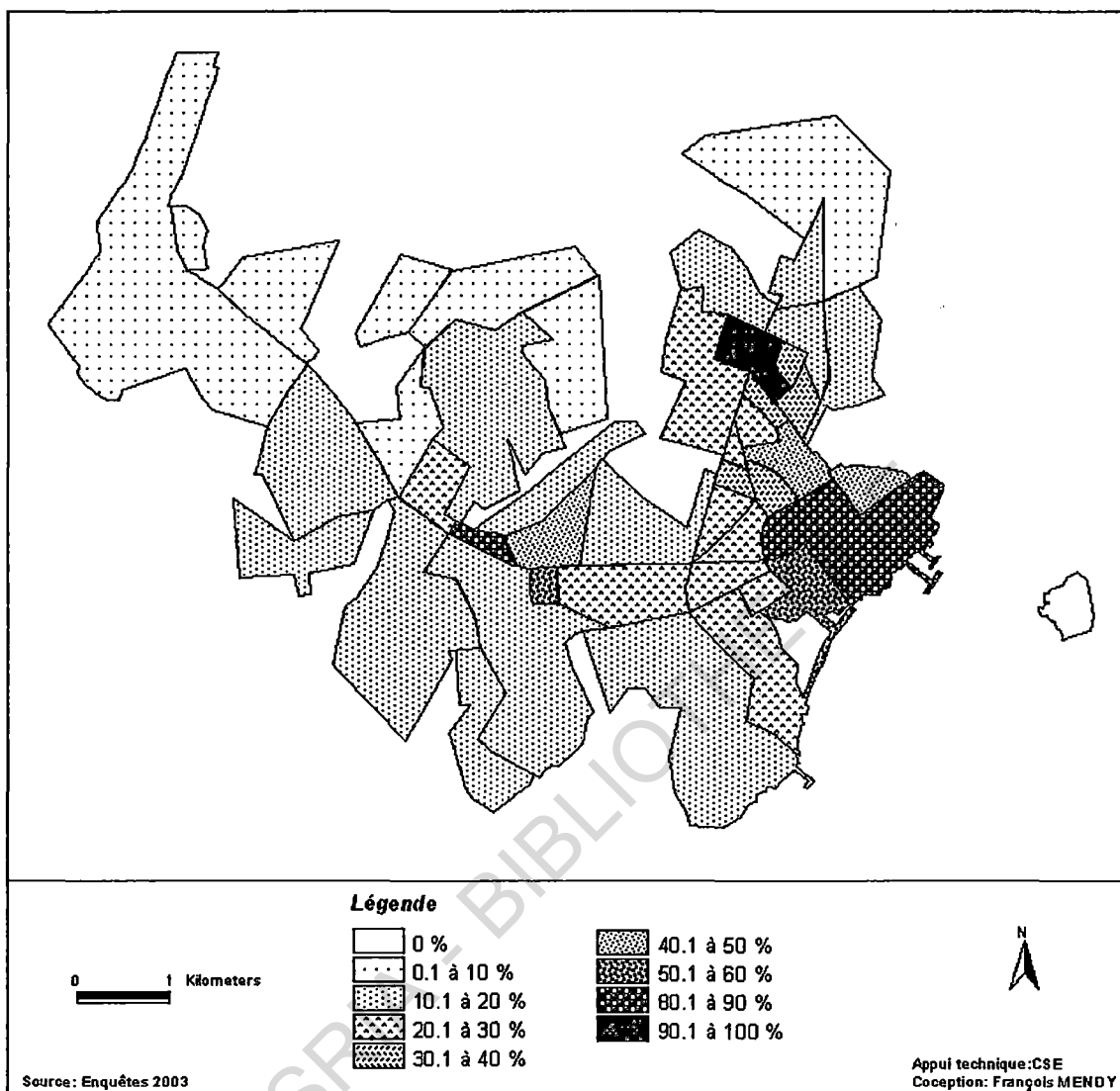


Figure 42 : Branchements des habitations au réseau de téléphone

Retenons que 19,6% des habitations de la capitale Bissau disposent de téléphone fixe. Cependant, depuis deux ans, deux réseaux de téléphone mobile sont installés dans le pays.

3.2.3.4- Branchements au réseau d'évacuation des eaux usées

Quant à l'existence réelle d'égouts dans la ville de Bissau, les avis sont partagés. L'évidence voudrait qu'une ville capitale comme Bissau dispose d'un système d'évacuation des eaux usées ne serait-ce qu'au centre ville dans l'habitat planifié, mais certains techniciens pensent qu'il n'existe pas un réseau d'égouts dans

la ville. Pour eux, les habitations du Centre ville disposent tout simplement de fosses perdues. Cette situation se trouve facilitée par la grande capacité d'absorption du sol. Pendant les enquêtes, nous n'avons pas trouvé de traces d'égout. Malheureusement, il ne nous était pas possible matériellement d'opérer des investigations plus poussées.

Bref, retenons que si réellement un système d'évacuation d'eaux usées existe à Bissau, il ne concernerait que le Centre ville soit 95,2% de ses habitations, soit 1,6% des habitations de toute la capitale.

3.3- ANALYSE ET INVENTAIRE DES INFRASTRUCTURES SOCIALES DANS LA VILLE BISSAU

L'analyse et l'inventaire vont porter sur les infrastructures et services sociaux collectifs qui sont installés dans les quartiers. Ce qui permettra de montrer leur densité et leur répartition.

3.3.1- Les bornes-fontaines. (Cf. figure 43)

Sur toute l'étendue de la ville, 70 bornes-fontaines ont été recensées. Les dernières ont été installées par le projet de restructuration des quartiers de Bissau PMBB. Celles-ci sont très sollicitées par la population, car certains citoyens, conscients des risques que comporte l'eau des puits, préfèrent puiser l'eau des bornes-fontaines pour l'alimentation domestique.

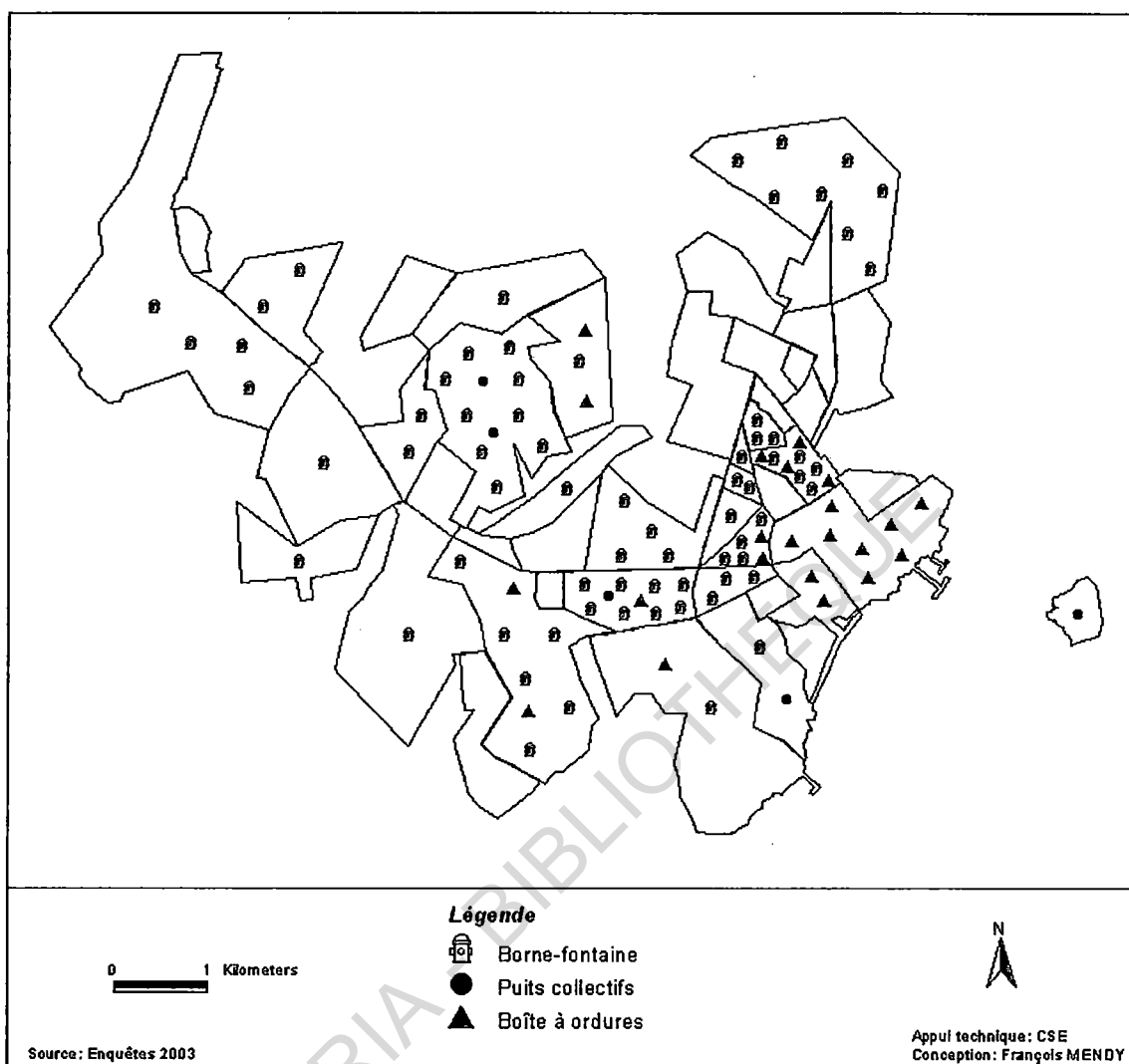


Figure 43 : Densité des bornes-fontaines, puits collectifs et boîtes à ordures dans les quartiers de Bissau

A travers la *figure 43*, on perçoit que 23 quartiers sont équipés de bornes-fontaines. Leur nombre varie de 1 à 9 par quartier.

Les quartiers les plus dotés sont éparpillés sur le territoire. Apparemment leur nombre n'obéit à aucune logique. Ceux qui ont plus de quatre bornes-fontaines sont localisés au centre et dans la périphérie Nord et Sud. A l'exception de Cupelom de Baixo, ils sont des quartiers très vastes et qui avaient un niveau de branchement à l'eau courante faible.

Les quartiers qui disposent de moins de cinq bornes-fontaines sur leur territoire sont en général très éloignés dans la périphérie de la ville. Leur taux de branchement au réseau d'adduction d'eau est encore plus faible. Pourtant certains de ces quartiers notamment Quelele, Zone industrielle de Brá, Bandim I et Plack II ont une superficie importante.

Parmi les quartiers qui ne sont pas dotés de bornes-fontaines, 15 ne sont pas planifiés. Pourtant, quatre parmi eux ont un niveau de branchement d'eau courante inférieur à 10%. Deux quartiers en l'occurrence île du Rei et Psaquil n'ont ni borne fontaine, ni eau courante. Le cas de l'île du Rei peut se justifier par son enclavement.

La répartition de cet équipement est très inégale dans l'espace de la ville de Bissau, mais aussi à l'intérieur des quartiers ; ce qui rend l'accès plus difficile pour les femmes.

3.3.2- Les puits collectifs. (Cf. figure 43)

Etant donné que les puits domestiques sont très courants dans la ville, les puits collectifs sont peu répandus. Généralement, ils sont de grand diamètre et plus profond que les autres et sont financés pour la plupart par des bailleurs de fonds arabes.

Sur l'ensemble de la ville, ces puits sont au nombre de cinq, localisés dans les quartiers de Bairro Militar, Belem, Bandim II et l'île du Rei.

3.3.3- Les boîtes et conteneurs à ordures. (Cf. figure 43)

Certaines sont à pédale et de faible volume, d'autres sont des conteneurs de plusieurs mètres cubes, placés à certains endroits pour recueillir les ordures ménagères.

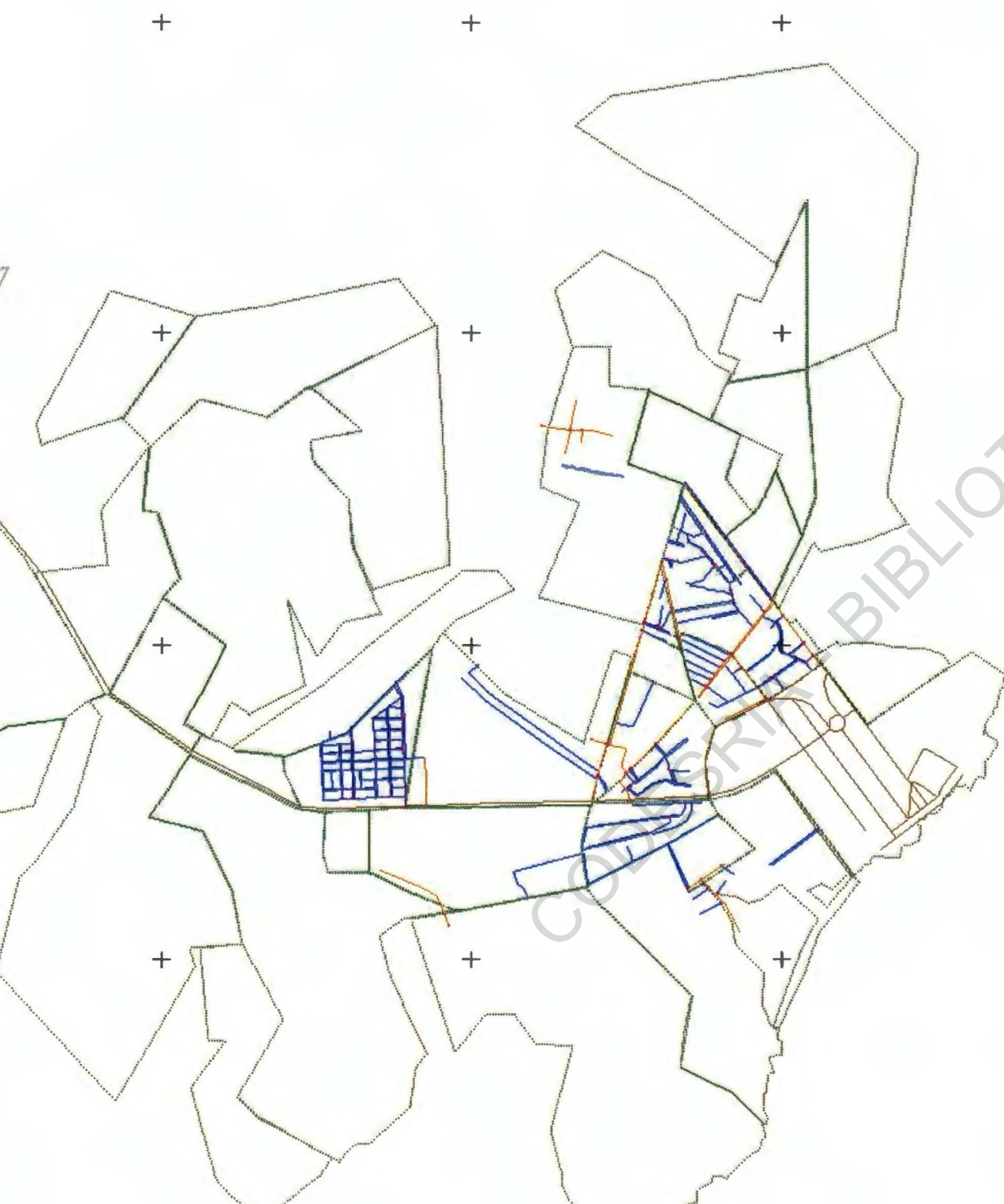
Dans toute la ville, 22 boîtes ont été recensées. Cela paraît insuffisant comme nombre. Le Centre ville est le quartier le plus doté, mais ce sont

généralement les boîtes à pédale. La répartition des poubelles est inégale car le Nord et l'Ouest de la ville ne disposent pas de boîtes à ordures.

3.3.4- Les canaux de drainage des eaux de pluie (Cf. carte 12)

Pour ce qui concerne la ville de Bissau, son réseau est constitué de canaux d'évacuation classés en trois catégories : les canaux souterrains, les grands canaux à ciel ouvert et les petits canaux à ciel ouvert.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE



Légende

- Direction du drainage
- Canaux souterrains
- Petits canaux à ciel ouvert
- Grands canaux à ciel ouvert
- Limites des quartiers



Carte 12
Bissau: réseau de drainage
des eaux pluviales

- Les canaux souterrains : ayant à peu près un mètre de profondeur et de largeur, ils sont creusés au niveau du trottoir. Ils communiquent avec des tuyaux enfouis dans la chaussée. Ces canaux se rencontrent uniquement au Centre ville, dans ses grands axes, notamment les avenues Pansau Na Isna, Amilcar Cabral, Domingos Ramos, Osvaldo Vieira et celle qui aboutit au siège des Nations Unies, de même l'avenue 14 Novembre en dispose.

- Les Grands canaux à ciel ouvert : ils font plus d'un mètre de profondeur et de largeur. Les uns sont aménagés avec du béton tandis que les autres sont tout simplement creusés. Ils sont les déversoirs des petits canaux, si bien qu'il y circulent des volumes très importants d'eau.

- Les petits canaux à ciel ouvert : ce sont des canaux de moins d'un mètre de profondeur et d'un demi-mètre de largeur. Ils sont aménagés le long des rues et passent sur la devanture des habitations. Leur rôle est de conduire les eaux pluviales vers les grands canaux. Ils constituent une marque saillante des quartiers qui ont été restructurés grâce au projet de restructuration des quartiers de Bissau des années 80. Il s'agit principalement de Cupelom de Cima, Baixo, Reno Gambiada, Mindará et Belem. Cependant Bairro Ajuda I et II, Rossio, Calequir, et Pefine ont reçu ces aménagements. Dans ces quartiers, le réseau de drainage est très dense.

En se référant à la *carte 12*, on observe que le réseau de drainage des eaux pluviales est concentré au centre-Est de la ville. Il réunit des quartiers structurés mais plus encore des quartiers non planifiés. Leur réseau est généralement dense. Par contre dans la périphérie, le réseau est faible voire inexistant.

Ainsi, il y a une grande disparité dans la répartition du réseau de drainage des eaux pluviales. Généralement le réseau des quartiers non structurés est aussi dense que celui des quartiers planifiés. Cependant, le réseau des quartiers non structurés est récent et il est installé par le projet de restructuration des quartiers de Bissau PMBB.

Le drainage des eaux pluviales est facilité par la perméabilité du sol, mais aussi par la présence des zones inondées qui entourent une bonne partie du périmètre de l'espace bâti.

Cependant, il faut signaler que pour des problèmes techniques, quelques canaux n'ont pas pu être répertoriés sur la carte.

3.3.5- Les infrastructures éducatives

3.3.5.1- Les institutions préscolaires. (Cf. figure 44)

Au cours des enquêtes, les garderies d'enfants et les jardins d'enfants ont été classés au même titre.

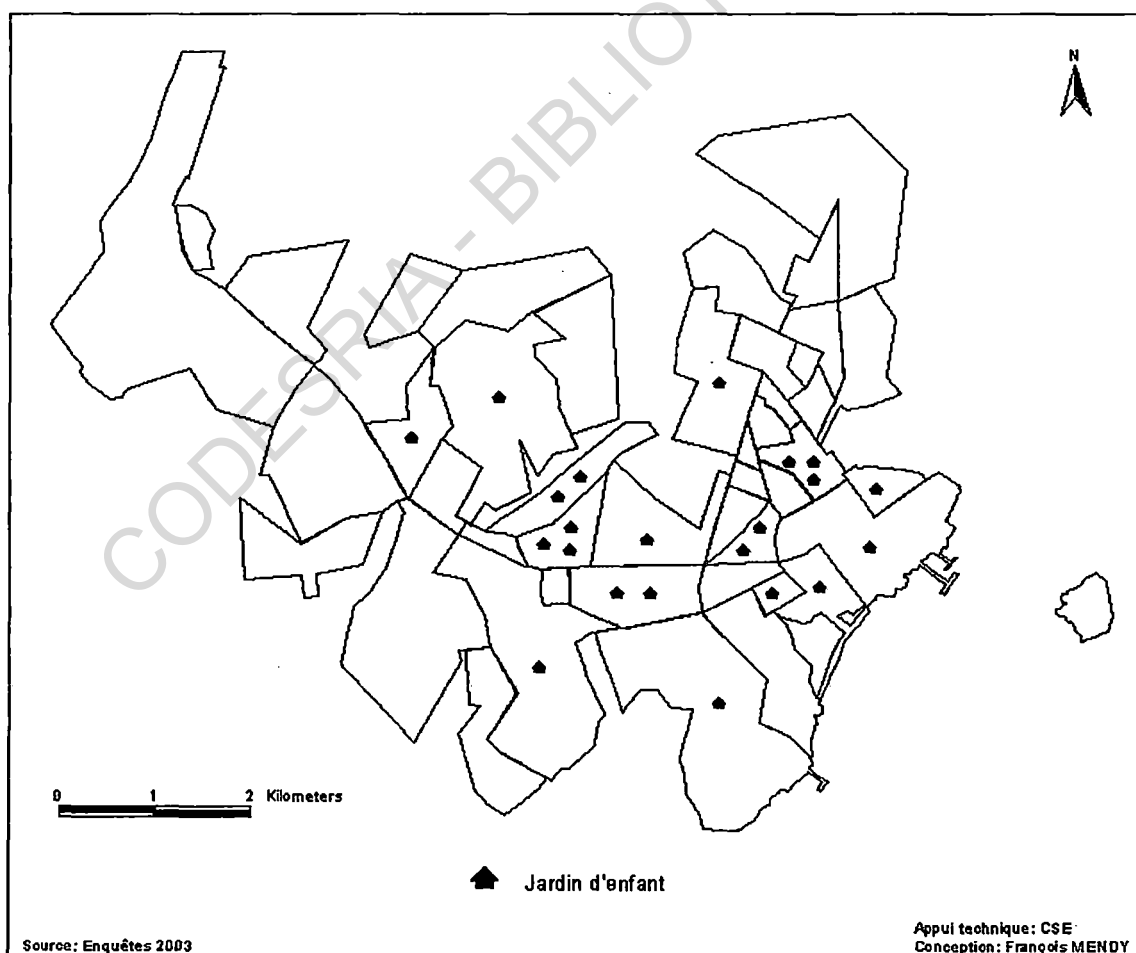


Figure 44 : Densité des institutions préscolaires dans les quartiers de Bissau

Les institutions préscolaires sont concentrées dans les quartiers du centre Bissau. Les quartiers qui ont plus de jardins d'enfants sont peu étendus et forment un noyau au centre, tandis que les quartiers les plus vastes qui en n'ont qu'un seul forment une auréole autour des premiers.

Par contre, il n'y a pas de jardins d'enfants au Nord et à l'Ouest de la ville. Ce qui constitue un déséquilibre entre le centre et le Nord et l'Est de la ville. Au total, il y a 22 jardins d'enfants dans toute la ville de Bissau.

3.3.5.2- Les écoles primaires. (Cf. figure 45)

Le système scolaire de la Guinée-Bissau est calqué sur celui des Portugais. Le cycle primaire comporte quatre niveaux d'étude, de la 1^{ère} à la 4^{ème}. La *figure 45* ne distingue pas les écoles primaires publiques des établissements primaires privés. Il faut reconnaître qu'il y a une recrudescence du secteur privé, au point qu'il est devenu numériquement plus important.

CODESRIA - BIBLIOTHÈQUE

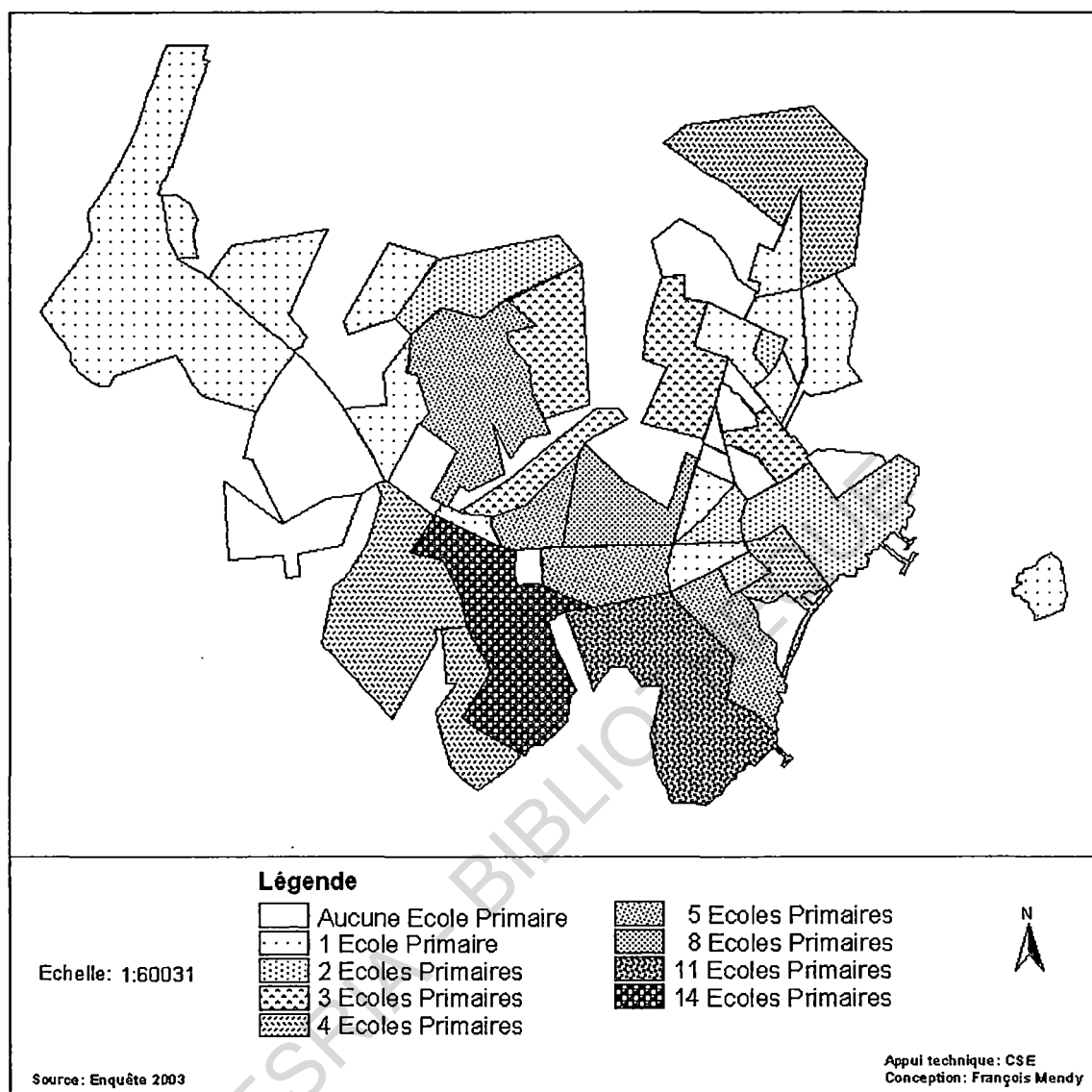


Figure 45 : Densité des écoles primaires dans les quartiers de Bissau

On constate sur la *figure 45* que les quartiers qui ont plus de la moyenne, en l'occurrence sept écoles primaires sur leur territoire, sont localisés au centre.

En revanche, les quartiers qui ont un nombre d'écoles en dessous de la moyenne sont concentrés à l'Est et à l'Ouest de la ville.

La densité d'écoles primaires dans les quartiers diminue au fur et à mesure que l'on s'éloigne du centre de la ville. Les quartiers planifiés sont parmi les localités qui ont le nombre d'écoles primaires le plus bas. En outre, les quartiers de grande superficie et qui sont les plus peuplés, abritent plus d'écoles primaires sur leur

territoire. Par contre, les quartiers qui ont les plus fortes densités de population, ont peu d'écoles. Parmi ces quartiers, certains notamment Calequir, Amdalai et Pefine, ne disposent pas d'école primaire sur leur territoire.

En définitive, 105 écoles primaires fonctionnaient en 2003 sur le territoire de Bissau. Cependant, il y a un couac car si l'on tenait compte des conditions matérielles, didactiques, du personnel et autres, beaucoup d'écoles seraient retranchées de la liste.

3.3.5.3- Le cycle intermédiaire ou « ciclo ». (Cf. figure 46)

Ce sont des classes intermédiaires entre le primaire et le secondaire. Le « ciclo » peut être comparé au cours moyen du système éducatif sénégalais, c'est à dire la cinquième et la sixième année du cycle primaire. Cependant, dans ce « ciclo », il ne s'agit plus d'un seul enseignant qui a en charge la classe, mais de plusieurs comme au secondaire.

Par ailleurs, il faut souligner que dans le secteur privé, ces « ciclo » sont souvent logés ensemble avec les autres niveaux. Cependant, dans le public en général, ils sont isolés du reste ou construits seuls dans leur site.

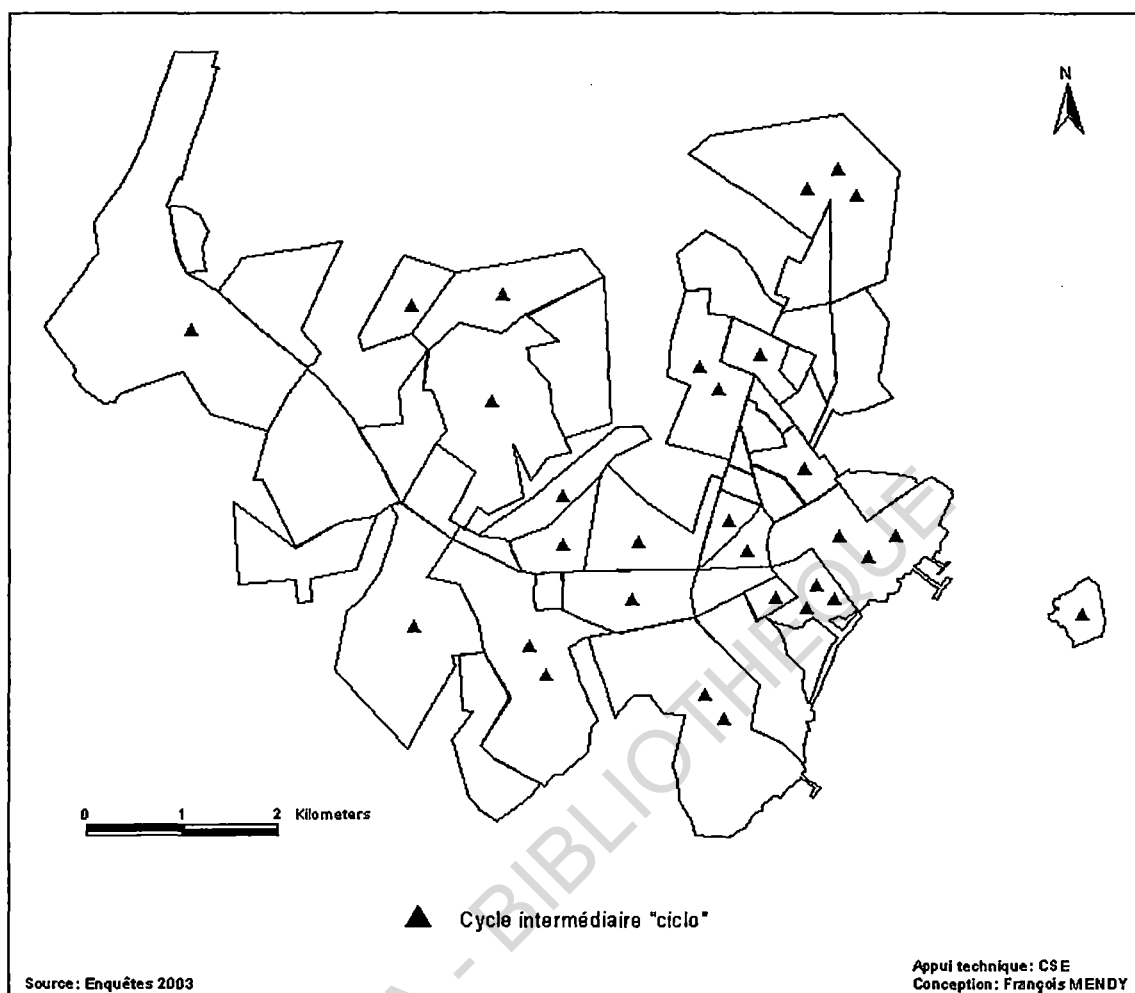


Figure 46 : Densité des cycles intermédiaires « ciclo » dans les quartiers de Bissau

Comme on peut l'observer sur la *figure 46*, plus de la moitié des quartiers de Bissau n'a pas de cycle intermédiaire sur leur territoire.

Par contre les cycles intermédiaires sont dispersés sur l'étendue du territoire de la ville. Cette situation a créé des noyaux de quartiers sans établissement, à l'Ouest (Zone industrielle, Enterramento et Brá), au Nord-Est (Empantcha, Lala Quema, Pluba I et II) et au centre-Est (Cupelom de Cima, Amdalai, Pefine, Calequir et Rossio).

Par ailleurs, les quartiers les plus peuplés et ceux qui ont les plus importantes densités de population, ont peu de « ciclo ». Certains, en l'occurrence Calequir, Cupelom de Cima, Amdalai et Mindara n'en disposent pas. Enfin, le nombre de « ciclo » sur l'ensemble du territoire de Bissau est faible.

3.3.5.4- Les établissements secondaires. (Cf. figure 47)

L'enseignement secondaire comporte cinq classes, de la septième à la onzième année. Il est communément appelé « liceu ».

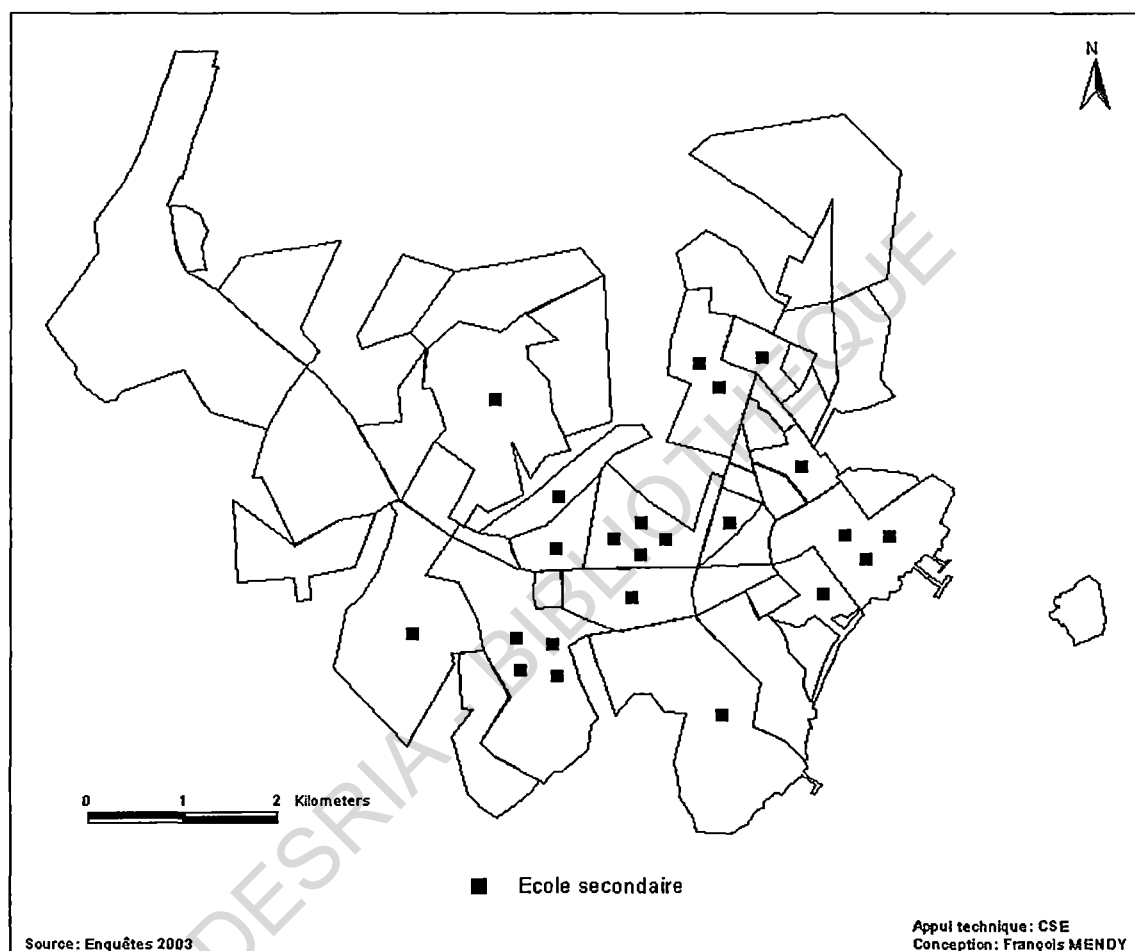


Figure 47 : Densité des établissements secondaires dans les quartiers de Bissau

La *figure 47*, nous montre les établissements secondaires concentrés dans les quartiers du centre et de l'Est de la ville ; de même ceux qui ont les plus fortes concentrations sont au centre.

Par conséquent, les quartiers qui en ont peu, sont dispersés entre les quartiers de forte concentration. La périphérie est vide, aussi bien au Nord qu'à l'Ouest. Un noyau vide est localisé à l'Est, parmi les quartiers qui ceignent le Centre ville. Ainsi, 31 quartiers n'abritent pas un établissement secondaire sur leur territoire.

Il en résulte que la concentration des établissements secondaires s'amointrit au fur et à mesure que l'on s'éloigne du centre de Bissau. Par ailleurs, les quartiers non structurés ont les plus fortes concentrations d'établissements secondaires. Ils sont d'ailleurs parmi les plus peuplés. Cependant, les quartiers les plus étendus en surface, à l'exception de Cuntum, ont moins d'établissements voire pas du tout. Les quartiers de forte densité de population, à l'exception de Sintra-Nema et Cupelom de Baixo, ne disposent pas d'établissement secondaire sur leur territoire.

Mais à quelques exceptions près, les plus grands lycées de la ville sont concentrés au Centre ville et à Missira et sont presque publics. Au total 23 établissements secondaires fonctionnaient en 2003 sur le territoire de Bissau.

3.3.5.5- Les écoles de formation professionnelle. (Cf. figure 48)

La formation professionnelle concerne aussi bien le secteur technique que le secteur de l'art, mais aussi toute autre forme de formation.

CODESRIA - BIBLIOTHÈQUE

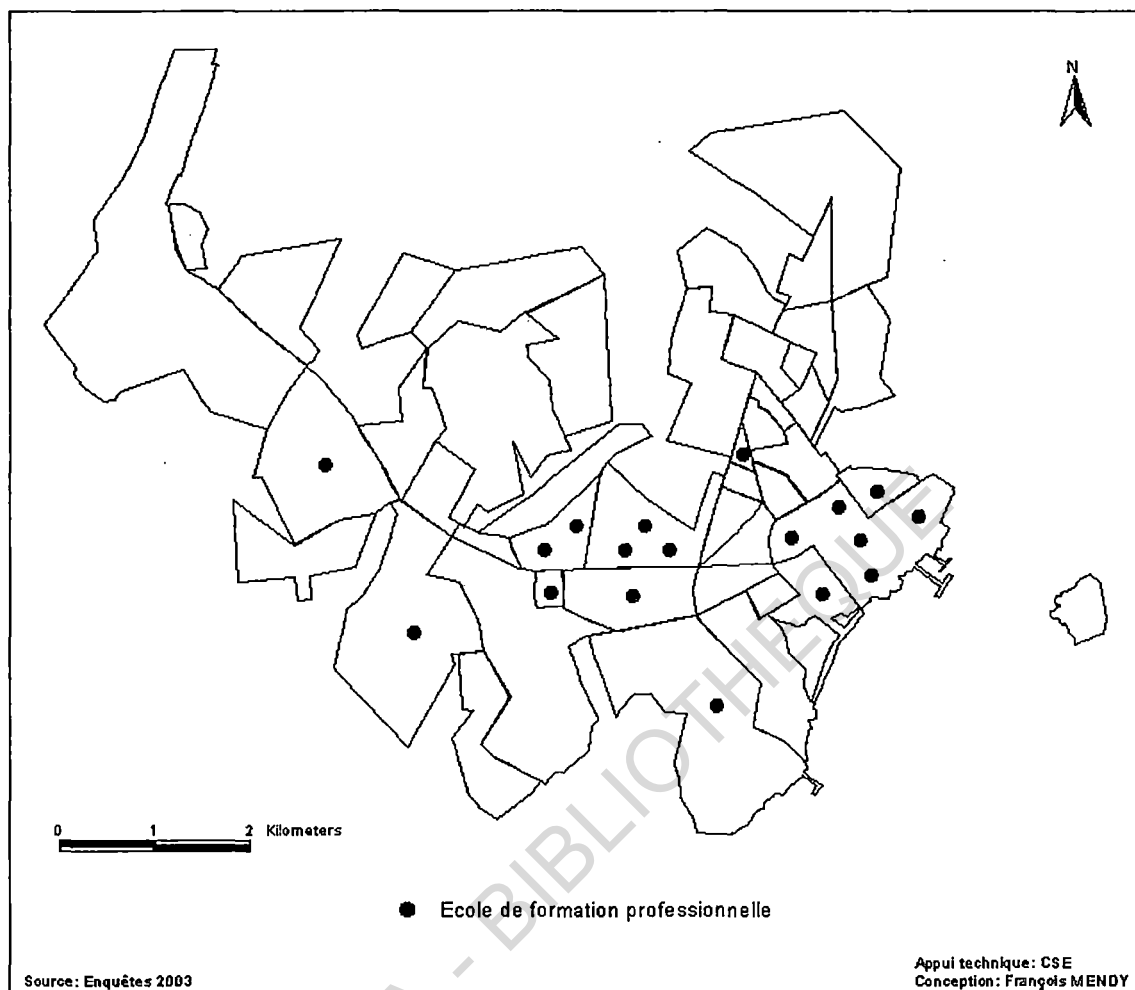


Figure 48 : Densité des écoles de formation professionnelle dans les quartiers de Bissau

On perçoit sur la *figure 48*, que la concentration des écoles de formation professionnelle forme deux noyaux au centre et à l'Est de Bissau, alors que la périphérie, particulièrement au Nord, est déserte.

Parmi les quartiers qui abritent des établissements, les quartiers structurés sont plus dotés. Le Centre ville concentre le plus d'écoles professionnelles et les quartiers non structurés en concentrent moins ; certains n'abritant pas d'école professionnelle. D'ailleurs, sur les 34 quartiers qui n'en ont pas, les 31 sont non planifiés.

Ainsi, les écoles de formation professionnelle se raréfient à mesure que l'on progresse vers la périphérie, particulièrement le Nord et les quartiers peuplés ou pauvres souffrent plus de cette carence.

Au total 18 établissements de formation professionnelle sont installés dans la ville de Bissau.

3.3.5.6- Les établissements d'enseignement supérieur

Après les indépendances, un projet d'université était mis en œuvre. C'est dans cette lancée que deux facultés (Médecine et Droit) ont vu le jour et sont implantées dans le complexe scolaire du quartier de Belem. Une école de formation de professeurs « Chico TÉ » a été créée dans le quartier de Missira.

Depuis 2004, quelques départements dont la gestion des entreprises et les lettres ont démarré dans le cadre de l'université Amilcar CABRAL. Une université privée vient de voir le jour dans le quartier de Afia.

Ces établissements d'enseignement supérieur se trouvent localisés dans les quartiers de Belem, Missira et Afia, ainsi ils sont concentrés dans la périphérie de la ville, réduisant un peu le déséquilibre entre le Centre ville et la banlieue de Bissau.

Globalement on peut déduire que certains quartiers de Bissau ne disposent d'aucune infrastructure éducative, intellectuelle et culturelle sur leur territoire. Il s'agit des quartiers de Amdalai, Calequir, Cupelom de Cima, Empantcha, Enterramento, Penha, Rossio et la Zone industrielle de Brá. Pourtant, quelques uns de ces quartiers sont très peuplés.

3.3.5.7- Le village d'enfants SOS

Il dispose de structures d'enseignement allant du préscolaire au secondaire. Il est localisé au centre de la ville, précisément à Missira, quartier non structuré et très peuplé.

3.3.5.8- Les structures intellectuelles et culturelles

3.3.5.8.1- Les instituts

L'institut national d'étude et de recherche dénommé INEP (Instituto nacional de estudos e pesquisas) est l'unique institution de recherches qui existe dans le pays. Il est basé dans le complexe scolaire du quartier de Belem et se trouve dans le centre de la ville, dans un quartier non planifié et très peuplé.

3.3.5.8.2- Les centres culturels, bibliothèques et musée

Les centres culturels sont souvent liés aux ambassades accréditées à la Guinée-Bissau. Ils sont au nombre de six installés dans la ville. Bairro Ajuda I, Belem et Chão de Pépel en ont chacun un et le Centre ville en abrite trois.

Certains d'entre eux ont une bibliothèque. Ajoutons celles de l'INEP à Belem, de Bandim II, de Cuntum et du centre ville spécialisée pour les enfants. Au total, on en compte sept aujourd'hui.

Un seul musée existe à Bissau. Il est installé dans le complexe scolaire du quartier de Belem.

Toutes ces structures intellectuelles et culturelles sont concentrées dans le centre de la ville de Bissau. Certaines d'entre elles sont implantées dans des quartiers structurés tandis que d'autres sont installées dans des quartiers non planifiés. Elles sont éloignées de la lointaine périphérie. A l'exception de Cuntum, elles ne sont pas proches de la grande masse de la population citadine.

3.3.6- Les infrastructures sanitaires. (Cf. figure 49)

Il s'agit des hôpitaux, des postes de santé et des cabinets médicaux désignés localement sous le vocable « clinica privada ».

3.3.6.1- Les hôpitaux

En Guinée-Bissau, ce terme renferme l'hôpital proprement dit, la clinique et l'infirmierie. En fait, dans ce vocable on intègre toutes les structures de santé publiques ou privées qui hospitalisent des malades. Sur l'ensemble du territoire urbain, on en compte huit. Celui de Chão de Pépel et de Varela sont de petites cliniques privées. Celui de Plack II est une infirmerie militaire. L'hôpital de Bandim I est le centre de santé d'une ONG. Pour le reste, nous avons des hôpitaux publics, mais Simão MENDES est l'unique qui possède presque tous les services.

Les hôpitaux de Bissau sont localisés au centre et au Sud de la ville, tandis que celui des militaires s'individualise à l'Ouest. Par contre, on n'en trouve pas au Nord de Bissau. A l'exception du Centre ville, les hôpitaux sont localisés dans des quartiers non structurés et peu peuplés, sauf Cuntum et Bandim I.

Les hôpitaux de Bissau sont desservis par de grands axes, excepté celui de Bandim I.

3.3.6.2- Les postes de santé

Les postes de santé privés comme publics sont au nombre de sept éparpillés dans l'espace de la ville.

Ils sont localisés à l'Est de la ville, tandis que le reste est vide. Près d'une quarantaine de quartiers n'ont pas de poste de santé. Ils sont installés en général dans des quartiers non structurés et très peuplés de la capitale.

3.3.6.3- Les cabinets médicaux

Pour ce qui est des cabinets médicaux privés, on en compte 23 sur l'ensemble du territoire de Bissau. Ils sont éparpillés dans la ville, laissant des poches de quartiers vides notamment au centre, à l'Ouest et au Nord. Une trentaine de localités ne bénéficient pas de cette infrastructure sur leur sol. Ils sont concentrés presque

entièrement dans les quartiers non planifiés de la ville. La plupart d'entre eux sont localisés dans des quartiers peuplés et vastes.

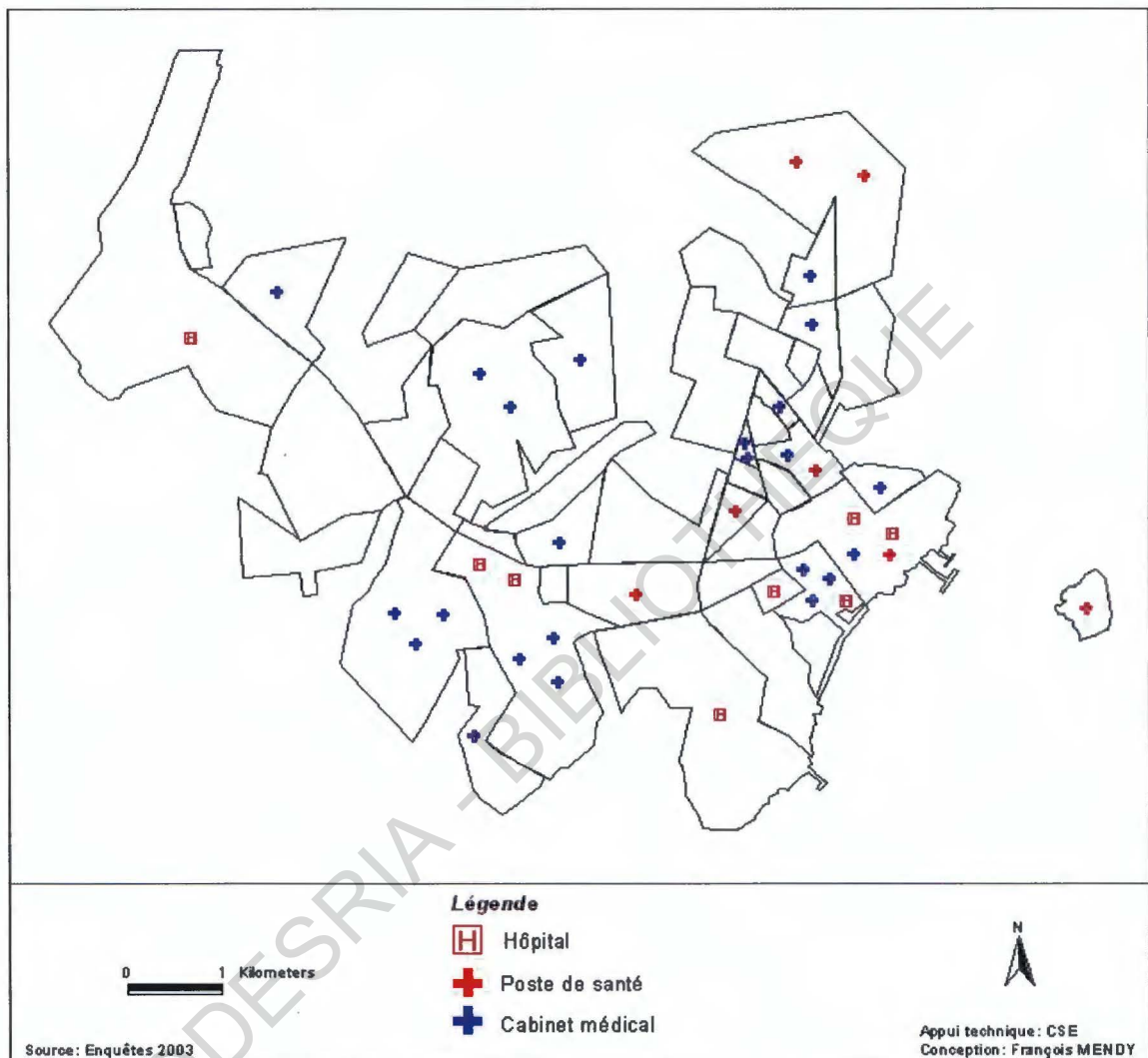


Figure 49 : Densité des infrastructures sanitaires dans les quartiers de Bissau

De manière globale, on remarque qu'il y a des quartiers qui disposent de tous ces types d'infrastructures sanitaires. Cela contraste avec d'autres n'ayant aucune infrastructure sanitaire sur leur territoire. Ils représentent une vingtaine.

3.3.7- Les infrastructures sportives

Les stades sont au nombre de deux : le stade « 24 de Setembro » à Bandim II et le stade Lino CORREA au Centre ville.

Par contre on compte 26 aires de jeux réparties dans 13 quartiers. Ce sont tous des terrains de football sans grand aménagement, à l'exception de celui du complexe scolaire de Belem qui dispose de terrains de football, de basket et d'une salle de handball.

Les grandes infrastructures sportives sont concentrées à l'Est de Bissau. Celle de Belem réduit un peu le déséquilibre. Ces infrastructures sont cependant éloignées de la plus importante partie de la population urbaine.

3.3.8- Les infrastructures religieuses

3.3.8.1. Les églises. (Cf. figure 50)

Il faut retenir qu'il s'agit de l'ensemble des lieux de culte chrétiens sans distinction d'Eglises.

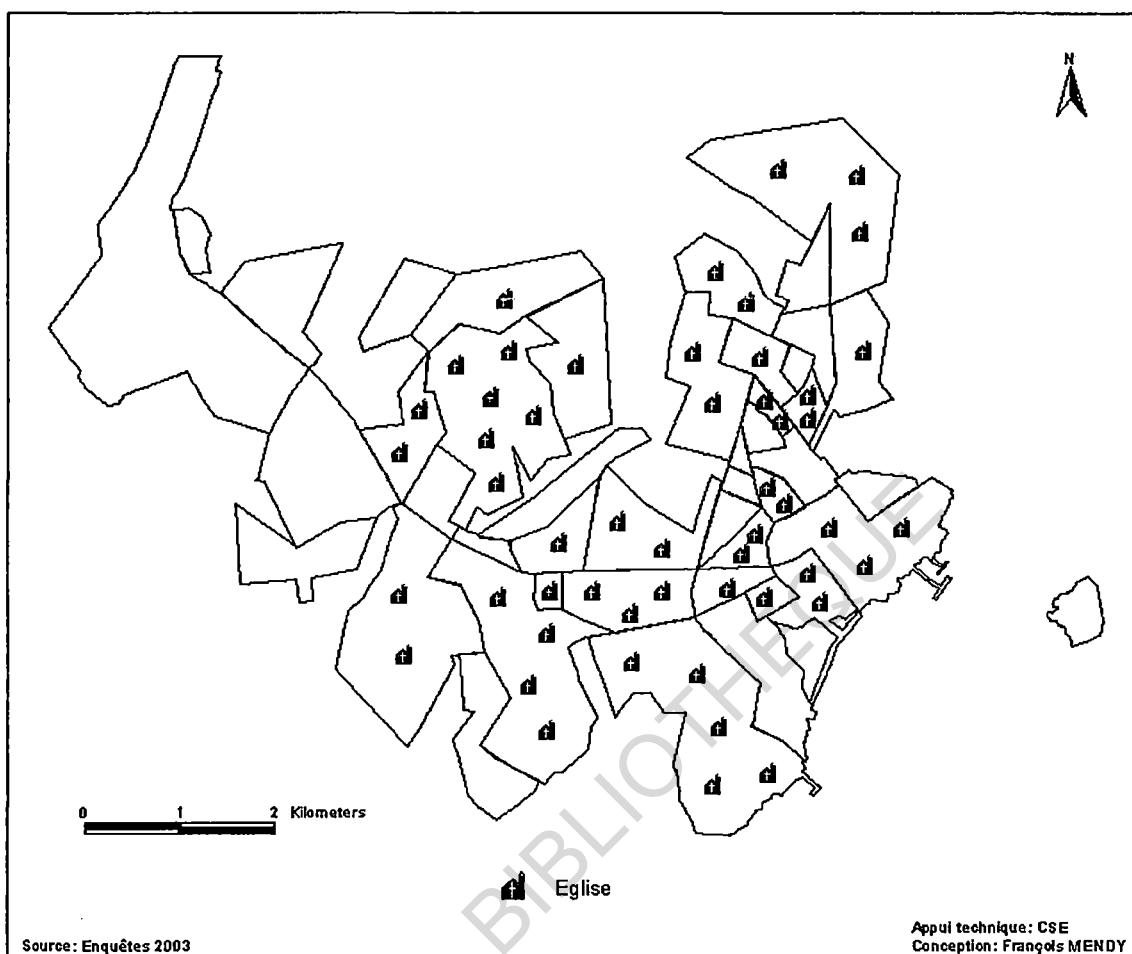


Figure 50 : Densité des églises dans les quartiers de Bissau

En observant la *figure 50* ci-dessus, on constate que 21 quartiers ne disposent pas de lieu de culte chrétien. Ces quartiers sont concentrés à l'extrême Ouest de la ville, avec de petits noyaux vides au centre et à l'Est. Quant à l'île du Rei, elle est victime de son enclavement.

Les quartiers les plus vastes en superficie, ont le plus grand nombre d'églises. D'ailleurs, ils sont parmi les plus peuplés de Bissau.

Au total 52 lieux de culte chrétiens sont implantés dans l'aire de la ville de Bissau. Parmi les plus nombreux, on peut citer les églises catholiques, suivies des églises évangéliques, adventistes et pentecôtistes.

3.3.8.2- Les mosquées. (Cf. figure 51)

On perçoit sur la *figure 51* que, pour l'ensemble de la ville, 19 quartiers n'ont pas de mosquées dans leur territoire. Ils constituent de petits noyaux à l'Ouest, au centre et au Nord de la ville.

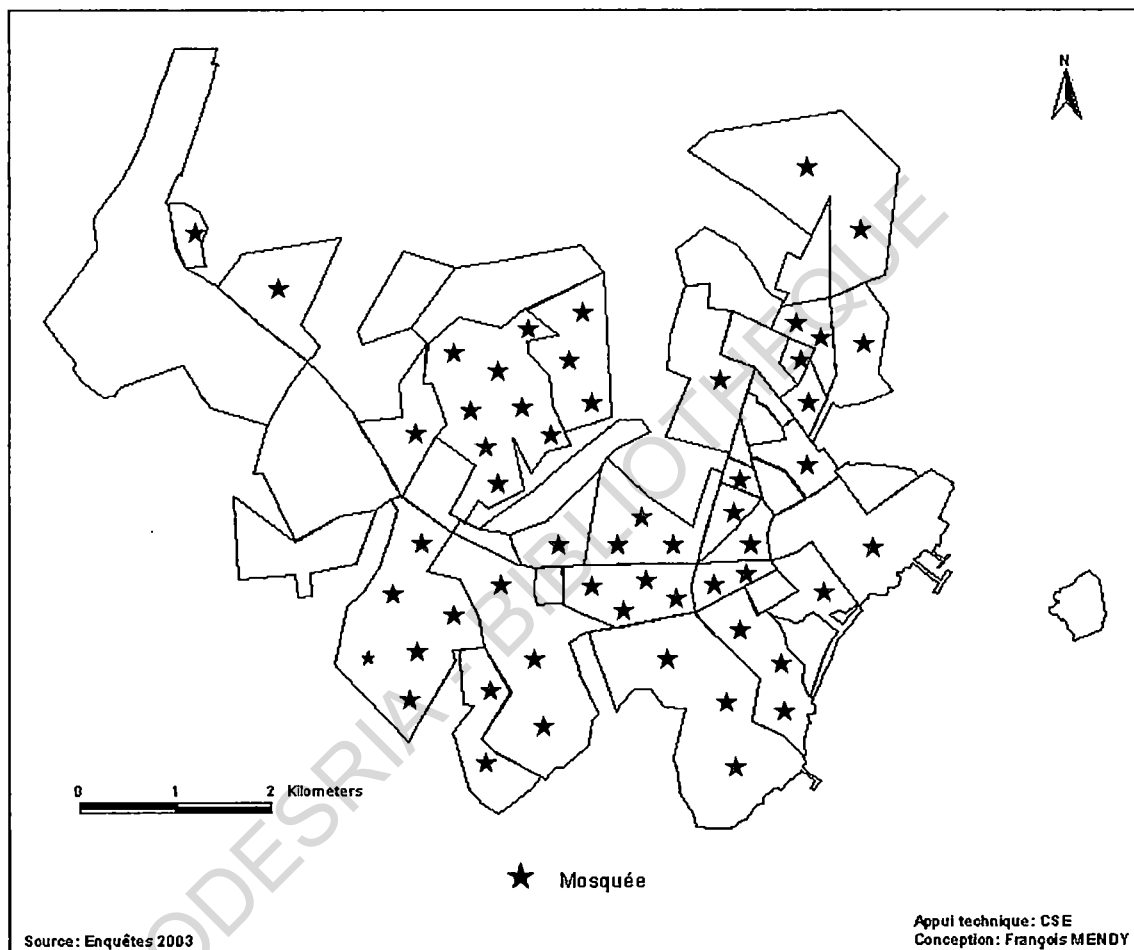


Figure 51 : Densité des mosquées dans les quartiers de Bissau

L'importance numérique des mosquées dépend de la superficie et de la population des quartiers.

Cependant, les quartiers structurés disposent de peu de mosquées. Certains n'en ont pas sur leur territoire. Globalement 55 mosquées sont installées sur le territoire de la ville de Bissau.

3.3.9- Les infrastructures routières (Cf. carte 13)

Le réseau routier est composé de deux types: les routes bitumées et les routes latéritiques.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE



Légende

- Chaussée dégradée
- Route bitumée n°1
- Route bitumée n°2
- Route bitumée n°3
- Route latéritique n°1
- Route latéritique n°2
- - - Limites des quartiers



Carte 13
Bissau: réseau routier

3.3.9.1- Les routes bitumées

En fonction de leur importance les routes bitumées sont classées en trois catégories sur la carte.

3.3.9.1.1- Les routes bitumées n°1

Les routes bitumées n°1 passent généralement par le centre de la ville, laissant le Nord de Bissau enclavé. Beaucoup de quartiers (22 au total) dépendent énormément de celles-ci. Certains parmi eux ont pris naissance à partir de ces routes. D'autres quartiers ont accès à deux de ces routes bitumées n°1. Elles desservent les plus grands quartiers de la ville en terme de population et de surface et de même tous les quartiers structurés de Bissau.

Hormis leur qualité, le nombre de quartiers qu'elles desservent détermine leur importance et la place stratégique qu'elles occupent dans le réseau routier de la ville. A travers tous les aspects soulignés plus haut, l'axe de l'aéroport constitue la route la plus importante du réseau. D'ailleurs, le flux qu'elle accueille quotidiennement le prouve. Cependant, elles présentent des dégradations plus ou moins importantes sur la chaussée.

En terme de dimension, voici le *tableau 13* ci-dessous qui indique leur longueur.

Routes bitumées n° 1	Longueur en km
Route de l'Aéroport	9,68
Route de Bor	4,82
Route de granja	2,42
Route de Quinhamel	1,42
Route de Safim	2,52
TOTAL	20,86

Tableau 13 : Longueur des routes bitumées n°1

Source : Image landsat 2002 et levées de terrain 2004

Pour ce qui est des axes de Bor, Quinhamel et Safim, seule la longueur des tronçons englobés dans l'aire de la ville, comme il apparaît sur la *carte 12*, sont tenus

en compte dans le tableau. L'ensemble de ces axes routiers fait globalement 20,86 km de routes bitumées.

3.3.9.1.2- Les routes bitumées n°2

Les routes bitumées n°2 sont plus concentrées à l'Est de la ville. Elles desservent le Centre ville et les « vieux quartiers africains » de la colonisation, mais aussi les quartiers du Sud. Par ailleurs, toutes ces routes bitumées n°2 convergent vers le Centre ville, en l'irriguant sur plusieurs côtés.

Elles marquent les lignes de démarcation entre les quartiers de l'Est et constituent des tronçons plus ou moins courts, montrant qu'elles sont postérieures à ces quartiers. Les localités desservies sont de petites surfaces mais généralement de forte densité de population. Ces axes présentent des dégradations de chaussée surtout au Centre ville.

Enfin le *tableau 14* indique la longueur des différents axes considérés comme routes bitumées n°2.

Routes bitumées n°2	Longueur en km
Route de Cabana	0,49
Route de SOS	1,12
Route de la corniche sud	5,07
Route de Ajuda	1,27
Route de Bairro Militar	1,1
Route de Bandim I	2,19
Route de l'abattoir	2,19
Route de Santa Luzia	2,92
Route de Baiana	1,35
Route du Port	1,91
Route Sintra-Reno	1,69
Route de la 2è escadron	1,39
Route de la rue Osvaldo Vieira	1,42
Route Varela-Chão de Pépel	0,51
Route de Bandim II	1,42
Route de Amura	0,47
Route du quartier des affaires	0,26
Route de Plack II	0,76
TOTAL	27,53

Tableau 14 : Longueur des routes bitumées n°2

Source : Image landsat 2002 et levées de terrain 2004

Les noms des routes qui figurent sur les tableaux ont été attribués en fonction du nom de la rue ou de l'avenue, d'une infrastructure ou d'un établissement très connu qui donne sur l'axe, ou du quartier qu'elles traversent. La *carte 12* peut aider à repérer les routes. Ensemble, les routes bitumées n°2 font un total de 27,53 km.

3.3.9.1.3- Les routes bitumées n°3

Elles concernent les routes qui passent dans les différentes rues du Centre ville et des rues de la zone structurée des quartiers Chão Pépel, et Tchada. Elles forment ainsi un réseau très dense et permettent une bonne circulation à l'intérieur de ces zones.

Comme on le constate sur la *carte 13*, ces routes bitumées sont profondément dégradées.

Le *tableau 15* nous permet de les répertorier en détail.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Routes bitumées n° 3	Longueur en km
Route de la 1e rue Ancar	1,09
Route de la 2e rue	1,14
Route de la 3e rue	1,15
Route de la 4e rue	1,64
Route de la 5e rue	1,07
Route de la 6e rue (rua Angola)	0,38
Route de la 7e rue	0,33
Route de la 8e rue	0,53
Route Alto Crim	0,27
Route de la 6e rue (UDIB)	0,42
Route de la 7e rue (UDIB)	0,89
Route Ambassade Sénégal	0,89
Route Siège PAIGC	0,33
Route droite du Palais	0,33
Route gauche du Palais	0,34
Route Ambassade Portugal	0,79
Routes zone de la Présidence	1,96
Route de la 9e rue	0,13
Route de la 10e rue	0,14
Route 1e rue de Tchada	0,44
Route 2e rue de Tchada	0,22
Route de la BCEAO	0,29
Route Armazem do povo	0,37
Route de la marine	0,87
Routes vers le Port	0,14
Routes quartier des affaires	0,9
Route Ambassade Libye	0,47
Route siège Nations-Unies	0,84
Route du restaurant o Bistro	0,18
Route du cimetière	0,51
Route entrée hôtel 24 Sept	0,25
Route arrière hôtel 24 Sept	0,53
Route CIFAP	1,08
Route Caserne de Brá	0,59
Route de Sintra-Nema	0,11
TOTAL	21,61

Tableau 15 : Longueur des routes bitumées n°3

Source : Image landsat 2002 et levées de terrain 2004

A partir de la rue qui passe devant l'immeuble Ancar et par le côté latéral de la Poste, toutes les rues qui lui sont parallèles ont été numérotées en commençant par elle. Dans l'ensemble, la longueur des rues bitumées fait un total de 21,61 km de routes bitumées.

En comptant l'ensemble des routes bitumées sans distinction de catégorie, Bissau en a 70 km.

3.3.9.2- Les routes latéritiques

Les routes revêtues de latérite sont classées en deux catégories : les routes latéritiques n°1 et n°2.

3.3.9.2.1- Les routes latéritiques n°1

Elles représentent les routes périphériques et les routes de démarcation entre les quartiers. Elles sont concentrées particulièrement au Nord et à l'Ouest de la ville et désenclavent en quelque sorte cette zone de la ville qui n'est pas desservie par les routes bitumées. En effet, la route du tour de Bissau dessert près de neuf quartiers périphériques. De plus, elle est le tronçon le plus long de la ville.

Elles passent par les limites des quartiers de la périphérie. Ainsi, on peut les considérer comme des routes périphériques.

Les quartiers desservis par les routes latéritiques n°1 sont généralement très étendus mais ont une population moins importante. Enfin, ces routes sont peu utilisées par les automobilistes et les transports en commun. Elles ne sont pas véritablement des routes de production. Cependant, certaines parties de leur tronçon présentent de fortes dégradations.

Pour ce qui concerne leur distance, le *tableau 16* donne la longueur de chacune d'elles.

Routes latéritiques n° 1	Longueur en km
Route du tour de Bissau(estrada volta Bissau)	17,4
Route Antula-Pluba	3,51
Route Antula-QG	1,68
Route Pefine-Amdalai	0,31
Route Amdalai-Sintra	0,47
Route Nhala-Psaque-B.Militar	5,67
Route de Afia	0,4
Route de Plack II	2,22
Route de Brà	0,64
Route de Quelele	2,04
Route entrada cajou	0,24
Route de Cuntum Madina	1,01
Route de Melhoramento	0,26
Route Ajuda-Bairro Internacional	0,28
Route de Antula	1,53
Route Calequir-Cupelom de Baixo	0,38
Route Cupelom de Baixo-Cupelom de Cima	0,38
Route QG-Empantcha	0,44
TOTAL	38,86

Tableau 16 : Longueur des routes latéritiques n°1

Source : Image landsat 2002 et levées de terrain 2004

Globalement elles représentent une longueur de 38,86 km

3.3.9.2.2- Les routes latéritiques n°2

Elles représentent les rues revêtues de latérite de certains quartiers de la ville de Bissau et constituent le maillage des quartiers structurés et restructurés notamment Bairro Ajuda I et II, Cupelom de Cima et de Baixo, Reno Gambiafada, Belem, Mindará, Luanda, et Antula.

Ainsi, ces routes latéritiques n°2 sont concentrées à l'Est et au centre de Bissau. Elles marquent une certaine continuité du Centre ville. Au-delà, les quartiers de la périphérie de la ville ne disposent pas de réseau routier interne.

Ces routes latéritiques existent dans les quartiers de forte densité de population et de petite surface, excepté Antula. Elles facilitent aussi la circulation à

l'intérieur de ces quartiers. La situation actuelle des quartiers restructurés le montre. Cependant, elles sont très usées dans certains quartiers de la ville.

Le *tableau 17* nous permet de les répertorier.

Routes latéritiques n° 2	Longueur en km
Routes de Antula	4,42
Routes de Luanda	2,25
Route de Calequir	0,57
Route de Santa Luzia	0,29
Routes de Cupelom de Baixo	1,56
Routes de Cupelom de Cima	1,86
Routes de Sintra-Nema	0,56
Routes de Reno Gambiada	1,82
Routes de Mindará	2,17
Routes de Belem	3,13
Routes de Bairro Ajuda I	6,72
Routes de Bairro Ajuda II	2,74
Routes de Bairro Internacional	1,6
Routes de Penha	1,3
Route du marché Afia	0,31
Routes de Plack II	0,59
TOTAL	31,89

Tableau 17 : Longueur des routes latéritiques n°2

Source : Image landsat 2002 et levées de terrain 2004

Faute de nom et d'un maillage plus simple des rues, il ne nous est pas possible d'aller plus en détail. Nous avons alors groupé les rues revêtues en latérite par quartier. Ainsi chaque quartier porte la somme de la longueur de ses routes latéritiques.

L'ensemble des rues revêtues de latérite de la ville représente une longueur de 31,89 km. La ville de Bissau dans son ensemble, compte 70,75 km de routes latéritiques sans distinction de catégorie.

Par ailleurs, nous n'avons pas tenu en compte les voies non revêtues bien que certaines soient bien aménagées. Elles sont plus nombreuses que les routes revêtues mais elles sont en général de longueur réduite.

3.3.9.3- La desserte des quartiers

A partir de la *carte13* on peut analyser le réseau routier à l'intérieur de certains quartiers, c'est à dire les rues revêtues. Il est constitué par les routes bitumées n°3 et les routes latéritiques n°2. Onze quartiers peuvent être considérés comme ayant un réseau routier intérieur plus ou moins dense. Par ordre d'importance on a : le Centre ville, Chão de Pépel, Bairro Ajuda I, Bairro Ajuda II, Cupelom de Cima, Tchada, Mindará, Reno Gambiafada, Cupelom de Baixo, Bairro Internacional, Antula et Luanda.

Comme on le constate partout dans le monde, les infrastructures routières peuvent déterminer l'implantation des populations. A Bissau aussi, l'aménagement de certaines routes a provoqué la naissance de certains quartiers tandis que pour d'autres elles ont permis leur développement. De même, sur le plan purement mercantile, elles ont haussé la valeur foncière de certains quartiers.

En observant toujours la *carte13* on peut aussi jauger le niveau de desserte des quartiers par les voies de communication. Pour la desserte d'un quartier, les routes prises en compte sont : celles qui passent sur sa limite, celles qui le traversent et celles qui proviennent d'un grand axe et qui le pénètrent par le centre.

Par ailleurs, pour calculer le niveau de desserte, des points sont attribués aux routes en fonction de leur qualité, et de leur niveau de fréquentation. Ce qui donne :

la route de l'aéroport (n°1A) = 4 pts ;

les autres routes bitumées n°1 (n°1B) = 3 pts ;

les routes bitumées n°2 (n°2) = 2 pts ;

les routes latéritiques n°1 (n°1) = 1 pt.

Ceci a permis d'obtenir le *tableau 18* ci-après.

N°	QUARTIERS	TYPES DE ROUTES DESSERVANT LES QUARTIERS		Nb de routes	Score	Niveau de desserte
		Routes bitumées	Routes latéritiques			
1	Afia	N°1A	n°1	2	5	Moyen
2	Amdalai	N°1B + n°2	n°1 + n°1	4	7	Bon
3	Antula	-	n°1 + n°1 + n°1 + n°1	4	4	Moyen
4	Bairro Ajuda I	N°1A + n°2	n°1 + n°1	4	8	Bon
5	Bairro Ajuda II	N°1A + n°2	-	2	6	Assez Bon
6	Bairro Internacional	N°1A + n°2	n°1 + n°1	4	8	Bon
7	Bairro Militar	N°2	n°1	2	3	Faible
8	Bandim I	N°1B + n°2 + n°2	-	3	7	Bon
9	Bandim II	N°1B + n°2 + n°2 + n°2	-	4	9	Bon
10	Belem	N°1A + n°1B + n°2	-	3	9	Bon
11	Brá	N°1A	n°1 + n°1	3	6	Assez Bon
12	Calequir	N°1B + n°2	n°1	3	6	Assez Bon
13	Centre ville	N°1A + n°2 + n°2 + n°2 + n°2 + n°2	-	6	14	Excellent
14	Chão de Pepel	N°1A + n°2 + n°2 + n°2	-	4	10	Très bon
15	Cuntum	N°1A + n°1B + n°2 + n°2	n°1	5	12	Très bon
16	Cuntum Madina	N°1B + n°2	n°1 + n°1	4	7	Bon
17	Cupelom de Baixo	N°2 + n°2 + n°2 + n°2	n°1 + n°1	6	10	Très bon
18	Cupelom de Cima	N°2 + n°2 + n°2 + n°2 + n°2	n°1	6	11	Très bon
19	Empantcha	-	n°1 + n°1	2	2	Faible
20	Enterramento	-	n°1 + n°1	2	2	Faible
21	Ile du Rei	-	-	0	0	Nul
22	Lala Quema	-	n°1 + n°1	2	2	Faible
23	Luanda	N°1B + n°2	n°1	3	6	Assez Bon
24	Mindará	N°1A + n°1B + n°2 + n°2	-	4	11	Très bon
25	Missira	N°1A + n°1B + n°2	n°1 + n°1	5	11	Très bon
26	Nhala	-	n°1	1	1	Très faible
27	Pefine	N°1B + n°2	n°1	3	6	Assez Bon
28	Penha	N°1A + n°2	-	2	6	Assez Bon
29	Plack I	-	n°1 + n°1	2	2	Faible
30	Plack II	N°1A + n°1B + n°2	n°1	4	10	Très bon
31	Pluba I	n°2	n°1 + n°1	3	4	Moyen
32	Pluba II	-	n°1 + n°1	2	2	Faible
33	Psaque	-	n°1	1	1	Très faible
34	Psaquil	N°1A	-	1	4	Moyen
35	Q.G.	N°1B + n°2	n°1	3	6	Assez Bon
36	Quelele	N°1A + n°1B	n°1 + n°1	4	9	Bon
37	Reno Gambiáfada	N°1A + n°2 + n°2 + n°2	-	4	10	Très bon
38	Rossio	N°1B + n°2	-	2	5	Moyen
39	Santa Luzia	n°2	n°1	2	3	Faible
40	São Paulo	-	n°1	1	1	Très faible
41	São Vicente de Paulo	-	-	0	0	Nul
42	Sintra-Nema	N°1B + n°2	n°1	3	6	Assez Bon
43	Tchada	N°2	-	1	2	Faible
44	Varela	N°1B + n°2 + n°2 + n°2	-	4	9	Très bon
45	Zone Industrielle de Brá	N°1A	n°1 + n°1 + n°1	4	7	Bon

Tableau 18 : Niveau de desserte des différents quartiers de Bissau par les routes

Ainsi, le quartier qui a le meilleur niveau de desserte de Bissau est le Centre ville. Viennent en seconde position Cuntum, Missira, Mindará, Cupelom de Cima, Reno Gambiafada, Plack II, Cupelom de Baixo, Chão de Pépel et Varela. En troisième position viennent Quelele, Belem, Bandim II, Bairro Internacional, Bairro Ajuda I, la Zone industrielle de Brá, Cuntum Madina, Bandim I et Amdalai. En quatrième position, on a Sintra-Nema, QG, Penha, Pefine, Luanda, Calequir, Brá et Bairro Ajuda II.

Par contre, Rossio, Afia, Psaquil, Pluba et Antula ont un niveau de desserte moyen. Le reste des quartiers a un niveau en dessous de la moyenne.

3.3.10- Les autres infrastructures sociales.

3.3.10.1- Les casernes militaires (Cf. figure 52)

Les casernes des forces armées sont au nombre de six dans la ville de Bissau. L'Etat Major se trouve dans le quartier de Q.G

Sur la *figure 52* on constate que les casernes sont implantées sur les deux extrémités de la ville, tandis qu'il n'en existe pas au centre. Elles sont localisées sur les grands axes notamment la route de l'aéroport et la route de Granja.

3.3.10.2- La caserne des Sapeurs pompiers (Cf. figure 52)

Sur toute l'étendue de la ville de Bissau, on ne compte qu'une caserne de sapeurs pompiers. Elle est installée tout à fait à l'Est de la ville, dans le quartier de Cupelom de Baixo ; ce qui crée un déséquilibre avec la périphérie de la ville.

3.3.10.3- La Police (Cf. figure 52)

Les postes de police sont au nombre de sept couvrant l'ensemble de la ville. Ils sont concentrés à l'Est, tandis que la partie Ouest est presque déserte. Les quartiers dans lesquels ils sont installés sont non planifiés, peu étendus et de

population importante. Certains des postes de police ne sont pas desservis par des axes routiers qualitatifs.

3.3.10.4- La Poste (Cf. figure 52)

Ils sont au nombre de sept, bureaux de poste et Kiosques confondus. Ils sont inégalement répartis sur le territoire urbain et forment deux noyaux au Sud et à l'Est de la ville, dans des quartiers peuplés, excepté le Centre ville. Le Nord et l'Ouest n'en disposent pas.

3.3.10.5- Les cimetières (Cf. figure 52)

Bissau dispose de quatre cimetières répartis dans les quartiers de Afia, Antula, le Centre ville et Nhala. Aujourd'hui, celui de Antula est pratiquement le seul dans lequel on enterre encore les morts.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

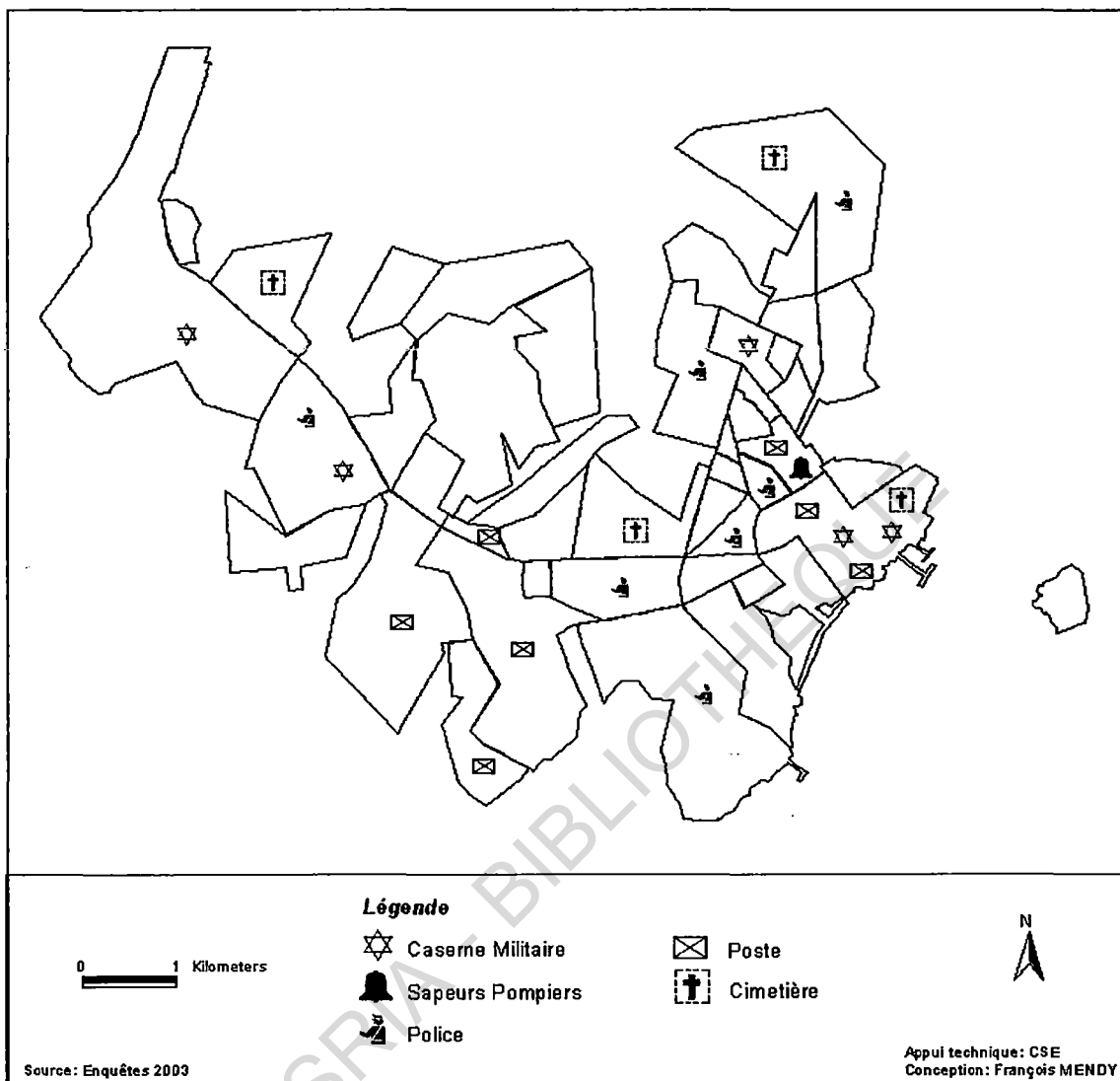


Figure 52 : Répartition des casernes militaires et des sapeurs pompiers, des postes de Police, des bureaux de Poste et des cimetières dans les quartiers de Bissau.

3.4- ANALYSE ET INVENTAIRE DES INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES DANS LA VILLE

L'analyse et l'inventaire vont concerner toutes les infrastructures économiques existantes dans la ville de Bissau. A travers un support cartographique, nous allons faire ressortir leur densité et leur répartition dans la ville.

3.4.1- Les industries. (Cf. figure 53)

Au cours de nos enquêtes, nous avons recensé 11 usines sur toute l'étendue de la ville. En général, elles sont de petites usines appelées communément PME (Petite et moyenne entreprise).

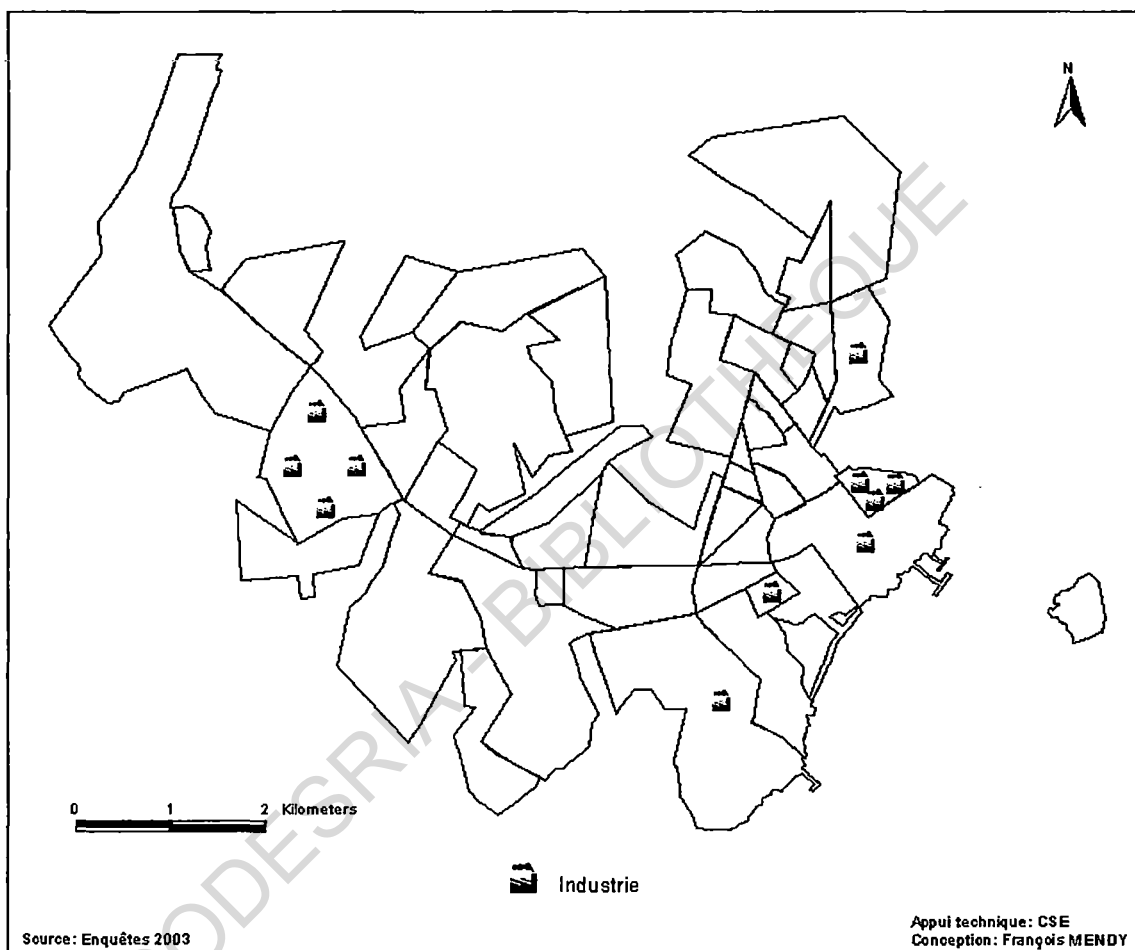


Figure 53 : Densité des infrastructures industrielles dans les quartiers de Bissau

Les usines forment deux noyaux à l'Est et à l'Ouest de la ville, laissant le centre et le Nord totalement vide. Les plus fortes concentrations d'usines sont notées dans l'ancienne et la nouvelle zone industrielle.

Cependant, il faut souligner un certain recul de l'industrie dans la ville. On trouve des installations industrielles qui ne fonctionnent plus, un peu partout dans l'espace urbain.

3.4.2- La centrale électrique (Cf. figure 54)

La centrale électrique se trouve localisée à l'Est de la ville, dans le quartier de Chão de Pépel. Elle est l'unique et doit alimenter toute la ville de Bissau en énergie.

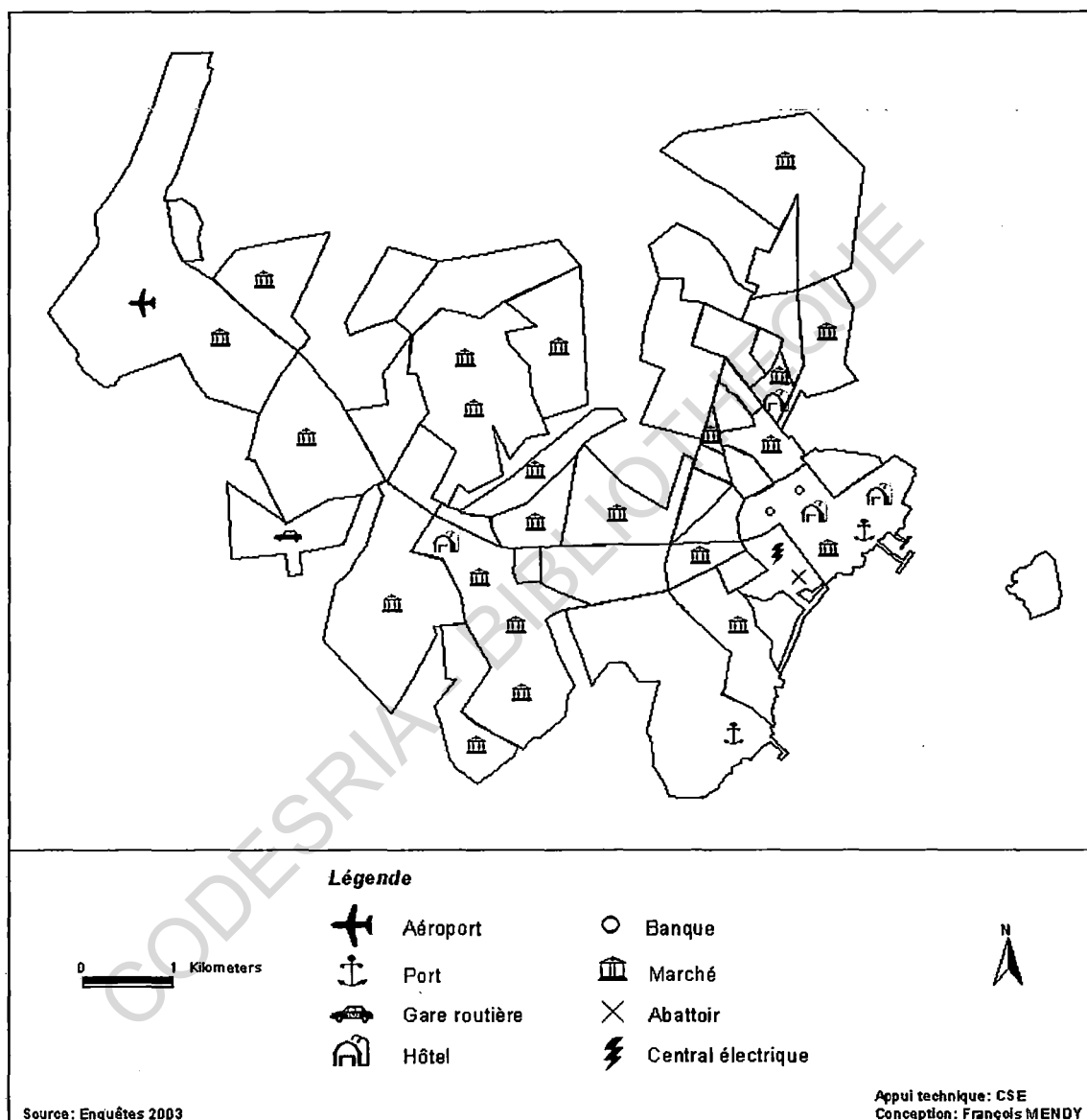


Figure 54 : Répartition de quelques infrastructures économiques dans les quartiers de Bissau

3.4.3- L'aéroport. (Cf. figure 54)

L'aéroport Osvaldo Vieira, ex Bissalanca, se trouve localisé à l'extrême Ouest de la ville, dans le quartier de Plack II.

3.4.4- Les ports. (Cf. figure 54)

La ville de Bissau dispose de deux ports. Le Centre ville abrite le plus grand port, tandis que le second qui est un port de pêche artisanale, se trouve dans la quartier de Bandim I. Ils sont tous localisés à l'Est de la ville.

3.4.5- La gare routière. (Cf. figure 54)

Réellement il n'y a qu'une seule gare routière dans la ville. Elle est localisée à l'Ouest de la ville, dans le quartier de Enterramento.

Pour le reste, il s'agit simplement de terminus où les véhicules de transport en commun interurbain « Toca-toca » s'arrêtent pour rebrousser chemin. D'ailleurs, rien n'est aménagé à cet effet.

3.4.6- Les hôtels. (Cf. figure 54)

Aujourd'hui, quatre hôtels fonctionnent dans la ville. A l'exception de Cuntum, ils sont concentrés à l'Est notamment au Centre ville et à Santa Luzia.

3.4.7- Les banques. (Cf. figure 54)

Après la guerre du 7 juin 98, deux banques fonctionnent en Guinée-Bissau. Elles ne disposent pas de succursales et sont toutes implantées au Centre ville.

3.4.8- Les marchés municipaux. (Cf. figure 54)

La ville de Bissau compte 22 marchés municipaux sur l'étendue de son territoire. Cependant sur la *figure 53*, leur répartition crée des noyaux de quartiers qui n'ont pas de marché. Ils sont au nombre de 26 à ne pas disposer de marché municipal sur leur territoire. Pour certains quartiers, les femmes doivent faire une longue distance pour atteindre un marché.

Les marchés municipaux sont installés aussi bien dans les quartiers structurés que dans les quartiers qui ne le sont pas. La plupart des grands quartiers en terme de population et de superficie, n'ont pas plus d'un marché sur leur territoire.

3.4.9- L'abattoir. (Cf. figure 54)

La seule structure d'abattage d'animaux de la ville se trouve à l'Est, dans le quartier de Chão de Pépel.

3.4.10- Les stations d'essence (Cf. figure 55)

Les stations d'essence sont au nombre de 12 implantées dans la ville.

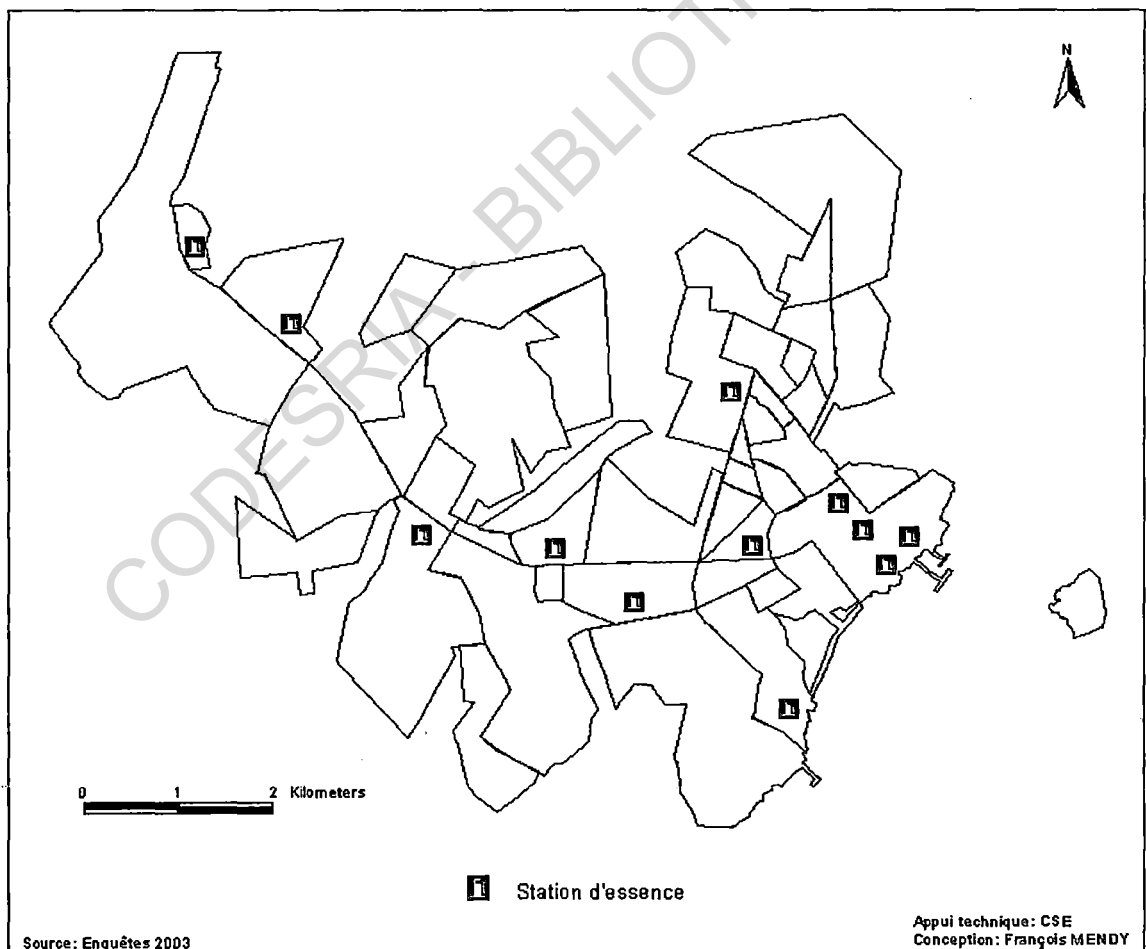


Figure 55 : Répartition des stations d'essence dans les quartiers de Bissau

En observant la *figure 55* nous constatons que leur répartition isole le Nord de la ville : elles sont concentrées sur les principaux axes de la ville, que nous avons nommé routes bitumées n°1. Le Centre ville concentre le plus grand nombre de stations service.

Par ailleurs, il existe des points de vente de carburant dispersés dans la ville. Le carburant est stocké dans un conteneur ou exposé à l'air libre sur la route.

3.4.11- Les pharmacies. (Cf. figure 56)

Bissau comptait 49 pharmacies sur toute l'étendue de son territoire en 2003.

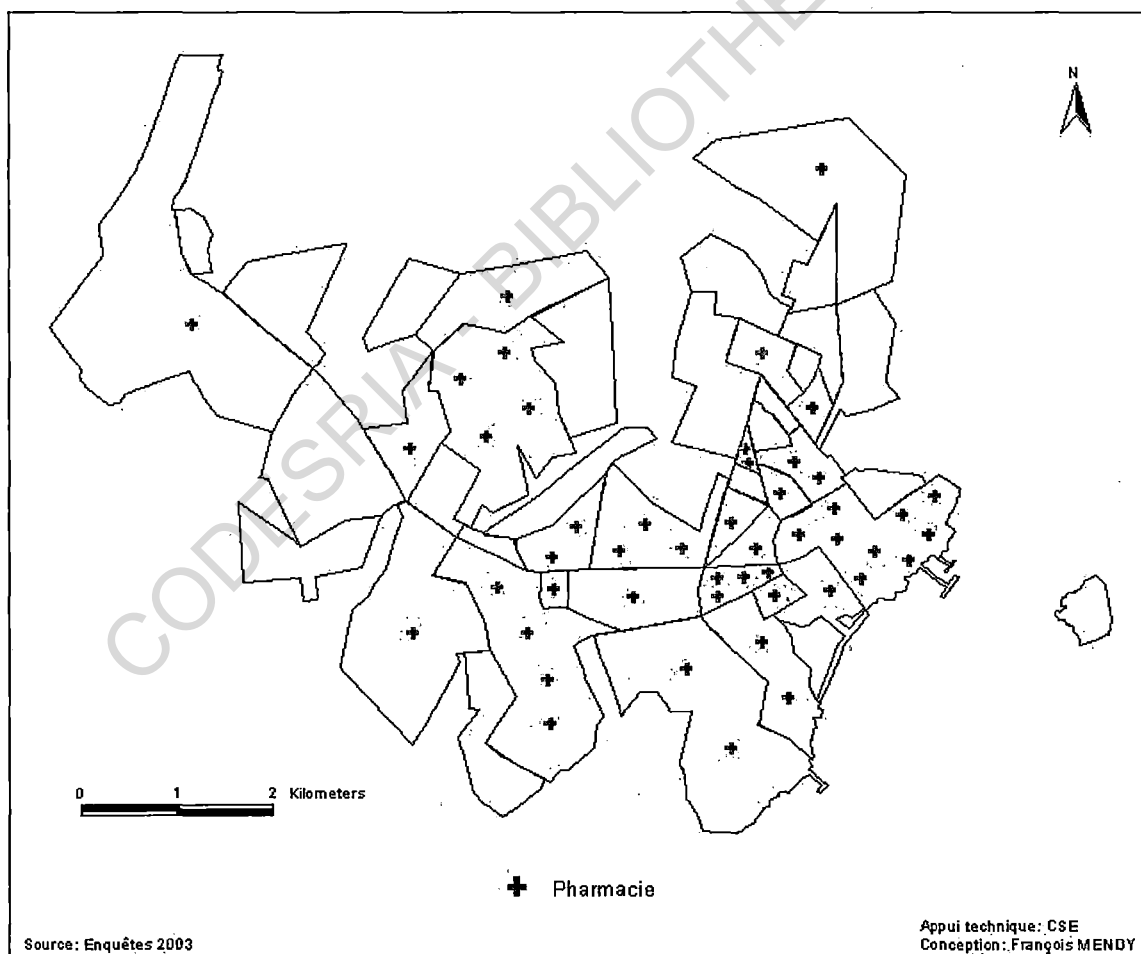


Figure 56 : Densité des pharmacies dans les quartiers de Bissau

Sur la *figure 56*, la répartition cache quelques disparités. Deux noyaux de quartiers sans pharmacie se dessinent au Nord-Est et au Sud-Ouest. Les quartiers qui ne disposent pas de pharmacie sont au nombre de 21.

Le Centre ville concentre le plus de pharmacies, alors que les quartiers vastes et peuplés en ont moins.

3.4.12- Les cabines téléphoniques privées et les cybercafés. (Cf. figure 57)

3.4.12.1- Les cabines téléphoniques privées

C'est un service qui est apparu récemment dans le paysage urbain à l'instar des pays voisins, contribuant à faciliter l'accès de la population au téléphone.

A l'échelle de la ville, il y a 88 cabines téléphoniques privées qui fonctionnaient en 2003.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

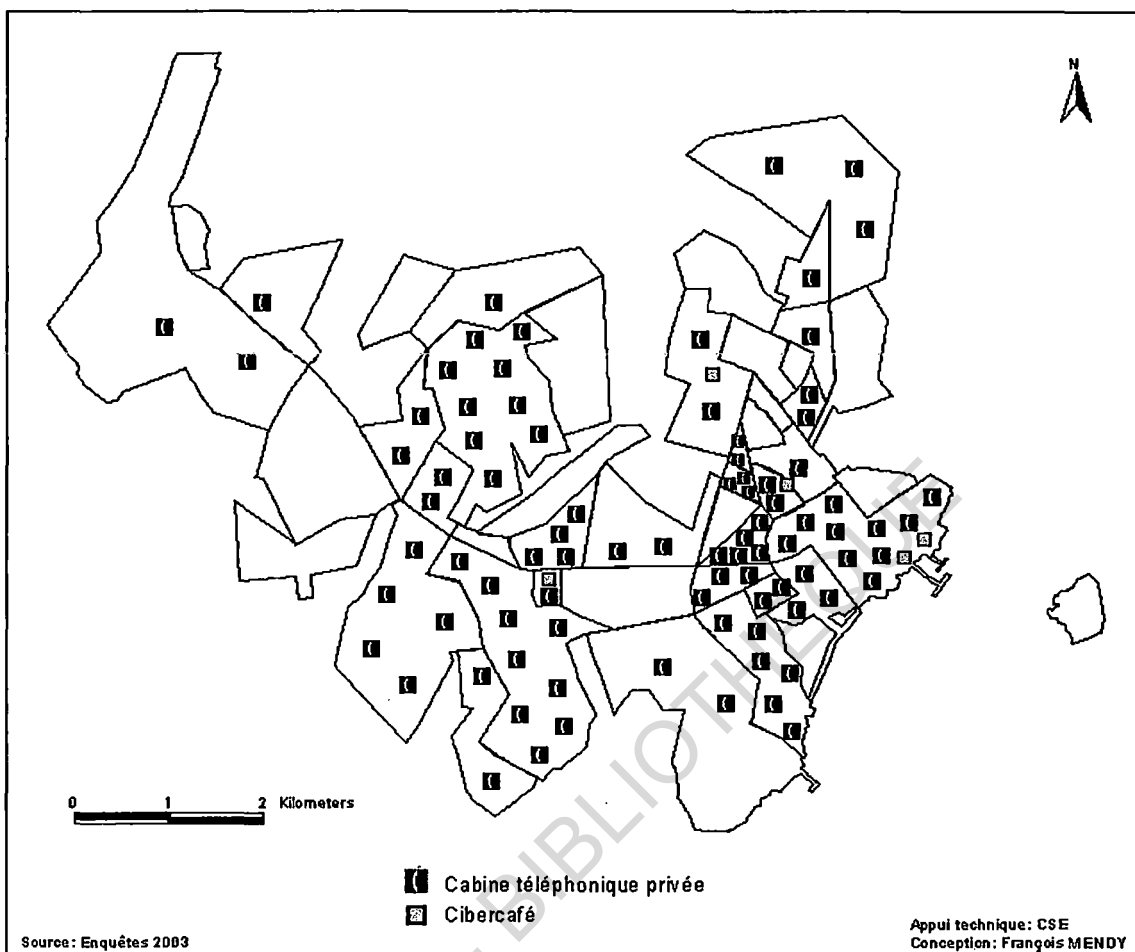


Figure 57 : Densité des cabines téléphoniques privées et cybercafés dans les quartiers de Bissau

La figure 57 nous donne une idée sur la répartition des cabines téléphoniques. Celle-ci est marquée par quelques quartiers sans cabines au Nord et au Sud-Ouest, et sont au nombre de 17.

Les quartiers les plus vastes et plus peuplés sont parmi les plus pourvus en cabines téléphoniques.

3.4.12.2- Les cybercafés

Leur apparition est récente et reste encore très timide. Ils sont au nombre de cinq répartis dans quatre quartiers. Ces cybercafés sont concentrés à l'Est de la ville.

3.4.13- Les bars. (Cf. figure 58)

Il s'agit des débits de boisson installés dans la ville. Bissau compte 270 bars sur l'ensemble de son territoire.

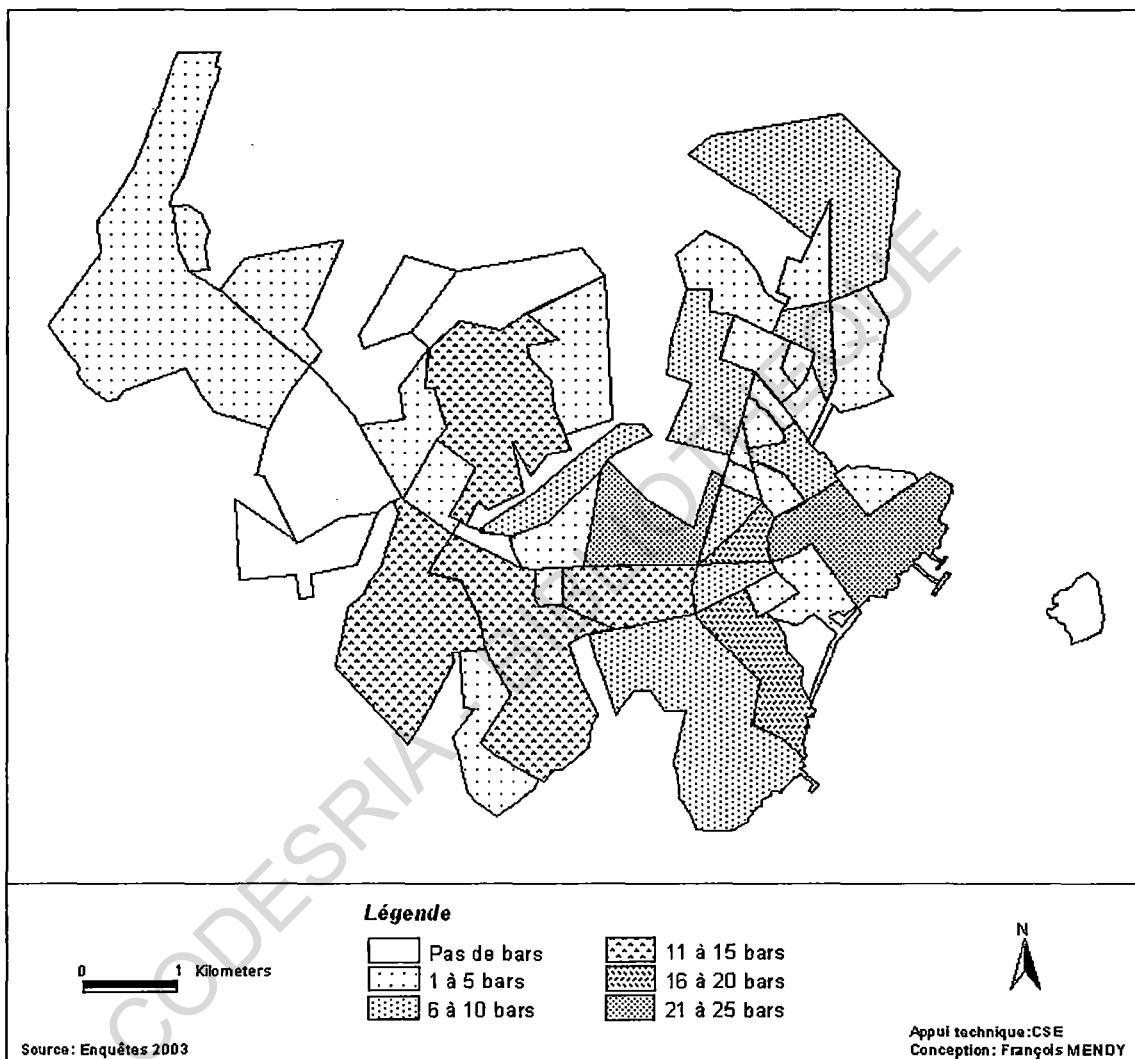


Figure 58 : Densité des bars dans les quartiers de Bissau

Sur la *figure 58*, on constate quelques quartiers qui n'ont pas de bars à l'Ouest. La concentration diminue à mesure que l'on progresse vers la périphérie de la ville.

Les quartiers les plus vastes et plus peuplés ont un niveau de concentration très élevé.

3.4.14- Les transports (Cf. figure 59)

Ils dépendent énormément du réseau routier et de la qualité de celui-ci (Cf. carte 2).

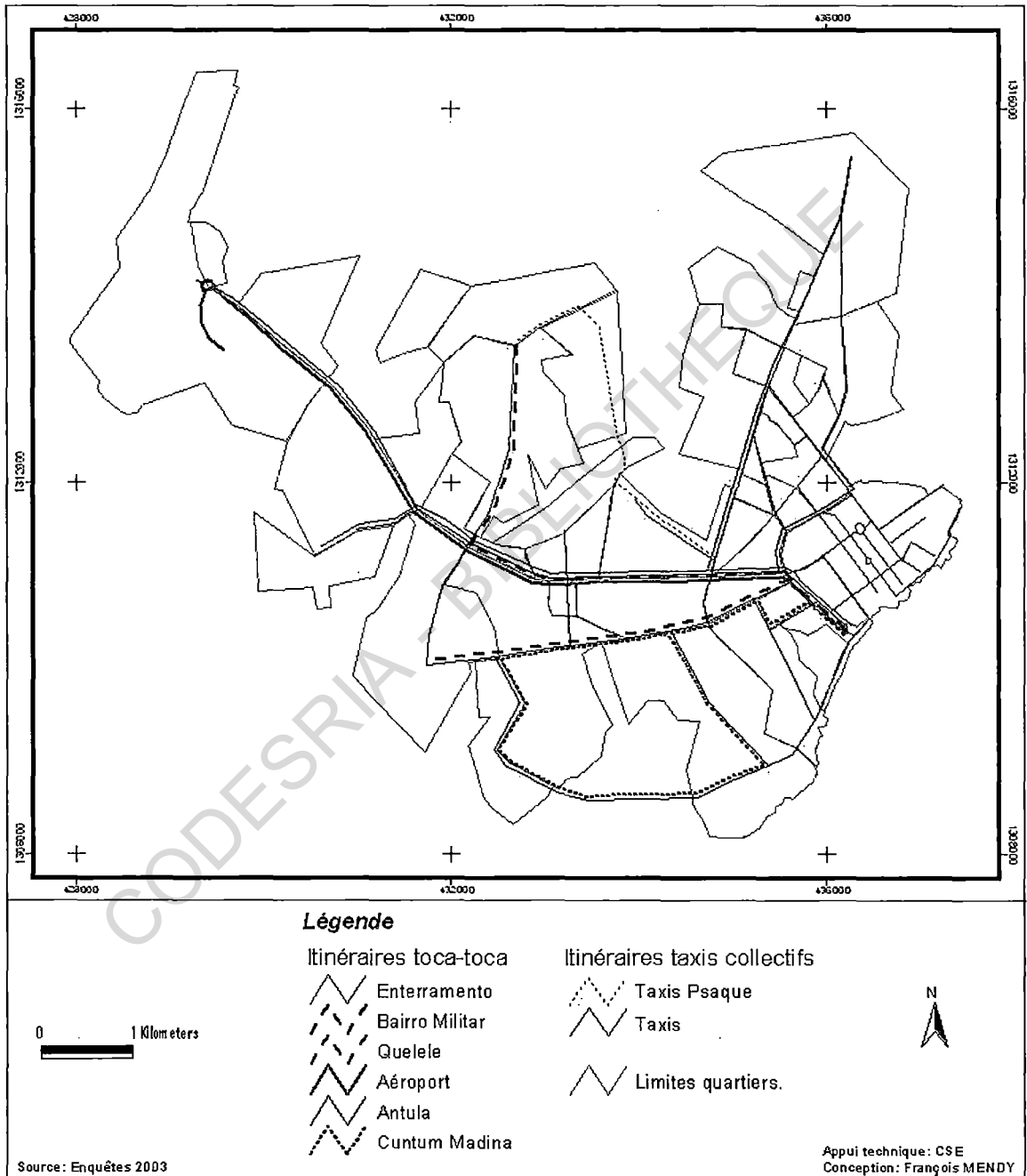


Figure 59 : Itinéraires des transports en commun dans la ville de Bissau

En observant la *figure 59*, on constate que le Nord et le Sud-Ouest sont plus dégarnis que le reste du territoire urbain. Ces zones sont moins fréquentées par les véhicules de transport en commun.

Pour ce qui concerne les taxis collectifs, ils se limitent aux axes bitumés n°1 et 2. Ils fréquentent davantage le Centre ville et la route de l'aéroport, où l'on peut avoir les trajets les plus longs. Les taxis collectifs de Psaque se limitent à leur court itinéraire de Missira-Psaque.

Par contre, les « toca-toca » desservent le reste. Ils circulent sur huit itinéraires. Les véhicules sont affectés à l'un d'eux, qu'ils doivent toujours respecter. D'ailleurs, celui-ci est écrit sur la devanture et les cotés du véhicule. Certains tronçons des itinéraires de Antula, Bairro Militar, Enterramento et Cuntum Madina sont en latérite. Cependant, ils ne desservent pas la route de Psaque et la route latéritique du tour de Bissau. Du coup, les quartiers du centre-Nord et du Nord-Est se retrouvent enclavés.

Par ailleurs, les prix des transports viennent d'être revus à la hausse suite à la flambée des prix du pétrole. Le billet du « toca-toca » est passé à 125 F ; celui du taxi collectif est de 200 F pour une zone, et 350 F pour deux zones. Pour les taxis, la ville est divisée en plusieurs zones.

CONCLUSION

A travers ce tour d'horizon des infrastructures et services dans la ville de Bissau, on peut retenir quelques constats : le Centre ville est le quartier le plus équipé de la capitale. Il est suivi par les autres quartiers structurés. La concentration des infrastructures et services s'amointrit au fur et à mesure que l'on progresse vers la périphérie de la ville. Certains quartiers notamment São Paulo et l'île du Rei se font distinguer par leur carence notoire en infrastructures et services.

Cette situation pose des problèmes d'aménagement et de gestion auxquels font face les acteurs et décideurs de la ville, mais aussi les citoyens qui y résident.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

QUATRIEME PARTIE

**LES PROBLEMES D'AMENAGEMENT
ET DE GESTION**

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

INTRODUCTION

A l'instar de toutes les villes du tiers monde, Bissau est confronté à des problèmes d'aménagement et de gestion. En effet, son urbanisation a entraîné son expansion spatiale rapide qui, non seulement a remis en cause la qualité du site mais a posé des problèmes d'inadéquation entre l'offre et la demande en infrastructures et services. Ayant procédé à l'inventaire de l'existant, il nous est possible maintenant de montrer les problèmes d'accès qui se posent à la population de Bissau dans un contexte général marqué par la pauvreté et l'instabilité politique.

4.1- LES PROBLEMES D'AMENAGEMENT

4.1.1- Le site de Bissau

La capitale de la Guinée-Bissau a été fondée sur un site d'estuaire marqué par un relief relativement bas. Les $\frac{3}{4}$ de son territoire sont enserrés par des cours d'eau dont principalement le Rio Geba. D'ailleurs, les Portugais utilisent souvent le terme de « île de Bissau » pour qualifier ce site. Ainsi, le choix du site par ces derniers s'explique par son domaine maritime. Il offrait de bonnes opportunités de commerce au moment où la navigation était la seule forme de déplacement.

Aujourd'hui le monde a beaucoup évolué au point que les avantages qui ont poussé les Portugais à s'implanter sur ce site ne font plus le poids.

Au niveau maritime, le rythme des marées marqué par de fortes amplitudes ne facilite pas la navigation sur la côte de Bissau. L'accostage et le départ des navires ne peuvent s'effectuer qu'en marée haute. De plus, les navires qui fréquentent le port de Bissau doivent pouvoir naviguer dans l'océan et dans le fleuve, car il se trouve en aval du Rio Geba, presque sur son embouchure.

Par ailleurs, le fait que Bissau est encadré par des cours d'eau, constitue une réelle limite dans ses possibilités d'expansion. Il en est de même de ses frontières terrestres avec Quinhamel à l'Ouest et Prabis au Sud. En outre, une partie non

négligeable de son espace est constituée de terres inondables. Aujourd'hui, elle est sur le point d'épuiser ses réserves de terres habitables.

Au niveau continental, la situation de presqu'île est un facteur limitant pour l'accessibilité de la ville de Bissau. Pour accéder à la capitale par le Nord, il faut obligatoirement traverser le Rio Mansoa. Jusqu'à un passé récent, la traversée sur le fleuve Mansoa causait beaucoup de désagréments, à cause du bac de Jôlandim, tandis qu'à l'Ouest, les routes qui sortent de Bissau finissent à Prabis au Sud et Quinhamel à l'Ouest.

Les inondations survenues à Dakar pendant cet hivernage 2005, peuvent être un signal fort pour la ville de Bissau. En observant la *carte 10* on se rend bien à l'évidence qu'une bonne partie du périmètre de l'espace bâti de la ville est limitée par des rizières. Dans beaucoup de concessions, les habitants pratiquent la riziculture derrière les maisons parce qu'elles sont inondées ou très humides pendant l'hivernage. L'urbanisation a entraîné une poussée de plus en plus accentuée de l'habitat vers ces surfaces rizicoles (LEITE E.C., 1991). C'est le cas dans certains quartiers notamment Quelele dans la zone de Bono, Cuntum Madina, Bandim I et II, Pluba I, Empantcha, Luanda, Nhala, Bairro Militar et Psaque.

Cette situation pose des problèmes de salubrité et de viabilité des constructions. L'humidité est favorable au développement des moisissures et des herbes sauvages, refuge des moustiques et des insectes, vecteurs de maladies. D'ailleurs, certains habitants effectuent une élévation de plusieurs dizaines de centimètres avant d'ériger leur bâtiment afin d'éviter que les murs soient atteints par l'humidité. Ceci n'est pas une solution globale et durable.

De plus, cette humidité accentue les problèmes liés aux latrines traditionnelles notamment l'odeur, les risques d'éboulement et de propagation d'agents pathogènes.

4.1.2- Les plans d'urbanisme de Bissau

Concevoir un plan d'urbanisme n'est pas une chose aisée, mais l'appliquer est une autre paire de manche. Elle est même un grand défi d'où la nécessité de disposer de ressources et de tact pour l'appliquer. Selon MESSIAH, il y a beaucoup de corrections à apporter sur le terrain. (MESSIAH G et TRIBILLON J.F., 1987). Nous savons que certaines corrections sont plus onéreuses qu'aménager du neuf.

Parlant de la période coloniale, notre propos va se borner à relever les failles de l'aménagement de Bissau réalisé par l'administration coloniale, à travers les plans et les schémas évoqués plus haut. En revanche, pour la période postérieure aux indépendances, nous focaliserons notre attention sur le plan d'urbanisme de 1993.

Pour revenir à la période coloniale, on remarque que les plans et schéma d'aménagement de la ville de Bissau étaient très réducteurs mais aussi ségrégationnistes.

Se référant à la *figure 1*, on constate que dès le milieu du XIX^e siècle, les actions d'aménagement des Portugais portaient sur un espace très restreint. Après la construction de la forteresse São José, ils se sont limités à l'aménagement de ses alentours immédiats, faisant fi de la périphérie surtout du village grumète qui était contigu au bourg des européens. Ils ont dressé une palissade en 1844 pour séparer leur bourg du reste du territoire, c'est à dire la zone où habitaient les noirs. Le bourg São José prenait l'allure d'un îlot protégé au milieu d'une forêt hostile. Malgré les raisons qui ont guidé les Portugais à créer cette ségrégation, cette situation a créé en son temps un clivage entre les « civilisés » et les « indigènes ». Elle simplifiait la tâche de l'autorité coloniale, qui n'avait alors qu'un espace très réduit à aménager et à gérer.

Le plan d'urbanisme de 1923 ira dans le même sens. Son objectif principal est de densifier l'aménagement de la ville européenne. Pour cela, il fallait libérer de l'espace en démantelant les habitations des africains. Mais cette expansion ne sort pas de la zone qui représente aujourd'hui le quartier du Centre ville. Quant au plan d'urbanisme de 1948 (Cf. *figure 3*), il définissait de nouvelles limites à la ville

européenne. Il prévoyait un espace plus vaste qui comprenait les quartiers actuels de Santa Luzia, Cupelom de Baixo et Cima, Chão de Pépel etc. A ce niveau il fallait procéder à des déguerpissements. Heureusement pour les Africains que ce projet d'extension du quartier résidentiel n'a pas abouti. Mais ce plan restait toujours réducteur et ségrégationniste car tout ce qu'il prévoyait était destiné à la population « civilisée ». On peut qualifier ces plans de verser dans un centralisme très poussé.

L'autre problème d'aménagement à soulever, est l'absence d'une zone d'expansion de la ville européenne. On constate que le pouvoir colonial portugais n'avait pas réservé d'espace pour le développement éventuel de sa ville. Le site de Bissau n'était pas tout à fait vierge quand les Portugais s'installaient. Certes ils ne se sont pas implantés au milieu de la population autochtone mais juste à côté d'elle. Cependant, avec le développement des échanges et des besoins de services, des populations se sont rapprochées de la zone habitée par les Européens, si bien que cette dernière s'est trouvée ceinturée par les quartiers africains. Comme solution pour élargir la ville, l'administration coloniale a toujours procédé à des déguerpissements. Les quartiers africains étaient ainsi rejetés vers la périphérie.

MESSIAH écrivait : « dans la majorité des régions du tiers monde, l'urbanisme ne peut faire front à l'urbanisation. Il lui court après et s'essouffle à réparer dégâts et désordres. » (MESSIAH G et TRIBILLON J.F., 1987).

Pour ce qui concerne la période postérieure aux indépendances, il a beaucoup été question de corrections dans les plans d'aménagement.

Le dernier plan d'urbanisme de Bissau de 1993 en est une illustration. En effet, il prévoit un glissement du centre ville vers les quartiers qui le ceinturent. Pour cela le plan préconise la mise en place d'infrastructures (écoles, centres de santé, postes de police...), des services (banques, centres commerciaux, bureaux de poste, restaurants, etc.) et des immeubles. Etant donné que ces quartiers n'ont plus d'espace disponible, un quelconque aménagement nécessiterait de casser des maisons pour libérer de l'espace. L'investissement sera plus important car il y a le coût du bâtiment à détruire, mais aussi celui du nouvel édifice.

Par ailleurs, en prévoyant de renforcer les équipements et services dans la zone qui ceinture le centre ville, le plan renforce l'engorgement de cet espace, alors qu'il fallait désengorger le centre en créant des pôles d'activités dans la périphérie. Cela éviterait que tous les flux convergent vers la même zone. L'érection de la nouvelle Assemblée Nationale s'inscrit dans cet objectif, mais un problème de parking pour le stationnement des véhicules risque de se poser. De même aux jours de session parlementaire, des embouteillages ou des fermetures de voies peuvent avoir lieu.

Un autre problème mérite d'être soulevé. Il s'agit de la matérialisation des plans d'urbanisme. Prenons l'exemple du plan de 1993. Il prévoit la transformation de la forteresse (Amura) en musée national, la transformation du cimetière en parc, la création d'un parc de loisirs sur le terrain qui faisait face à l'école Patrice LUMUMBA, pour ne citer que cela. Après une durée de douze années, le bilan est mitigé : peu de projets ont été réalisés. Est-ce qu'il faudrait continuer à concevoir des plans d'urbanisme si l'on sait que leur concrétisation sur le terrain posera problème ?

En outre, les détournements d'objectifs, les réorientations, les violations et les inadéquations sont monnaie courante dans l'exercice de la planification urbaine. Comme exemple, il faut citer la construction de l'Assemblée Nationale et le siège de la BCEAO. La première a été édifiée sur un espace destiné à un parc et de plus il est exigu ; la banque est en train, quant elle, d'être construite sur une zone militaire stratégique. De même, le suivi des plans a toujours manqué. Des moyens légaux n'ont pas été prévus pour surveiller les espaces réservés, contrôler l'urbanisme et parer aux violations et détournements d'objectif.

La promulgation des plans d'urbanisme n'est pas accompagnée d'une campagne d'information pour susciter l'adhésion de la population. Puisque leur objectif final est de construire un espace sain et agréable au bénéfice de la population urbaine, négliger la méthode participative, c'est aboutir à de maigres résultats.

Depuis les indépendances, trois plans ont été élaborés : 1976, 1981 et 1993. Ceci donne l'impression que chaque régime qui se met en place conçoit son propre

plan d'urbanisme. Est-ce que ces plans ont des rapports ? Est-ce que ceux qui les conçoivent prennent le soin d'étudier les plans précédents et de s'enquérir des raisons de leur échec, si l'on sait que la conception d'un plan d'urbanisme est très coûteuse ?

Aujourd'hui, un autre plan d'urbanisme est en chantier. Il va bientôt sortir, si ce n'est pas encore le cas. Nous ne voulons pas jouer à l'oiseau de mauvais augure, mais nous craignons qu'il connaisse le même sort que les précédents.

4.1.3- L'expansion spatiale

L'expansion spatiale de Bissau s'est accélérée à partir de 1952. Sur une durée de 15 ans, c'est à dire de 1952 à 1967, l'espace bâti est passé de 299,96 à 818,75 ha, soit une progression spatiale de 63,36%. Ensuite de 1967 à 1986, la surface bâtie est passée à 1549,71 ha soit une expansion de 47,1% en 9 années. Enfin de 1986 à 2004 Bissau est passée à 3643,18 ha, soit une progression spatiale de 57,47% en 18 années.

Comme on le constate sur la *figure 60* l'expansion spatiale de Bissau a été plus accentuée pendant la dernière période. Elle coïncide avec la période post-indépendance. Sa surface bâtie a colonisé 2093,47 ha. Elle a doublé en 18 ans.

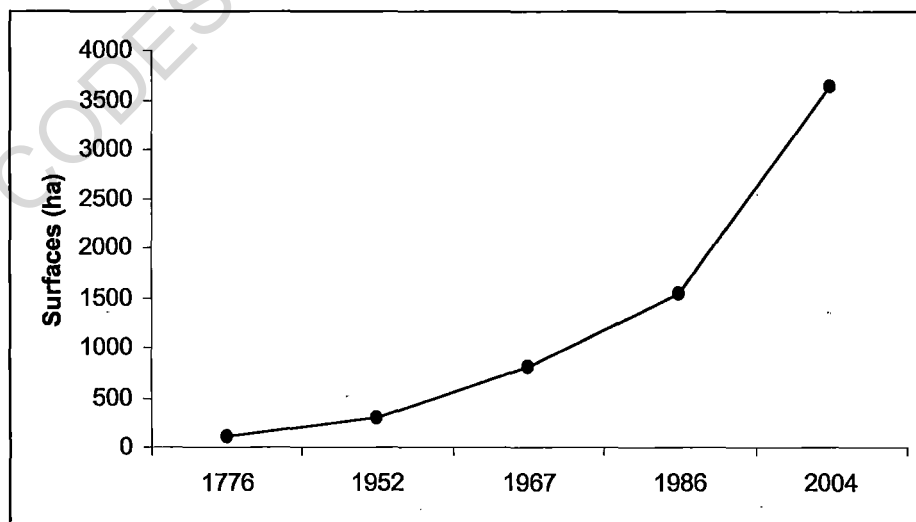


Figure 60: expansion spatiale de Bissau depuis 1776

Source : Carte manuscrite 1776, carte 1952, Images corona 1967, landsat 1986 et 2002

La ville de Bissau s'est étalée démesurément sur l'espace en un temps record. En un demi-siècle (1952 à 2004), l'espace bâti est passé de 299,96 ha à 3659 ha soit une progression spatiale de 3343,22 ha, soit 11 fois sa superficie d'il y a 52 ans.

Cette expansion fulgurante de l'espace de la ville s'explique en grande partie par le système d'habitat. Près de 95% des habitations de la ville ne sont pas à étage. A Bissau les habitants dans leur grande majorité construisent en banco parce qu'étant plus à leur portée. Il suffit tout simplement d'avoir de quoi payer des maçons, des portes, des fenêtres et des tôles ondulées pour construire sa maison. Mais avec ce type de bâtiment en argile, il est impossible de construire en hauteur. Ainsi 87,4% des habitations de la ville sont en banco donc à ras (sans étage). A cela s'ajoutent les maisons construites en dur « construction définitive ». Beaucoup construisent à ras parce que le matériel coûte excessivement cher d'autant plus que presque tout est importé. Chose surprenante, il n'existe pas encore dans la ville un immeuble qui dépasse 5 étages. De plus, la dimension des parcelles à usage d'habitat est importante, environ 400 m². En définitive, le système d'habitat consomme beaucoup d'espace.

L'urbanisation rapide de la ville ces dernières décennies est un des motifs de son expansion fulgurante. Elle a provoqué une montée des prix des parcelles dans la ville. L'attrait monétaire a poussé les autochtones pépels à vendre les domaines ancestraux. De même la municipalité a procédé à de nombreux lotissements pour faire face à ses difficultés financières.

Aujourd'hui, Bissau n'a presque plus d'arrière-pays. Ses réserves foncières, c'est à dire les zones que l'espace bâti peut coloniser, sont très réduites. Pour ce qui les concerne, il faut observer la *carte 11*. Elles représentent les espaces couverts par les cultures autres que la riziculture, et les zones de végétations naturelles à l'exception de la mangrove. Localisées à l'Ouest, ces réserves constituaient au total une surface de 1954,6 ha en 2004. Cela est insuffisant, à moins de récupérer des espaces sur les rizières, encore que ce sont des terres impropres à l'habitat.

D'ailleurs, Bissau a commencé à grignoter les territoires des autres circonscriptions telles que Prabis et Quinhamel. (VERDIER R. et ROCHEGUDE A., 1986). Pourtant les limites de Bissau ont été revues plus d'une fois par l'Etat pour apporter des solutions à son expansion.

On peut aussi penser que l'erreur a été commise lors de la mise en place de l'actuelle division administrative du territoire. C'était une bonne idée de faire de la capitale un secteur autonome qui n'appartient à aucune région. Mais il fallait penser à sa croissance et à son développement pour lui tailler un territoire assez vaste.

D'autre part, cette expansion spatiale effrénée a creusé au même rythme, le déficit en infrastructures et services, car elle a augmenté les besoins. Des lotissements sont effectués en particulier par les propriétaires traditionnels sans installer ou réserver des espaces pour des infrastructures. Il en est de même pour la mairie qui a morcelé sans viabiliser ; ce qui est regrettable dans une situation marquée par une faiblesse des d'investissements.

4.1.4- Organisation physique du bâti : répartition des infrastructures et services

Ayant ciblé quelques types d'infrastructures et de services (Cf. tableaux en annexe 3), nous avons tenté de faire une cartographie de leur densité. Voilà ce que nous avons obtenu ci-dessous. (Cf. figure 61)

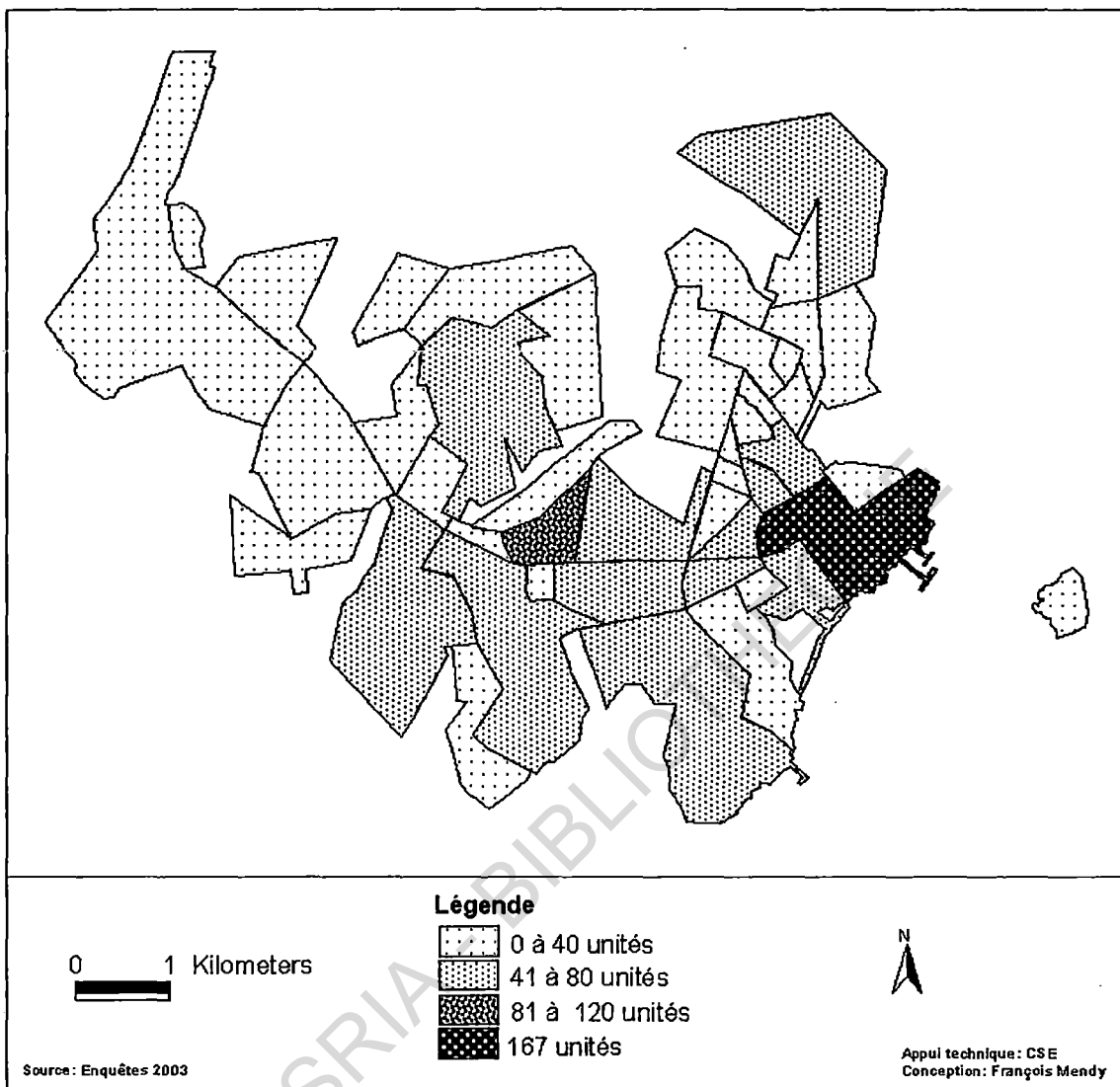


Figure 61 : Densité des infrastructures et services en fonction des quartiers

Au premier abord, on perçoit un déséquilibre. Le premier quartier qui s'individualise est le Centre ville. Il a un niveau d'infrastructures et de services de loin le plus élevé. Il est deux fois plus doté que son second sur la liste. Il est le seul disposant de chacun des infrastructures et services que nous avons ciblés. Il représente donc le pôle d'activités le plus actif de Bissau. Il concentre tout l'appareil administratif de la capitale, de même que les sièges des entreprises. Les principales voies de communication convergent vers lui. Les itinéraires des « toca-toca et des taxis convergent vers le Centre ville.

Bairro Ajuda I est le deuxième quartier. Sa force réside dans ses infrastructures routières et surtout dans son réseau de drainage. Mais pour le reste

des équipements et services, son niveau est moyen, même s'il dispose presque de chacun d'eux. Il n'est pas un pôle d'activité très actif. Sa capacité de polarisation est faible. Dans le domaine de l'habitat, il fait partie des quartiers les plus cotés, à cause de sa position médiane, entre l'aéroport et le centre ville. Il aurait pu concurrencer ce dernier si ses infrastructures et services étaient renforcés.

Ensuite, 12 quartiers ont un niveau inférieur à la moyenne variant entre 41 et 80 unités d'infrastructures et de services. A l'exception de Chão de Pépel, leur insuffisance réside dans la faiblesse du réseau routier. Proche de la moyenne, Cuntum pouvait devenir un pôle d'équilibre s'il disposait d'un bon réseau routier. Ce lot regroupe presque les quartiers les plus peuplés de la ville.

Enfin, les 35 quartiers restants, ont un niveau d'infrastructures et de services très faibles. Certains peuvent être considérés comme des déserts. Hormis ce facteur, la plupart d'entre eux sont enclavés. A l'exception de quelques quartiers la concentration de population est réduite.

En définitive en observant la *figure 61*, force est de reconnaître que le déséquilibre est très marquant entre le Centre ville et le reste de la capitale. Toute la ville converge vers le Centre ville et tout part de lui. Il arrivera un moment où l'accès au centre sera très difficile comme c'est le cas actuellement à Dakar (Sénégal) à cause des embouteillages.

4.1.5. L'urbanisme

Sur le plan urbanistique, nous voulons souligner quelques problèmes notamment liés à l'organisation et à la qualité de l'habitat.

Mis à part quelques quartiers qui ont fait l'objet d'un plan d'aménagement ou d'un lotissement préalable, dans la majeure partie des quartiers de Bissau l'occupation a été faite d'une manière désordonnée. En effet, elle est une forme populaire d'utilisation de l'espace qui obéit à une certaine spontanéité. Les habitations sont construites les unes après les autres sans plan de situation et plan du bâti. Morcelées par les propriétaires terriens sans l'aide d'un géomètre, les

parcelles ont diverses formes géométriques si bien que les maisons sont imbriquées les unes dans les autres. De plus, ceux-ci n'ont pas le souci de laisser des passages larges pouvant permettre la circulation de véhicules. En fait, dans leur tracée, ils ne laissent que des chemins étroits et cela aboutit à des rues étroites, non rectilignes ou inconstantes dans leur largeur et à des impasses, posant ainsi de sérieux problèmes d'accès, surtout en cas de danger.

Les habitations ne disposent pas généralement de clôtures. De ce fait, on ne peut pas distinguer les limites de chaque parcelle. A vue aérienne, ces quartiers donnent l'aspect d'un paysage serré et sombre.

D'autre part, l'occupation de l'espace dans ces quartiers est monotone. En effet, le paysage n'est constitué que de maisons. Aucune autre infrastructure n'est construite et les habitants ne disposent pas de moyens pour y remédier. Des espaces ne sont pas prévus pour la mise en place d'infrastructures éventuelles. Les jeunes sont souvent obligés de se tailler un terrain de football un peu plus loin, dans les parties vierges où la poussée de l'habitat n'a pas encore atteint. Les quelques services qui existent ont été mis en place en réaménageant des habitations. Ainsi, cette forme d'occupation populaire de l'espace qui pose tant de problèmes d'aménagement s'explique par l'ignorance et l'attrait du gain. Les détenteurs traditionnels de terre n'ont pas de notions urbanistiques régissant l'occupation de l'espace en milieu urbain. Pour des questions pécuniaires, ils ne se laissent pas guider dans leur morcellement : il leur coûte de perdre de l'espace pour des infrastructures ou services.

Pour installer des infrastructures, il faudra nécessairement casser des maisons pour libérer de l'espace. C'était le cas des quartiers qui ont fait l'objet d'une restructuration dans les années 80 et 90 à Bissau. En visitant quelques uns de ces quartiers, on se rend compte des efforts importants qui ont été faits. Il a fallu détruire des maisons pour sortir des rues acceptables et mettre des infrastructures communautaires. Mais on constate que les rues ne sont pas aussi rectilignes qu'on aurait voulu qu'elles soient.

Cependant, il faut reconnaître que l'Etat et la municipalité ne s'impliquent pas assez dans la restructuration des quartiers « spontanés » de la ville. A défaut d'une restructuration, ils auraient pu procéder à un re-lotissement de ces quartiers. Pour les quartiers nouveaux, ils doivent trouver des mesures pour amener les propriétaires à céder leurs terres avec l'appui de techniciens et en conformité avec le plan d'aménagement de la ville.

D'autre part, Bissau est pratiquement la seule ville où des sociétés publiques ou privées de promotion immobilière n'existent pas. Avant les indépendances, l'administration coloniale faisait de la promotion de l'habitat pour les « civilisés » une de ses préoccupations majeures. Au début des indépendances, le régime a pu réaliser des logements pour les coopérants et quelques corps de métier guinéens notamment Bairro Internacional, « Predios cubanos », des logements de militaires à Bairro Militar. Dans les années 90, les immeubles « Predios Taiwan » ont été réalisés, ce qui semble insuffisant pour améliorer l'urbanisme de la ville.

Comme on peut le voir sur la *figure 31*, ce type de construction est très répandu. En effet, 87,5% des habitations de Bissau sont construites en argile. La construction à base d'argile est solide mais sa durée de vie est limitée parce qu'elle ne dispose ni de fer, ni de chaînage, ni de fondation, si bien que les fissures dues aux mouvements du sol sont très accentuées. Les murs en banco ne peuvent pas recevoir une couche de peinture. Ils supportent difficilement d'être percés pour un quelconque aménagement (encastrer les fils électriques, les interrupteurs, fixer des clous etc.) A la rigueur, cela paraît impossible. Les murs en banco ne peuvent pas tenir s'ils dépassent une certaine hauteur. Ils ne peuvent résister à l'humidité. C'est pourquoi on construit toujours une toiture qui déborde au moins d'un mètre pour les protéger. Ils ne peuvent pas supporter une toiture très lourde. Ainsi, il y a beaucoup de risques à couvrir un bâtiment en banco avec des tuiles. Par ailleurs, ce type de toiture qui déborde empêche les courants d'air d'accéder à l'intérieur du bâtiment. Globalement on peut dire que la construction en banco est peu confortable et sa durée de vie est très limitée. Une réflexion doit être menée pour trouver des voies et moyens d'améliorer l'habitat en banco.

En terme de couverture, certains types de toiture présentent des problèmes liés au confort. Comme on le sait, ce sont les tôles ondulées qui sont à la portée des habitants de Bissau. En effet, 83,4% des habitations en sont couvertes. Pourtant, elles ne protègent pas de la chaleur, car il fait très chaud dans ces maisons. Le bruit est infernal quand la pluie tombe dessus. Mettre une couverture en chaume n'est pas une préoccupation esthétique ou d'authenticité, mais une question de pauvreté. Après une durée de quelques années, il faut augmenter ou changer la couche de paille avant chaque hivernage pour éviter des fuites d'eau. C'est pour cela qu'on en trouve de moins en moins dans la ville.

Par ailleurs, dans la couverture des bâtiments en banco, il y a d'autres désagréments. La charpente de la toiture est posée au-dessus des murs du bâtiment si bien que les pièces communiquent par le haut. Il suffit qu'un bruit ou des conversations se déroulent dans une chambre pour qu'on l'entende dans les autres. Alors, il faut nécessairement un plafond léger pour isoler les pièces. Hélas, beaucoup d'habitations en banlieue ne disposent pas de faux-plafond.

4.1.6- L'assainissement

Bissau ne dispose pas d'un système d'assainissement conventionnel. Un réseau d'égouts est quasi inexistant même dans les quartiers structurés notamment le Centre ville, Bairro Ajuda et Bairro Internacional (Ministério das obras publicas, 1993). Il est plutôt basé sur les fosses septiques. Ce système continue de tenir, grâce à la très grande perméabilité du sol, mais il est facteur de pollution pour les nappes souterraines.

Dans les quartiers irréguliers, les latrines aménagées dans 62,3% des habitations sont très archaïques. Ce type de latrines est très polluant vis à vis de la nappe phréatique. Sa fosse est un repère favorable pour les moustiques et les mouches. D'autre part, ces latrines dégagent par leur trou de l'ammoniac et d'autres gaz nocifs. Les risques d'accident par éboulement de la fosse sont prévisibles, surtout en hivernage, d'autant plus qu'il s'agit d'un pays très pluvieux. C'est, d'ailleurs, la raison pour laquelle ces latrines ont une durée de vie très limitée finissant souvent par un éboulement.

Concernant les canaux d'eaux pluviales, il se pose un problème de qualité. Certains grands canaux à ciel ouvert sont creusés et non cimentés si bien qu'ils augmentent de taille quand l'eau est importante ou se bouchent quand l'eau charrie beaucoup de sable ou sont victimes d'éboulements de parois. D'autres donnent l'impression de n'avoir pas été aménagés mais d'être creusés par l'eau à force de circuler sur la même voie. D'habitude, ils sont tortueux et de dimension inconstante.

Par contre les petits canaux à ciel ouvert ont parfois une taille très petite au point qu'il arrive souvent que l'eau déborde de son lit provoquant à la longue un éboulement des canaux.

4.1.7. Les infrastructures routières

La *carte 13* montre l'état actuel des aménagements routiers dans la ville de Bissau. De prime à bord, on constate qu'il y a une disparité. Le centre ville et Chão de Pépel forment le noyau urbain le plus dense en routes. Ensuite, le noyau Bairro Ajuda I et II vient loin derrière en seconde position. Il s'en suit le groupe de quartiers qui ceinture le centre ville et enfin le reste des quartiers ayant une façade qui donne sur les grands axes (n°1A et 1B) ou sur les axes latéritiques n°1. Le quartier São Vicente de Paulo n'a pas de route, d'où son enclavement.

Le déséquilibre entre ces différents noyaux est important. Celui du Centre ville est desservi par les routes bitumées n°1 et n°2. De plus son réseau routier interne, constitué des routes bitumées n°3, est dense, tandis que le second noyau des quartiers Ajuda est très faible par rapport au premier. Il a un réseau intérieur très dense constitué de routes latéritiques et il n'est desservi que par deux routes bitumées. Le troisième noyau de quartiers est desservi par des axes bitumés mais leur réseau intérieur est latéritique et lâche. Enfin, le quatrième noyau, constitué des quartiers restants, est desservi par des axes bitumés ou latéritiques, et généralement ne dispose pas de réseau intérieur.

Sur le plan géographique, on remarque la concentration des infrastructures routières au Centre-Est de la capitale. Toutes les routes bitumées et latéritiques n°1

et 2 convergent quasiment vers le noyau du Centre ville, renforçant son rôle de leader et sa capacité à attirer les services urbains.

Par rapport à la population, le réseau routier est faible dans les zones peuplées de Bissau notamment Cuntum, Missira et Bandim I. Il en est de même pour les quartiers de forte densité tels que Calequir, Réno et Pefine.

En revenant à la *carte 13*, on constate nettement que le réseau de communication est faible et mal réparti. Sur une surface bâtie de 3452,57 ha, on a un total de 140,75 km de routes (70 km de routes bitumées et 70,75 km de routes latéritiques). Ceci donne une densité de 1 km pour 24,53 ha.

D'autre part, le réseau routier de Bissau souffre d'une forte érosion due au vieillissement et à un déficit d'entretien. Sur la *carte 13*, on remarque que les parties dégradées sont nombreuses. Cette situation est très accentuée au Centre ville car les nids de poule sont nombreux au point que les taximen refusent souvent d'y circuler.

En outre, l'importance des routes latéritiques ne milite pas en faveur d'un réseau de qualité. La moitié de celui-ci est revêtu de latérite. Et l'on sait qu'elles sont fragiles parce qu'exposées à l'érosion hydrique et mécanique (usées par les véhicules). Certaines d'entre elles, en particulier dans les quartiers, ressemblent à des pistes sableuses car leur couche de latérite a presque disparu. Elles présentent des ravinements un peu partout. Pendant l'hivernage, beaucoup de ces routes latéritiques sont abandonnées par les automobilistes. Cette situation a des répercussions sur le transport en commun urbain.

4.2- LES PROBLEMES DE GESTION URBAINE DE BISSAU

A l'instar de toutes les villes du tiers monde, Bissau est confrontée à des problèmes de gestion. En effet, son urbanisation et son expansion spatiale rapides ont augmenté ses besoins. Notre propos va porter sur les problèmes d'accès des populations aux infrastructures et services.

4.2.1- L'eau courante

L'accès à l'eau courante est faible, car 17% des habitations de la ville sont branchées au réseau d'adduction d'eau, soit 3758 branchements. La répartition du réseau montre une grande disparité. A l'exception de Bairro internacional, seuls les quartiers aménagés pendant la colonisation disposent d'un niveau de branchement satisfaisant, c'est à dire supérieur à 60%. Les quartiers les plus peuplés ont peu de branchements. Au fur et à mesure que l'on s'éloigne dans la périphérie, les branchements se réduisent sensiblement. (Cf. figure 40)

Cette situation aurait pu être atténuée par les bornes-fontaines, si elles étaient nombreuses, mais on constate qu'elles sont au nombre de 70 réparties dans 23 quartiers. Pluba II, Empantcha et São Vicente de Paulo qui ont les niveaux de branchements les plus faibles, inférieurs à 10%, ne disposent pas de bornes-fontaines. Il faut noter que les quartiers les plus dotés n'en ont pas suffisamment vu l'étendue de leur territoire et l'importance de leur population. De même, la périphérie est faiblement dotée. (Cf. figure 43)

La distribution de l'eau est confrontée à de nombreux problèmes. Les coupures intempestives sont très courantes. Certains équipements du réseau d'adduction d'eau datent de la colonisation ; cela aboutit à des ruptures et des perforations de tuyaux. Une quantité inestimable d'eau est perdue à cause des tuyaux défectueux. Malgré tous les efforts d'extension, le réseau reste encore très restreint.

Selon un responsable de la municipalité, l'eau potable mise à la disposition de la population de Bissau par la société des eaux et d'électricité de la Guinée-Bissau EAGB, n'est pas préalablement traitée (MEDINA P., 1997). S'il y a traitement, il est mal fait. Le curage des tuyaux n'est pas suffisant. On retrouve beaucoup d'éléments étrangers dans l'eau. Il suffit de la laisser se reposer pour s'en rendre compte.

La faiblesse de l'offre explique d'ailleurs pourquoi l'alimentation de la population en eau provenant de puits est importante dans la ville. A ce niveau, il faut rappeler que 27,7% des habitations de Bissau disposent de puits, sans compter

celles qui en dépendent. Comme on le sait en Afrique, la solidarité veut que l'on partage même les équipements. Le puits creusé dans une concession est utilisé par tout le voisinage. Cela est d'autant plus facile que les habitations ne disposent pas souvent de clôtures de séparation. Donc si l'on parlait d'accès des habitations à l'eau des puits, ce taux pourrait être multiplié par trois. Les quartiers peuplés et ceux de la périphérie détiennent les densités de puits domestiques les plus élevées, d'autant que leur niveau d'accès à l'eau courante est faible.

C'est vraiment dramatique que dans une ville, de surcroît une capitale, la consommation d'eau potable provenant des puits soit de loin plus importante que la consommation d'eau courante. C'est un paradoxe ! On se croirait en campagne !

D'autre part, la facturation de l'eau pose problème. L'indexation de la consommation de l'eau sur celle de l'électricité ou l'établissement d'un prix forfaitaire ne dissuade pas le gaspillage d'eau. A cause de ce type de facturation, certains ménages gaspillent l'eau, alors que la frange la plus importante de la population n'en a pas accès.

4.2.2. Les bornes-fontaines

Comme il a été souligné plus haut, la ville de Bissau est très faiblement équipée en bornes-fontaines. Certaines femmes, conscientes des dangers que comporte l'eau des puits, sont obligées de se déplacer sur une distance plus ou moins longue pour chercher de l'eau du robinet qu'elles réservent uniquement pour boire et pour faire la cuisine.

Certains de ces équipements sont tombés en panne, faute d'entretien. Il s'agit particulièrement des fontaines à manivelle qui sont presque toutes hors d'usage. Pourtant c'est l'équipement qu'il fallait multiplier pour élever le niveau d'accès à l'eau courante et éviter aux populations la consommation d'eau de puits.

4.2.3- Les puits

Comme il a été dit plus haut, le nombre de puits domestiques est de l'ordre de 6129 unités pour 22096 habitations, soit un puits pour quatre habitations, ce qui paraît excessif pour une ville capitale. Mais le problème se situe au niveau de la qualité de l'eau. Avec le système d'assainissement constitué de latrines et de fosses septiques, les risques de pollution hydrique sont importants. Non seulement elles polluent les nappes souterraines mais elles sont très proches des puits. De ce fait la qualité de l'eau des puits dans la capitale est douteuse.

4.2.4. Le réseau public d'électricité

Même si 40,1% des habitations de Bissau sont branchées au réseau public, l'accès à l'électricité présente une grande disparité. Comme pour l'eau courante, les quartiers structurés ont les meilleurs niveaux de branchements avec plus de 70%. Du Centre-Est vers la périphérie, les branchements se réduisent progressivement. Les quartiers de forte densité ont un accès faible et plus encore ceux qui sont plus peuplés.

Malgré cette répartition, l'électricité reste une denrée rare dans la capitale, même pour ceux qui sont branchés sur le réseau. Les pénuries d'électricité sont fréquentes et ont tendance à durer dans le temps. Aux débuts des années 90, on a noté des pénuries qui duraient à peu près 12 heures : on avait l'électricité le jour ou la nuit. Depuis les années 2000, la situation s'est aggravée. Les pénuries durent une semaine voire plusieurs, faisant de temps en temps des éclaircies de quelques heures ou moins d'une heure.

Pourtant, certaines habitations disposent d'une manière permanente de l'électricité « fase permanente », alors que la grande masse est affectée par les pénuries fréquentes. On ne sait pas sur quel critère se base cette discrimination.

Avec la forte urbanisation qui s'est manifestée ces deux dernières décennies, par la densification du tissu bâti des anciens quartiers et l'apparition de nouveaux

quartiers, la société EAGB a opéré des branchements nouveaux sans augmenter les capacités de production de la centrale électrique.

Une partie du réseau de distribution est ancienne. Au Centre ville, les fils électriques mélangés aux fils téléphoniques pendent un peu partout.

Le phénomène du vol de courant électrique est très répandu et constitue une perte énorme pour l'entreprise EAGB. Certains habitants se connectent sur le réseau à l'insu de l'entreprise, mais souvent ils bénéficient de la complicité des propres agents de la société.

Il n'existe plus d'éclairage public dans la ville. Seul le Centre-ville dispose d'équipements (ACIOLY, C.C., 1993). Ceux-ci datent de la colonisation portugaise, mais ils n'éclairent plus depuis longtemps. Aujourd'hui, c'est le clair de lune qui éclaire la ville de Bissau la nuit.

Cette situation de pénurie d'électricité est inconfortable pour les citoyens de Bissau, mais aussi pour l'économie. Elle n'encourage pas les investissements. L'usage de groupes électrogènes est courant. Toutes les entreprises et les habitations des classes riches en disposent.

Cependant, force est de reconnaître que la cause principale de cette pénurie est liée à la centrale électrique qui est unique pour toute la ville.

4.2.5. La centrale électrique

Logée dans un petit site, la centrale électrique de Bissau date de la colonisation. Elle est pratiquement vétuste. Selon Paulo MEDINA, quatre générateurs sur douze fonctionnaient en 1997 (MEDINA P., 1997). En 2003, dans le cadre de la coopération, les taiwanais ont renouvelé quelques uns, mais cela n'a pas eu d'effet sur la distribution.

Par ailleurs, le carburant pour alimenter les générateurs qui fonctionnent manque souvent. Sa capacité de production reste encore inférieure à la demande qui augmente car Bissau s'urbanise exponentiellement. Certains avis soutiennent que depuis plus de deux décennies la centrale n'a plus fonctionné à plein régime.

4.2.6. L'accès au téléphone

L'accès au téléphone dans la ville de Bissau est faible. En effet, 19,6% des habitations disposent de téléphone fixe. Il y a une grande disparité dans la répartition des connexions. Les quartiers réguliers détiennent toujours les taux les plus importants. Les quartiers périphériques restent encore faiblement connectés.

A cause de la proportion très importante d'émigrés bissau-guinéens, le téléphone est un service très sollicité dans la capitale, mais la liaison avec l'extérieur est difficile. Le service de dépannage n'est pas très rapide.

D'autre part, le téléphone coûte excessivement cher. La Guinée-Bissau est l'un des pays où les tarifs sont les plus élevés. Sur la *figure 42*, seules 19,6% des habitations de la capitale sont connectées au réseau, ce qui donne l'impression d'une absence de politique efficace de vulgarisation du téléphone.

L'apparition des cabines téléphoniques privées est en train d'améliorer l'accès à ce service (DELER J.P. et Al, 1998). Mais 88 cabines dans toute la ville, cela paraît trop insuffisant, surtout que 17 quartiers n'en ont même pas une. Il y a donc problème quelque part. Etant donné qu'elles constituent une source d'emploi qui peut procurer des revenus substantiels, on ne peut comprendre qu'il y ait si peu de cabines téléphoniques privées dans la ville.

Aussi, l'apparition du téléphone mobile a sensiblement amélioré l'accès. Il faudra cependant beaucoup améliorer le réseau et éviter la concurrence déloyale qui se fait sentir entre les deux opérateurs. Elle cause beaucoup de préjudices aux usagers.

4.2.7. L'assainissement

Les canaux d'eaux pluviales représentés sur la *carte 12*, montrent qu'en terme d'accès, le réseau d'évacuation des eaux pluviales est insuffisant. Mis à part le Centre ville et les quartiers qui l'encadrent de même que Bairro Ajuda I, le réseau est presque absent dans le reste de Bissau. En effet, il pleut beaucoup dans la ville et il est nécessaire d'orienter ces grosses quantités d'eau vers les zones de rétention. La circulation des eaux provoque une forte érosion des rues et du réseau routier. Dans certains quartiers non structurés, la circulation de volumes importants d'eaux de pluies a provoqué des ravinements. Ceci cause un préjudice à la circulation des véhicules surtout des transports en commun.

Le réseau de drainage des eaux de pluie souffre de problèmes d'entretien. Les populations ont transformé certains de ces canaux en déversoir d'eaux usées. Certaines personnes y versent même des immondices à la tombée de la nuit. Dans les quartiers qui avaient été restructurés, un système de gestion communautaire avait été mis en place pour l'entretien des canaux, mais on dirait que plus rien ne fonctionne aujourd'hui.

Par ailleurs, 11,1% des habitations ne disposent ni de latrines traditionnelles, ni de latrines conventionnelles ou salles d'eau. Cela paraît inconfortable d'autant qu'elles constituent un équipement indispensable pour une habitation. Grâce à la solidarité africaine, leurs habitants sont obligés de squatter les toilettes des voisins. L'absence de clôtures ou de séparations entre les maisons facilite cette situation. Du coup, les télescopages, les jalousies et la saturation deviennent courants. Cette situation devient encore plus inconfortable quand un visiteur de ces familles qui ne disposent pas de latrines veut se soulager.

4.2.8- Les infrastructures sociales

4.2.8.1- Les infrastructures éducatives

4.2.8.1.1- Le Préscolaire

Il faut reconnaître que l'offre est très insuffisante, même si les parents n'ont pas l'habitude d'envoyer leurs enfants au préscolaire faute de ressources. D'ailleurs les statistiques le prouvent, car il n'y a que 22 jardins d'enfants pour l'ensemble de la ville de Bissau en 2003.

Les institutions préscolaires sont mal réparties dans la ville. Elles sont concentrées au centre, tandis que les 30 quartiers qui n'en disposent pas sur leur territoire, sont en général dans la périphérie de Bissau. Puisqu'il ne paraît pas concevable que les enfants se fassent conduire d'un quartier à un autre ou de la périphérie vers le centre pour aller au jardin, les chances de fréquenter le préscolaire sont minces. De plus, pour les quartiers qui ont le plus grand nombre d'habitants, un jardin d'enfants paraît insuffisant, d'autant que le préscolaire n'est pas fait pour de grands effectifs.

Ces établissements sont tous du secteur privé, ce qui suppose des ressources pour y envoyer son enfant. Puisque la pauvreté touche une grande partie de la population de la ville, le préscolaire reste encore un luxe pour la majeure partie des familles citadines, surtout que la scolarisation dans les autres niveaux est difficile à cause de l'insuffisance des infrastructures éducatives.

4.2.8.1.2- Les écoles primaires

Pendant la colonisation, les infrastructures scolaires étaient très faibles. Le pouvoir colonial avait opté délibérément de maintenir la population dans l'ignorance. L'instruction était destinée d'abord à une certaine classe dite civilisée. Aujourd'hui, l'accès à l'éducation primaire est encore faible. Pour l'ensemble de la ville, 105 établissements ont été recensés.

Quant aux conditions, ce chiffre cache de profondes disparités. Pour ce qui concerne le bâti, hormis les établissements publics dont certains possèdent des salles de classe en « Krintim », quelques écoles privées sont logées dans des bâtiments à usage d'habitat. D'autres occupent des maisons inachevées ou abandonnées notamment à Cuntum et à Antula, pour ne citer que celles-là. Certains encore ne disposent pas de salles de classe suffisantes pour tout le cycle primaire (1^{ère} à la 4^{ème} année). Il y en a qui fonctionnent sans autorisation préalable du Ministère de l'Education. D'autres sont en fait des structures de renforcement pédagogique et non des écoles proprement dites. Les répétiteurs reçoivent les élèves pendant leurs heures libres moyennant une certaine somme à la fin du mois. On peut l'assimiler à des cours particuliers collectifs. Enfin, faute de tables-bancs suffisantes, les élèves de la première année apportent leur banc ou chaise pour suivre les cours.

Sur le plan pédagogique, un problème réel de formation se pose à l'échelle nationale. Peu d'enseignants surtout dans le privé, ont reçu une formation au préalable.

Malgré l'éclosion de l'enseignement privé, l'offre est très faible par rapport à la demande. Dans l'enseignement public, la demande est si forte que le Ministère a adopté un système à trois flux « periodo »: 7h à 11h, 11h à 15h et 15h à 19h. L'élève est inscrit dans une classe qui fonctionne pendant une de ces trois horaires qui ne changera pas durant toute l'année scolaire. L'inscription à un horaire dépend surtout de l'âge et du niveau, si bien que l'enfant peut avoir classe à l'horaire qui ne lui convient pas ou ne convient pas à ses parents. Par exemple l'horaire de 11h-15h est astreignant, surtout qu'il n'est pas évident pour un enfant issu de la classe pauvre d'avoir le casse-croûte en ces temps qui courent.

Par contre, les établissements privés fonctionnent généralement à deux flux, le matin et l'après-midi.

Pour un horaire de quatre heures par jour, du lundi au vendredi, les élèves ont au total vingt (20) heures de cours par semaine. Ce nombre paraît insuffisant pour

les classes du primaire surtout si l'on prend en compte certaines conditions citées plus haut.

Sur la *figure 45* on constate aisément que la répartition des établissements primaires est très inégale. Onze quartiers n'ont pas d'école primaire sur leur sol. Donc les enfants de ces quartiers sont obligés d'aller dans les autres quartiers pour étudier. La situation des enfants de Enterramento est encore plus difficile car leur quartier est très enclavé. Nous savons tous, les risques et les difficultés que cela comportent pour des enfants si jeunes.

En outre, l'enseignement public est miné par l'absence de motivation des enseignants et les nombreuses grèves. Les salaires payés aux personnels enseignants sont dérisoires. Ils ne permettent pas de subvenir à leurs besoins individuels, à plus forte raison aux besoins de leur famille, surtout que la marge de manœuvre des enseignants bissau-guinéens est réduite quand il s'agit de trouver d'autres ressources, parce que le contexte de pauvreté a réduit sensiblement les opportunités. Depuis la fin des années 90, une nouvelle donnée est venue aggraver la situation. Il s'agit des retards de salaire. Cette atmosphère intenable a souvent abouti à des grèves. Les plus longues, de plusieurs mois, ont été enregistrées dans les années 2000. Ce qui a davantage fragilisé le système éducatif.

Aujourd'hui, l'école publique est en train de perdre de sa crédibilité. Un parent d'élève qui aspire à de bonnes études pour son enfant est obligé de l'envoyer dans les écoles privées.

4.2.8.1.3- Le cycle intermédiaire ou « ciclo »

Bissau compte 30 établissements de cycle intermédiaire, ce qui est très insuffisant car 24 quartiers n'en disposent pas. Ce chiffre donne l'impression d'une rupture dans la progression des élèves. Passer de 105 écoles primaires à 30 « ciclo » nous paraît très brutal et considérable.

Ce cycle connaît à peu près les mêmes problèmes que le cycle primaire. A cela s'ajoute la faiblesse de l'effectif d'enseignants. Puisqu'il faut un professeur par

discipline, les enseignants sont obligés d'enseigner plusieurs matières faute d'un personnel suffisant dans certaines écoles.

Ces 30 établissements sont mal répartis sur l'espace de la ville créant des noyaux vides notamment l'ensemble Empantcha, Lala Quema, Pluba I et II, Santa Luzia et São Vicente de Paulo, le groupe Zone Industrielle de Bra, Enterramento, Bra et Penha, et le noyau de Rossio, Calequir, Pefine et Amdalai. Les élèves qui habitent ces zones sans établissements se déplacent généralement à pied sur des distances plus ou moins longues.

4.2.8.1.4- Les établissements secondaires

L'accès à l'enseignement secondaire est faible à cause de l'insuffisance du nombre d'écoles. La capitale ne dispose que de 23 établissements pour l'ensemble de son territoire. Alors que les besoins augmentent chaque année du fait de l'exode des élèves issus des localités du pays qui ne disposent pas de cycle secondaire.

En raison de la forte demande, un système de quatre flux fonctionne dans les lycées publics : 7h à 11h, 11h à 15h, 15h à 19h et 19h à 23h. Mais le flux de 19h à 23h est exposé aux pénuries d'électricité fréquentes.

La carence en matériels didactiques est très sensible au secondaire. Pour la plupart des disciplines, il n'existe pas de livres adaptés au programme local. Les établissements ne disposent pas de laboratoires pour enseigner convenablement les physiques, la chimie et les sciences naturelles.

La répartition spatiale des établissements secondaires montre une grande disparité. (Cf. figure 47). On compte 31 quartiers qui n'abritent pas d'établissements secondaires sur leur territoire. Les écoles sont concentrées presque au centre si bien que la périphérie est vide. Les élèves des quartiers de l'Ouest de la ville font de longues distances pour se rendre au lycée.

4.2.8.1.5- Les écoles de formation professionnelle

Elles sont au nombre de 18 dans la ville de Bissau, ce qui montre nettement que l'offre est très faible. L'accès est d'autant plus difficile que ces établissements n'existent pratiquement qu'à Bissau. Donc, leur vocation serait d'accueillir les élèves des autres régions du pays. Par ailleurs, la demande est importante car les besoins de formation concernent aussi bien les élèves qui ont fini leur cursus scolaire normal que les autres qui ne sont pas parvenus au bout. A l'heure actuelle, la formation professionnelle n'est pas en mesure de palier le déficit de formation universitaire.

Sur le plan qualitatif, peu d'entre elles sont de grande envergure. Les écoles de formation professionnelle les plus importantes sont CENFA (école d'administration), Chico TÉ (école de formation des enseignants), le centre de sculpture, l'école des infirmiers et infirmières et SITEC (centre de formation en informatique), tandis que le reste est constitué d'écoles de conduite, de petits établissements d'informatique, etc.

Les filières proposées sont peu variées : informatique, comptabilité, administration, santé, sculpture, conduite auto etc. L'Etat s'est peu impliqué, même s'il faut lui reconnaître sa primauté dans ce qui existe. Le privé est faiblement présent dans ce secteur de l'enseignement professionnel.

La formation professionnelle est confrontée à un déficit d'encadrement. Certaines de ces écoles, particulièrement celles de l'Etat, dépendent beaucoup de la coopération internationale pour trouver des enseignants et même pour leur fonctionnement.

Quant à la répartition spatiale de ces structures de formation professionnelle dans la ville, il y a une disparité. Elles sont presque concentrées au centre de la capitale. Le Nord est désert, ce qui pose encore le problème de déplacement et la polarisation du centre en particulier du Centre ville.

4.2.8.1.6- Les établissements d'enseignement supérieur

Depuis l'accession de la Guinée-Bissau à la souveraineté internationale, le pays n'est pas encore parvenu à mettre en place une université. Ce ne sont pas les projets qui ont manqué. Cependant, il existait deux facultés, médecine et droit dans la ville. Aujourd'hui celle de droit est seule à fonctionner. Depuis un ou deux ans des efforts ont été menés pour relancer le projet de l'université Amilcar CABRAL nourri dès les indépendances. C'est ainsi que l'école de formation des enseignants « Chico Té » vient d'abriter le département des lettres de l'université Amilcar CABRAL. Une université privée a vu le jour en 2003. Mais l'accès est très limité vu sa faible possibilité d'offre, alors que la demande est importante et augmente d'année en année.

Quant aux conditions de fonctionnement de ces structures universitaires, elles ne sont pas très favorables. Les locaux ne sont pas suffisants, c'est le cas de la faculté de droit. Certains locaux sont inappropriés notamment ceux de l'université privée « colina de Boé ». L'insuffisance du personnel enseignant est l'un des problèmes essentiels qui handicapent l'enseignement supérieur à Bissau. La dépendance sur les enseignants étrangers est très forte. C'est l'une des raisons qui a occasionné la fermeture de la faculté de médecine. Dans l'objectif de renforcer le personnel enseignant local, des bourses de formation ont été octroyées, mais certains étudiants partent et ne reviennent pas.

Par ailleurs, la prise en charge par l'Etat de ces structures universitaires est insuffisante. Elles dépendent beaucoup des subventions des pays amis pour survivre. Cette situation explique aujourd'hui l'existence de quelques filières payantes.

La pénurie d'électricité est un grand handicap pour ces institutions, d'autant que certaines d'entre elles ont des niveaux qui ne font cours que l'après-midi.

4.2.8.1.7- Les bibliothèques

En dehors de ces carences au niveau de l'éducation, il n'est pas chose aisée de mener une activité intellectuelle ou de recherche bibliographique à Bissau. En effet, les bibliothèques et centres de documentation ne sont qu'au nombre de sept, ce qui très insuffisant comme offre devant cette masse d'élèves, d'étudiants et de travailleurs qui ont besoin de lire et de se documenter.

L'INEP détient la seule bibliothèque publique de la capitale et la seule adaptée à la recherche. Toutes les autres sont de petite envergure et sont privées, ouvertes au public, à l'exception des centres de documentation des différents services des Nations-Unies. Toutes ces bibliothèques ont des capacités d'accueil très faibles.

4.2.8.1.8- L'institut de recherche

L'institut national d'étude et de recherche (INEP) est l'unique qui existe en Guinée-Bissau. Aujourd'hui, il se débat dans des difficultés liées à l'absence de ressources, de personnel et d'équipements. Lors de la guerre du 7 juin 1998, il a perdu tout son équipement, ses archives historiques sonores, visuelles et écrites, occasionnant le départ de beaucoup de ses chercheurs. Il fonctionne depuis lors au ralenti.

4.2.8.2- Les problèmes des infrastructures sanitaires

4.2.8.2.1- Les hôpitaux

Sur l'ensemble du territoire de Bissau, il y a huit hôpitaux, ce qui paraît de prime à bord important. Ce chiffre cache cependant des disparités. En effet, il y a d'abord une petite confusion dans le vocabulaire. Trois structures peuvent être considérées comme des hôpitaux. Il s'agit de Simão MENDES, de « 3 de Agosto » et celui des tuberculeux. Les structures sanitaires situées dans les quartiers de Varela, Chão de Pépel et Bandim sont des cliniques privées. Celle de Plack II est une infirmerie militaire tandis que celle du Centre ville est un centre de protection maternelle et infantile (PMI). Après ces précisions, on se rend bien compte que l'offre

est faible. L'accessibilité est d'autant plus faible que Simão MENDES est le seul hôpital disposant de plusieurs services. Les autres ont des capacités d'accueil faibles, alors que la demande de soins est importante d'autant que tout le pays dépend des hôpitaux de Bissau. L'hôpital de Canchungo qui équilibrait les flux est à genou depuis le départ des chinois.

Il n'existe que deux maternités, à l'hôpital Simão MENDES et à la clinique Madre Térésa de Varela, pour la ville entière. Pour des considérations financières, le premier est de loin le plus sollicité, posant des problèmes de suivi satisfaisant.

Les hôpitaux sont confrontés à divers problèmes. La faiblesse des équipements constitue un grand handicap. Ils souffrent d'un déficit de personnel mais surtout de spécialistes. La guerre du 7 juin 98, a provoqué de nombreux départs vers l'étranger aggravant le déficit. Mais cette situation n'a pas de chance de s'améliorer avec la fermeture de la faculté de médecine. Comme partout en Afrique, l'entretien du matériel et des locaux pose véritablement problème.

L'absence de motivation est très marquante. Le personnel de santé n'est pas épargné par des problèmes de salaires trop bas. Comme les autres fonctionnaires, les travailleurs sont victimes des arriérés de salaires si bien que le secteur de la santé va de temps en temps en grève.

Un système d'assurance maladie ou de couverture médicale est pratiquement inexistant. La sécurité sociale et la prise en charge médicale par l'Etat sont presque absentes. Le malade se prend entièrement en charge jusqu'à l'achat d'une seringue. Les frais de consultation ou d'hospitalisation à Bissau, sont exorbitants par rapport aux revenus de la population. En outre, le système de prise en charge gratuite « junta » de la coopération portugaise, est mal géré. Les conditions à remplir établies par la partie guinéenne sont inaccessibles aux ayants droit, donc aux patients pauvres. Un système de prévoyance retraite fonctionne très mal.

La répartition spatiale des hôpitaux est inégale. Ils sont concentrés au Sud-Est tandis que le Nord est désert, ce qui renforce les flux vers l'Est de la ville, augmentant la polarisation du Centre ville.

4.2.8.2.2- Les postes de santé

A travers nos enquêtes, nous avons répertorié sept postes de santé dans l'ensemble de la ville. Pour une population de 305.696 habitants, l'offre paraît très insuffisante.

Les postes de santé constituent le maillon faible du système sanitaire de la ville. Ils sont en proie à de nombreuses difficultés. La plupart d'entre eux ont des locaux pareils aux habitations. Ils ne disposent pas d'équipements pour faire les petites analyses de selles, d'urines et de sang. Les postes de santé publics manquent aussi de produits pour fonctionner. Globalement ils souffrent des mêmes maux que les hôpitaux de la ville.

En analysant la *figure 49*, on se rend compte qu'il y a une disparité dans la répartition des postes de santé. Ils sont tous concentrés à l'Est de la ville, alors qu'ils sont absents au centre et surtout l'Ouest. Les quartiers les plus peuplés et les plus denses ne disposent pas de poste de santé. Dans ces conditions, la vulgarisation des soins de santé primaires reste un vœu pieux.

4.2.8.2.3- Les cabinets médicaux

Par rapport aux hôpitaux et postes de santé, ils sont plus nombreux. Bissau a 23 cabinets privés sur son territoire, ce qui signifie que l'offre est assez importante. Mais le problème se pose en terme d'accessibilité. Par rapport au pouvoir d'achat de la population en général, ils sont peu accessibles.

Leur répartition sur l'espace de la ville montre des disparités. (Cf. *figure 49*) Elle a créé des poches vides. On peut citer l'exemple de la zone qui regroupe les quartiers de Missira, Belem, Bandim I et II, Mindara et Reno Gambiafada.

4.2.8.2.4- Les pharmacies

Le service des pharmacies est vulgarisé mais les médicaments ne sont pas accessibles à toute la population. En effet, les officines sont sous un régime de libéralisation. Chaque pharmacie pratique ses propres prix qui ne sont pas toujours à la portée des citoyens modestes.

Elles sont mal réparties sur le territoire urbain car 21 quartiers ne disposent pas de pharmacie sur leur territoire. On remarque ce vide surtout au Nord-Est et à l'Ouest. Ce qui est assez regrettable pour un service aussi vital. De même d'autres quartiers n'en ont pas assez, si l'on prend en compte l'étendue de leur superficie. C'est le cas de Quelele, Antula, Plack I et II.

4.2.8.2.5- La morgue

Comment peut-on concevoir que dans une ville de cette envergure, à plus forte raison une capitale, que l'on ne puisse pas trouver de morgue. Aucune structure sanitaire n'en dispose aujourd'hui. Dans ces conditions, il est difficile de procéder à des autopsies.

4.2.8.3- Les problèmes des infrastructures sportives

Dans le domaine sportif, les aménagements sont très insuffisants. Bissau dispose de deux stades de football. A cela s'ajoutent les terrains du complexe scolaire de Belem et du ministère de l'éducation au Centre ville. Tout le reste est fait de surfaces désherbées et aménagées par les jeunes pour jouer au football. Hormis le football, les autres disciplines sont très défavorisées, en dehors d'un terrain de basket, de handball et de tennis au stade Lino CORREA. Ainsi donc, il y a peu d'infrastructures sportives dans la capitale, alors que sa population est très jeune, 56% a moins de 18 ans. L'expansion spatiale, de même que certains lotissements ne prennent pas en compte les aires de jeux.

Les infrastructures sportives de la ville de Bissau sont dans leur grande majorité vétustes. La municipalité et l'Etat ne se sont pas beaucoup engagés pour

les entretenir et les augmenter surtout dans les nouveaux quartiers. Les plans d'urbanisme prévoient des infrastructures, mais la concrétisation pose problème.

Les infrastructures sportives existantes sont mal réparties et sont pratiquement concentrées à l'Est de la ville. Mis à part Bandim II, elles sont principalement au Centre ville.

La faiblesse des aménagements sportifs peut expliquer en partie le faible rayonnement du sport guinéen, aussi bien au plan national qu'international.

4.2.8.4- La caserne des sapeurs pompiers

Parmi les forces de sécurité, le bataillon des sapeurs pompiers est le plus mal loti. Pour toute la ville de Bissau, il n'existe qu'une caserne. Ainsi l'offre de services est très insuffisante. Elle est dans un état très vétuste et souffre d'une carence notoire d'équipements, réduisant sa marge de manœuvre aujourd'hui. La caserne des sapeurs pompiers est également cantonnée au Centre ville.

4.2.8.5- La Poste

Avoir sept bureaux de poste sur toute l'étendue de la ville paraît très insuffisant comme offre pour une population dont beaucoup de ses membres sont à l'étranger.

Cette offre de service est confrontée à de nombreuses difficultés. En terme de local, seul le bureau de poste logé au Centre ville donnant face à la cathédrale est digne de ce nom. Les autres sont pratiquement des kiosques.

L'affranchissement des lettres présente des difficultés car il y a une lenteur dans l'acheminement du courrier. Une lettre affranchie à Bissau par voie normale accuse beaucoup de retard pour arriver à destination.

Le système de boîte postale n'est pas vulgarisé dans la capitale. Seul le bureau du Centre ville dispose de boîtes. On serait tenter de penser qu'ils n'existent plus de facteurs pour distribuer le courrier dans les maisons ou adresses indiquées.

Le mandat postal ne semble pas bien fonctionner. Il en est de même des colis. En effet, les populations ont développé d'autres subterfuges. Quand un émigré vient en Guinée-Bissau, ses compatriotes en profitent pour lui confier du courrier, des colis et de l'argent pour leurs parents restés à Bissau ou au village. Pour des affaires urgentes, ils font appel à certaines agences (autre que Western-Union, qui a d'ailleurs disparu) qui procèdent à des transferts d'argent par l'intermédiaire de leurs associés commerçants opérant à Bissau.

L'occupation spatiale du service postal présente des disparités. Les bureaux de poste sont groupés en deux noyaux de quartiers : le premier (Bairro Internacional, Quelele, Cuntum et Cuntum Madina) au Centre-Sud et le deuxième : (Centre ville et Cupelom de Baixo) au Centre-Est. Ainsi il est absent au Nord et au Sud-Est.

Par ailleurs, les services de la poste ne sont pas à la portée de la population parce que très chers.

4.2.9- Les infrastructures économiques

4.2.9.1- Les infrastructures industrielles

Malgré la présence d'une zone industrielle, Bissau n'abrite que 11 unités industrielles sur son territoire. (Cf. figure 53). Ainsi donc, le niveau d'industrialisation est très faible si bien qu'il est difficile de parler de fonction industrielle pour Bissau. Si l'on prend en compte la qualité de l'équipement industriel, le nombre serait réduit. Mises à part les fabriques de peinture et d'oxygène dans la Zone industrielle de Brá et la petite usine de mousse en plastique de Tchada, le reste est constitué de fabriques de glace, de distilleries et de transformation des noix d'acajou.

Ces usines sont des PME, qui fonctionnent chacune avec un nombre restreint d'ouvriers.

Elles sont confrontées à la dure réalité des pénuries d'électricité et d'eau courante, de sorte qu'elles sont équipées de groupes électrogènes afin de fonctionner normalement.

Il est important de souligner que la Guinée-Bissau et sa capitale en particulier a reculé sur le plan industriel. En effet, comme nous l'avons souligné plus haut, le pays avait connu un début d'industrialisation à l'orée des indépendances. Mais toutes ces usines ont presque disparu. De même l'instabilité politique de ces dernières années n'a pas incité les opérateurs économiques à investir à Bissau même s'il existe de nombreuses opportunités. D'ailleurs, la création d'une zone industrielle n'a pas produit les effets escomptés. Mis à part quelques PME, elle est presque vide, au point qu'elle a commencé à être envahie par des habitations.

L'occupation spatiale des industries sur le territoire urbain est mauvaise. La zone industrielle de Bra serait un pôle d'équilibre si on arrivait à y attirer les investissements futurs.

4.2.9.2- Les infrastructures portuaires et aéroportuaires

La ville de Bissau dispose de deux ports : un port artisanal dans le quartier de Bandim I et le port industriel au Centre ville. Construit pendant la colonisation, aujourd'hui le port du Centre ville est en état de dégradation très avancée. En 2003, il ne restait plus que des lambeaux de son mur de clôture. La vasière a progressé jusqu'à l'atteindre.

Le port de Bissau n'est pas en mesure d'accueillir convenablement des bateaux gros porteurs, d'où sa dépendance vis à vis des pays voisins en matière d'acheminement de produits.

Quant à l'aéroport Osvaldo VIERA, elle est à la dimension du pays. Cependant, la piste d'atterrissage mérite d'être améliorée. Il ne dispose pas de bus pour transporter les passagers entre l'avion et l'aérogare.

4.2.9.3- La gare routière

Bissau ne dispose que d'une gare routière. Après plusieurs déménagements, on peut penser que le site actuel est définitif, d'autant que la gare y est depuis plus de deux ans. Mais en terme d'aménagement on peut difficilement parler d'infrastructure car rien n'y est encore fait.

Elle ne dispose d'aucun équipement : elle est simplement un terrain sur lequel des abris en « Kritim » sont construits par les vendeurs. Les usagers et les véhicules ne sont pas protégés du soleil et de la pluie. Pendant l'hivernage, la route latéritique qui y mène, déjà ravinée, devient impraticable. La gare routière ne dispose pas de latrines.

4.2.9.4- Les autres infrastructures et services

4.2.9.4.1- Les banques

Il y a aujourd'hui deux banques dans le pays. Toutes deux concentrées dans la capitale, elles ne disposent pas de succursales. Mais seule la BAO (Banque d'Afrique occidentale) est ouvert au public pour disposer d'un compte. L'ouverture d'un compte n'est pas accessible aux salariés de la Guinée-Bissau. Etant donné qu'elle est à ses débuts, il est évident qu'elle n'assure pas tous les services.

Comme la plupart des services, elles sont encore installées au Centre ville, participant ainsi à renforcer son pouvoir de polarisation sur le reste de la ville.

4.2.9.4.2- Les hôtels

Après la disparition de certains hôtels, il ne reste plus que quatre dans la ville. Mais deux seulement fonctionnent correctement sans désagréments, ce qui est très insuffisant comme offre pour une ville capitale.

D'une part, il réduit les possibilités de choix des demandeurs. D'autre part, il diminue les chances de Bissau à tenir des rencontres internationales.

4.2.9.4.3- Les stations d'essence

Les stations d'essence sont au nombre de 12 dans la capitale. Mais ils demeurent insuffisants malgré les installations enregistrées pendant ce 3^e millénaire.

Leur répartition spatiale sur le territoire de Bissau présente une certaine disparité. A l'exception, des stations shell de la route de Bor et Lenox de Luanda, toutes les stations sont concentrées sur le grand axe qui mène à l'aéroport, de sorte que le Nord de la ville est vide. A partir de certains quartiers notamment Antula, Plack I, pour ne citer que ceux-là, les conducteurs sont obligés de parcourir quelques kilomètres afin de s'approvisionner en carburant.

4.2.9.4.4- Les marchés municipaux

La ville de Bissau compte 22 marchés, répartis dans 19 quartiers. L'accès est donc faible si l'on sait que 26 quartiers n'ont pas cette infrastructure sur leur sol. De plus un marché est vital dans la vie d'un quartier, surtout pour les ménages.

Par rapport à leurs conditions de fonctionnement, les difficultés sont nombreuses. Un grand nombre des marchés de Bissau ne sont pas aménagés. En effet, des magasins et des kiosques ne sont pas installés et les étalages ne sont ni construits en dur, ni couverts. Un lieu pour déposer le conteneur d'ordures n'est pas prévu dans presque tous les marchés que nous avons visités. De ce fait, les ordures avoisinent les étalages et représentent un danger pour les produits exposés. Le cas du marché Caracol est patent.

Certains marchés débordent de leur aire au point d'envahir les habitations proches. C'est la situation actuelle du marché Bandim. Par ailleurs, ne trouvant pas de places à l'intérieur, certaines vendeuses étalent leurs produits à même le sol.

Un problème d'assainissement se pose dans la majorité des marchés de Bissau. Un système de drainage des eaux de pluie et des eaux usées des étalages est absent. Dans quelques marchés, des latrines ne sont pas aménagées. Quant à certains qui en ont, l'entretien pose problème. Certains marchés ne disposent pas

d'eau courante. En général, ils sont confrontés à un problème de salubrité : le balayage et l'enlèvement des ordures ne sont pas bien diligentés.

Ayant sillonné toute la ville, nous nous sommes rendu compte qu'il y a une mauvaise répartition des marchés. Le noyau formé par les quartiers Empantcha, Lala Quema, Pluba II, Luanda, QG, Calequir, Rossio et Sao Vicente de Paulo, ne dispose pas de marché. Certains quartiers sont trop vastes pour ne disposer que d'un seul marché, tandis que d'autres notamment Bandim I, Plack I, Luanda, vu l'étendue de leur superficie, devraient normalement en avoir. Les femmes de ces quartiers font de longues distances pour aller au marché, et souvent elles font le déplacement à pieds.

4.2.9.4.5- L'abattoir municipal

Datant de la colonisation portugaise, il reste l'unique pour toute la ville de Bissau. Il n'a pas connu d'améliorations depuis lors et aujourd'hui il est devenu exigu au point qu'il empiète sur le voisinage. Ses conditions de fonctionnement ne sont pas des meilleures. Il est confronté à des pénuries d'eau courante, si bien que les usagers sont obligés de se rabattre sur le puits. Il ne dispose pas d'équipements modernes, tout se fait manuellement.

4.2.9.4.6- Les transports en commun

Comme toutes les villes capitales en Afrique au Sud du Sahara, Bissau est confrontée à des problèmes de transport. L'accès à ce service est peu satisfaisant du fait de la faiblesse et de la qualité de l'offre.

L'offre est faible dans la mesure où il n'existe aujourd'hui que deux types de transport collectif urbain : les taxis collectifs et les cars « toca-toca ». Cependant, il y a eu dans le passé quelques tentatives de sociétés publiques de transport par bus, mais elles sont toutes tombées en faillite.

L'offre n'est pas qualitative pour plusieurs raisons. D'abord, l'état du véhicule est le premier facteur limitant. Ils sont tous des voitures d'occasion venant d'Europe. Les cars « toca-toca » sont des fourgonnettes ou des mini-cars dont on a appliqué

des aménagements afin de les rendre aptes au transport. Le nombre de place autorisé est surévalué si bien que les passagers se pressent en sardine à l'intérieur, d'où leur nom « toca-toca » (pousse-toi pour qu'il s'asseye). Les portières ne sont pas suffisantes pour permettre une bonne ventilation dans ce climat tropical marqué par une forte chaleur.

Ensuite, l'entretien pose problème. Etant des véhicules d'occasion, ils résistent moins au poids qui leur sont soumis, à l'état des routes et au nombre de trajets journaliers. Face à cette réalité les propriétaires cherchent à faire moins de dépenses, tandis que les conducteurs cherchent à faire des bénéfices personnels par des surplus sur le versement ou par l'achat de carburant exposé aux coins des rues dont l'origine et la qualité sont souvent douteuses. On préfère acheter des pièces détachées à bas prix qui sont en général des contre-façons ou d'occasion. Tous ces facteurs expliquent le délabrement rapide des véhicules.

Puis, il y a l'état des routes qui constitue un problème crucial pour les transports en commun. Les itinéraires de certains « toca-toca » particulièrement celui de Antula sont constitués de mauvaises routes. Cet état de faits limite la marge de manœuvre des taxis collectifs. Ils évitent certaines routes de la périphérie et certaines rues du Centre ville.

En outre, le choix des usagers de ces taxis est limité du moment que ce sont les taximen qui fixent leur itinéraire. Ainsi donc, l'absence de taxis individuels est un gap dans le système des transports dans la ville de Bissau.

Enfin, la répartition spatiale des itinéraires des transports en commun présente une grande disparité. La desserte se limite aux grands axes. (Cf. *figure 59*). Beaucoup de quartiers se retrouvent ainsi enclavés faute de transports. Leurs habitants sont obligés de faire de longues distances pour atteindre une route desservie par les véhicules. (GALLISSOT R. et MOULIN B., 1995).

Aujourd'hui, les transports en commun sont assurés par un secteur privé constitué de petites entreprises familiales ou individuelles. Comme dans d'autres domaines, l'Etat est absent. Son rôle se limite à réguler les transports.

4.2.9.4.7- La collectes des ordures ménagères

A l'instar des métropoles du Sud, la gestion des ordures ménagères est un problème très crucial dans la ville de Bissau. A voir la *figure 43*, on dirait que la municipalité se soucie davantage de la propreté du Centre ville que du reste de Bissau, où l'on trouve dans certains quartiers des montagnes d'ordures qui cohabitent avec les maisons, occupant des terrains vagues, des bâtiments abandonnés ou inachevés, des caniveaux d'eaux pluviales. Quelques-unes d'entre elles y sont depuis longtemps déjà et ne sont pas enlevées. L'exemple le plus palpable est le cas de Luanda. La montagne d'ordures est située à coté des maisons qui sont derrière la boîte de nuit Beleza. Par ailleurs, la décharge de Antula n'est pas aménagée. De plus elle est très proche des habitations.

Les équipements et les véhicules pour la collecte des ordures sont très insuffisants malgré tous les dons reçus de l'étranger. Certains sont peu adaptés. La municipalité est confrontée à une insuffisance de ressources pour pouvoir s'équiper et entretenir convenablement le matériel.

4.2.10- L'occupation anarchique de l'espace urbain

Elle constitue un phénomène qui prend de l'ampleur à Bissau. Le secteur secondaire est presque mort. Le secteur tertiaire est encore à ses balbutiements. Enfin comme tout processus d'urbanisation, le secteur primaire est en train de reculer. Finalement le secteur informel reste la seule alternative pour la population de Bissau en quête d'emploi.

Aujourd'hui, en se développant, il pose un problème d'occupation de l'espace. Très importants en nombre, les ateliers s'installent un peu partout dans les habitations et les parcelles inoccupées. (Cf. annexe 3). Ceux qui se sont installés correctement ne se retrouvent qu'en ville. D'autre part, les étalages envahissent les trottoirs des rues et des avenues, en particulier l'après-midi. Le cas le plus marquant est l'encombrement sur l'avenue du 14 novembre et de la route de Bor « estrada Bor » dans les après-midi.

4.2.11- L'accès à la terre et au logement

L'accès des populations à la terre est devenu difficile. Avec la raréfaction des espaces disponibles, les parcelles à usage d'habitat deviennent de plus en plus chères. Cependant, le prix de la parcelle n'est pas en adéquation avec les revenus des citoyens car les salaires sont très bas. Mais en élevant les prix aux revenus des émigrés, les propriétaires fonciers et la mairie de Bissau excluent une bonne partie des citoyens.

L'accès au logement connaît le même phénomène. Un appartement de deux pièces dans les quartiers proches du Centre ville tourne autour de 15.000 F. Il est l'équivalent du salaire d'un petit fonctionnaire. Au Centre ville la location d'un logement de trois pièces peut atteindre la valeur de 250.000 F. Certains propriétaires affichent leur préférence pour les coopérants et les agents des organismes ou ONG. En outre, les locataires exigent en général des avances de plus de trois mois de loyer.

Il n'existe plus comme au début des indépendances, une politique de l'habitat initiée par l'Etat. Il en est de même pour les entreprises publiques ou privées qui construisent des logements. Des coopératives d'habitat ou des projets de parcelles viabilisées n'existent pas non plus dans la capitale.

4.2.12- La Pauvreté dans la capitale

Le niveau des salaires et les arriérés ont plus d'impact à Bissau que dans l'intérieur du pays. Les salaires sont très bas en Guinée-Bissau. Ils datent de l'époque du « Pésó ». Avec le changement de monnaie, ils n'ont pas été revus à la hausse, du moins sensiblement, dans le but de l'ajuster au minimum nécessaire et aux salaires payés dans l'espace UEMOA. Les salaires de fonctionnaires variaient entre 7000 F et 25000 F, alors que les 50kg de riz coûtent autour de 11000 F. La location d'un appartement de deux pièces en banlieue est autour de 15000 F. Pour aller au marché, il faut au minimum 1000 F pour espérer préparer une sauce de poisson correcte. A partir de ces quelques prix, on se rend à l'évidence qu'un salaire ou même deux ne peuvent suffirent jusqu'à la fin du mois (PAIN M., 1984). Si

maintenant il s'y ajoute un arriéré de plusieurs mois, comment un père ou une mère de famille pourra-t-il tenir, d'autant plus que peu de citoyens en ville cultivent. Même ceux qui font la riziculture dans la ville, leur récolte ne peut les suffire toute l'année. Quand il n'y a rien à la maison, certains pères et mères de famille sont réduits à la mendicité déguisée. En effet, après avoir signé le cahier de présence, il leur faut aller voir un tel ou une telle pour se faire dépanner. Une fois qu'ils obtiennent gain de cause, ils courent vite à la maison pour que l'on puisse bouillir la marmite. Alors le cœur en paix, ils retournent à leur lieu de travail. Entre collègues, une véritable solidarité s'est instaurée. La dette devient une pratique très courante dont personne n'est à l'abri. Hélas, cette précarité pousse beaucoup à la corruption, à l'arnaque et aux détournements mineurs. D'autres ont trouvé la solution dans l'exercice de « petits boulots » ou d'un autre emploi selon que leur métier le leur permet. Par exemple les enseignants donnent des cours à domicile ou dans le privé ou organisent des séances d'explication de cours moyennant une somme modique par élève. Les secrétaires font un petit commerce au bureau ou à la maison.

Dans beaucoup de foyers à Bissau, ce sont les femmes qui souvent font bouillir la marmite. Les maris sont fonctionnaires et quand le salaire tarde ou le revenu est épuisé, ce sont les épouses qui suppléent. En effet, elles font du petit commerce de pain, d'eau fraîche, de fruits aux coins des rues ou elles sont marchandes au marché. Aujourd'hui à Bissau, aucune femme mariée et mère ne reste à la maison à attendre tout de son mari, sauf bien sûr si le mari est un cadre ou une personnalité politique.

Dans cette situation, certains parents font travailler leurs enfants. Avant ou après les cours, les enfants vont vendre des sachets d'eau fraîche, de la glace, du pain ou des fruits dans les rues et avenues de grande affluence et dans les écoles. D'autres enfants aident leur mère dans le commerce. A cause de ces petits « boulots » certains enfants ne vont plus ou pas du tout à l'école.

Dans de pareilles conditions, les gens sont arrivés à ne plus se préoccuper du futur. Chacun cherche à gérer le quotidien. On se préoccupe d'abord de faire manger sa famille avant quoi que ce soit. Et comment ? Il suffit tout simplement d'assurer le repas de midi. On parle aujourd'hui dans la ville de « um tiro » (littéralement cela

signifie : un tir), pour signifier que la majorité des familles ne préparent qu'un repas par jour. C'est le repas de midi.

4.2.13. L'instabilité politique de la Guinée-Bissau

Si la ville de Bissau est en retard à ce point, cela est surtout lié à la situation politique du pays. En effet, le développement ne peut s'entreprendre et se réaliser que dans un contexte de stabilité et de paix ; ce qui a beaucoup manqué au cours de son histoire.

Depuis l'implantation des Portugais à Bissau, le Portugal a connu de multiples crises institutionnelles et des régimes despotiques. Ces problèmes ont eu des répercussions sur la Guinée-Bissau en général et sur la ville de Bissau en particulier. En effet, elles ont déterminé les politiques et les systèmes d'administration qui ont été mis en place. Ceci s'est manifesté à travers plusieurs comportements parmi lesquels : le manque d'intérêt, la tergiversation politique et l'exploitation à outrance.

Le Portugal a affiché pendant une longue période un manque d'intérêt caractérisé vis à vis de la Guinée-Bissau. Après l'installation des comptoirs, il y a eu un recul. L'administration était confiée soit à des gouverneurs venus du Portugal soit à des commerçants influents qui étaient sur place. C'est le cas de Nazolini. Ils ne pouvaient instaurer leur autorité faute d'une armée qualifiée, motivée et dotée. Les soldats qui composaient cette armée étaient en général d'anciens détenus, des récalcitrants mal payés, si bien qu'il leur arrivait de se révolter ou de pactiser avec la résistance locale. A plusieurs reprises les gouverneurs ou la couronne ont été obligés de faire appel aux autres puissances impérialistes pour venir à bout des guerres contre les autochtones pépels et les grumetes. (PELISSIER R., 1989)

Le Portugal a eu à manifester une sorte de tergiversation politique sur le statut de la Guinée-Bissau et en particulier de Bissau. Pendant une longue période, la Guinée-Bissau était la colonie d'une colonie, c'est-à-dire elle dépendait de la colonie des îles du Cap vert alors qu'elle était plus vaste et plus riche que cette dernière. Elle était donc administrée à distance par le gouverneur de cette colonie. Ensuite elle sera détachée de la colonie du Cap vert, puis l'administration fut déplacée à Bolama

qui devient ainsi la capitale de la colonie. Finalement en 1941, le siège de l'administration revient à Bissau qui redevient capitale. Cette tergiversation ne fut pas sans conséquence pour le développement de Bissau. Elle a provoqué des périodes de ruptures et de flottements.

Le Portugal a adopté une politique basée sur l'exploitation à outrance de la Guinée-Bissau sans investissements en retour. Pendant tous ces moments de crises et d'incertitude dans la métropole, la colonie continuait à être exploitée. Dans les autres colonies, des investissements étaient faits pour développer des secteurs notamment l'industrie, l'éducation, la santé, etc. En Guinée-Bissau et plus particulièrement à Bissau rien n'était investi pour son développement. Le peu d'infrastructures qui était réalisé, était destiné au personnel administratif qui était envoyé sur place. Tout était concentré dans un petit espace appelé « Praça » c'est à dire la ville en langue créole.

Alliée à une répression et une intransigeance sans mesure, la situation déboucha sur la guerre d'indépendance qui dura une vingtaine d'années. Pendant cette période l'économie de la colonie était mise à genou. Les exportations avaient chuté. Le peu d'investissements qui commençait à prendre forme fut stoppé. Ce fut la désorganisation totale. Un climat d'insécurité s'installa dans la campagne et les populations reflurent vers Bissau. D'autres fuirent vers les pays limitrophes particulièrement vers le Sénégal et la Gambie, tandis que la police politique portugaise PIDE et celle du PAIGC traquaient les opposants.

Après les indépendances, la première erreur fut de tout remettre en cause. Dans l'euphorie des indépendances, des équipements furent détruits ou jetés à la mer. Sur le plan politique ce fut la rupture totale avec la métropole. La tendance était de nier les acquis et de recommencer à zéro. Le régime politique communiste mis en place, grâce à sa police secrète continua de traquer les opposants et les anciens alliés de la colonisation. Cette atmosphère de règlement de compte aveugle poussa des cadres à fuir le pays et détourna le pouvoir de l'essentiel en l'occurrence le développement, le bien être et la cohésion de sa population.

Ensuite le coup de force du 14 novembre 1980 va stopper l'élan de reconstruction qui était amorcé après les indépendances. Des tentatives et des supposées tentatives de coup d'Etat vont jalonner cette période après le 14 novembre. Le pouvoir s'endette sans que cela produise un impact sur l'économie et sur le bien être de la population. Les plans d'ajustement structurel proposés par les bailleurs de fonds appauvrissent la population. La monnaie nationale amorce une dévaluation vertigineuse, tandis que l'inflation s'accroît progressivement.

Puis la guerre du 7 juin 98, arrive au moment où les institutions commencent à se remettre sur les rails et la population commençait à reprendre espoir. La ville de Bissau était le champ des affrontements. Tout est paralysé. La ville va subir beaucoup de dégâts tant humains que matériels. Cette inertie va se poursuivre jusqu'aux élections de 1999.

Après les élections, les gouvernements successifs seront incapables d'amorcer une reprise économique réelle. Le coup de force de 2003 va aggraver la situation. Il s'en est suivi encore une période de transition politique. Le gouvernement mis en place après les élections législatives de 2004, tente de rétablir la situation. On ne sait pas encore ce que nous réserve l'avenir avec le Président nouvellement élu.

Aujourd'hui, il est clair que l'instabilité politique de la Guinée-Bissau a une grande part de responsabilité dans la situation actuelle de la ville de Bissau. La carence des infrastructures de base et des services, l'absence d'un tissu industriel petit soit-il, bref la pauvreté qui sévit dans tous les domaines, ne sont que les conséquences de cette instabilité politique. Comme on a l'habitude de dire : « les responsables sont à l'image de leur peuple », à ce niveau nous pouvons dire que « la ville de Bissau est à l'image de son pays »

CONCLUSION

En matière d'aménagement et de gestion de la ville de Bissau, les problèmes se résument en deux aspects notamment la vétusté des infrastructures et services et leur faiblesse numérique.

Sur le plan qualitatif, les infrastructures et services ne sont pas performants car ils souffrent d'une certaine vétusté due à leur ancienneté mais surtout à leur manque d'entretien. L'état du réseau routier en est un exemple patent. En analysant la *carte 13*, on constate que les voies de communication sont en état de dégradation très avancée surtout au Centre ville. C'est aussi le cas des infrastructures portuaires, des bâtiments du quartier des affaires, des infrastructures sportives, des réseaux d'adduction d'eau et d'électricité. Une bonne partie de ces infrastructures et services a été aménagée pendant la colonisation. A cause de ce contexte de pauvreté et d'instabilité politique qui prévaut, l'entretien n'a pas suivi, de même que leur renouvellement. La municipalité ne dispose pas d'un service de travaux communaux assez structuré pour prendre en charge efficacement l'entretien des équipements publics. Les entreprises publiques qui gèrent les services de base sont confrontées à une faiblesse de ressources. Leur capacité d'investissement est faible. L'Etat guinéen en ce qui le concerne n'est pas en mesure d'apporter de l'aide à ses structures. Devant toutes ces pesanteurs, les infrastructures et les services se sont dégradés au fil des années.

D'autre part, il faut noter que l'aménagement de la ville de Bissau est encore faible numériquement. Du fait de l'urbanisation rapide de la capitale, le fossé s'est creusé, au fur et à mesure, entre les besoins de la population en infrastructures et services et l'offre. Même le Centre ville qui semble avoir un niveau d'aménagement assez satisfaisant (Cf. *figure 61*), connaît un gap. Le réseau d'assainissement peut être cité en exemple. Un réseau d'égouts est pratiquement inexistant. L'aménagement dans les autres quartiers est faible. Les quartiers qui constituent le quatrième noyau de la *figure 61*, sont des « déserts », d'où leur chance très réduite de devenir des pôles d'activités. D'ailleurs, le réseau routier est une preuve : ils sont enclavés et représentent des cités dortoirs isolés des activités de la ville.

CONCLUSION GENERALE

Après ce long retour dans le passé, on se rend tout à fait compte que Bissau est une ville très ancienne. Mis à part les métropoles historiques d'Afrique du Nord et les sièges des royaumes africains, elle fait partie des capitales les plus anciennes du continent. Elle fait partie des centres urbains les plus petits, mais aussi des plus petites capitales de l'Afrique en terme de surface. Il suffit de parcourir 9 km pour aller d'un bout à l'autre de la ville. Elle a peu de possibilités de s'étendre encore. En effet, elle est logée dans un site d'estuaire, encadré par des cours d'eau sur ses trois frontières.

Sur le plan administratif elle a été condamnée par un découpage territorial très étriqué que les revues successives de ses limites n'ont pu libérer, d'où la nécessité de prendre les devants en mettant en place une stratégie efficace de gestion de l'espace qui lui reste. Ceci passera par un contrôle très strict de cet espace et une volonté ferme de ne pas répéter les erreurs du passé notamment dans les domaines de l'environnement, des infrastructures et services, du foncier.

Alors que la majeure partie des capitales d'Etat frôle ou dépasse le million de citoyens, Bissau compte environ 300.000 habitants, mais elle est importante si on la compare à la population totale de la Guinée-Bissau. Elle en constitue les 26%. D'ailleurs, elle présente une macrocéphalie car elle concentre plus de 63% des citoyens du pays. Pour ralentir la croissance de la population de Bissau, il faudra réduire l'exode rural en créant des pôles d'équilibre. Pour cela, il faut laisser l'espace bâti déborder sur les circonscriptions voisines notamment Prabis et Quinhamel, sans vouloir récupérer cet espace par des réaménagements territoriaux comme dans le passé. En se développant, ces localités vont jouer un rôle d'équilibre.

Par ailleurs, l'Etat doit accentuer ses efforts dans le domaine de la décentralisation. Puisqu'un cadre juridique a été mis en place, il doit s'atteler à sa réalisation sur le terrain. Les autres villes du pays notamment Bafata, Gabu, etc. doivent bénéficier de stimulants. En effet, devant le centralisme de Bissau, certains services administratifs pouvaient faire l'objet d'une décentralisation à leur profit. Nous

pouvons prendre l'exemple de la direction de l'émigration pour la délivrance des passeports. Il serait judicieux de mettre en place un bureau des passeports à Bafata qui pourra polariser toute la partie Est du pays. Dans le domaine administratif, nous pouvons multiplier les exemples.

D'autre part, il serait profitable pour Bissau, d'être inscrite dans une forme de décentralisation de l'intérieur. Elle peut être divisée en collectivités locales urbaines. Les avantages que cela peut lui apporter sont nombreux. En créant un esprit de compétition entre les collectivités, elle les incitera à mieux gérer. Pour survivre et investir, chacune d'elles créera ses propres sources de revenus, optimisera les recouvrements, ce qui lui permettra d'augmenter ses infrastructures et d'embellir sa collectivité. C'est l'exemple de la Ville de Dakar actuellement. Ainsi, la population sera l'arbitre pour sanctionner positivement ou négativement les élus locaux pendant les élections municipales. Ce serait l'occasion de réaliser les élections municipales – loi n° 5/96 du 16 septembre 1996 – tant attendues et jamais organisées en Guinée-Bissau.

Une ville polarise un arrière pays ou l'intérieur du pays grâce aux infrastructures et aux services qu'elle est capable d'offrir. Pour ce qui concerne Bissau, elle polarise le reste du pays non par l'importance de ses infrastructures et services mais parce que l'intérieur est pauvre. Par rapport à l'intérieur du pays elle est plus dotée, mais en tant que capitale, elle souffre d'une carence notoire pratiquement à tous les niveaux. Au niveau éducatif, l'insuffisance des établissements et du matériel didactique, la qualité des ressources humaines et des programmes ont contribué à fragiliser l'éducation, aboutissant à une déperdition scolaire importante et une insuffisance de cadres. Pour cela, l'Etat doit faire de l'éducation et de la formation une de ses priorités surtout dans ses investissements. Par ailleurs, la municipalité en première ligne et les acteurs sociaux tels que les associations et les ONG doivent s'impliquer pour son développement.

Pour ce qui concerne les structures de santé, la situation est préoccupante à Bissau. Simão MENDES est le seul hôpital qui dispose de plusieurs services spécialisés. Tout le reste est constitué de petits hôpitaux avec de très faibles capacités. A cela s'ajoute l'insuffisance des postes de santé et des cabinets. Mis à

part cet aspect, les structures sanitaires sont confrontées à une carence en matériels et en personnel surtout qualifié et motivé. Ces problèmes peuvent expliquer les difficultés notées dans la lutte contre les maladies notamment le SIDA et récemment le choléra, mais aussi l'importance du taux de mortalité. Pour cela, la santé doit être aussi une priorité pour l'Etat. L'adage dit : « il vaut mieux prévenir que guérir ». L'Etat peut faire des soins de santé primaire sa priorité, puisque étant plus simple à résoudre. Etant donné la situation que vivent les hôpitaux, il serait judicieux de multiplier les postes de santé dans la ville, de développer leurs équipements et d'augmenter leur personnel, afin d'obtenir une couverture médicale plus satisfaisante.

L'électricité, l'eau courante et le téléphone sont des services indispensables pour une ville digne de ce nom. Depuis quelques décennies Bissau vit une situation insupportable. Il ne s'agit plus de pénuries d'électricité, mais d'absence d'électricité. Si aujourd'hui la ville n'attire pas les opérateurs économiques, c'est dû en partie à cette situation. Des infrastructures industrielles ne peuvent être installées si elles doivent fonctionner à base de groupe électrogène. En y ajoutant les problèmes liés à la distribution de l'eau, on peut avoir l'impression de vivre en campagne. Le niveau d'accès à l'eau courante est très faible. La nécessité d'agrandir et de renouveler le réseau se pose avec acuité. Il en est de même du téléphone. Au niveau international, Bissau est souvent coupé du reste du monde en raison de la qualité de son réseau. Il ne faudrait pas que l'Etat se réfugie derrière la téléphonie mobile pour dormir sur ses lauriers. Ces services font partie du minimum nécessaire qu'une ville doit pouvoir assurer pour permettre à sa population et à ses étrangers de passage, d'être à l'aise.

Le réseau routier de la ville est non seulement peu étendu, mais une grande partie est en mauvais état. Mis à part quelques axes récemment bitumés, il est vétuste et plusieurs routes sont revêtues de latérite. L'état actuel des routes cause beaucoup d'ennuis. Il use les véhicules, en particulier ceux affectés aux transports en commun. Il entraîne des pertes financières, de temps mais aussi des ennuis en terme de santé, car il expose la population à des risques. La faiblesse du réseau rend certains quartiers enclavés. Des investissements substantiels s'imposent pour remettre en état les routes et étendre le réseau. De plus, il sera nécessaire de mettre

en place un service efficace et permanent d'entretien pour éviter que les routes tombent dans un état de déliquescence comme c'est le cas actuellement dans la capitale.

La gestion des ordures pose un épineux problème aux collectivités locales urbaines dans le Tiers Monde. Bissau n'est pas en reste. D'après les techniciens de la municipalité, la collecte des ordures constitue un gouffre financier d'autant qu'il n'existe pas une taxe sur les ordures. Comme il est ressorti des enquêtes, les conteneurs et boîtes à ordures sont insuffisants et très mal répartis (Cf. figure 43). A voir des tas d'ordures dans certains quartiers, on se demande si la collecte se fait correctement. D'autre part, le matériel roulant utilisé est vétuste et insuffisant, et le dépotoir des ordures à Antula n'a pas été aménagé.

La pauvreté est un phénomène qui progresse de plus en plus dans les pays du tiers monde particulièrement en milieu urbain. A Bissau, elle a atteint des proportions inquiétantes à cause des salaires bas et de leurs arriérés, du chômage, de l'inflation pour ne citer que cela. L'écrasante majorité des citoyens ne dispose pas du minimum pour vivre décemment, au point que dans beaucoup de familles, on se résigne à un repas par jour. Cette situation est parvenue à réduire les ambitions des citoyens. Les pères et mères de famille ne se préoccupent plus de l'avenir de leurs enfants, mais leur seule ambition est de leur trouver à manger

La pauvreté se lit aussi dans la physionomie et le fonctionnement de la ville. L'état des routes, le système des transports, la carence des infrastructures sociales et économiques, la dégradation de l'existant, et la structure de l'habitat montrent la pauvreté de Bissau.

Tout comme l'Etat, la municipalité de Bissau a aussi sa part de responsabilité dans la pauvreté de la ville. Ayant le pouvoir de morceler et de vendre des parcelles, fait qui n'est pas courant dans la sous région, cet avantage est mal utilisé. La mairie ne vend surtout que pour arrondir ses fins de mois. Les lotissements qu'elle effectue ne sont pas accompagnés de viabilisation, accentuant ainsi la carence des infrastructures qui est de mise dans la ville (ROCHEGUDE A., 2001).

En matière d'investissement, on ne sent pas beaucoup les efforts de la municipalité dans la ville de Bissau. En parcourant toute la ville, il est rare de rencontrer un ouvrage nouveau dont elle est le commanditaire. Le contexte de pauvreté et d'instabilité politique ne peut le soustraire à ce devoir. A défaut de grands projets, elle aurait pu initier de petits projets d'aménagements ne serait-ce que des bornes-fontaines. Pour cela, il faut nécessairement que la rubrique des investissements puisse figurer dans le budget municipal et qu'elle soit scrupuleusement respectée dans son application.

Si aujourd'hui la ville de Bissau et ses habitants sont pauvres, la cause principale se trouve dans l'instabilité politique qui a régné aussi bien pendant la colonisation que pendant la période postérieure à l'indépendance. Jusqu'en fin 2005, l'incertitude demeure encore sur le sort du pays et de la capitale en particulier. Les guerres, les coups d'Etat militaires, les tensions politiques, pour ne citer que cela, ont été de véritables obstacles pour le développement de la ville. Aujourd'hui, le temps est venu de comprendre que rien de viable ne peut se construire dans une atmosphère d'instabilité, de violence et d'égoïsme. Après ces multiples crises, Bissau a besoin de paix et d'un nouvel élan dans sa gestion : cela pourra aboutir à un nouveau type d'aménagement et à son développement.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

- ACIOLY, C. C. Jr., Planejamento Urbano, Habitação e Autoconstrução. Experiências com urbanização de bairros na Guiné-Bissau. Université de technologie de Delft, 1993, 189p.
- ANTOINE P., DUBRESSON A. et MANOU-SAVINA A., Abidjan « coté cours». Paris, Karthala-ORSTOM, 1987, 277 p.
- BAHI H. et HAMDOUNI A., Urbanisation et gestions urbaine au Maroc. SI, sn, 1992, 167 p.
- BARRETO J., História da Guiné, 1418-1918. Lisbonne, 1938, 452 p.
- BARRY B., La Sénégambie du Xve au XIXe siècle. Traite négrière, islam et conquête Coloniale. Paris, L'Harmattan, 1988, 430p
- BEAUJEU-GARNIER J., Traité de géographie urbaine. Paris, Armand Colin, 1963, 493 p.
- BOULEGUE J., Les Luso-africains de Sénégambie. Lisbonne, Ministério da Educação, 1989.
- BREESE G., Urbanization in newly developing countries. New Jersey, Prentice-Hall, Inc., Englewood Chiffs, 1966, 151p.
- CAHEN M., Bourgs et villes en Afrique Lusophone. Paris, L'Harmattan, 1989, 300 p.
- CANEL P., DELIS P., GIRARD C., Construire la ville africaine. Chronique du citadin promoteur. Paris, Karthala-ACCT, 1990, 197 p.
- CARREIRA A., Os portugueses nos rios da Guiné. Lisbonne, Edition de l'auteur, 1984, 205 p.
- CASTRO A., O sistema colonial português em Africa (meados do seculo XX). Lisbonne, Editorial caminho, 1978, 434 p.
- CHASTELAND J.C., VERON J., BARBIERI M., Politiques de développement et croissance démographique rapide en Afrique. Paris, INED, 1993, 314 p.
- COQUERY-VIDROVITCH C., Afrique noire. Permanences et ruptures. Paris, Payot, 1985, 440 p.
- COQUERY-VIDROVITCH C., Processus d'urbanisation en Afrique. Tome I et II, Paris, L'Harmattan, 1988, 135p et 169 p.

- CROUSSE B., LE BRIS E., LE ROY E., Espaces disputés en Afrique noire. Pratiques foncières locales. Paris, Karthala, 1986, 426 p.
- DA ALMADA P.R., Historia do colonialismo português em Africa. Cronologia século XV-século XVIII. Lisbonne, Editorial estampa, 1978, 496 p.
- DA MOTA, T., A Guiné Portuguesa. Lisbonne, Agencia Geral do Ultramar, 1954, Vol I 395p et vol II 299p
- DA MOTA A.T., As viagens do Bispo D. Frei Victoriano Português a Guiné e a cristianização dos Reis de Bissau. Lisbonne, Junta de investigações científicas ultramar, 1974, 188p.
- DA SILVA A.J.T., Os solos da Guiné Portuguesa. Carta geral, característicos, formação e utilização. Lisbonne, 1962, 397 p.
- DE ANDRADE, B.A.A., Planta da Praça de Bissau e suas adjacentes. Lisbonne, 1990, 213 p.
- DEBLE I. et HUGON P. Vivre et survivre dans les villes africaines. Paris, PUF, 1982, 310 p.
- DELER J.P., LE BRIS E. et SCHNEIER G., Les métropoles du sud au risque de la culture planétaire. Paris, Karthala, 1998, 421 p.
- DO AMARAL I.M.P., São Paulo de Assunção de Luanda. Lisbonne, 1956, 156 p.
- DORIER-APPRILL E., KOUVOUAMA A., APPRILL C., Vivre à Brazzaville. Modernité et crise au quotidien. Paris, Karthala, 1998, 383 p.
- DUARTE F., Anuário da Guiné Portuguesa 1948. Lisbonne, Sociedade industrial de tipografia, 1948, 875 p.
- DUBRESSON A., RAISON J.P., L'Afrique subsaharienne. Une géographie du changement. Paris, Armand Colin, 1998.
- ELA J. M., La ville en Afrique noire. Paris, Seuil, 1980, 289 p.
- EROUART P., La Guinée-Bissau aujourd'hui. Paris, Edition Jaguar, 1995, 175 p.
- FALE F.M., Guia político dos PALOP. Lisbonne, Fragmentos/Fundação de Relações internacionais, 1992, 209p.
- FARVACQUE-VITCKOVIC C. et GODIN L., L'avenir des villes africaines. Enjeux et priorités du développement urbain. Washington, Banque Mondiale, 1997, 178 p.
- GALLI R.E. et JONES J., Guinea-Bissau. Politics, economics and society. Londres, Frances Pinter (Publishers), 1987, 217 p.

- GALLISSOT R., MOULIN B., Les quartiers de la ségrégation. Tiers monde ou Quart monde ? Paris, Karthala-IME, 1995, 323 p.
- GALVÃO H. et SELVAGEM C., Império ultramarino português. Monografia do Império. Lisbonne. Empresa nacional, 1950, Vol I, 401p.
- GERVAIS-LAMBONY P., De Lomé à Hararé. Le fait citadin. Paris, Karthala-IFRA, 1994, 479 p.
- GERVAIS-LAMBONY P., JAGLIN S., MABIN A., La question urbaine en Afrique australe. Perspectives de recherche. Johannesburg-Paris, IFAS-Karthala, 1999, 332 p.
- GIRI J., L'Afrique en panne. Vingt cinq ans de « développement ». Paris, Karthala, 1986, 204 p.
- GRANOTIER B., La planète des bidonvilles. Perspectives de l'explosion urbaine dans le tiers monde. Paris, Seuil, 1980, 383 p.
- HAERINGER P., De Caracas à Kinshasa. Paris, ORSTOM, 1984, 454 p.
- HAUMONT N. et MARIE A., Politiques et pratiques urbaines dans les pays en voie de développement. Tome 1 et 2. Paris, L'Harmattan, 1987, 342 p et 327 p.
- Introdução a geografia económico da Guiné-Bissau. Bissau, CEPED, 1980, 148 p.
- JAGLIN S. et DUBRESSON A., Pouvoirs et cités d'Afrique noire. Décentralisation en question. Paris, Karthala, 1993, 308 p.
- JAGLIN S., Gestion urbaine partagée à Ouagadougou. Pouvoirs et périphéries (1983-1991). Paris, Karthala, 1995, 659 p.
- LE BRIS E., MARIE A., AOMONT A. et SINOU A., Famille et résidence dans les villes africaines, Dakar, Bamako, Saint louis, Lomé. Paris, L'Harmattan, 1987, 468 p.
- LEITE E.C., Milieu naturel et aménagement de l'espace urbain dans le Mono : le cas de Lokossa. Cotonou, 1991, 112 p.
- LOBBAN R.A. et MENDY P.K., Historical dictionary of the republic of Guinea-Bissau. London, The scarecrow Press, 1997, 412 p.
- LOURENCO-LINDELL I., Informal food production, distribution and consumption in a peripheral district of Bissau. Stockholm, 1993, 164 p
- MASSIAH G. et TRIBILLON J.F., Villes en développement. Paris, La Découverte, 1987, 320 p.

- MENDY F., Les flux commerciaux entre le Sénégal et la Guinée-Bissau : étude géographique. Dakar, 1999, 74 p.
- MENDY F., Mouvements de populations et circulations des biens entre le Sénégal et la Guinée-Bissau à travers le poste frontalier de M'Pack. Dakar, 1997, 119 p.
- MENDY P.K., Colonialismo português em Africa. A tradição de resistencia na Guinée-Bissau (1819-1959). Bissau, INEP, 1994, 461p.
- METTAS J., La Guinée-Portugaise au Xxe siècle. Paris, Académie des sciences d'Outre-Mer-ACCT, 1984, 128 p.
- Ministerio das obras publicas, Plano geral urbanístico de Bissau. Bissau, 1993, 76p.
- NDIONE E.S., Dakar une société en grappe. Paris-Dakar, Karthala-ENDA GRAF SAHEL, 1993, 213 p.
- NDIONE E.S., L'économie urbaine en Afrique. Le don et le recours. Paris-Dakar, Karthala-ENDA, 1994, 214 p.
- OSMONT A., La Banque mondiale et les villes. Du développement à l'ajustement. Paris, Karthala, 1995, 309 p.
- PAIN M., Kinshasa. Paris, ORSTOM, 1984, 267 p.
- PAULAIS T., Le développement urbain en Cote d'Ivoire. Les projets de la Banque Mondiale. Paris, Karthala, 1995, 183 p.
- PELLISSIER R., Naissance de la Guinée portugaise et africaine en Sénégal : 1841-1936. Paris, Edition Pelissier, 1989, 488p.
- POINSOT J., SINOUE A., STERNADEL J., Les villes d'Afrique noire entre 1650 et 1960. Politiques et opérations d'urbanisme et d'habitat. Paris, MCD-La Documentation française, 1989, 346 p.
- Recenseamento geral de população e habitação 1991. Resultado definitivo. Vol II. Sector autonomo de Bissau. Bissau, Juin 1996.
- SECK A., Dakar : métropole ouest-africaine. Dakar, IFAN, 1970, 516 p.
- SARES A.F.C., Desenvolvimento participativo na Guiné-Bissau : análise de dois projectos de desenvolvimento local em Quinhamel e em Bissau. Lisbonne, ISCTE, 1997, 201 p.
- SORRE M., Les fondements de la géographie humaine. Paris, Armand Colin, 1952, 449 p.

STREN, R.E. et WHITE, R.R., Villes africaines en crise. Gérer la croissance urbaine au sud du Sahara, Paris, L'Harmattan, 1993, 435 p.

TARVER J.D., Urbanization in Africa. A handbook. USA, Greenwood Press, 1994, 484 p.

VENNETIER P., Les villes d'Afrique tropicale. Paris, Masson, 1991, 244 p.

VERDIER R., ROCHEGUDE A., Systèmes fonciers à la ville et au village. Paris, L'Harmattan, 1986, 296 p.

WADE C.S., Saint-Louis : la crise de sa croissance urbaine récente. Dakar, 1995, 282 p.

Périodiques - Communications - Rapports

ABOYADE O. et RASAKI R., Formulation des politiques et gestion de la métropole de Lagos : étude de cas au Nigéria. Abeokuta, Africa leadership forum, 1988, 66 p.

AUBRY P., Vers un nouveau paradigme du développement local : l'économie locale, le foncier, l'ingénierie financière et les services municipaux. In « Gestion urbaine et municipale en Afrique ». Dakar 15 au 26 Oct 2001.

BARROS, A. M.- « Vila de S. José de Bissau ». In «Colonias portuguesas », n°12, 1984, 2e année, pp 254-255.

BARRY I., Du diagnostic urbain au programme d'investissements prioritaires : l'expérience de l'agence de développement municipal. In « Gestion urbaine et municipale en Afrique ». Dakar 15 au 26 Oct 2001.

BULTYNCK P., Impact des transports urbains sur le développement économique, social et environnemental de la cité en Afrique subsaharienne. In « Gestion urbaine et municipale en Afrique ». Dakar 15 au 26 Oct 2001.

CABRAL J., Em prol de desenvolvimento da cidade de Bissau. Propostas camararias. Bissau, 1931, 12 p.

Camara Municipal de Bissau, Projecto de saneamento de cidade de Bissau. Bissau, Janv 1997, 11p

Camara Municipal de Bissau, Republica de Guiné-Bissau. Informação sobre a cidade de Bissau. Bissau, Janv 1997, 14 p.

CANEL P.P., Le financement et la gestion des infrastructures et des services urbains. In « Gestion urbaine et municipale en Afrique ». Dakar 15 au 26 Oct 2001.

- CARREIRA A., A população civilizada da Guiné Portuguesa em 1950. In « Boletim Cultural da Guiné Portuguesa », n°56, 1959, pp 547-468.
- CARREIRA A., Censo da população não civilizada de 1950. In « Boletim Cultural da Guiné Portuguesa », n°28, 1952, pp 725-756
- CARREIRA A., Recenseamento da população indígena de 1952. In « Boletim Cultural da Guiné Portuguesa », n°29, 1952, pp17-60.
- CISSE O., Expérience de partenariat public-privé et de participation communautaire dans la fourniture des services urbains en Afrique. In « Gestion urbaine et municipale en Afrique ». Dakar 15 au 26 Oct 2001.
- CISSOKO S.M., De l'orisation politique du Kabou. In « Ethiopique », n° 28, 1981, pp195-206.
- Conselho de Ministros, Novo limite da cidade de Bissau. Bissau, Novembre 1995, 3p.
- COUTINHO A.A.MA., Apontamentos sobre a praça de S. José de Bissau e suas imediatas dependencias. Lisbonne, Imprimerie J.J.A Silva, 1853, 48 p.
- DA MOTA A.T., Como foi descoberta a Guiné. Conférence tenue à Bissau le 6 Janv. 1946, 24 p.
- DA MOTA A.T., Contactos culturais luso-africanos na « Guiné do Cabo verde ». Separata do Boletim da sociedade de geografia de Lisboa, n°11 et 12, 69° série, Nov-Dec 1951, 13 p.
- DA MOTA A.T., Les relations de l'ancien Cabou avec quelques Etats et peuples Voisins. In « Ethiopique », n° 28, 1981, pp 149-167.
- DA SILVA M.F. et LOPES C., Politique, planification urbaine et habitat en Guinée-Bissau. Rapport intermédiaire. Bissau, Fev 1984.
- DA SILVEIRA J. F., La Spatialisation d'un rapport colonial : Bissau (1900-1960). In « Bourgs et villes en Afrique Lusophone ». Paris, L'Harmattan, 1989, pp74-97.
- DAHABA A, DAWELBEIT A et GOMES A.M., Avaliação da Camara Municipal de Bissau. Bissau, Avril 1997, 33 p.
- DAVILA J. D., Planeamento urbanistico e territorial na Guiné. In « Soronda », n°12, Juil 1991, pp91-120.
- DE ANDRADE B., A historia da Guiné Portuguesa. In « Enciclopédia luso-brasileira de cultura ». Lisbonne, Editorial verbo, 1964, pp1415-1421.

- DE BENOIT J.R., La Guinée-Bissau : le démarrage du nouvel Etat. In « Afrique Contemporain », n° 86 Juil-Août 1976.
- DE SÁ E MELO F., A cidade de Bissau. In « Enciclopédia luso-brasileira de Cultura ». Lisbonne, Editorial verbo, 1964, pp1392-1395.
- Direcção dos serviços de estatística e informática, Anuario estatístico 1993/1994. Bissau, Nov 1995.
- DOS SANTOS F.V.B., Os bairros populares de Bissau. Perspectivas de melhoramento. Bissau, 1990, 7 p.
- DOS SANTOS N.V., As fortalezas de Bissau. In « Boletim Cultural da Guiné Portuguesa », n°103, Juin 1971.
- Dossier : La crise urbaine. In « Le Courrier », n° 131, Jan-Fev 1992, pp 49-77.
- DRESCH, J., Les villes d'Afrique occidentale. In « Les Cahiers d'Outre-Mer », Tome III, n°11, Janv-Mars 1950, pp 200-230.
- FERREIRA A. J., C.M.B. Face a Problematica Geral Urbanistica da Cidade : conceptualizaçao e recomendaçao. Bissau, Mai 1990, 11 p.
- Gouvernement de la Guinée-Bissau, Mémoire de la Guinée-Bissau.Troisième conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés. Genève, 2001, 63p
- Guinée-Bissau 2025, Djitu ten. Etudes nationales prospectives à long Guinée-Bissau. Bissau, INEP, 1996, 102 p.
- KOUDAWO F., Guiné na rema, Bissau na djungu(III), in « Banobero », 27 Oct 2000. p 7
- LOPEZ-ESCARTIN N., Données de base sur la population : Guinée-Bissau. Paris, CEPED, 1993, 12p.
- MARGUERAT Y., Capitale en balade. Remarques historico-géographiques sur les changements de capitales en Afrique noire. In « Cahier d'Outre mer », n°175, juil-sept 1991.
- MARTINS M.A. et FARO J., Os problemas de Bissau, Cacheu e suas dependências visto em 1831. In « Boletim cultural da Guiné Portuguesa », n° 50 Avril 1958.
- MBASSI J.P.E., Les défis urbains et l'impact de la globalisation dans le contexte africain. In « Gestion urbaine et municipale en Afrique ». Dakar 15 au 26 Oct. 2001.

- MBONG MBONG L., L'impact de la pauvreté sur la dynamique des villes : enjeux pour les municipalités africaines. In « Gestion urbaine et municipale en Afrique ». Dakar 15 au 26 Oct 2001.
- MEDINA P. « O lixo é nosso maior problema ». In « Lusófono », n° 2, Dec 97.
p 4
- NEVES M.J.G.V., Brigada de construção de moradias. In« Boletim cultural da Guiné Portuguesa », n°14, 1949, pp 449-579.
- OLOUDE B., Le registre foncier urbain : conception-mise en œuvre et perspectives. L'expérience des villes béninoises. In « Gestion urbaine et municipale en Afrique ». Dakar 15 au 26 Oct 2001.
- PIETTE L.H., Guinea-Bissau, Recent History. In « Africa south of the Sahara », Europa publication, 1999, pp 561-566.
- PNUD, Evolution économique et identification des impacts de son adhésion à l'UEMOA et son intégration à l'UEMOA. Bissau, Nov 1996.
- PNUD, Relatório desenvolvimento humano 2001. Lisbonne, Trinova Editora, 2001, 266 p.
- PNUD, Raport mondial sur le développement humain 2000. Geneve, PNUD, 2000, 290p. http://www.aidh.org/ViolDE/Pnud_pdf_f.htm
- PNUEH, Etude sur la sécurité de l'occupation foncière et immobilière et la bonne gouvernance. Rapport final. Dakar, Avril 2004, 115 p.
- Recenseamento eleitoral 1999, Dados definitivos. Circulo e distrito eleitoral. Bissau, Nov 1999.
- Reportage : Guinée-Bissau. In « Le Courrier », n°167, Janv-Fev 1998, pp 21-39.
- ROCHEGUDE A., Formation et mise en application de politiques foncières urbaines : quelques modèles pour l'Afrique. In « Gestion urbaine et municipale en Afrique ». Dakar, du 15 au 26 Oct 2001.
- SANCHES A.P.R., CITTADINO A. et ARTUSO M., Conversão de terras em solos urbanos, Bissau(Guinée-Bissau), 1989-1997. Análise pela salvaguarda de agricultura urbana e periurbana e pela segurança alimentar. Turin, 2003, 29 p.
- SANE I., Recenseamento geral de população e habitação 1991. Analise. Repartição espacial da população e migração. Vol IV. Bissau, 1991.
- Secretaria de estado do emprego e luta contra a pobreza, Documento de estrategia nacional para a redução da pobreza. Bissau, Sept 2000, 23 p.

SENGHOR D., Guinée-Bissau : une autre école. In « Famille et Développement », n°19, Juil-Août-Sept 1979.

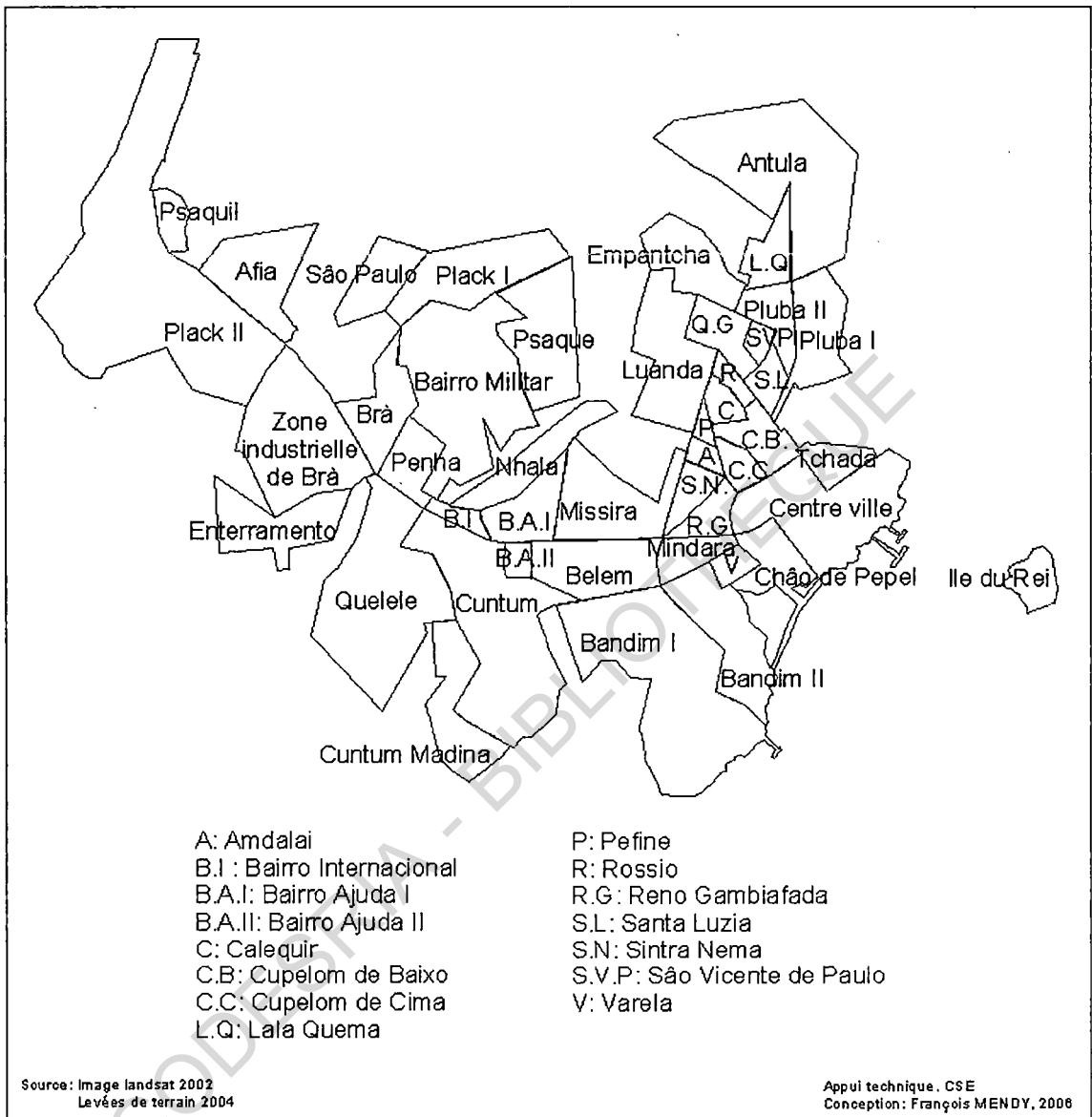
SOARES M.J. Contradições e debilidades da política colonial guineense: o caso de Bissau. In reunião internacional, A Africa e a instalação do sistema colonial(c.1885-c.1930) Lisbonne, CEHCA-IICT, 2000, pp. 123-156.

VENNETIER P., Urbanisation, production agricole et autosuffisance alimentaire : réflexions sur le cas africain. In « Cahier d'Outre-Mer ».1987, pp 209-226

YATTA F.P. ; Les études de cas sur les économies locales en Afrique de l'ouest : Enseignement pour la gestion urbaine et municipale. In « Gestion urbaine et municipale en Afrique ». Dakar 15 au 26 Oct 2001.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

GLOSSAIRE TOPONYMIQUE



1. **Afia** « Hafia » : quartier situé au Nord-Ouest de Bissau. Ce terme provient de la langue arabe qui signifie paix, tranquillité. Il renseigne sur sa population composée majoritairement de Manding et de Peul. En effet sa fondation est postérieure aux indépendances. Au départ c'était un vaste cannerais avec sa distillerie. Puis certains des travailleurs s'y sont implantés et des proches sont venus les rejoindre. C'est ainsi que l'occupation de l'espace s'est opérée progressivement. Il demeure encore parmi les quartiers les moins dotés en infrastructures et services de base.

2. **Amdalai « Amedalai »** : est l'un des plus petits quartiers de la capitale. Situé à l'Est de la banlieue, il est enserré entre le rond point du 2^e Escadron de Police et la route de Granja. Son toponyme renvoie à l'histoire des empires peuls et toucouleurs du XIXe siècle. Ainsi ce quartier est probablement fondé ou peuplé par des Peul. Aujourd'hui il a l'une des densités les plus importantes de Bissau.

3. **Antula** : ce quartier se trouve au Nord-Est de la ville. Son toponyme fait référence à l'un des royaumes pépels du site de Bissau. Le fait qu'il s'est développé sur le territoire de celui, ce quartier a naturellement porté son nom. Mis à part sa population autochtone de Pépel, son peuplement est récent. Il s'est effectué grâce aux lotissements menés par l'Etat au début des indépendances. Il fait partie des quartiers les plus étendus de Bissau.

4. **Bairro Ajuda I « Bairro de Ajuda I fase »** : littéralement il signifie « quartier de l'aide ou de l'entraide phase I ». Comme son nom l'indique, ce sont des habitations sociales, construites par le pouvoir colonial portugais pour loger les africains « civilisés ». Il est localisé dans la périphérie au centre du périmètre urbain, sur la route de l'aéroport. Aujourd'hui Bairro Ajuda fait partie des quartiers les plus cotés de la ville.

5. **Bairro Ajuda II « Bairro de Ajuda II Fase »** : séparé de Bairro Ajuda I par la route de l'aéroport, celui-ci est la seconde phase du projet de logements sociaux initiés par l'administration coloniale portugaise. D'une dizaine de maisons au départ, quelques autres habitations vont s'y greffées.

6. **Bairro Internacional** : littéralement il signifie « quartier international ». Il a été érigé au début des indépendances pour loger les coopérants étrangers en mission en Guinée-Bissau. Il donne sur la route de l'aéroport, faisant frontière avec Bairro Ajuda. Il est composé d'une soixantaine de maisons dont la plupart sont des R+1. Naturellement il s'agit d'un petit quartier avec une population très peu importante.

7. **Bairro Militar** : le terme signifie « quartier militaire. Il fut érigé après l'accession de la Guinée-Bissau à la souveraineté internationale, pour loger les combattants de la guerre d'indépendance. De ce petit noyau de logements, une occupation populaire

de l'espace a suivi au point que le quartier s'est étendu jusqu'à devenir aujourd'hui un des trois quartiers les plus vastes de Bissau. Il est localisé au Nord-Ouest de la ville. Il souffre d'une carence profonde d'équipements et de services.

8. **Bandim II** : situé à l'extrême Sud-Est de la ville de Bissau, ce quartier s'est développé sur le territoire de l'ancien royaume pépel de Bandim, d'où l'origine de son nom. Son expansion est du principalement à sa proximité du Centre ville habitée par les blancs. Etant au départ le fief des Pépel, sa population s'est diversifiée progressivement pendant et après la colonisation. Sa niveau d'équipement et de service a été amélioré grâce au projet de restructuration des quartiers de Bissau. En outre, il abrite le plus grand stade de la ville, le stade du 24 septembre.

9. **Bandim I** : celui-ci se trouve au Sud de Bandim II. Il est en quelque sorte un prolongement de celui-ci. Il est un habitat spontané, mais il dispose de quelques îlots d'habitat planifié notamment dans la zone de « alto Bandim »

10. **Belem « Bélem »** : On peut penser que son nom est emprunté à un quartier de la ville de Lisbonne où se trouve le palais présidentiel. Belem est situé dans la périphérie particulièrement au centre de Bissau. Il fait partie de la zone appelée Bissau novo (la nouvelle Bissau) par rapport aux vieux quartiers de l'Est qui représentent la vieille Bissau (Bissau velho). D'où le caractère récent de sa fondation, mais il est très peuplé. Il abrite les facultés existantes. Le tracé des rues a été amélioré et des équipements ont été installés grâce au projet hollandais de restructuration des quartiers de Bissau.

11. **Brá** : situé à l'Ouest de la ville, le quartier de Brá a pris naissance pratiquement à partir des installations militaires mises en place par l'administration coloniale. Aujourd'hui il est très connu grâce à son fromager « Polong » qui se dresse sur la route et qui est le lieu du déclenchement de la guerre du 7 juin 1998. De même que la plupart des quartiers de la ville, son habitat est de type non planifié, caractérisé par une faiblesse d'infrastructures et de services de base.

12. **Calequir** : est un petit quartier qui a l'une des densités les plus élevées de la ville. Il est localisé à l'Est de la banlieue de Bissau. Figurant sur la carte de 1952, son

peuplement s'est amorcé vers la fin de la colonisation. Quartier de type irrégulier, il a connu une restructuration notamment par la réorganisation de ses rues et l'aménagement de canaux de drainage des eaux pluviales et de routes latéritiques.

13. Centre ville « Bissau Velho » : quand on parle de « Bissau Velha » pour caractériser les vieux quartiers de l'Est, on fait particulièrement référence à lui. Il s'agit du quartier européen, le « plateau » de Bissau. Il se trouve à l'extrême Est de la ville. Sa construction proprement dite a commencé à partir des années 1920. Il concentre la plupart des infrastructures de la capitale. Cependant certains de ses édifices et équipements sont en état de dégradation. Sa superficie est vaste car il occupe la dixième position. En effet quasiment encerclé par les quartiers africains, le pouvoir colonial a souvent procédé à des déguerpissements pour récupérer de l'espace afin d'élargir la ville européenne. Cependant il est peu peuplé.

14. Chão de Pepel : comme son nom l'indique « terre des Pepel », il était le fief des Pepel autochtones de Bissau. Aujourd'hui sa population est devenue hétérogène. Il est localisé à l'Est, précisément au Sud du quartier du Centre ville. Une partie de son habitat est structurée tandis que l'autre est constituée d'habitations spontanées. Cette situation est le résultat des opérations de déguerpissement effectuée par l'administration coloniale pour étendre le quartier européen.

15. Cuntum : ce quartier a pour origine le petit village de « Contumo » qui existait déjà dans les années 50. Il est localisé au centre Sud de Bissau. Il donne sur la route de l'aéroport, de même que la route de Bor le traverse au centre. Aujourd'hui il est l'un des trois quartiers les plus étendus de la ville. Selon les données de population du recensement de 1991, on constate qu'il est parmi les quartiers les plus peuplés de Bissau.

16. Cuntum Madina : ce quartier est une extension du quartier de Cuntum. Il constitue un petit territoire dans la banlieue Sud de la ville. Une portion de son territoire donne sur la route de Bor. Il est parmi les quartiers les plus récents de Bissau. Ses habitations ont été généralement érigées sur des parcelles loties. Cependant certaines d'entre elles sont implantées sur des zones inondables.

17. **Cupelom de Baixo** : littéralement il signifie Cupelom du bas, c'est-à-dire Cupelom du Sud. Il représente avec son jumeau, les quartiers africains les plus anciens de la capitale. Situé à l'Est, il est contigu au Centre ville. Ce quartier d'occupation spontanée a connu une restructuration dans les années 80, qui lui a permis de recevoir des infrastructures et de connaître un nouveau tracé.

18. **Cupelom de cima** : Cupelom du haut ou du Nord, il est localisé à l'Est de Cupelom « du bas ». Il a aussi fait l'objet d'une restructuration. Sa surface est moins importante, mais sa densité est plus élevée que celle du second quartier.

19. **Empantcha** : dans les années 50, il était un petit hameau au Nord-Est de la ville. Aujourd'hui il représente un quartier de 61,38 ha limité par des rizières au Nord et à l'Ouest. Il fait partie des quartiers les plus pauvres en infrastructures et services de base de Bissau.

20. **Enterramento** : est un quartier très récent, précisément sa fondation est postérieure aux indépendances. Il est situé au Sud-Ouest de la ville, isolé dans les plantations d'acajou.

21. **Ile du Rei « Ilheu do Rei »** : située à moins d'un km au large de Bissau, la petite île du roi est anciennement habitée. Aujourd'hui elle reste peu peuplée, abritant une quarantaine d'habitations. Sa liaison est assurée par des pirogues de pêcheurs à des heures précises dans la journée.

22. **Lala Quema** : l'origine de ce nom nous est inconnu, mais retenons qu'il signifie dans la langue locale créole « forêt brûlée ». Situé au Nord-Est de la périphérie de Bissau, ce quartier récent se trouve au croisé des pistes latériques des toca-toca qui mènent à Antula. Il constitue un petit quartier d'occupation spontané dominé par des habitations en banco.

23. **Luanda** : est l'un des quartiers érigés juste après les indépendances au Nord-Est de la ville pour abriter des habitations modernes destinées aux coopérants et cadres guinéens. C'est ce qui explique d'ailleurs qu'il porte le nom de la capitale de l'Angola. Une occupation de type spontané est venu s'y greffée. Aujourd'hui Luanda est

entraîn de s'étendre en grignotant le domaine réservé du « granja » (la grande ferme créée par l'administration coloniale portugaise).

24. **Mindará** : est un des vieux quartiers africains de Bissau. Situé au centre-Est, il est enserré par les deux axes les plus importants de la ville notamment la route de l'aéroport et celle de Bor. D'où l'avantage qu'il présente en terme d'accessibilité et de proximité du Centre ville. Fief des Pepel, son habitat était anarchique et dépourvu en infrastructures et services. Il a fallu le projet de restructuration des quartiers spontanés pour que Mindará retrouve une organisation acceptable et accueille un minimum d'infrastructures et de services de base. Malgré sa petite superficie, il est très peuplé avec une densité de 266 habitants/km². De plus il polarise toute la ville à cause du grand marché de Bandim, qui occupe d'ailleurs près du tiers de son territoire.

25. **Missira** : est localisé au centre de la banlieue de la ville, dans la zone de « Bissau novo ». Il est d'accès facile car il est desservi par trois grands axes. Il polarise particulièrement les jeunes à cause de ses infrastructures éducatives et professionnelles notamment Chico Té, le village S.O.S. et le lycée « Régional II ». Le quartier de Missira s'est développé sur une partie de l'ancien village de Nhala. Aujourd'hui il est devenu une vaste quartier très peuplé mais faiblement doté en infrastructures et services.

26. **Nhala** : est situé au centre de la ville, dans la zone où sont concentrées les installations hydrauliques qui alimentent la ville en eau. Certains habitants l'appellent Madina. Paradoxalement 10,3 % seulement de ses habitations disposent de l'eau courante. Son habitat est de type spontané, marqué par une carence d'infrastructures et de services. Une partie du territoire du quartier est perché sur une falaise constituée de rizières.

27. **Pefine** : représente un petit triangle au Nord du quartier de Amdalai, à l'Est de la périphérie de Bissau. Son développement est récent, même si son site est ancien. Il est le plus petit quartier de Bissau en terme de superficie, mais il fait partie des quartiers qui ont la plus forte densité de la ville. Quoique étant un quartier d'occupation spontanée, le tracé de ses rues est correct.

28. **Penha** : est localisé à l'Ouest de la ville, sur la route de l'aéroport. Installé sur un vieux site, le quartier est récent. Près de la moitié de sa superficie est constituée par le domaine de la société Guiné-télécom qui y a installé ses antennes. Son habitat est composé en général d'habitations modernes.

29. **Plack I** : se trouve dans la banlieue lointaine, à l'extrême Nord-Ouest de la ville de Bissau. Il est très enclavé, même s'il est desservi par la route latéritique « volta Bissau ». Petit hameau dans les années 50, son expansion reste tout de même très récente. Son habitat est le fruit d'une appropriation populaire du sol. Ce qui explique sa carence profonde en infrastructures et services de base.

30. **Plack II** : contrairement aux autres quartiers, il est excentré de Plack I. En effet il est localisé à l'extrême Ouest de la ville. Il doit son importance à l'aéroport Osvaldo VIEIRA qui est intégré à son territoire. D'ailleurs il est le quartier le plus vaste de la capitale, mais avec la plus faible densité de population. Malgré l'ancienneté de son site, son peuplement est récent. Il souffre aussi d'une carence en infrastructures et services.

31. **Pluba I** : est situé au Nord –Est dans la périphérie de Bissau, précisément au Sud du quartier d'Antula. Il constitue un quartier récent, qui a connu expansion rapide après les indépendances. Mis à part ses quelques maisons en dur qui font face à Santa Luzia, ce quartier est dominé par des habitations en banco sans lotissement préalable. D'ailleurs son niveau d'équipement est très faible.

32. **Pluba II** : moins étendu, il se situe à l'Est de Pluba I. Il a connu le même processus d'urbanisation que le premier.

33. **Psaque** : est localisé au Nord de la périphérie de Bissau, précisément à l'Est du quartier de Plack I. Il est ainsi enclavé et desservi uniquement par les taxis-Psaque (vieux taxis réformés qui circulent sur cette piste latéritique de Psaque). Sa fondation et son développement récents expliquent sa carence en infrastructures et services.

34. **Psaquil** ou « Bissaquil » : ce quartier est situé au Nord-Ouest de la ville. Il fait face au parking de l'aéroport Osvaldo VIEIRA, donnant sur la route qui mène hors de

la ville, c'est-à-dire vers Safim. Son site est très ancien, mais son développement est date de la fin des années 90. Aujourd'hui il est un petit quartier d'une soixantaine d'habitations. La proximité de l'aéroport peut être un atout pour lui.

35. **Q.G.** : ce sigle signifie « Quartel Geral » qui veut dire Camp d'Etat major. En effet il s'agit véritablement d'une caserne comprenant l'Etat major, des ateliers et des logements. Mais à partir des années 80, sa clôture fut démantelé et la route de Granja le traverse pour atteindre la quartier de Antula. De plus beaucoup de ses logements sont revenus à des civils, de même que certains de ses locaux ont été occupés par des ministères notamment le ministère des ressources naturelles, le ministère de l'industrie et des mines, etc.

36. **Quelele** : se trouvant au Sud-Ouest, dans le périphérie de Bissau, il représente le 5^e quartier de par sa superficie. Il est un quartier assez récent, mais qui a connu cependant une expansion fulgurante. Etant l'objet d'une occupation populaire de l'espace, son niveau d'infrastructures et de services est très faible. Mais son accessibilité est bonne car il est desservi par les deux axes les importants de la ville. Dans la décennie 1990, il a fait l'objet d'un lotissement pour abriter des sièges d'ambassades.

37. **Reno Gambiafada** : est l'un des quartiers africains les plus anciens et le plus connu de la période coloniale. Il est situé au centre-Est de Bissau et est contiguë au quartier des blancs en l'occurrence le Centre ville. Son nom rappelle qu'il était le fief de l'ethnie biafada qui n'est pas autochtone de Bissau. Comme Bandim, il était habité par les africains qui travaillaient dans la ville européenne. Il était surpeuplé et son habitat était dans une grande anarchie. Par ailleurs, c'était le quartier où se concentraient tous les prostituées de la ville pendant la colonisation. Mais son cadre a été amélioré grâce au projet de restructuration des quartiers avec l'introduction de quelques équipements et services et l'élargissement de ses rues.

38. **Rossio** : ce nom est emprunté à un quartier du centre de Lisbonne où existe une place très fréquentée par les Bissau-guinéens. Par contre Rossio est situé à l'Est de Bissau, précisément au Nord de Calequir. Il a été érigé vers la fin de la colonisation portugaise. Il s'étend sur une petite superficie et sa densité de population était de

181 habitants/km² au recensement de 1991. Une partie de son territoire dispose d'un habitat planifié. Il s'agit de la zone qui donne sur la route de Santa Luzia.

39. Santa Luzia : ce quartier est localisé à l'Est de Bissau, particulièrement au Nord de Cupelom. Le quartier Sainte Lucie fut créé de toute pièce par l'administration coloniale. L'objectif visé était de loger les « civilizados » assimilés africains qui constituaient la classe intermédiaire entre les blancs et les africains. Cependant il faut noter que l'intérieur du quartier est constitué d'habitations en banco.

40. São Paulo : se trouve au Nord-Ouest de la périphérie de la ville, à l'Est de Plack I. Le quartier Saint Paul est une implantation post-coloniale très récente. Il est ainsi enclavé et très peu doté en infrastructures et services de base. D'ailleurs il n'est pas desservi par les transports en commun.

41. São Vicente de Paulo : est situé à l'Est de la ville, précisément au Nord de Santa Luzia. Le nom donné à ce quartier est très significatif. Un effet Saint Vincent de Paul a été implanté par des missionnaires pour loger des chrétiens pauvres de la ville de Bissau. Il est composé de logements modestes avec un minimum d'infrastructures et de services. Cependant son accessibilité est faible car il ne donne sur aucun axe routier.

42. Sintra Nema : est localisé au centre-Est de la capitale, particulièrement à l'Ouest du quartier de Reno Gambiafada. Son nom fait allusion à une localité de la banlieue de Lisbonne. Ce quartier est fondé pendant la période coloniale. L'appropriation foncière est populaire si bien que Sintra Nema est caractérisé par une faiblesse en équipements et services. Cependant son accessibilité est bonne, de même que son réseau de drainage des eaux pluviales. En outre il reste un quartier très peuplé, sa densité de population est de l'ordre de 246 habitants/ha.

43. Tchada : communément appelé « Tchada de buro » (Tchada de l'âne), ce quartier se trouve à l'extrême Est de Bissau, précisément au Nord du Centre ville. L'habitat est de type spontané. Cependant quelques entrepôts et unités industrielles sont installés sur son espace. Malgré sa proximité du Centre ville, son niveau d'infrastructures et de service reste faible.

44. **Varela** : est aussi le nom d'un site de plage localisé au Nord-Ouest de la Guinée-Bissau, à proximité de la frontière avec le Sénégal. De par sa superficie il est le troisième des quartiers les plus petits de la capitale. Il est situé à l'Est et est entouré par Mindará, Chão de Pepel et Bandim II. Comme tous les quartiers proches de la ville européenne en l'occurrence le Centre ville, sa fondation est antérieure aux indépendances. Il reste cependant très pauvre en infrastructures et services de base. De même ses rues sont en général étroites et discontinues, preuve d'une occupation populaire de l'espace. Il dispose d'une densité de population parmi les plus importantes de Bissau.

45. **Zone industrielle de Brá** : sa fondation date de la période post-indépendance. Elle a été créée pour abriter le tissu industriel que le nouveau régime du P.A.I.G.C. commençait à mettre en place. Très étendue, elle englobe la caserne militaire (brigade mécanisée) de Brá. La route de l'aéroport le sépare du quartier de Brá. Cependant elle risque d'être envahie par des habitations. D'ailleurs quelques édifices notamment l'ancienne assemblée nationale et le Grand séminaire sans compter une quarantaine d'habitations y sont installés. Déjà peu important, certaines de ses unités industrielles ont été réduites en ruine par la guerre du 07 juin 1998.

Alto Crim : était la zone tampon entre le quartier européen et les taudis africains. C'était un espace de détente et de commerce. Approximativement, il représente l'espace qui englobe le carrefour de l'avenue du 14 Novembre et la route de l'abattoir qui finit sur celle de Santa Luzia et la nouvelle assemblée nationale.

LISTE DES FIGURES

Figure 1 :	Plan du bourg de São José protégé par sa muraille	page	67
Figure 2 :	Tendance d'expansion de Bissau aux années 1920.....	page	69
Figure 3 :	Plan d'Urbanisme de Bissau approuvé en 1948	page	74
Figure 4 :	Répartition spatiale et sociale à Bissau en 1955	page	77
Figure 5 :	Bilan des superficies gagnées et perdues par l'habitat entre 1952 et 1967	page	82
Figure 6 :	Bilan des superficies gagnées et perdues par les cultures entre 1952 et 1967	page	83
Figure 7 :	Bilan des superficies gagnées et perdues par la végétation naturelle entre 1952 et 1967	page	84
Figure 8 :	Bilan des superficies gagnées et perdues par les sols dénudés entre 1952 et 1967	page	85
Figure 9 :	Bilan des superficies gagnées et perdues par l'eau entre 1952 et 1967	page	86
Figure 10 :	Quartiers peuplés formant une ceinture autour de la zone européenne	page	92
Figure 11 :	Bilan des superficies gagnées et perdues par la surface bâtie entre 1967 et 1986.....	page	97
Figure 12 :	Bilan des superficies gagnées et perdues par les cultures entre 1967 et 1986	page	98
Figure 13 :	Bilan des superficies gagnées et perdues par la végétation naturelle entre 1967 et 1986	page	99
Figure 14 :	Bilan des superficies gagnées et perdues par les sols dénudés entre 1967 et 1986	page	100
Figure 15 :	Bilan des superficies gagnées et perdues par l'eau entre 1967 et 1986	page	101

Figure 16 :	Bilan des superficies gagnées et perdues par le bâti Entre 1986 et 2004.....	page 110
Figure 17 :	Bilan des superficies gagnées et perdues par l'agriculture entre 1986 et 2004	page 111
Figure 18 :	Bilan des superficies gagnées et perdues par la végétation naturelle entre 1986 et 2004	page 112
Figure 19 :	Bilan des superficies gagnées et perdues par les sols dénudés entre 1986 et 2004	page 114
Figure 20 :	Bilan des superficies gagnées et perdues par l'eau entre 1986 et 2004	page 115
Figure 21 :	Evolution spatiale du périmètre bâti de Bissau	page 120
Figure 22 :	Bilan des superficies gagnées et perdues par l'espace bâti entre 1952 et 2004	page 121
Figure 23 :	Bilan des superficies gagnées et perdues par l'agriculture entre 1952 et 2004	page 122
Figure 24 :	Bilan des superficies gagnées et perdues par la végétation naturelle entre 1952 et 2004	page 123
Figure 25 :	Bilan des superficies gagnées et perdues par les sols dénudés entre 1952 et 2004	page 124
Figure 26 :	Bilan des superficies gagnées et perdues par l'eau entre 1952 et 2004	page 125
Figure 27 :	Evolution démographique de Bissau	page 129
Figure 28 :	Composition de la population de Bissau en 1950	page 129
Figure 29 :	Population urbaine en 1979	page 131
Figure 30 :	Densité d'habitations en fonction des quartiers de Bissau	page 142
Figure 31 :	Densité des habitations en banco dans les quartiers de Bissau.....	page 145
Figure 32 :	Densité des habitations en ciment dites constructions définitives	page 147
Figure 33 :	Densité des habitations équipées de puits	page 148
Figure 34 :	Densité des habitations équipées de latrines Traditionnelles.....	page 150

Figure 35 :	Densité des habitations équipées de latrines conventionnelles ou salle d'eau	page	152
Figure 36 :	Densité des habitations couvertes de tuiles..	page	154
Figure 37 :	Densité des habitations dont la toiture est en fibrociment .	page	155
Figure 38 :	Densité des habitations dont la toiture est en tôles ondulées	page	156
Figure 39 :	Densité des habitations dont la toiture est en chaume	page	159
Figure 40 :	Branchements d'eau des habitations dans les quartiers de Bissau	page	161
Figure 41 :	Branchements des habitations au réseau public d'électricité	page	163
Figure 42 :	Branchements des habitations au réseau de téléphone	page	165
Figure 43 :	Densité des bornes-fontaines, puits collectifs et boîtes à ordures dans les quartiers de Bissau	page	167
Figure 44 :	Densité des institutions préscolaires dans les quartiers de Bissau	page	172
Figure 45 :	Densité des écoles primaires dans les quartiers de Bissau	page	174
Figure 46 :	Densité des cycles intermédiaires « ciclo » dans les quartiers de Bissau	page	176
Figure 47 :	Densité des établissements secondaires dans les quartiers de Bissau	page	177
Figure 48 :	Densité des écoles de formation professionnelle dans les quartiers de Bissau	page	179
Figure 49 :	Densité des infrastructures sanitaires dans les quartiers de Bissau	page	183
Figure 50 :	Densité des églises dans les quartiers de Bissau	page	185
Figure 51 :	Densité des mosquées dans les quartiers de Bissau	page	186
Figure 52 :	Répartition des casernes militaires et des sapeurs pompiers, des postes de Police, des bureaux de Poste et des cimetières dans les quartiers de Bissau	page	200
Figure 53 :	Densité des infrastructures industrielles dans les quartiers de Bissau	page	201

Figure 54 :	Répartition de quelques infrastructures économiques dans les quartiers de Bissau	page	202
Figure 55 :	Répartition des stations d'essence dans les quartiers de Bissau	page	204
Figure 56 :	Densité des pharmacies dans les quartiers de Bissau	page	205
Figure 57 :	Densité des cabines téléphoniques privées et cybercafés dans les quartiers de Bissau	page	207
Figure 58 :	Densité des bars dans les quartiers de Bissau	page	208
Figure 59 :	Itinéraires des transports en commun dans la ville de Bissau	page	209
Figure 60 :	Expansion spatiale de Bissau depuis 1776	page	218
Figure 61 :	Densité des infrastructures et services en fonction des quartiers	page	221

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 :	Les données cartographiques utilisées.....	page	22
Tableau 2 :	Evolution démographique de la Guinée-Bissau.....	page	37
Tableau 3 :	Statistiques de l'éducation en Guinée-Bissau	page	47
Tableau 4 :	Indices de santé en Guinée-Bissau.....	page	48
Tableau 5 :	Indices économiques de la Guinée-Bissau	page	49
Tableau 6 :	Commerce extérieur de la Guinée-Bissau	page	54
Tableau 7 :	Répartition des superficies entre 1952 et 1967	page	81
Tableau 8 :	Répartition des superficies entre 1967 et 1986	page	96
Tableau 9 :	Répartition des superficies entre 1986 et 2004	page	109
Tableau 10 :	Répartition des superficies entre 1952 et 2004	page	119
Tableau 11 :	Evolution démographique de la ville de Bissau.....	page	128
Tableau 12 :	Densité de population de quelques quartiers de la ville de Bissau	page	139
Tableau 13 :	Longueur des routes bitumées n°1	page	189
Tableau 14 :	Longueur des routes bitumées n°2	page	190
Tableau 15 :	Longueur des routes bitumées n°3	page	192
Tableau 16 :	Longueur des routes latéritiques n°1	page	194
Tableau 17 :	Longueur des routes latéritiques n°2	page	195
Tableau 18 :	Niveau de desserte des différents quartiers de Bissau par les routes	page	197

LISTE DES CARTES

Carte 1 :	La Guinée-Bissau	page	32
Carte 2 :	La Guinée-Bissau : hydrographie	page	35
Carte 3 :	Bissau : occupation du sol en 1776	page	65
Carte 4 :	Bissau : occupation du sol en 1952	page	75
Carte 5 :	Bissau : changements dans l'occupation du sol entre 1952 et 1967.....	page	80
Carte 6 :	Bissau : occupation du sol en 1967	page	90
Carte 7 :	Bissau : changements dans l'occupation du sol entre 1967 et 1986	page	95
Carte 8 :	Bissau : occupation du sol en 1986.....	page	104
Carte 9 :	Bissau : changements dans l'occupation du sol entre 1986 et 2004.....	page	108
Carte 10 :	Bissau : changements dans l'occupation du sol entre 1952 et 2004.....	page	118
Carte 11 :	Bissau : répartition des quartiers en 2004	page	135
Carte 12 :	Bissau : réseau de drainage des eaux de pluie	page	170
Carte 13 :	Bissau : réseau routier	page	188

LISTE DES PHOTOS

Photo 1 :	La « Praça do império».....	page	70
Photo 2 :	Aperçu des ramparts de la forteresse São José (Amura)...	page	73
Photo 3 :	Une rue du quartier commercial.....	page	78
Photo 4 :	Place Baiana ou Cheguevara.....	page	91
Photo 5 :	La grande avenue du 14 Novembre (route de l'aéroport)...	page	106

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

LISTE DES MATRICES

Matrice 1 :	Changement dans l'occupation du sol entre 1952 et 1967	page 88
Matrice 2 :	Changement dans l'occupation du sol entre 1967 et 1986	page 102
Matrice 3 :	Changement dans l'occupation du sol entre 1986 et 2004	page 116
Matrice 4 :	Changement dans l'occupation du sol entre 1952 et 2004	page 127

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXES

ANNEXE 1 : FICHES D'ENQUETE

FICHE D'ENQUÊTE N°1

Quartier Carré n° Fiche n°

INFRASTRUCTURES D'HABITATION													Total	
Habitation n°														
Eau Courante														
Puit														
Electricité														
Téléphone														
Latrines traditionnelles														
Salle d'eau														
Accès aux égouts														
Construction Précaire														
Construction Provisoire														
Construction Définitive														
Toiture en Tuile														
Toiture en Fibrociment														
Toiture en Taule ondulée														
Toiture en Taule de fût														
Toiture en Paille														
Toiture en Dalle béton														

CODESRIA - BIBLIOTHÈQUE

FICHE D'ENQUÊTE N°2

Quartier Carré n° Fiche n°

Infrastructures Socio-économiques	Nombre	Localisation
Puits collectifs		
Bornes-fontaines		
Canal d'évacuation d'eau de pluie		
Routes Goudronnées		
Routes Non-goudronnées		
Boîte à Ordures		
Kiosque / Boutique		
Supermarché/ Centre commercial		
Rue commercial		
Magasin Commercial		
Marché		
Bar		
Restaurant		
Boîte de nuit		
Cinéma		
Hôtel		
Terrain de Sport		
Stade		
Bibliothèque		
Jardin d'enfant		
Ecole Primaire(1è à 4è Année)		
Ciclo (5è à 6è Année)		
Ecole Secondaire		
Faculté		
Ecole de Formation Professionnelle		
Hôpital		
Poste de Santé		
Cabinet Médical		
Pharmacie		
Eglise		
Mosquée		
Bureau de Poste		
Station Radio		
Station Télévision		
Organe de Presse Ecrite		
Gare Routière		
Port		
Aéroport		
Police		
Abattoir		
Autres		

ANNEXE 2 : L'AIRE ET LE NOMBRE D'HABITATIONS DES QUARTIERS DE BISSAU

N°	QUARTIER	SURFACE(ha)	PERIMETRE(km)	NBR HABITATIONS
1	Afia	84,18	4,21	627
2	Amdalai	10,01	1,74	129
3	Antula	212,89	7,41	754
4	Bairro Ajuda I	47,91	3,28	326
5	Bairro Ajuda II	11,09	1,33	86
6	Bairro Internacional	12,75	1,87	66
7	Bairro Militar	203,13	7,94	2141
8	Bandim I	253,22	9,13	1107
9	Bandim II	88,96	5,01	586
10	Belem	78,49	3,81	652
11	Brá	58,63	4,09	471
12	Calequir	15,48	1,63	285
13	Centre ville	147,74	8,07	376
14	Chão de Pépel	51,07	5,73	415
15	Cuntum	219,01	9,91	2050
16	Cuntum Madina	75,09	4,85	483
17	Cupelom de Baixo	36,16	4,05	432
18	Cupelom de Cima	18,07	3,16	274
19	Empantcha	61,38	3,50	501
20	Enterramento	75,52	4,84	174
21	Ile de Rei	26,56	2,23	41
22	Lala Quema	33,44	3,17	386
23	Luanda	102,11	5,13	510
24	Mindará	27,42	3,08	430
25	Missira	93,22	5,41	1086
26	Nhala	53,62	5,15	464
27	Pefine	6,41	1,30	115
28	Penha	38,83	2,83	95
29	Plack I	97,45	4,91	517
30	Plack II	416,04	11,76	565
31	Pluba I	67,35	4,45	432
32	Pluba II	33,58	2,93	717
33	Psaque	98,86	4,79	1034
34	Psaquil	19,22	1,87	66
35	Q.G	35,89	3,41	26
36	Quelele	210,69	6,87	1636
37	Reno Gambiada	24,76	2,41	400
38	Rossio	11,05	1,66	148
39	Santa Luzia	18,45	1,96	315
40	São Paulo	47,65	3,02	306
41	São Vicente de Paulo	10,14	1,30	128
42	Sintra-Nema	22,30	2,31	373
43	Tchada	25,65	2,19	173
44	Varela	13,95	1,52	158
45	Zone industrielle de Brá	156,13	5,14	40
TOTAL		3451,57	186,35	22096

Source : Image landsat 2002 et levées de terrain 2004

ANNEXE 3

EQUIPEMENTS ET SERVICES DE L'HABITAT

N°	QUARTIERS / INFRASTRUCTURES	Habitations	Branchements eau courante	En %	Equipement en puits	En %
1	Afia	627	4	0,6	233	37,2
2	Amdalai	129	43	33,3	17	13,2
3	Antula	754	63	8,4	98	13,0
4	Bairro Ajuda I	326	279	85,6	5	1,5
5	Bairro Ajuda II	86	77	89,5	4	4,7
6	Bairro internacional	66	65	98,5	0	0,0
7	Bairro Militar	2141	129	6,0	605	28,3
8	Bandim I	1107	172	15,5	341	30,8
9	Bandim II	586	83	14,2	160	27,3
10	Belem	652	244	37,4	189	29,0
11	Brá	471	10	2,1	113	24,0
12	Calequir	285	45	15,8	71	24,9
13	Centre ville	376	367	97,6	11	2,9
14	Chão de Pépel	415	252	60,7	108	26,0
15	Cuntum	2050	283	13,8	837	40,8
16	Cuntum Madina	483	13	2,7	201	41,6
17	Cupelom de Baixo	432	143	33,1	121	28,0
18	Cupelom de Cima	274	88	32,1	45	16,4
19	Empantcha	501	29	5,8	131	26,1
20	Enterramento	174	20	11,5	24	13,8
21	Ile du Rei	41	0	0,0	7	17,1
22	Lala Quema	386	53	13,7	94	24,4
23	Luanda	510	110	21,6	135	26,5
24	Mindará	430	114	26,5	37	8,6
25	Missira	1086	153	14,1	231	21,3
26	Nhala	464	48	10,3	208	44,8
27	Pefine	115	48	41,7	7	6,1
28	Penha	95	30	31,6	8	8,4
29	Plack I	517	2	0,4	137	26,5
30	Plack II	565	24	4,2	144	25,5
31	Pluba I	432	47	10,9	124	28,7
32	Pluba II	717	61	8,5	240	33,5
33	Psaque	1034	3	0,3	298	28,8
34	Psaquil	66	0	0,0	24	36,4
35	Q.G.	26	24	92,3	0	0,0
36	Quelele	1636	139	8,5	638	39,0
37	Reno Gambiada	400	91	22,8	62	15,5
38	Rossio	148	59	39,9	28	18,9
39	Santa Luzia	315	86	27,3	81	25,7
40	São Paulo	306	2	0,7	101	33,0
41	São Vicente de Paulo	128	45	35,2	30	23,4
42	Sintra-Nema	373	87	23,3	101	27,1
43	Tchada	173	71	41,0	30	17,3
44	Varela	158	47	29,7	48	30,4
45	Zona industrial de Brá	40	5	12,5	2	5,0
TOTAL		22096	3758	17,0	6129	27,7

Source : Enquêtes 2003

N°	QUARTIERS / INFRASTRUCTURES	Habitations	Branchements d'électricité	En %	Branchements au téléphone	En %
1	Afia	627	111	17,7	44	7,0
2	Amdalai	129	91	70,5	47	36,4
3	Antula	754	172	22,8	67	8,9
4	Bairro Ajuda I	326	265	81,3	159	48,8
5	Bairro Ajuda II	86	78	90,7	50	58,1
6	Bairro Internacional	66	62	93,9	55	83,3
7	Bairro Militar	2141	669	31,2	265	12,4
8	Bandim I	1107	435	39,3	179	16,2
9	Bandim II	586	245	41,8	120	20,5
10	Belem	652	441	67,6	190	29,1
11	Brá	471	82	17,4	26	5,5
12	Calequir	285	146	51,2	67	23,5
13	Centre ville	376	368	97,9	303	80,6
14	Chão de Pépel	415	319	76,9	230	55,4
15	Cuntum	2050	951	46,4	362	17,7
16	Cuntum Madina	483	144	29,8	51	10,6
17	Cupelom de Baixo	432	325	75,2	175	40,5
18	Cupelom de Cima	274	212	77,4	100	36,5
19	Empantcha	501	165	32,9	88	17,6
20	Enterramento	174	23	13,2	20	11,5
21	Ile du Rei	41	0	0,0	0	0,0
22	Lala Quema	386	130	33,7	75	19,4
23	Luanda	510	230	45,1	141	27,6
24	Mindará	430	242	56,3	100	23,3
25	Missira	1086	478	44,0	141	13,0
26	Nhala	464	161	34,7	61	13,1
27	Pefine	115	80	69,6	32	27,8
28	Penha	95	35	36,8	24	25,3
29	Plack I	517	55	10,6	19	3,7
30	Plack II	565	130	23,0	50	8,8
31	Pluba I	432	164	38,0	83	19,2
32	Pluba II	717	187	26,1	101	14,1
33	Psaque	1034	136	13,2	31	3,0
34	Psaquil	66	18	27,3	4	6,1
35	Q.G.	26	24	92,3	24	92,3
36	Quelele	1636	604	36,9	307	18,8
37	Reno Gambiafada	400	224	56,0	110	27,5
38	Rossio	148	98	66,2	46	31,1
39	Santa Luzia	315	171	54,3	111	35,2
40	São Paulo	306	12	3,9	8	2,6
41	São Vicente de Paulo	128	81	63,3	49	38,3
42	Sintra-Nema	373	228	61,1	87	23,3
43	Tchada	173	108	62,4	71	41,0
44	Varela	158	97	61,4	47	29,7
45	Zona industrial de Brá	40	7	17,5	5	12,5
TOTAL		22096	9004	40,7	4325	19,6

Source : Enquêtes 2003

N°	QUARTIERS / INFRASTRUCTURES	Habitations	Equipement en latrines traditionnelles	En %	Equipement en latrines conven- tionnelles ou salles d'eau	En %
1	Afia	627	464	74,0	55	8,8
2	Amdalai	129	83	64,3	41	31,8
3	Antula	754	361	47,9	123	16,3
4	Bairro Ajuda I	326	54	16,6	275	84,4
5	Bairro Ajuda II	86	11	12,8	77	89,5
6	Bairro Internacional	66	0	0,0	66	100,0
7	Bairro Militar	2141	1595	74,5	319	14,9
8	Bandim I	1107	699	63,1	295	26,6
9	Bandim II	586	354	60,4	202	34,5
10	Belem	652	304	46,6	363	55,7
11	Brá	471	363	77,1	54	11,5
12	Calequir	285	180	63,2	67	23,5
13	Centre ville	376	12	3,2	366	97,3
14	Chão de Pépel	415	144	34,7	278	67,0
15	Cuntum	2050	1503	73,3	481	23,5
16	Cuntum Madina	483	355	73,5	97	20,1
17	Cupelom de Baixo	432	163	37,7	297	68,8
18	Cupelom de Cima	274	128	46,7	127	46,4
19	Empantcha	501	305	60,9	77	15,4
20	Enterramento	174	108	62,1	20	11,5
21	Ile du Rei	41	5	12,2	1	2,4
22	Lala Quema	386	208	53,9	74	19,2
23	Luanda	510	301	59,0	133	26,1
24	Mindará	430	166	38,6	201	46,7
25	Missira	1086	841	77,4	184	16,9
26	Nhala	464	435	93,8	64	13,8
27	Pefine	115	34	29,6	58	50,4
28	Penha	95	58	61,1	37	38,9
29	Plack I	517	278	53,8	35	6,8
30	Plack II	565	419	74,2	73	12,9
31	Pluba I	432	304	70,4	86	19,9
32	Pluba II	717	506	70,6	75	10,5
33	Psaque	1034	779	75,3	63	6,1
34	Psaquil	66	41	62,1	14	21,2
35	Q.G.	26	0	0,0	24	92,3
36	Quelele	1636	1252	76,5	286	17,5
37	Reno Gambafada	400	158	39,5	196	49,0
38	Rossio	148	76	51,4	58	39,2
39	Santa Luzia	315	171	54,3	108	34,3
40	São Paulo	306	203	66,3	14	4,6
41	São Vicente de Paulo	128	69	53,9	49	38,3
42	Sintra-Nema	373	136	36,5	182	48,8
43	Tchada	173	36	20,8	111	64,2
44	Varela	158	84	53,2	69	43,7
45	Zone industrielle de Brá	40	19	47,5	6	15,0
	TOTAL	22096	13765	62,3	5881	26,6

Source : Enquêtes 2003

N°	QUARTIERS / INFRASTRUCTURES	Habitations	Constructions en banco (Précaire)	En %	Constructions en "Krintim" (Provisoire)	En %	Constructions en ciment (Définitive)	En %
1	Afia	627	608	97,0	0	0,0	19	3,0
2	Amdalai	129	113	87,6	0	0,0	16	12,4
3	Antula	754	640	84,9	0	0,0	114	15,1
4	Bairro Ajuda I	326	172	52,8	0	0,0	154	47,2
5	Bairro Ajuda II	86	34	39,5	0	0,0	52	60,5
6	Bairro Internacional	66	0	0,0	0	0,0	66	100,0
7	Bairro Militar	2141	1984	92,7	3	0,1	154	7,2
8	Bandim I	1107	961	86,8	2	0,2	144	13,0
9	Bandim II	586	516	88,1	28	4,8	42	7,2
10	Belem	652	552	84,7	4	0,6	96	14,7
11	Brá	471	459	97,5	0	0,0	12	2,5
12	Calequir	285	276	96,8	0	0,0	9	3,2
13	Centre ville	376	15	4,0	1	0,3	360	95,7
14	Chão de Pépel	415	233	56,1	2	0,5	180	43,4
15	Cuntum	2050	1867	91,1	1	0,0	182	8,9
16	Cuntum Madina	483	428	88,6	2	0,4	53	11,0
17	Cupelom de Baixo	432	327	75,7	7	1,6	98	22,7
18	Cupelom de Cima	274	243	88,7	0	0,0	31	11,3
19	Empantcha	501	491	98,0	0	0,0	10	2,0
20	Enterramento	174	154	88,5	0	0,0	20	11,5
21	Ile du Rei	41	40	97,6	0	0,0	1	2,4
22	Lala Quema	386	377	97,7	0	0,0	9	2,3
23	Luanda	510	414	81,2	1	0,2	95	18,6
24	Mindará	430	399	92,8	0	0,0	31	7,2
25	Missira	1086	1005	92,5	1	0,1	80	7,4
26	Nhala	464	425	91,6	0	0,0	39	8,4
27	Pefine	115	102	88,7	0	0,0	13	11,3
28	Penha	95	54	56,8	0	0,0	41	43,2
29	Plack I	517	504	97,5	0	0,0	13	2,5
30	Plack II	565	518	91,7	0	0,0	47	8,3
31	Pluba I	432	414	95,8	0	0,0	18	4,2
32	Pluba II	717	691	96,4	2	0,3	24	3,3
33	Psaque	1034	1013	98,0	1	0,1	20	1,9
34	Psaquil	66	60	90,9	1	1,5	5	7,6
35	Q.G.	26	2	7,7	0	0,0	24	92,3
36	Quelele	1636	1501	91,7	0	0,0	135	8,3
37	Reno Gambiafada	400	362	90,5	1	0,3	37	9,3
38	Rossio	148	120	81,1	1	0,7	27	18,2
39	Santa Luzia	315	242	76,8	2	0,6	71	22,5
40	São Paulo	306	298	97,4	0	0,0	8	2,6
41	São Vicente de Paulo	128	110	85,9	1	0,8	17	13,3
42	Sintra-Nema	373	347	93,0	1	0,3	25	6,7
43	Tchada	173	98	56,6	0	0,0	75	43,4
44	Varela	158	144	91,1	0	0,0	14	8,9
45	Zone industrielle de Brá	40	32	80,0	0	0,0	8	20,0
	TOTAL	22096	19345	87,5	62	0,3	2689	12,2

Source : Enquêtes 2003

N°	QUARTIERS / INFRASTRUCTURES	Habitations	Toiture en tuiles	En %	Toiture en fibrociments	En %	Toiture en tôles ondulées	En %
1	Afia	627	4	0,6	1	0,2	542	86,4
2	Amdalai	129	9	7,0	1	0,8	116	89,9
3	Antula	754	9	1,2	7	0,9	558	74,0
4	Bairro Ajuda I	326	43	13,2	26	8,0	253	77,6
5	Bairro Ajuda II	86	19	22,1	5	5,8	62	72,1
6	Bairro Internacional	66	7	10,6	58	87,9	1	1,5
7	Bairro Militar	2141	35	1,6	16	0,7	1954	91,3
8	Bandim I	1107	39	3,5	45	4,1	929	83,9
9	Bandim II	586	23	3,9	3	0,5	497	84,8
10	Belem	652	40	6,1	8	1,2	591	90,6
11	Brá	471	6	1,3	2	0,4	433	91,9
12	Calequir	285	6	2,1	3	1,1	255	89,5
13	Centre ville	376	297	79,0	42	11,2	28	7,4
14	Chão de Pépel	415	163	39,3	22	5,3	213	51,3
15	Cuntum	2050	27	1,3	20	1,0	1896	92,5
16	Cuntum Madina	483	4	0,8	5	1,0	451	93,4
17	Cupelom de Baixo	432	81	18,8	11	2,5	327	75,7
18	Cupelom de Cima	274	22	8,0	5	1,8	244	89,1
19	Empantcha	501	3	0,6	1	0,2	418	83,4
20	Enterramento	174	16	9,2	5	2,9	120	69,0
21	Ile du Rei	41	0	0,0	1	2,4	5	12,2
22	Lala Quema	386	2	0,5	4	1,0	275	71,2
23	Luanda	510	42	8,2	25	4,9	371	72,7
24	Mindará	430	11	2,6	5	1,2	395	91,9
25	Missira	1086	16	1,5	3	0,3	979	90,1
26	Nhala	464	0	0,0	10	2,2	398	85,8
27	Pefine	115	6	5,2	5	4,3	93	80,9
28	Penha	95	26	27,4	10	10,5	58	61,1
29	Plack I	517	0	0,0	0	0,0	454	87,8
30	Plack II	565	9	1,6	4	0,7	498	88,1
31	Pluba I	432	6	1,4	3	0,7	326	75,5
32	Pluba II	717	3	0,4	3	0,4	517	72,1
33	Psaque	1034	0	0,0	1	0,1	940	90,9
34	Psaquil	66	1	1,5	1	1,5	62	93,9
35	Q.G.	26	17	65,4	6	23,1	3	11,5
36	Quelele	1636	26	1,6	8	0,5	1536	93,9
37	Reno Gambiáfada	400	32	8,0	4	1,0	346	86,5
38	Rossio	148	21	14,2	3	2,0	105	70,9
39	Santa Luzia	315	46	14,6	11	3,5	217	68,9
40	São Paulo	306	1	0,3	0	0,0	262	85,6
41	São Vicente de Paulo	128	2	1,6	7	5,5	105	82,0
42	Sintra-Nema	373	24	6,4	1	0,3	335	89,8
43	Tchada	173	63	36,4	8	4,6	86	49,7
44	Varela	158	15	9,5	2	1,3	137	86,7
45	Zone industrielle de Brá	40	5	12,5	1	2,5	31	77,5
	TOTAL	22096	1227	5,6	412	1,9	18422	83,4

Source : Enquêtes 2003

N°	QUARTIERS / INFRASTRUCTURES	Habitations	Toiture en tôles de fût		Toiture en chaume		Toiture en dalle de béton	
			En %	En %	En %	En %		
1	Afia	627	0	0,0	80	12,8	0	0,0
2	Amdalai	129	1	0,8	2	1,6	0	0,0
3	Antula	754	0	0,0	180	23,9	0	0,0
4	Bairro Ajuda I	326	0	0,0	0	0,0	4	1,2
5	Bairro Ajuda II	86	0	0,0	0	0,0	0	0,0
6	Bairro Internacional	66	0	0,0	0	0,0	0	0,0
7	Bairro Militar	2141	2	0,1	128	6,0	6	0,3
8	Bandim I	1107	2	0,2	86	7,8	6	0,5
9	Bandim II	586	5	0,9	58	9,9	0	0,0
10	Belem	652	8	1,2	0	0,0	5	0,0
11	Brá	471	0	0,0	30	6,4	0	0,0
12	Calequir	285	0	0,0	21	7,4	0	0,0
13	Centre ville	376	1	0,3	0	0,0	8	2,1
14	Chão de Pépel	415	0	0,0	17	4,1	0	0,0
15	Cuntum	2050	0	0,0	107	5,2	0	0,0
16	Cuntum Madina	483	0	0,0	23	4,8	0	0,0
17	Cupelom de Baixo	432	6	1,4	7	1,6	0	0,0
18	Cupelom de Cima	274	0	0,0	3	1,1	0	0,0
19	Empantcha	501	1	0,2	78	15,6	0	0,0
20	Enterramento	174	0	0,0	33	19,0	0	0,0
21	Ile du Rei	41	18	43,9	17	41,5	0	0,0
22	Lala Quema	386	1	0,3	104	26,9	0	0,0
23	Luanda	510	3	0,6	66	12,9	3	0,6
24	Mindará	430	5	1,2	14	3,3	0	0,0
25	Missira	1086	4	0,4	84	7,7	0	0,0
26	Nhala	464	2	0,4	50	10,8	0	0,0
27	Pefine	115	1	0,9	10	8,7	0	0,0
28	Penha	95	0	0,0	1	1,1	0	0,0
29	Plack I	517	0	0,0	63	12,2	0	0,0
30	Plack II	565	0	0,0	50	8,8	4	0,7
31	Pluba I	432	2	0,5	95	22,0	0	0,0
32	Pluba II	717	3	0,4	191	26,6	0	0,0
33	Psaque	1034	0	0,0	93	9,0	0	0,0
34	Psaquil	66	0	0,0	2	3,0	0	0,0
35	Q.G.	26	0	0,0	0	0,0	0	0,0
36	Quelele	1636	1	0,1	64	3,9	1	0,1
37	Reno Gambiada	400	3	0,8	15	3,8	0	0,0
38	Rossio	148	1	0,7	18	12,2	0	0,0
39	Santa Luzia	315	3	1,0	38	12,1	0	0,0
40	São Paulo	306	0	0,0	43	14,1	0	0,0
41	São Vicente de Paulo	128	0	0,0	14	10,9	0	0,0
42	Sintra-Nema	373	1	0,3	12	3,2	0	0,0
43	Tchada	173	1	0,6	15	8,7	0	0,0
44	Varela	158	1	0,6	3	1,9	0	0,0
45	Zone industrielle de Brá	40	0	0,0	2	5,0	1	2,5
TOTAL		22096	76	0,3	1917	8,7	38	0,2

Source : Enquêtes 2003

INFRASTRUCTURES SOCIALES ET SERVICES

N°	QUARTIERS / INFRASTRUCTURES	Institutions Pré- scolaires	Ecoles Primaires	Cycles Inter- médiaires « Ciclo »	Etablis- sements Secon- daires	Ecoles profession- nelles	Enseigne- ment Supérieur	Biblio- thèques
1	Afia	0	1	0	0	0	1	0
2	Amdalai	0	0	0	0	0	0	0
3	Antula	0	4	3	0	0	0	0
4	Bairro Ajuda I	3	5	1	1	2	0	0
5	Bairro Ajuda II	0	0	0	0	1	0	0
6	Bairro Internacional	0	1	0	0	0	0	0
7	Bairro Militar	1	5	1	1	0	0	0
8	Bandim I	1	11	2	1	1	0	0
9	Bandim II	0	5	0	0	0	0	1
10	Belem	2	5	1	1	1	2	1
11	Brá	1	1	0	0	0	0	0
12	Calequir	0	0	0	0	0	0	0
13	Centre ville	1	2	3	3	5	0	2
14	Chão de Pépel	1	4	3	1	1	0	1
15	Cuntum	1	14	2	4	0	0	1
16	Cuntum Madina	0	4	0	0	0	0	0
17	Cupelom de Baixo	3	3	1	1	0	0	0
18	Cupelom de Cima	0	0	0	0	0	0	0
19	Empantcha	0	0	0	0	0	0	0
20	Enterramento	0	0	0	0	0	0	0
21	Ile du Rei	0	1	1	0	0	0	0
22	Lala Quema	0	1	0	0	0	0	0
23	Luanda	1	3	2	2	0	0	0
24	Mindará	0	1	0	0	0	0	0
25	Missira	1	8	1	4	3	1	0
26	Nhala	2	3	1	1	0	0	0
27	Pefine	0	0	0	0	1	0	0
28	Penha	0	0	0	0	0	0	0
29	Plack I	0	2	1	0	0	0	0
30	Plack II	0	1	1	0	1	0	0
31	Pluba I	0	1	0	0	0	0	0
32	Pluba II	0	1	0	0	0	0	0
33	Psaque	0	3	0	0	0	0	0
34	Psaquil	0	1	0	0	0	0	0
35	Q.G.	0	1	1	1	0	0	0
36	Quelele	0	4	1	1	1	0	0
37	Reno Gambiafada	2	2	1	0	0	0	0
38	Rossio	0	0	0	0	0	0	0
39	Santa Luzia	0	1	0	0	0	0	0
40	São Paulo	0	1	1	0	0	0	0
41	São Vicente de Paulo	0	2	0	0	0	0	0
42	Sintra-Nema	0	1	1	1	0	0	0
43	Tchada	1	0	0	0	1	0	0
44	Varela	1	2	1	0	0	0	0
45	Zone industrielle de Brá	0	0	0	0	0	0	0
	TOTAL	22	105	30	23	18	4	6

Source : Enquêtes 2003

N°	QUARTIERS / INFRASTRUCTURES	Hôpitaux	Postes de Santé	Cabinets Médicaux
1	Afia	0	0	1
2	Amdalai	0	0	0
3	Antula	0	2	0
4	Bairro Ajuda I	0	0	1
5	Bairro Ajuda II	0	0	0
6	Bairro Internacional	0	0	0
7	Bairro Militar	0	0	2
8	Bandim I	1	0	0
9	Bandim II	0	0	0
10	Belem	0	1	0
11	Brá	0	0	0
12	Calequir	0	0	0
13	Centre ville	2	1	1
14	Chão de Pépel	1	0	3
15	Cuntum	2	0	3
16	Cuntum Madina	0	0	1
17	Cupelom de Baixo	0	1	1
18	Cupelom de Cima	0	0	0
19	Empantcha	0	0	0
20	Enterramento	0	0	0
21	Ile du Rei	0	1	0
22	Lala Quema	0	0	1
23	Luanda	0	0	0
24	Mindará	0	0	0
25	Missira	0	0	0
26	Nhala	0	0	0
27	Pefine	0	0	2
28	Penha	0	0	0
29	Plack I	0	0	0
30	Plack II	1	0	0
31	Pluba I	0	0	0
32	Pluba II	0	0	1
33	Psaque	0	0	1
34	Psaquil	0	0	0
35	Q.G.	0	0	0
36	Queiele	0	0	3
37	Reno Gambiada	0	0	0
38	Rossio	0	0	1
39	Santa Luzia	0	0	0
40	São Paulo	0	0	0
41	São Vicente de Paulo	0	0	0
42	Sintra-Nema	0	1	0
43	Tchada	0	0	1
44	Varela	1	0	0
45	Zone industrielle de Brá	0	0	0
TOTAL		8	7	23

Source : Enquêtes 2003

N°	QUARTIERS / INFRASTRUCTURES	Bornes- fontaines	Puits collectifs	Boîtes ou conteneurs à ordures
1	Afia	2	0	0
2	Amdalai	2	0	0
3	Antula	8	0	0
4	Bairro Ajuda I	0	0	0
5	Bairro Ajuda II	0	0	0
6	Bairro Internacional	0	0	0
7	Bairro Militar	9	2	0
8	Bandim I	1	0	1
9	Bandim II	1	1	0
10	Belem	8	1	1
11	Brá	2	0	0
12	Calequir	3	0	0
13	Centre ville	0	0	8
14	Chão de Pépel	0	0	2
15	Cuntum	6	0	2
16	Cuntum Madina	0	0	0
17	Cupelom de Baixo	5	0	4
18	Cupelom de Cima	0	0	0
19	Empantcha	0	0	0
20	Enterramento	1	0	0
21	Ile du Rei	0	1	0
22	Lala Quema	0	0	0
23	Luanda	0	0	0
24	Mindará	3	0	0
25	Missira	4	0	0
26	Nhala	1	0	0
27	Pefine	1	0	0
28	Penha	0	0	0
29	Plack I	1	0	0
30	Plack II	4	0	0
31	Pluba I	0	0	0
32	Pluba II	0	0	0
33	Psaque	1	0	2
34	Psaquil	0	0	0
35	Q.G.	0	0	0
36	Quelele	1	0	0
37	Reno Gambiafada	4	0	2
38	Rossio	0	0	0
39	Santa Luzia	0	0	0
40	São Paulo	0	0	0
41	São Vicente de Paulo	0	0	0
42	Sintra-Nema	1	0	0
43	Tchada	0	0	0
44	Varela	0	0	0
45	Zone industrielle de Brá	1	0	0
	TOTAL	70	5	22

Source : Enquêtes 2003

N°	QUARTIERS / INFRASTRUCTURES	Institut	Musée	Centres Culturels	village SOS	Eglises	Mosquées
1	Afia	0	0	0	0	0	1
2	Amdalai	0	0	0	0	0	1
3	Antula	0	0	0	0	3	2
4	Bairro Ajuda I	0	0	1	0	1	1
5	Bairro Ajuda II	0	0	0	0	1	0
6	Bairro Internacional	0	0	0	0	0	0
7	Bairro Militar	0	0	0	0	6	8
8	Bandim I	0	0	0	0	5	3
9	Bandim II	0	0	0	0	0	3
10	Belem	1	1	1	0	3	4
11	Brá	0	0	0	0	2	1
12	Calequir	0	0	0	0	0	0
13	Centre ville	0	0	3	0	3	1
14	Chão de Pépel	0	0	1	0	2	1
15	Cuntum	0	0	0	0	4	3
16	Cuntum Madina	0	0	0	0	0	2
17	Cupelom de Baixo	0	0	0	0	0	1
18	Cupelom de Cima	0	0	0	0	2	0
19	Empantcha	0	0	0	0	2	0
20	Enterramento	0	0	0	0	0	0
21	Ile du Rei	0	0	0	0	0	0
22	Lala Quema	0	0	0	0	0	0
23	Luanda	0	0	0	0	2	1
24	Mindará	0	0	0	0	1	2
25	Missira	0	0	0	1	2	3
26	Nhala	0	0	0	0	0	0
27	Pefine	0	0	0	0	0	0
28	Penha	0	0	0	0	0	0
29	Plack I	0	0	0	0	1	0
30	Plack II	0	0	0	0	0	0
31	Pluba I	0	0	0	0	1	1
32	Pluba II	0	0	0	0	0	2
33	Psaque	0	0	0	0	1	3
34	Psaquil	0	0	0	0	0	1
35	Q.G.	0	0	0	0	1	0
36	Quelele	0	0	0	0	2	6
37	Reno Gambiáfada	0	0	0	0	2	1
38	Rossio	0	0	0	0	2	0
39	Santa Luzia	0	0	0	0	2	1
40	São Paulo	0	0	0	0	0	0
41	São Vicente de Paulo	0	0	0	0	0	1
42	Sintra-Nema	0	0	0	0	0	1
43	Tchada	0	0	0	0	0	0
44	Varela	0	0	0	0	1	0
45	Zone industrielle de Brá	0	0	0	0	0	0
TOTAL		1	1	6	1	52	55

Source : Enquêtes 2003

N°	QUARTIERS / INFRASTRUCTURES	Stades	Jardin publics	Monuments	Cimetières
1	Afia	0	0	0	1
2	Amdalai	0	0	0	0
3	Antula	0	0	0	1
4	Bairro Ajuda I	0	0	0	0
5	Bairro Ajuda II	0	0	0	0
6	Bairro Internacional	0	0	0	0
7	Bairro Militar	0	0	0	0
8	Bandim I	0	0	0	0
9	Bandim II	1	0	0	0
10	Belem	0	0	0	0
11	Brá	0	0	0	0
12	Calequir	0	0	0	0
13	Centre ville	1	0	4	1
14	Chão de Pépel	0	2	0	0
15	Cuntum	0	0	0	0
16	Cuntum Madina	0	0	0	0
17	Cupelom de Baixo	0	0	0	0
18	Cupelom de Cima	0	0	0	0
19	Empantcha	0	0	0	0
20	Enterramento	0	0	0	0
21	Ile du Rei	0	0	0	0
22	Lala Quema	0	0	0	0
23	Luanda	0	0	0	0
24	Mindará	0	0	0	0
25	Missira	0	0	0	1
26	Nhala	0	0	0	0
27	Pefine	0	0	0	0
28	Penha	0	0	0	0
29	Plack I	0	0	0	0
30	Plack II	0	0	0	0
31	Pluba I	0	0	0	0
32	Pluba II	0	0	0	0
33	Psaque	0	0	0	0
34	Psaquil	0	0	0	0
35	Q.G.	0	0	0	0
36	Quelele	0	0	0	0
37	Reno Gambiada	0	0	0	0
38	Rossio	0	0	0	0
39	Santa Luzia	0	0	0	0
40	São Paulo	0	0	0	0
41	São Vicente de Paulo	0	0	0	0
42	Sintra-Nema	0	0	0	0
43	Tchada	0	0	0	0
44	Varela	0	0	0	0
45	Zone industrielle de Brá	0	0	0	0
	TOTAL	2	2	4	4

Source : Enquêtes 2003

N°	QUARTIERS / INFRASTRUCTURES	Stations Radio	Stations Télévision	La Poste
1	Afia	0	0	0
2	Amdalai	0	0	0
3	Antula	0	0	0
4	Bairro Ajuda I	1	0	0
5	Bairro Ajuda II	0	0	0
6	Bairro Internacional	0	0	1
7	Bairro Militar	0	0	0
8	Bandim I	0	0	0
9	Bandim II	0	0	0
10	Belem	0	0	0
11	Brá	0	0	0
12	Calequir	0	0	0
13	Centre ville	2	0	2
14	Chão de Pépel	0	0	0
15	Cuntum	0	0	1
16	Cuntum Madina	0	0	1
17	Cupelom de Baixo	0	0	1
18	Cupelom de Cima	0	0	0
19	Empantcha	0	0	0
20	Enterramento	0	0	0
21	Ile du Rei	0	0	0
22	Lala Quema	0	0	0
23	Luanda	0	1	0
24	Mindará	0	0	0
25	Missira	0	0	0
26	Nhala	0	0	0
27	Pefine	0	0	0
28	Penha	0	0	0
29	Plack I	0	0	0
30	Plack II	0	0	0
31	Pluba I	0	0	0
32	Pluba II	0	0	0
33	Psaque	0	0	0
34	Psaquil	0	0	0
35	Q.G.	0	0	0
36	Quelele	1	0	1
37	Reno Gambiafada	1	0	0
38	Rossio	0	0	0
39	Santa Luzia	0	0	0
40	São Paulo	0	0	0
41	São Vicente de Paulo	0	0	0
42	Sintra-Nema	0	0	0
43	Tchada	0	0	0
44	Varela	0	0	0
45	Zone industrielle de Brá	0	0	0
	TOTAL	5	1	7

Source : Enquêtes 2003

N°	QUARTIERS / INFRASTRUCTURES	Casernes Militaires	Poste de Police	Caserne Sapeurs Pompiers
1	Afia	0	0	0
2	Amdalai	0	0	0
3	Antula	0	1	0
4	Bairro Ajuda I	0	0	0
5	Bairro Ajuda II	0	0	0
6	Bairro Internacional	0	0	0
7	Bairro Militar	0	0	0
8	Bandim I	0	1	0
9	Bandim II	0	0	0
10	Belem	0	1	0
11	Brá	0	0	0
12	Calequir	0	0	0
13	Centre ville	2	0	0
14	Chão de Pépel	0	0	0
15	Cuntum	0	0	0
16	Cuntum Madina	0	0	0
17	Cupelom de Baixo	0	0	1
18	Cupelom de Cima	0	1	0
19	Empantcha	0	0	0
20	Enterramento	0	0	0
21	Ile du Rei	0	0	0
22	Lala Quema	0	0	0
23	Luanda	0	1	0
24	Mindará	0	0	0
25	Missira	0	0	0
26	Nhala	0	0	0
27	Pefine	0	0	0
28	Penha	0	0	0
29	Plack I	0	0	0
30	Plack II	1	0	0
31	Pluba I	0	0	0
32	Pluba II	0	0	0
33	Psaque	0	0	0
34	Psaquil	0	0	0
35	Q.G.	1	0	0
36	Quelele	0	0	0
37	Reno Gambiafada	0	1	0
38	Rossio	0	0	0
39	Santa Luzia	0	0	0
40	São Paulo	0	0	0
41	São Vicente de Paulo	0	0	0
42	Sintra-Nema	0	0	0
43	Tchada	0	0	0
44	Varela	0	0	0
45	Zone industrielle de Brá	1	1	0
TOTAL		5	7	1

Source : Enquêtes 2003

INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES ET SERVICES

N°	QUARTIERS / INFRASTRUCTURES ET SERVICES	Aéroport	Port	Gare routière	Hôtels	Banques	Changes
1	Afia	0	0	0	0	0	0
2	Amdalai	0	0	0	0	0	0
3	Antula	0	0	0	0	0	0
4	Bairro Ajuda I	0	0	0	0	0	0
5	Bairro Ajuda II	0	0	0	0	0	0
6	Bairro Internacional	0	0	0	0	0	0
7	Bairro Militar	0	0	0	0	0	0
8	Bandim I	0	0	0	0	0	0
9	Bandim II	0	1	0	0	0	0
10	Belem	0	0	0	0	0	0
11	Brá	0	0	0	0	0	0
12	Calequir	0	0	0	0	0	0
13	Centre ville	0	1	0	2	2	4
14	Chão de Pépel	0	0	0	0	0	0
15	Cuntum	0	0	0	1	0	0
16	Cuntum Madina	0	0	0	0	0	0
17	Cupelom de Baixo	0	0	0	0	0	0
18	Cupelom de Cima	0	0	0	0	0	0
19	Empantcha	0	0	0	0	0	0
20	Enterramento	0	0	1	0	0	0
21	Ile du Rei	0	0	0	0	0	0
22	Lala Quema	0	0	0	0	0	0
23	Luanda	0	0	0	0	0	0
24	Mindará	0	0	0	0	0	0
25	Missira	0	0	0	0	0	0
26	Nhala	0	0	0	0	0	0
27	Pefine	0	0	0	0	0	0
28	Penha	0	0	0	0	0	0
29	Plack I	0	0	0	0	0	0
30	Plack II	1	0	0	0	0	0
31	Pluba I	0	0	0	0	0	0
32	Pluba II	0	0	0	0	0	0
33	Psaque	0	0	0	0	0	0
34	Psaquil	0	0	0	0	0	0
35	Q.G.	0	0	0	0	0	0
36	Quelele	0	0	0	0	0	0
37	Reno Gambiafada	0	0	0	0	0	0
38	Rossio	0	0	0	0	0	0
39	Santa Luzia	0	0	0	1	0	0
40	São Paulo	0	0	0	0	0	0
41	São Vicente de Paulo	0	0	0	0	0	0
42	Sintra-Nema	0	0	0	0	0	0
43	Tchada	0	0	0	0	0	0
44	Varela	0	0	0	0	0	0
45	Zone industrielle de Brá	0	0	0	0	0	0
TOTAL		1	2	1	4	2	4

Source : Enquêtes 2003

N°	QUARTIERS / INFRASTRUCTURES ET SERVICES	Usines	Centrale électrique	Stations d'essence
1	Afia	0	0	1
2	Amdalai	0	0	0
3	Antula	0	0	0
4	Bairro Ajuda I	0	0	1
5	Bairro Ajuda II	0	0	0
6	Bairro Internacional	0	0	0
7	Bairro Militar	0	0	0
8	Bandim I	1	0	0
9	Bandim II	0	0	1
10	Belem	0	0	1
11	Brá	0	0	0
12	Calequir	0	0	0
13	Centre ville	1	0	4
14	Chão de Pépel	0	1	0
15	Cuntum	0	0	0
16	Cuntum Madina	0	0	0
17	Cupelom de Baixo	0	0	0
18	Cupelom de Cima	0	0	1
19	Empantcha	0	0	0
20	Enterramento	0	0	0
21	Ile du Rei	0	0	0
22	Lala Quema	0	0	0
23	Luanda	0	0	1
24	Mindará	0	0	0
25	Missira	0	0	0
26	Nhala	0	0	0
27	Pefine	0	0	0
28	Penha	0	0	0
29	Plack I	0	0	0
30	Plack II	0	0	0
31	Pluba I	1	0	0
32	Pluba II	0	0	0
33	Psaque	0	0	0
34	Psaquil	0	0	1
35	Q.G.	0	0	0
36	Quelele	0	0	1
37	Reno Gambiafada	0	0	1
38	Rossio	0	0	0
39	Santa Luzia	0	0	0
40	São Paulo	0	0	0
41	São Vicente de Paulo	0	0	0
42	Sintra-Nema	0	0	0
43	Tchada	3	0	0
44	Varela	1	0	0
45	Zone industrielle de Brá	4	0	0
	TOTAL	11	1	13

Source : Enquêtes 2003

N°	QUARTIERS / INFRASTRUCTURES ET SERVICES	Marchés Municipaux	Supermarché /Magasins commerciaux	Boutiques	Galerie d'art	Boucheries	Abattoir
1	Afia	1	0	28	0	0	0
2	Amdalai	1	1	10	0	0	0
3	Antula	1	0	9	0	0	0
4	Bairro Ajuda I	1	0	25	0	0	0
5	Bairro Ajuda II	0	0	5	0	0	0
6	Bairro Internacional	0	0	1	0	0	0
7	Bairro Militar	2	2	108	1	0	0
8	Bandim I	0	1	47	0	0	0
9	Bandim II	2	1	49	0	0	0
10	Belem	0	0	26	0	0	0
11	Brá	0	0	17	0	0	0
12	Calequir	0	1	10	0	0	0
13	Centre ville	1	21	24	0	0	0
14	Chão de Pépel	0	4	18	0	0	1
15	Cuntum	3	9	146	0	0	0
16	Cuntum Madina	1	0	19	0	0	0
17	Cupelom de Baixo	1	6	25	0	0	0
18	Cupelom de Cima	0	1	29	0	0	0
19	Empantcha	0	0	11	0	0	0
20	Enterramento	0	0	1	0	0	0
21	Ile du Rei	0	0	1	0	0	0
22	Lala Quema	0	0	11	0	0	0
23	Luanda	0	1	23	0	1	0
24	Mindará	1	8	59	0	0	0
25	Missira	2	12	85	0	0	0
26	Nhala	1	3	13	0	0	0
27	Pefine	1	1	7	0	0	0
28	Penha	0	0	11	0	0	0
29	Plack I	0	0	9	0	0	0
30	Plack II	1	0	19	0	0	0
31	Pluba I	0	0	18	0	0	0
32	Pluba II	1	0	14	0	0	0
33	Psaque	1	1	41	0	0	0
34	Psaquil	0	0	3	0	1	0
35	Q.G.	0	0	2	0	0	0
36	Quelele	1	6	95	0	0	0
37	Reno Gambiafada	0	0	51	0	0	0
38	Rossio	0	1	8	0	0	0
39	Santa Luzia	1	4	21	0	0	0
40	São Paulo	0	0	6	0	0	0
41	São Vicente de Paulo	0	2	7	0	0	0
42	Sintra-Nema	0	0	23	0	0	0
43	Tchada	0	1	6	0	1	0
44	Varela	0	3	16	0	0	0
45	Zone industrielle de Brá	1	3	2	0	0	0
TOTAL		25	93	1159	1	3	1

Source : Enquêtes 2003

N°	QUARTIERS / SERVICES	Restaurants	Grille-rooms	Pâtisseries	Boulangeries traditionnelles et modernes	Fours
1	Afia	1	0	0	1	3
2	Amdalai	0	0	0	1	0
3	Antula	4	1	0	6	0
4	Bairro Ajuda I	4	0	0	3	0
5	Bairro Ajuda II	0	0	0	0	0
6	Bairro Internacional	1	0	0	0	0
7	Bairro Militar	4	0	0	12	7
8	Bandim I	0	0	0	2	0
9	Bandim II	6	0	0	4	0
10	Belem	2	0	0	0	1
11	Brá	2	0	0	1	0
12	Calequir	0	0	0	1	1
13	Centre ville	14	0	1	2	0
14	Chão de Pépel	6	0	1	3	0
15	Cuntum	1	0	0	12	3
16	Cuntum Madina	1	0	0	3	0
17	Cupelom de Baixo	3	2	0	2	0
18	Cupelom de Cima	2	1	0	5	0
19	Empantcha	0	0	0	0	0
20	Enterramento	0	0	0	0	0
21	Ile du Rei	0	0	0	0	0
22	Lala Quema	0	0	0	0	1
23	Luanda	0	0	0	0	1
24	Mindará	10	0	0	2	0
25	Missira	1	1	0	10	0
26	Nhala	0	0	0	1	1
27	Pefine	0	1	0	1	0
28	Penha	0	0	0	0	0
29	Plack I	0	0	0	2	2
30	Plack II	2	0	0	3	0
31	Pluba I	0	0	0	3	5
32	Pluba II	0	0	0	1	1
33	Psaque	0	0	0	2	1
34	Psaquil	0	0	0	0	0
35	Q.G.	1	0	0	0	0
36	Quelele	0	0	0	8	2
37	Reno Gambiafada	5	2	0	5	0
38	Rossio	1	0	0	1	1
39	Santa Luzia	0	0	0	3	0
40	São Paulo	0	0	0	2	3
41	São Vicente de Paulo	0	0	0	0	0
42	Sintra-Nema	2	1	0	4	0
43	Tchada	7	0	0	2	0
44	Varela	0	0	0	3	0
45	Zone industrielle de Brá	0	0	0	0	0
TOTAL		80	9	2	111	33

Source : Enquêtes 2003

N°	QUARTIERS / SERVICES	Bars	Café	Casino	Discothèques	Cinémas
1	Afia	4	0	0	1	2
2	Amdalai	2	0	0	0	2
3	Antula	7	0	0	1	1
4	Bairro Ajuda I	3	0	0	1	3
5	Bairro Ajuda II	2	0	0	0	0
6	Bairro Internacional	0	0	0	0	0
7	Bairro Militar	11	0	0	1	9
8	Bandim I	9	0	0	2	4
9	Bandim II	20	0	0	2	6
10	Belem	15	0	0	0	1
11	Brá	5	0	0	0	4
12	Calequir	2	0	0	1	3
13	Centre ville	25	1	1	6	1
14	Chão de Pépel	5	0	0	1	1
15	Cuntum	15	0	0	1	9
16	Cuntum Madina	3	0	0	1	2
17	Cupelom de Baixo	7	0	0	1	0
18	Cupelom de Cima	4	0	0	2	2
19	Empantcha	1	0	0	2	0
20	Enterramento	0	0	0	0	0
21	Ile du Rei	0	0	0	1	0
22	Lala Quema	2	0	0	0	1
23	Luanda	9	0	0	1	2
24	Mindará	10	0	0	1	3
25	Missira	24	0	0	0	9
26	Nhala	6	0	0	0	1
27	Pefine	3	0	0	0	1
28	Penha	3	0	0	1	0
29	Plack I	0	0	0	0	0
30	Plack II	5	0	0	1	1
31	Pluba I	5	0	0	0	1
32	Pluba II	10	0	0	1	4
33	Psaque	1	0	0	0	1
34	Psaquil	1	0	0	0	0
35	Q.G.	1	0	0	1	0
36	Quelele	12	0	0	1	7
37	Reno Gambiafada	18	0	0	0	4
38	Rossio	2	0	0	0	2
39	Santa Luzia	3	0	0	0	2
40	São Paulo	0	0	0	0	0
41	São Vicente de Paulo	2	0	0	0	0
42	Sintra-Nema	8	0	0	0	0
43	Tchada	2	0	0	0	0
44	Varela	3	0	0	0	1
45	Zone industrielle de Brá	0	0	0	0	0
TOTAL		270	1	1	31	90

Source : Enquêtes 2003

N°	QUARTIERS / SERVICES	Imprimerie nationale	Editeur	Librairie	Papeteries	Studios/Labos photos
1	Afia	0	0	0	0	1
2	Amdalai	0	0	0	0	0
3	Antula	0	0	0	0	0
4	Bairro Ajuda I	0	0	0	0	0
5	Bairro Ajuda II	0	0	0	0	0
6	Bairro Internacional	0	0	0	0	0
7	Bairro Militar	0	0	0	0	0
8	Bandim I	0	0	0	0	0
9	Bandim II	0	0	0	0	0
10	Belem	0	0	0	0	0
11	Brá	0	0	0	0	0
12	Calequir	0	0	0	0	0
13	Centre ville	0	0	1	2	2
14	Chão de Pépel	1	1	0	1	0
15	Cuntum	0	0	0	0	2
16	Cuntum Madina	0	0	0	0	0
17	Cupelom de Baixo	0	0	0	0	0
18	Cupelom de Cima	0	0	0	0	0
19	Empantcha	0	0	0	0	0
20	Enterramento	0	0	0	0	0
21	Ile du Rei	0	0	0	0	0
22	Lala Quema	0	0	0	0	0
23	Luanda	0	0	0	1	0
24	Mindará	0	0	0	0	1
25	Missira	0	0	0	0	2
26	Nhala	0	0	0	0	1
27	Pefine	0	0	0	0	0
28	Penha	0	0	0	0	0
29	Plack I	0	0	0	0	0
30	Plack II	0	0	0	0	0
31	Pluba I	0	0	0	0	0
32	Pluba II	0	0	0	0	0
33	Psaque	0	0	0	0	0
34	Psaquil	0	0	0	0	0
35	Q.G.	0	0	0	0	0
36	Quelele	0	0	0	0	1
37	Reno Gambiada	0	0	0	0	2
38	Rossio	0	0	0	0	0
39	Santa Luzia	0	0	0	0	0
40	São Paulo	0	0	0	0	0
41	São Vicente de Paulo	0	0	0	0	0
42	Sintra-Nema	0	0	0	0	1
43	Tchada	0	0	0	0	0
44	Varela	0	0	0	0	0
45	Zone industrielle de Brá	0	0	0	0	0
	TOTAL	1	1	1	4	13

Source : Enquêtes 2003

N°	QUARTIERS / SERVICES	Cabines téléphoniques privées	Cybercafés	Boutique location films	Salon de coiffure	Coiffeurs	Blanchisserie
1	Afia	1	0	0	0	0	0
2	Amdalai	3	0	0	0	0	0
3	Antula	3	0	0	0	0	0
4	Bairro Ajuda I	4	0	0	1	0	0
5	Bairro Ajuda II	1	1	0	1	0	0
6	Bairro Internacional	0	0	0	0	0	0
7	Bairro Militar	9	0	0	1	0	0
8	Bandim I	2	0	0	0	0	0
9	Bandim II	6	0	0	0	1	0
10	Belem	0	0	0	1	0	0
11	Brá	2	0	0	0	0	0
12	Calequir	0	0	0	0	0	0
13	Centre ville	10	2	0	4	2	1
14	Chão de Pépel	3	0	0	1	0	0
15	Cuntum	9	0	0	1	0	0
16	Cuntum Madina	2	0	0	0	0	0
17	Cupelom de Baixo	1	0	0	1	1	0
18	Cupelom de Cima	2	1	0	3	0	0
19	Empantcha	0	0	0	0	0	0
20	Enterramento	0	0	0	0	0	0
21	Ile du Rei	0	0	0	0	0	0
22	Lala Quema	1	0	0	0	0	0
23	Luanda	2	1	0	0	0	0
24	Mindará	3	0	0	0	0	0
25	Missira	2	0	0	1	1	0
26	Nhala	0	0	0	1	0	0
27	Pefine	2	0	0	0	1	0
28	Penha	2	0	0	0	0	0
29	Plack I	1	0	0	0	0	0
30	Plack II	2	0	0	0	0	0
31	Pluba I	0	0	0	0	0	0
32	Pluba II	1	0	0	0	0	0
33	Psaque	0	0	0	0	0	0
34	Psaquil	0	0	0	0	0	0
35	Q. G.	0	0	0	0	0	0
36	Quelele	5	0	0	1	0	0
37	Reno Gambiada	5	0	0	2	0	0
38	Rossio	0	0	0	0	0	0
39	Santa Luzia	2	0	0	0	0	0
40	São Paulo	0	0	0	0	0	0
41	São Vicente de Paulo	0	0	0	0	0	0
42	Sintra-Nema	0	0	0	1	2	0
43	Tchada	0	0	0	1	0	0
44	Varela	2	0	1	0	0	0
45	Zone industrielle de Brá	0	0	0	0	0	0
	TOTAL	88	5	1	21	8	1

Source : Enquêtes 2003

N°	QUARTIERS / SERVICES	Pharmacies	Opticien	Moulin
1	Afia	1	0	0
2	Amdalai	0	0	0
3	Antula	1	0	0
4	Bairro Ajuda I	2	0	0
5	Bairro Ajuda II	1	0	0
6	Bairro Internacional	0	0	0
7	Bairro Militar	4	0	0
8	Bandim I	2	0	0
9	Bandim II	2	0	0
10	Belem	1	0	0
11	Brá	1	0	0
12	Calequir	0	0	0
13	Centre ville	9	0	0
14	Chão de Pépel	1	0	0
15	Cuntum	4	1	0
16	Cuntum Madina	0	0	0
17	Cupelom de Baixo	2	0	1
18	Cupelom de Cima	1	0	0
19	Empantcha	0	0	0
20	Enterramento	0	0	0
21	Ile du Rei	0	0	0
22	Lala Quema	0	0	0
23	Luanda	0	0	0
24	Mindará	4	0	0
25	Missira	3	0	0
26	Nhala	0	0	0
27	Pefine	2	0	0
28	Penha	0	0	0
29	Plack I	1	0	0
30	Plack II	1	0	0
31	Pluba I	0	0	0
32	Pluba II	0	0	0
33	Psaque	0	0	0
34	Psaquil	0	0	0
35	Q.G.	1	0	0
36	Quelele	1	0	0
37	Reno Gambiafada	1	0	0
38	Rossio	0	0	0
39	Santa Luzia	1	0	0
40	São Paulo	0	0	0
41	São Vicente de Paulo	0	0	0
42	Sintra-Nema	1	0	0
43	Tchada	0	0	0
44	Varela	1	0	0
45	Zone industrielle de Brá	0	0	0
TOTAL		49	1	1

Source : Enquêtes 2003

N°	QUARTIERS / SERVICES	Ateliers mécanicien	Ateliers tôlier	Ateliers vulcanisateur	Ateliers réparation radio/tv	Ateliers fabrique de clé
1	Afia	0	0	0	0	0
2	Amdalai	3	0	0	0	0
3	Antula	1	0	0	0	0
4	Bairro Ajuda I	0	0	0	1	0
5	Bairro Ajuda II	2	0	0	0	0
6	Bairro Internacional	0	0	0	0	0
7	Bairro Militar	11	0	1	0	0
8	Bandim I	3	1	0	0	0
9	Bandim II	2	0	0	1	0
10	Belem	4	0	0	0	0
11	Brá	3	0	1	0	0
12	Calequir	1	0	0	0	0
13	Centre ville	7	2	0	1	1
14	Chão de Pépel	4	0	1	0	0
15	Cuntum	15	0	0	1	0
16	Cuntum Madina	0	0	0	0	0
17	Cupelom de Baixo	4	0	0	0	0
18	Cupelom de Cima	3	1	2	1	0
19	Empantcha	0	0	0	0	0
20	Enterramento	1	0	0	0	0
21	Ile du Rei	0	0	0	0	0
22	Lala Quema	0	0	0	0	0
23	Luanda	0	0	0	0	0
24	Mindará	0	0	0	1	0
25	Missira	3	0	0	0	0
26	Nhala	3	0	0	0	0
27	Pefine	1	0	0	0	0
28	Penha	0	0	1	0	0
29	Plack I	0	0	0	0	0
30	Plack II	4	0	0	0	0
31	Pluba I	2	0	0	0	0
32	Pluba II	0	0	0	0	0
33	Psaque	0	0	0	0	0
34	Psaquil	1	0	0	0	0
35	Q.G.	1	1	0	0	0
36	Quelele	14	0	0	0	0
37	Reno Gambiafada	3	0	0	0	0
38	Rossio	0	0	0	0	0
39	Santa Luzia	5	0	0	0	0
40	São Paulo	1	0	0	0	0
41	São Vicente de Paulo	0	0	0	0	0
42	Sintra-Nema	3	0	1	0	0
43	Tchada	5	0	0	0	0
44	Varela	1	0	0	0	0
45	Zone industrielle de Brá	2	0	0	0	0
	TOTAL	113	5	7	6	1

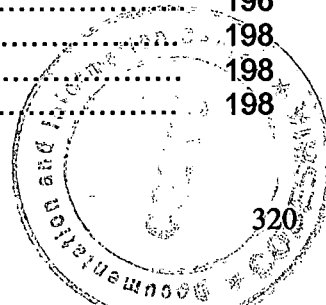
Source : Enquêtes 2003

N°	QUARTIERS / SERVICES	Ateliers charpentier	Ateliers soudeur	Ateliers tapissier	Ateliers frigoriste	Ateleirs fondeur Aluminium	Ateliers bijoutier
1	Afia	1	0	0	0	0	0
2	Amdalai	0	0	0	0	0	0
3	Antula	1	1	0	0	0	0
4	Bairro Ajuda I	0	0	0	0	0	0
5	Bairro Ajuda II	0	0	0	1	0	0
6	Bairro Internacional	0	0	0	0	0	0
7	Bairro Militar	5	1	1	1	0	0
8	Bandim I	0	1	0	0	0	0
9	Bandim II	2	0	0	0	0	0
10	Belem	4	2	0	0	0	0
11	Brá	0	2	0	0	1	0
12	Calequir	2	0	0	0	0	1
13	Centre ville	0	0	0	5	0	0
14	Chão de Pépel	6	1	0	1	0	0
15	Cuntum	4	1	0	0	0	0
16	Cuntum Madina	1	1	0	0	1	0
17	Cupelom de Baixo	2	0	0	0	1	0
18	Cupelom de Cima	2	0	0	2	0	1
19	Empantcha	0	0	0	0	0	0
20	Enterramento	0	0	0	0	0	0
21	Ile du Rei	0	0	0	0	0	0
22	Lala Quema	0	0	0	0	0	0
23	Luanda	1	0	0	1	0	0
24	Mindara	4	2	1	0	0	1
25	Missira	10	2	0	0	0	0
26	Nhala	0	0	0	0	0	0
27	Pefine	0	0	0	0	1	1
28	Penha	1	1	0	0	0	0
29	Plack I	0	0	0	0	0	0
30	Plack II	0	2	0	0	0	0
31	Pluba I	0	0	0	0	0	0
32	Pluba II	0	0	0	0	0	0
33	Psaque	1	0	0	0	0	0
34	Psaquil	1	0	0	0	0	0
35	Q.G.	0	0	0	0	0	0
36	Quelele	4	0	0	0	0	0
37	Reno	2	1	0	0	0	0
38	Rossio	0	0	0	0	0	0
39	Santa Luzia	3	0	0	0	0	0
40	São Paulo	0	0	0	0	0	0
41	São Vicente de Paulo	0	0	0	0	0	0
42	Sintra-Nema	3	3	0	1	0	0
43	Tchada	1	1	0	1	0	0
44	Varela	0	0	0	0	0	0
45	Zone industrielle de Brá	0	2	0	0	0	0
TOTAL		61	24	2	13	4	4

Source : Enquêtes 2003

2.2.4.2.1- Les surface bâtie.....	96
2.2.4.2.2- Les surfaces cultivées.....	97
2.2.4.2.3- Les zones de végétation naturelle.....	98
2.2.4.2.4- Les sols dénudés.....	99
2.2.4.2.5- Les surfaces d'eau.....	100
2.2.5- Expansion spatiale de 1986 à 2004.....	103
2.2.5.1- Aménagement et gestion urbaine.....	105
2.2.5.2- Changement dans l'occupation du sol de 1986 à 2004.....	107
2.2.5.2.1- Les surfaces bâties.....	109
2.2.5.2.2- Les surfaces cultivées.....	110
2.2.5.2.3- Les zones de végétations naturelle.....	112
2.2.5.2.4- Les sols dénudés.....	113
2.2.5.2.5- Les surfaces d'eau.....	114
2.2.6- Récapitulatif de l'expansion spatiale de 1952 à 2004.....	117
2.2.6.1- Aménagement et gestion urbaine.....	117
2.2.6.2- Changement dans l'occupation du sol de 1952 à 2004.....	117
2.2.6.2.1- Les surfaces bâties.....	119
2.2.6.2.2- Les surfaces cultivées.....	121
2.2.6.2.3- Les zones de végétation naturelle.....	122
2.2.6.2.4- Les sols dénudés.....	124
2.2.6.2.5- Les surfaces d'eau.....	125
2.3- CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE.....	128
CONCLUSION.....	132
TROISIEME PARTIE : INVENTAIRE DES INFRASTRUCTURES ET SERVICES	133
INTRODUCTION.....	134
3.1- LES QUARTIERS DE BISSAU.....	134
3.1.1- L'étendue des paysages en 2004.....	134
3.1.2- La répartition des quartiers.....	136
3.1.2.1- Naissance et évolution des quartiers.....	136
3.1.2.2- Superficie des quartiers de la ville	137
3.1.2.3- Périmètre des quartiers de la ville.....	138
3.1.2.4- Densité de la population de quelques quartiers.....	138
3.1.3- Les quartiers de Bissau : spontanés ou réguliers.....	140
3.1.4- Les habitations de la ville de Bissau : nombre et morphologie...	142
3.2- ANALYSE ET INVENTAIRE DE L'HABITAT ET DE SES EQUIPEMENTS ET SERVICES.....	144
3.2.1- La typologie de l'habitat.....	144
3.2.1.1- L'habitat en banco ou « construction précaire ».....	144
3.2.1.2- L'habitat en « krintim » ou « construction provisoire ».	146
3.2.1.3- L'habitat en ciment ou « construction définitive ».....	146
3.2.2- Les équipements.....	148
3.2.2.1- Les habitations équipées de puits.....	148
3.2.2.2- L'équipement des habitations en latrines.....	149
3.2.2.2.1- Latrines traditionnelles « retrete »	149
3.2.2.2.2- Latrines conventionnelles ou salle d'eau.....	151
3.2.2.2.3- Les habitations non équipées de latrines.....	152

3.2.2.3-	Les toitures des habitations.....	153
3.2.2.3.1-	Les habitations couvertes de tuiles.....	153
3.2.2.3.2-	Les habitations couvertes de fibrociments.....	154
3.2.2.3.3-	Les habitations couvertes de tôles ondulées.....	156
3.2.2.3.4-	Les habitations couvertes de tôles de fût.....	157
3.2.2.3.5-	Les habitations couvertes de chaume.....	158
3.2.2.3.6-	Les habitations couvertes de dalle de béton.....	160
3.2.3-	L'accès des habitations aux services de base.....	160
3.2.3.1-	Branchements au réseau d'adduction d'eau.....	160
3.2.3.2-	Branchements au réseau public d'électricité.....	162
3.2.3.3-	Branchements au réseau public de téléphone.....	164
3.2.3.4-	Branchements au réseau d'évacuation des eaux usées.....	165
3.3-	ANALYSE ET INVENTAIRE DES INFRASTRUCTURES SOCIALES DANS LA VILLE DE BISSAU.....	166
3.3.1-	Les bornes-fontaines.....	166
3.3.2-	Les puits collectifs.....	168
3.3.3-	Les boîtes et conteneurs à ordures.....	168
3.3.4-	Les canaux de drainage des eaux de pluie.....	169
3.3.5-	Les infrastructures éducatives.....	172
3.3.5.1-	Les institutions préscolaires.....	172
3.3.5.2-	Les écoles primaires.....	173
3.3.5.3-	Le cycle intermédiaire ou « ciclo ».....	175
3.3.5.4-	Les établissements secondaires.....	177
3.3.5.5-	Les écoles de formation professionnelle.....	178
3.3.5.6-	Les établissements d'enseignement supérieur.....	180
3.3.5.7-	Le village d'enfants SOS.....	180
3.3.5.8-	Les structures intellectuelles et culturelles.....	181
3.3.5.8.1-	Les instituts.....	181
3.3.5.8.2-	Les centres culturels, bibliothèques et musée.....	181
3.3.6-	Les infrastructures sanitaires.....	181
3.3.6.1-	Les hôpitaux.....	182
3.3.6.2-	Les postes de santé.....	182
3.3.6.3-	Les cabinets médicaux.....	182
3.3.7-	Les infrastructures sportives.....	184
3.3.8-	Les infrastructures religieuses.....	184
3.3.8.1-	Les églises.....	184
3.3.8.2-	Les mosquées.....	186
3.3.9-	Les infrastructures routières.....	187
3.3.9.1-	Les routes bitumées.....	189
3.3.9.1.1-	Les routes bitumées n°1.....	189
3.3.9.1.2-	Les routes bitumées n°2.....	190
3.3.9.1.3-	Les routes bitumées n°3.....	191
3.3.9.2-	Les routes latéritiques.....	193
3.3.9.2.1-	Les routes latéritiques n°1.....	193
3.3.9.2.2-	Les routes latéritiques n°2.....	194
3.3.9.3-	La desserte des quartiers.....	196
3.3.10-	Les autres infrastructures sociales.....	198
3.3.10.1-	Les casernes militaires.....	198
3.3.10.2-	La caserne des sapeurs pompiers.....	198



4.2.8.1.6- Les établissements d'enseignement supérieur.....	239
4.2.8.1.7- Les bibliothèques.....	240
4.2.8.1.8- L'institut de recherche.....	240
4.2.8.2- Les problèmes des infrastructures sanitaires.....	240
4.2.8.2.1- Les hôpitaux.....	240
4.2.8.2.2- Les postes de santé.....	242
4.2.8.2.3- Les cabinets médicaux.....	242
4.2.8.2.4- Les pharmacies.....	243
4.2.8.2.5- La morgue.....	243
4.2.8.3- Les problèmes des infrastructures sportives.....	243
4.2.8.4- La caserne des sapeurs pompiers.....	244
4.2.8.5- La Poste.....	244
4.2.9- Les infrastructures économiques.....	245
4.2.9.1- Les infrastructures industrielles.....	245
4.2.9.2- Les infrastructures portuaires et aéroportuaires.....	246
4.2.9.3- La gare routière.....	247
4.2.9.4- Les autres infrastructures et services.....	247
4.2.9.4.1- Les banques.....	247
4.2.9.4.2- Les hôtels.....	247
4.2.9.4.3- Les stations d'essence.....	248
4.2.9.4.4- Les marchés municipaux.....	248
4.2.9.4.5- L'abattoir municipal.....	249
4.2.9.4.6- Les transports en commun.....	249
4.2.9.4.7- La collecte des ordures ménagères.....	251
4.2.9.4.8- L'occupation anarchique de l'espace urbain.....	251
4.2.9.4.9- L'accès à la terre et au logement.....	252
4.2.10- La pauvreté dans la capitale.....	252
4.2.11- L'instabilité politique de la Guinée-Bissau.....	254
CONCLUSION.....	257
CONCLUSION GENERALE.....	258
BIBLIOGRAPHIE.....	263
GLOSSAIRE TOPONYMIQUE.....	272
LISTE DES FIGURES.....	282
LISTE DES TABLEAUX.....	286
LISTE DES CARTES.....	287
LISTE DES PHOTOS.....	288
LISTE DES MATRICES.....	289
ANNEXES.....	290
TABLE DES MATIERES.....	317